



## Municipales : la gauche à l'épreuve de ses divisions

► La France insoumise teste sa capacité de mobilisation dans les quartiers populaires et espère accroître son implantation locale

► Le Parti socialiste souhaite confirmer ses relatifs succès électoraux de 2024 et montrer qu'une victoire sans les « insoumis » est possible

► Confrontés à une campagne difficile, les maires écologistes affichent un positionnement prudent face à des adversaires qui n'hésitent pas à diviser

► A Montpellier, l'écologie est au cœur des tensions entre les têtes de liste de gauche et le maire socialiste sortant, Michaël Delafosse

► Le renforcement des polices municipales, thème cher à la droite, n'est désormais plus un tabou à gauche

PAGES 14-15 ET IDÉES PAGE 30

## IRAN : LES INFRASTRUCTURES CIVILES FRAPPÉES

► Des sites industriels, dont une usine de dessalement d'eau de mer, ont été visés, ces derniers jours, en Iran

► Au Liban, l'armée se retrouve face au dilemme du désarmement du Hezbollah

► En Israël, la guerre au Moyen-Orient renforce politiquement le premier ministre, Benjamin Netanyahu

► Dans un entretien au « Monde », le directeur général de l'armateur danois Maersk dit redouter d'être « à court de fioul »

► Les pays asiatiques sont déstabilisés par la flambée du prix des hydrocarbures



Des bombardements aériens visant un dépôt pétrolier, à Téhéran, le 7 mars. SASAN/MIDDLE EAST IMAGES VIA AFP

PAGES 2 À 9, IDÉES PAGE 31,  
ÉDITORIAL ET CHRONIQUE PAGE 33

### Affaire Epstein Les vies parisiennes du prédateur sexuel

Jusqu'en 2019, Jeffrey Epstein a vécu régulièrement au 22, avenue Foch, à Paris, où il a multiplié les rencontres d'affaires et les crimes sexuels

PAGES 22-23

### Ethiopie Femmes et filles victimes de viols dans la guerre

Amnesty International rapporte des témoignages de violences sexuelles dans le conflit touchant la région Oromia

PAGE 10

### Renault François Provost, patron dans la maîtrise

Réduction des coûts, objectifs à la baisse : le style du directeur général du groupe automobile tranche avec celui de son prédécesseur, Luca de Meo

PAGE 18

### Culture Le bilan en demi-teinte de la Cité de la langue française, à Villers- Cotterêts

PAGE 24

### Justice Un détenu multicondamné s'évade en douceur de la prison de Villepinte

PAGE 16

### Fukushima Quinze ans après, le lent retour à la vie

LE 11 MARS 2011, un séisme et un tsunami dévastaient le nord-est du Japon, dont une partie de la centrale sise à Futaba, irradiant la zone. Depuis, l'Etat japonais a consacré un important budget pour faire revenir les habitants, évacués. Mais les retours se font au

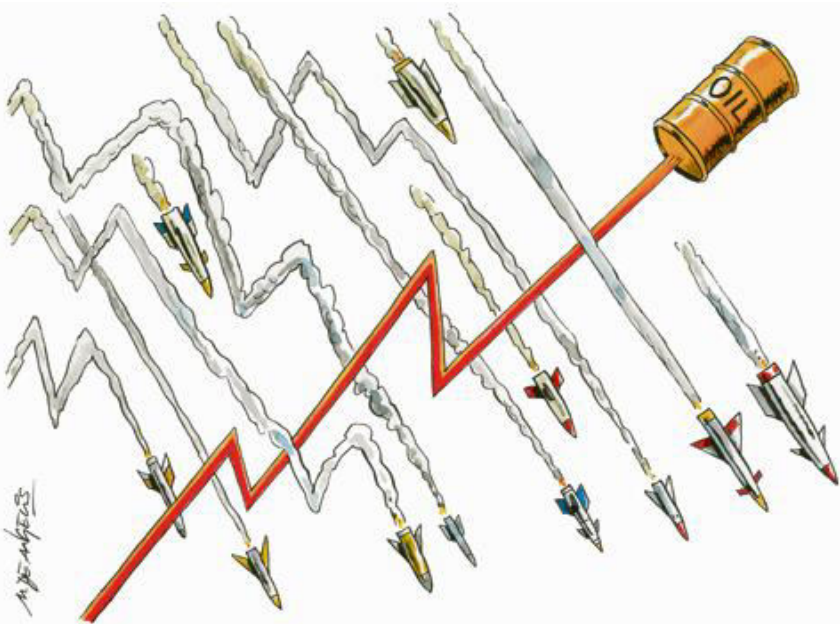
compte-gouttes. L'accident, comme ceux de Tchernobyl en 1986 et de Three Mile Island en 1979, a fortement influé sur la gestion de la sûreté nucléaire. Au Japon, les centrales sont néanmoins de nouveau au cœur de la stratégie énergétique. Ce retour en grâce est

aussi notable en Europe. Lors d'un sommet à Paris, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé une stratégie en faveur des petits réacteurs modulaires, dotée d'une enveloppe de 200 millions d'euros.

PAGES 12-13 ET 19

VU PAR MARCO DE ANGELIS (ITALIE)

CARTOONING FOR PEACE



**LES TENTATIONS**  
6-23 MARS  
DES PRIX TRÈS SÉDUISANTS SUR LA NOUVELLE COLLECTION\*

\* Sur modèles spécialement signalés.

Liste des magasins participant à l'opération sur [rocchebobo.com](https://www.rocchebobo.com)  
OUVERTURE LES DIMANCHES DE L'OPÉRATION (selon autorisation)

**rocchebobo**  
PARIS



# En Iran, les infrastructures civiles prises pour cibles

Des sites industriels et pétroliers sont visés par la coalition américano-israélienne, qui veut dégrader l'économie du pays

Nuit après nuit, les habitants de Téhéran qui ont choisi de rester dans la capitale décrivent des bombardements d'une grande intensité. Dans la nuit du 9 au 10 mars, sur des images diffusées sur les réseaux sociaux, une lueur bleutée apparaît brièvement dans le ciel. Certains internautes estiment qu'elle pourrait être liée à des attaques contre des installations électriques. L'électricité est ensuite coupée dans certains quartiers de Téhéran et de la ville de Karadj, avant d'être rétablie.

Depuis le 28 février, date du premier jour de la guerre, les frappes américano-israéliennes se sont intensifiées, touchant non seulement des cibles militaires mais aussi des infrastructures civiles. Cette stratégie est désormais assumée par Israël. Lundi 9 mars, le compte persan des forces armées israéliennes annonçait «une vaste vague d'attaques contre les infrastructures du régime terroriste iranien à Téhéran». Ecoles, hôpitaux et dépôts de carburant sont désormais au cœur d'un conflit qui dépasse de loin le seul objectif de démantèlement du programme nucléaire iranien.

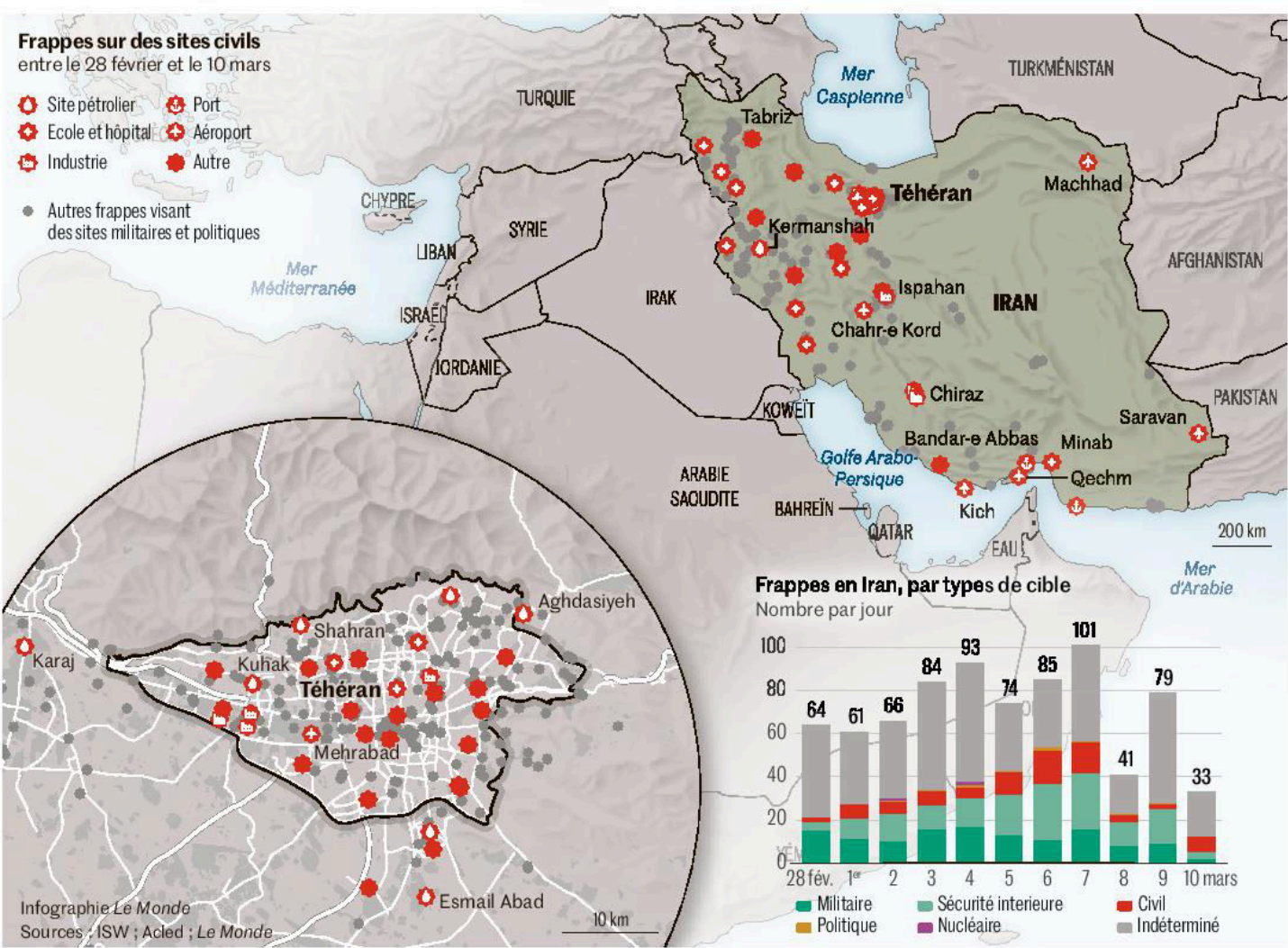
Ce même jour, après onze jours de guerre, l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA) recensait au moins 1262 civils tués par les bombardements américano-israéliennes, dont 200 enfants.

Les services d'urgence de la capitale ont comptabilisé 460 morts et 4309 blessés à Téhéran. Un bilan provisoire, en hausse quotidiennement. Jamais le pays n'avait été confronté à une campagne de bombardements aussi meurtrière sur une période aussi courte. La «guerre de douze jours», déclenchée le 13 juin 2025 par une attaque israélienne contre l'Iran et conclue le 24 juin par un cessez-le-feu, avait causé la mort de 1060 personnes à travers le pays, selon les autorités.

**Au moins 13 hôpitaux touchés**

Le Croissant-Rouge iranien fait état, lui, de quelque «10 000 structures civiles endommagées à travers le pays». Le patrimoine historique n'est pas épargné. A Téhéran, par exemple, le palais du Golestan, une résidence royale bâtie au XVI<sup>e</sup> siècle et classée au patrimoine mondial de l'Unesco, a été endommagé par une frappe.

Après la mort de 165 personnes – en majorité des écolières et leurs parents, selon les autorités – dans le bombardement par un missile Tomahawk américain d'une école de la ville de Minab au premier jour de la guerre, le 28 février, le Conseil de coordination des associations professionnelles d'enseignants iraniens (CCITTA), un syndicat d'enseignants opposé au régime, a appelé les Etats-Unis et Israël à veiller à ne pas viser les infrastructures scolaires et médicales : «Les écoles et les hôpitaux



doivent être des zones sûres et non militaires; des lieux d'éducation, de soins et d'assistance, pas des cibles de guerre.» Interrogé par la presse américaine, le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, a annoncé qu'une enquête serait menée sur le cas de l'école de Minab.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au moins 13 hôpitaux et autres établissements de santé en Iran avaient été touchés le 5 mars, au cours de la première semaine des attaques américano-israéliennes. L'OMS a indiqué qu'elle vérifiait des rapports selon lesquels quatre secouristes auraient été tués et 25 autres blessés.

Dans la nuit du 7 au 8 mars, ce sont des dépôts de carburant qui ont été attaqués à travers tout le pays. A Téhéran, celui de Shahrân, dans le Nord-Est, et celui de de Chahr-e-Rey, dans le Sud, continuaient de brûler le 9 mars. La veille, les habitants s'étaient réveillés sans être en mesure de distinguer le jour de la nuit, la ville ayant été enveloppée d'un voile de fumée. Dans un mélange de suie et de fines particules issues des explosions, une pluie noire tombait sur Téhéran. Le 8 mars, l'agence environnementale ira-

**«ISRAËL NE CHERCHE PAS SEULEMENT UN CHANGEMENT DE RÉGIME, MAIS UN AFFAIBLISSEMENT PROFOND DE L'ÉTAT»**

**ABDOLRASOOL DIVSALLAR**  
professeur à l'Université catholique de Milan

nienne et le Croissant-Rouge ont appelé les habitants de Téhéran à rester chez eux, les avertissant que les produits chimiques toxiques libérés par les frappes aériennes sur cinq installations de combustibles fossiles autour de la ville pourraient provoquer des pluies acides et endommager la peau et les poumons.

«Les dégâts causés aux installations pétrolières en Iran risquent de contaminer la nourriture, l'eau et l'air – des dangers qui peuvent avoir de graves impacts sanitaires, en particulier pour les enfants, les personnes âgées et celles présentant des conditions médicales

préexistantes», a mis en garde lundi 9 mars, Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. Le vice-ministre iranien de la santé, Ali Jafarian, a, lui, déclaré à Al-Jazira que le sol et les sources d'eau autour de Téhéran commençaient déjà à être contaminés par les retombées des explosions du week-end. Dans un rare aveu d'inquiétude, le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a, lui, averti le 8 mars qu'un conflit prolongé pourrait paralyser la production pétrolière de l'Iran : «Si la guerre continue ainsi, [nous n'aurons] ni les moyens de vendre le pétrole ni la capacité d'en produire.»

**Transport civil et militaire**

Outre les écoles, les hôpitaux et les dépôts pétroliers, les frappes ont également touché d'importantes infrastructures de transport civil et militaire. L'aéroport de Mehrabad, à Téhéran, utilisé par l'aviation civile et militaire, a été ciblé à plusieurs reprises et a subi de lourds dommages. Les frappes s'étendent aussi au littoral. Selon des analyses et des images satellitaires, des bases navales et les chantiers navals situés dans le sud

du pays, notamment à Bandar Abbas et à Konarak, bordant le golfe Arabo-Persique, ont été à plusieurs reprises bombardées.

Au fil des frappes, la nature des cibles s'élargit, passant des installations militaires à des infrastructures industrielles, civiles et économiques, ce qui pourrait affaiblir durablement les capacités de l'Etat iranien. Selon Abdolrasool Divsallar, professeur à l'Université catholique de Milan, «Israël ne cherche pas seulement un changement de régime, mais un affaiblissement profond de l'Etat, le maintenant absorbé par ses crises, une instabilité politique, des conflits civils, une émergence de groupes armés, pour limiter sa puissance régionale».

Dans le même temps, «l'objectif de Washington est la dégradation de la projection de puissance iranienne plutôt que l'effondrement de l'Etat ou même le changement de régime», soutient le chercheur. Pour les Etats-Unis, l'Europe et les pays du Golfe, un effondrement total de l'Etat serait, selon Abdolrasool Divsallar, «trop risqué comme l'ont montré les exemples de la Syrie et de l'Irak».

**GHAZAL GOLSHIRI ET MADJID ZERROUKY**

## Les usines de dessalement, zones de vulnérabilité au Moyen-Orient

Les pays du Golfe, où ont été signalées des attaques contre des stations de traitement d'eau de mer, sont dépendants de cette technologie

L'eau deviendrait-elle une nouvelle cible du conflit au Moyen-Orient? Les autorités iraniennes ont accusé les Etats-Unis, samedi 7 mars, d'avoir perturbé l'approvisionnement de 30 villages en s'en prenant à la station de traitement de l'eau de mer d'une île du détroit d'Ormuz, l'étroit couloir maritime qui se situe au cœur des hostilités. Le lendemain, le ministère de l'Intérieur de Bahreïn – de l'autre côté du golfe Persique – a fait état de «dommages matériels» sur une de ses usines, attribués à une opération iranienne menée par drone.

Si le détail de ces attaques rapportées reste encore flou, elles mettent en évidence l'enjeu stratégique que représentent les installations de dessalement dans les terres arides de la péninsule Arabique. «L'instrumentalisation de l'eau lors des conflits a toujours existé», souligne Mathilde Jourde,

chercheuse à l'Institut de relations internationales et stratégiques, responsable du programme climat, environnement et sécurité. Mais là, elle vient se superposer à une vulnérabilité hydrique très importante, qui s'accroît avec les changements climatiques et la maladaptation des pays du Golfe, qui dépendent de ces technologies.»

Les infrastructures des six pays du Conseil de coopération du Golfe produisent autour de 40 % du volume mondial d'eau dessalée, relève un rapport de 2025 de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (Cesao), une instance des Nations unies. Tous usages confondus, environ 90 % de la consommation d'eau du Koweït et du Qatar sont fournis par les usines de désalinisation, selon les données de la Cesao. Cette dépendance est également élevée en Arabie saoudite (50 % tous usages confondus, et

75 % pour la seule eau potable), aux Emirats arabes unis (42 %) ou encore à Bahreïn (36 %). Ces ressources – produites par quelque 400 usines – sont employées pour l'approvisionnement des municipalités mais aussi dans le secteur industriel.

**Réseaux interconnectés**

Au-delà de leur vulnérabilité à des frappes directes, les stations de dessalement sont également exposées à d'éventuelles coupures de courant – les procédés qui permettent de rendre l'eau marine propre à la consommation sont en effet très gourmands en énergie. Ils représentaient en 2023 environ 7 % de la consommation finale d'énergie au Moyen-Orient, selon l'Agence internationale de l'énergie. Pour l'heure, «[leurs] installations fonctionnent tout à fait normalement», assure Philippe Bordeaux, directeur de la zone déléguée Afrique et Moyen-

Orient de Veolia. Acteur historique dans la zone, le groupe a renforcé les contrôles d'accès des cinq usines de dessalement qu'il fait tourner à Oman et en Arabie saoudite.

Face aux différentes menaces, le système d'approvisionnement en eau des Etats du Golfe est toutefois «plus robuste qu'il n'y paraît», estime Franck Galland, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique. Les réseaux d'eau y sont interconnectés. Par exemple, «si un navire pétrolier ou chimique déversait des substances là où de l'eau est captée, soit l'installation est en capacité de les traiter immédiatement, soit une autre usine peut prendre le relais», assure Laurent Obadia, le directeur général adjoint chargé des parties prenantes et de la communication de Veolia.

En cas de marée noire, le pétrole flotte sur l'eau de mer, en raison de sa moindre densité. Or, les pri-

es d'eau de la plupart des unités de dessalement se situent à une vingtaine de mètres sous la surface. «Cela limite les risques en cas de pollution», indique M. Galland.

Plus largement, en cas d'arrêt forcé d'une usine, les Emirats arabes unis, qui utilisent le sous-sol pour stocker des millions de mètres cubes dessalés, peuvent tenir «de l'ordre de trois mois pour Abou Dhabi», développe M. Galland. Le Qatar peut quant à lui miser sur «environ sept jours» de réserves.

Pour le chercheur, «si les réservoirs stratégiques des Etats du Golfe étaient ciblés, cela constituerait le franchissement d'une étape dramatique dans le conflit». La vulnérabilité hydrique concerne aussi l'Iran : si le pays dépend bien moins du dessalement que ses voisins, il ne s'en trouve pas moins dans une situation fragile – une possible évacuation de Téhéran avait même été évoquée en

novembre 2025, au regard de la faiblesse des réserves des barrages alimentant la capitale.

«Ces questions amènent à réfléchir à la perception de la sûreté» en matière hydrique, souligne Kaveh Madani, directeur de l'Université des Nations unies pour l'eau, l'environnement et la santé et ancien vice-président de l'agence gouvernementale iranienne pour la protection de l'environnement. «La technologie, au final, peut même vous rendre plus vulnérable», observe le spécialiste. Au risque d'exposer les habitants des pays en guerre. Sandra Métayer, coordinatrice de la Coalition Eau, qui regroupe des organisations non gouvernementales françaises, s'inquiète ainsi d'une «escalade de la militarisation de l'eau» dans les conflits mondiaux, «qui aggrave encore les souffrances des populations civiles».

**LÉA SANCHEZ**



# Les Iraniens de Dubaï pris entre deux feux

Installée dans la cité-Etat des Emirats, la communauté redoute des représailles contre leurs proches restés au pays

REPORTAGE  
DUBAÏ (ÉMIRATS ARABES UNIS) -  
envoyée spéciale

Au téléphone, la voix de l'homme chevrote. Reza (un prénom d'emprunt, comme pour toutes les personnes citées dans cet article) préfère décliner une rencontre de visu. «*Ma femme et mon fils sont encore à Téhéran, vous comprenez?*», dit-il. *C'est très difficile de les joindre, j'y arrive parfois grâce à une application que vous ne pouvez pas installer de l'étranger, mais que, Dieu merci, j'avais sur mon téléphone. Il y a quatre heures, ma famille était encore vivante.*»

Installé à Dubaï, dans l'import-export alimentaire depuis deux ans, cet homme d'affaires iranien vit dans une double crainte: celle de représailles envers ses proches par un régime aux abois et celle d'être ostracisé dans un pays visé par des frappes iraniennes quotidiennes. Un double cauchemar.

Aux opérations militaires lancées le 28 février par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran ont répondu, le jour même, des salves de missiles et de drones iraniens – ininterrompues depuis – sur le territoire des Emirats arabes unis. Mardi 10 mars, à l'ouest d'Abou Dhabi, la capitale, le complexe industriel de Ruwais, situé en bord de mer et qui

abrite la plus importante raffinerie de pétrole du Moyen-Orient – la plus vaste au monde sur un seul site –, a dû, pour la première fois, suspendre ses activités et évacuer le personnel. Sur X, les autorités ont reconnu faire «*face à un incendie survenu dans l'une des installations du complexe de Ruwais, causé par une attaque de drone, sans qu'aucune victime n'ait été enregistrée jusqu'à présent*». Sans plus de précision: l'un de ces projectiles a-t-il atteint sa cible ou a-t-il été intercepté à proximité?

### Brouillage GPS

A une heure et demie de route d'Abou Dhabi, Dubaï s'est aussi réveillée sous un ciel maussade et de nouvelles alertes. Puis le brouillage du système GPS, de plus en plus fréquent, a mis en dérouté

les automobilistes et les taxis pour une partie de la journée. Dans le quartier de Business Bay, Leïla, 50 ans, installée au sommet d'une tour dans les bureaux de la société de services qu'elle dirige, se rassure et dit apprécier le «*niveau de sécurité*» des Emirats, qui parviennent à intercepter la plupart des drones et des missiles. «*Evidemment, souligne-t-elle, il y a du stress, mais je me sens protégée, tout le monde est calme.*»

Cette Iranienne masque une autre anxiété, plus intime. «*Ma mère est toujours là-bas, à Téhéran, et les seules informations me sont rapportées par des parents. Je n'ai pas de contact direct avec elle. Chaque nuit, je me demande comment elle va, chaque matin, quand je me réveille, je ne sais pas. C'est horrible.*» Comme Leïla, mère de deux

adolescents, des milliers d'Iraniens établis, parfois de longue date, dans cette monarchie du Golfe se sont trouvés du jour au lendemain privés de contact avec leur pays d'origine. Estimée à 150 000 personnes, sans doute plus si l'on inclut ceux qui ont une autre nationalité, la communauté iranienne, implantée principalement à Dubaï, faisait partie jusque récemment des dix plus gros investisseurs immobiliers locaux.

Au fil du temps, les liens se sont même resserrés, surtout depuis le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, en 2018, et l'instauration de nouvelles sanctions, considérées comme les plus dures jamais imposées à un pays. Les affaires, y compris avec le régime iranien, sont allées bon train. «*Sous la présidence de [Ebrahim] Raïssi [ancien président de la République islamique d'Iran, mort en 2024], l'Iran avait lancé une politique de bon voisinage, et les Emirats avaient répondu par une politique similaire*», souligne une source.

En 2022, après des années de froid, les Emirats ont ainsi ouvert une ambassade à Téhéran. Le litige concernant trois îles – Abou-Moussa, située à 70 kilomètres de Dubaï, Petite et Grande Tunb – revendiquées par Abou Dhabi, mais dont Téhéran avait fini par prendre le contrôle, en 1992, était passé

«**JAMAIS JE N'AURAIS IMAGINÉ ME TROUVER ICI SOUS DES BOMBES IRANIENNES, CELA N'A AUCUN SENS», DIT LEÏLA, DIRIGEANTE D'ENTREPRISE**

à l'arrière-plan. La paix rimait avec «business».

Joint aussi par téléphone, Arash, un entrepreneur iranien, ne cache pas sa peur de tout perdre. Jusqu'au déclenchement de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, le port iranien de Bandar-e Abbas, qui occupe une place stratégique sur le détroit d'Ormuz distant d'à peine 260 kilomètres de Dubaï par la mer, était directement connecté au port émirati de Djebel Ali. D'ici partaient chaque jour des tonnes de marchandises importées et réexportées, en dépit des sanctions, transformant Dubaï en principal hub financier et commercial de l'Iran.

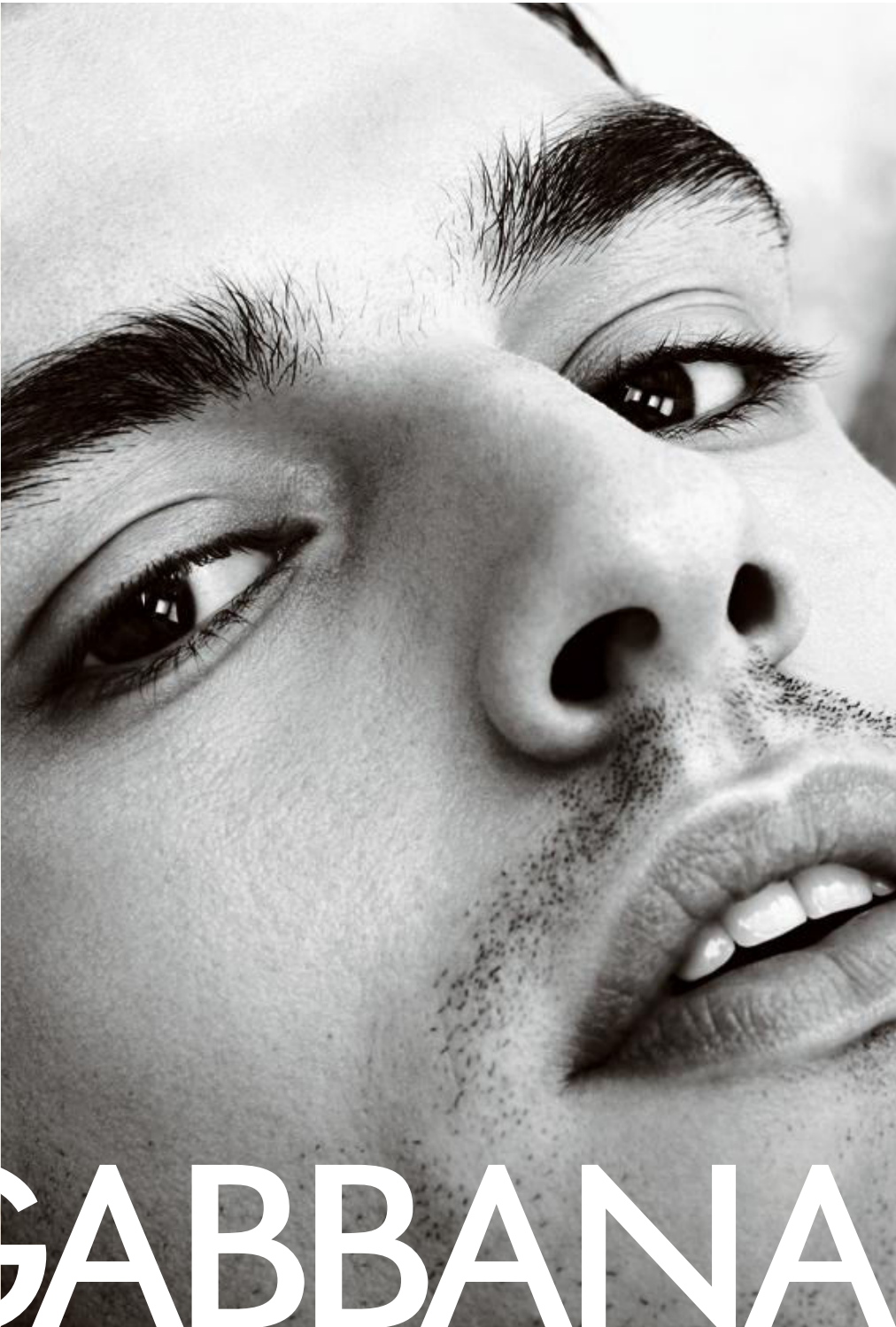
«*Jamais, je n'aurais imaginé me trouver ici sous des bombes iraniennes, cela n'a aucun sens*», avance Leïla, à l'unisson des Emiratis, sidérés par les attaques venues d'Iran, pays certes considéré

comme une potentielle menace du fait des liens des monarchies du Golfe avec les Etats-Unis, mais pas comme un ennemi. Djebel Ali a pourtant fait l'objet, dès le 1<sup>er</sup> mars, d'une attaque de drone. Contrôlé par les gardiens de la révolution, le détroit d'Ormuz, par lequel transite un cinquième de la production mondiale de pétrole et de gaz naturel liquéfié, est devenu, depuis le 28 février, inaccessible. Prise en étau, la communauté iranienne des Emirats ne décolère pas contre Donald Trump, accusé d'avoir privilégié les armes à la diplomatie.

«*Avant le début de cette guerre, témoigne Leïla, je me rendais souvent en Iran.*» Quinze vols quotidiens reliaient les Emirats à Téhéran, accessible en moins de deux heures, mais aussi Chiraz et d'autres villes. «*Aujourd'hui, ajoute-t-elle, l'Iran est devenu un trou noir, je ne sais même plus si l'essence est encore disponible.*» Dans la nuit du 7 au 8 mars, l'armée israélienne a détruit des infrastructures pétrolières proches de Téhéran, faisant plusieurs victimes. En même temps est venue, relayée par la presse, la menace d'un gel des avoirs iraniens par Abou Dhabi. Chaque jour charrie son lot de nouvelles angoissantes pour les Iraniens des Emirats, dans un sens comme dans l'autre. ■

ISABELLE MANDRAUD

PHOTOGRAPHIE RETOUCHÉE



DOLCE & GABBANA



# Désarmer le Hezbollah, le défi de l’armée libanaise

Le chef d'état-major craint qu’une confrontation avec la milice chiite ne brise l’unité de l’institution militaire

BEYROUTH - *correspondante*

Le président libanais, Joseph Aoun, a voulu faire taire la polémique entourant le commandant en chef de l’armée, Rodolphe Haykal, en lui réitérant son soutien, lors d’une rencontre, mardi 10 mars. La veille, le premier ministre, Nawaf Salam, toute colère ravalée, l’avait reçu pour accorder leurs violons. Le général Haykal s’était attiré les foudres des responsables libanais en écartant tout recours à la manière forte pour désarmer le Hezbollah, au risque de laisser Israël s’en charger dans une guerre dévastatrice pour le Liban.

Le général Haykal avait mis un bémol à la décision du gouvernement, le 2 mars, de déclarer illégales les activités militaires du Hezbollah et à l’appel fait à l’armée de montrer plus d’allant et de fermeté dans le désarmement de celui-ci. Il a mis en garde contre le risque de scission au sein de l’institution militaire et d’atteinte à la paix civile si l’armée se lançait dans une confrontation avec le parti-milice chiite. Samedi, il a récidivé en publiant un communiqué qui, passant sous silence la décision gouvernementale, soulignait l’importance de l’«*unité nationale*». La «*sortie de crise*», estimait-il, repose sur l’arrêt des «*agressions israéliennes*» et le «*renforcement des capacités de l’institution militaire*».

La polémique, en partie éteinte, a ravivé le débat sur les contraintes qui pèsent sur les forces armées libanaises (FAL) et les ramifications du plan de désarmement du Hezbollah. «*Ce que le général Haykal a voulu dire, c’est qu’il n’a pas les moyens de le faire, car le pays ne soutiendrait pas unanimement l’armée si elle devait agir. Sur le fond, il a raison de dire que c’est prendre le risque de nous mener à la catastrophe. Mais d’autres pensent qu’il faut prendre ce risque*», commente une source gouvernementale libanaise. Le commandant en chef des FAL redoute qu’en confrontant le Hezbollah, et donc une partie de la communauté chiite, l’armée s’expose à des tensions, voire à des défections,



Un drapeau du Hezbollah dans des décombres après une frappe israélienne, à Nabi Chif, au Liban, le 7 mars.  
RAFAEL VAGHOBZADEH POUR « LE MONDE »

comme au temps de la guerre civile (1975-1990). Avec 30 % de chiites en son sein, «*l’armée représente la mosaïque sociale du Liban. La société est divisée et ces divisions seront projetées dans les FAL*», souligne le général à la retraite Elias Hanna. «*Si vous allez combattre le Hezbollah aujourd’hui, vous serez accusé d’être un collaborateur d’Israël*», ajoute-t-il.

**«*Le problème est politique*»**  
Depuis la fin de la guerre civile, l’armée libanaise a maintenu sa cohésion en se cantonnant au maintien de la paix civile, au prix d’une certaine inaction contre les milices armées telles que le Hezbollah. «*Il y a une question de moyens humains et militaires*, explique une source officielle libanaise. *L’armée libanaise est trop étalée sur le territoire. Pour un petit pays comme le*

**AVEC 30 % DE CHIITES, «*L’ARMÉE REPRÉSENTE LA MOSAÏQUE SOCIALE DU LIBAN*», SOULIGNE LE GÉNÉRAL À LA RETRAITE ELIAS HANNA**

*Liban, 75 000 soldats, ce n’est pas peu, mais c’est insuffisant au regard des missions qu’on lui confie, qui devraient relever de la police ou de la gendarmerie.*»

Le renforcement des FAL devait être au menu d’une conférence des donateurs, prévue à Paris le 5 mars, et reportée sine die du fait de la guerre. «*A court terme, on ne peut pas changer le rapport de force qui est défavorable à l’armée.*

*Mais, même si elle était mieux équipée, mieux payée et plus aguerrie, ça ne ferait pas une grande différence: le problème est politique*», estime un diplomate occidental. Les FAL ont pu mener à bien leur mission de désarmement du Hezbollah, au sud du fleuve Litani, dans le cadre de l’accord de cessez-le-feu du 27 novembre 2024, car elles ont eu l’aval du Parti de Dieu pour le faire.

Le Hezbollah s’est, en revanche, opposé à la mise en œuvre de la phase 2 de ce plan, présenté mi-février, pour la région située entre les fleuves Litani et Awali. Et, depuis son entrée en guerre contre Israël, le 2 mars, il n’est plus question pour le parti chiite, qui s’est redéployé au sud du Litani, d’envisager son désarmement, invoquant la résistance à l’occupation israélienne. En réaction, l’exécutif

a renoncé à l’approche conciliante et graduelle avec le Hezbollah.

«*La décision d’en interdire les activités militaires est un signal politique, juridique et légal. Peu de gens ont l’illusion qu’on puisse totalement la mettre en œuvre. Le Hezbollah est en effet une structure de plus de quarante ans d’âge, qui ne peut être déconstruite en un clin d’œil*», argue la source gouvernementale. Le rejet d’une nouvelle guerre par une majorité de Libanais offre néanmoins un contexte favorable. «*Maintenant, si l’armée agit d’une manière plus décisive, il y aura moins de résistance au sein de la communauté chiite. Au niveau politique comme militaire, on a davantage de raisons de se montrer incisifs contre ceux qui ont entraîné le Liban dans une situation qu’il n’a pas voulu*», estime la source officielle.

## Joseph Aoun appelle à des négociations « directes » avec Israël

La volonté du président libanais d’ouvrir des discussions se heurte au mutisme de l’Etat hébreu, qui veut d’abord désarmer le Hezbollah

BEYROUTH - *correspondante*

Le président libanais, Joseph Aoun, a fait un geste d’ouverture en direction d’Israël. Lundi 9 mars, lors d’une visioconférence avec les chefs des institutions européennes, Ursula von der Leyen et Antonio Costa, le chef d’Etat a appelé à des négociations «*directes*» avec l’Etat hébreu pour mettre fin à la guerre qui oppose ce dernier au Hezbollah depuis le 2 mars, et qui a déjà fait 486 morts et près de 800 000 déplacés au pays du Cèdre.

Les responsables libanais veulent «*ouvrir une brèche dans le mur*», confie une source gouvernementale, alors qu’Israël a juré d’en finir avec le parti chiite et que les Américains, accaparés par le conflit en Iran, lui laissent carte blanche. Le président Aoun, qui a accusé le Hezbollah de vouloir «*provoquer l’effondrement du Liban (...)* pour le compte de l’Iran », a proposé un plan en quatre étapes. Il préconise «*une trêve*» avec Israël et le retrait des troupes israéliennes, puis le renforcement de

l’armée libanaise pour qu’elle puisse se déployer dans les zones de conflit et «*désarmer le Hezbollah*». Enfin, le Liban et Israël, toujours en état de guerre, entameront «*des négociations directes sous patronage international*».

En décembre 2025, le président Aoun avait accepté le principe de négociations civiles avec Israël, dans le cadre du mécanisme de surveillance du cessez-le-feu instauré en novembre 2024, et dépêché l’ambassadeur Simon Karam pour représenter le Liban. Il avait néanmoins rejeté l’idée, appuyée par les Israéliens, d’élever les négociations au niveau ministériel. Ce serait un pas vers la normalisation des relations avec l’Etat hébreu, que souhaite le président américain, Donald Trump. En février, Paris avait plaidé en ce sens auprès des autorités libanaises, estimant que cela pourrait écarter la perspective d’une offensive israélienne sur le Liban.

Selon nos informations, l’exécutif libanais n’a pas acté l’idée d’engager les négociations au niveau ministériel. «*On laisse entendre,*

*sans le dire, qu’on peut négocier le lieu – il n’y a plus d’obsession à ce que ça ait lieu à Naqoura [située dans le sud du pays, cette localité abrite le siège de la Force intérieure des Nations unies au Liban] –; le cadre – il n’y a plus d’obsession à ce que ça ait lieu dans le cadre du mécanisme – et l’objet. On ne dit pas ce que l’on veut, mais on dit qu’on est disponible pour négocier chacun de ces aspects*», indique la source gouvernementale. «*On réfléchit à jusqu’où on peut aller dans les négociations. Si les Israéliens demandent un accord de paix, on pourrait proposer un traité de non-belligérance*», ajoute une autre source officielle.

**Divergences internes**  
«*Si les Israéliens répondaient qu’ils étaient prêts à négocier, on passerait aux détails techniques, mais il y a un mutisme total de la part d’Israël*», poursuit cette source. L’Etat hébreu n’a pas communiqué officiellement ses conditions pour revenir au cessez-le-feu. Les responsables israéliens ont néanmoins fait du désarme-

ment du Hezbollah un objectif prioritaire. «*Les Israéliens ne sont pas hostiles à l’idée d’un cessez-le-feu, mais il n’est pas question pour eux [d’y souscrire] sur un vague engagement à désarmer le Hezbollah, déjà promis plusieurs fois par les responsables libanais*», fait savoir un diplomate occidental.

Le Hezbollah n’a pas fait connaître sa position. Lundi, le chef du bloc parlementaire du mouvement, Mohammad Raad, a affirmé que l’objectif restait «*de chasser l’ennemi des territoires occupés, de mettre fin à ses agressions et de protéger le Liban*», tout

**LE PRÉSIDENT AOUN A ACCUSÉ LE PARTI-MILICE DE VOULOIR «*PROVOQUER L’EFFONDREMENT DU LIBAN (...)* POUR LE COMPTE DE L’IRAN »**

en assurant que le mouvement chiite restait attaché à «*l’unité nationale*» malgré les divergences internes sur la question des armes. «*Cela peut vouloir dire qu’ils sont pour un retour à l’accord de cessez-le-feu de 2024, qu’ils disent avoir respecté. Malheureusement, on n’en discute pas avec eux*», estime la source officielle.

L’exécutif libanais dit ne plus avoir d’interlocuteur au sein du parti-milice depuis que ce dernier a pris la décision d’entrer en guerre contre Israël. Les contacts avec les députés et les ministres qui en sont issus sont limités. «*Ce n’est pas le Hezbollah qui prend la décision, mais l’Iran, pour qui cette guerre est devenue existentielle, estime le diplomate occidental. Au sein du Hezbollah, il y a le sentiment qu’en 2024 il s’est fait imposer un accord au moment où il relevait la tête, grâce à ses avancées sur le terrain. Il pense pouvoir [se redresser] et laver l’affront de 2024. Il joue son va-tout.*»

L’administration Trump, qui seule pourrait faire pression sur Israël, n’a pas réagi à la proposition

L’armée a pris des mesures, comme la mise en place de barrières et l’arrestation de membres du Hezbollah. La libération par le tribunal militaire, lundi, de trois d’entre eux, arrêtés pour port d’arme, contre une caution dérisoire, a suscité un tollé au Liban. Les mesures destinées à empêcher le transfert d’armes et de combattants vers le front font partie des mesures que l’armée peut mettre en place sans confrontation avec le Hezbollah. «*La clé est de fermer les frontières pour empêcher les groupes armés de se doter de munitions. L’armée fait un travail remarquable: les frontières aériennes et maritimes sont fermées, et les frontières terrestres dans une grande mesure aussi*», assure encore la source gouvernementale.

**«*Tout doit être négocié*»**  
Une autre proposition est à l’étude dans les cercles politico-militaires. Il s’agirait de déployer les FAL sur les positions dont elles se sont retirées au sud du Litani, mais aussi dans la banlieue sud de Beyrouth, où l’armée israélienne a évacué les habitants pour cibler les dépôts d’armes et les infrastructures du Hezbollah. Le ministère de la défense estime qu’il faudrait 5 000 soldats pour cette zone. «*Le Hezbollah ne va jamais accepter que les FAL entrent dans la banlieue sud de Beyrouth, qui est une zone de guerre, et les FAL ne le feront jamais sans l’aval du Hezbollah*», affirme le général Hanna.

«*L’armée libanaise est face à un grand dilemme. Elle doit remplir sa mission, mais, par la force, ce sera difficile, voire presque impossible. Le général Haykal va essayer de calibrer sa réponse. Tout doit être négocié politiquement*», estime l’analyste militaire. Affaibli et traqué par Israël, le Hezbollah n’a, lui non plus, pas intérêt à aller à l’affrontement avec l’armée. Il pourrait fragiliser davantage ses forces et diviser sa base en s’attaquant à l’Etat. «*Il faut aider le Hezbollah à se convertir au politique en exerçant sur lui toute la pression possible sans risquer une guerre civile*, conclut la source officielle. *C’est la quadrature du cercle.*» ■

HÉLÈNE SALLON

du président Aoun. «*Je n’ai pas l’impression que les Américains soient très engagés sur le dossier libanais. L’ambassadeur américain au Liban, Michel Issa, est très fermé. L’envoyé spécial américain, Tom Barrack, a été sondé mais il n’a pas donné suite. Donald Trump est focalisé sur l’Iran et laisse le dossier aux Israéliens*», poursuit le diplomate occidental.

Les responsables libanais reprochent à l’ambassadeur Michel Issa son manque d’engagement sur le dossier. «*Sa réponse est: “Que voulez-vous que je fasse? A moins que vous ne complétiez le travail de désarmement du Hezbollah, rien ne pourra avancer.” Il pense que le salut du Liban passe par un désarmement total du Hezbollah et nous accuse de lenteur délibérée*», relate la source officielle libanaise. Les responsables du pays du Cèdre disent être contraints d’aller lentement dans le désarmement du Hezbollah du fait de la poursuite des bombardements, du manque de moyens et de l’absence de consensus national. ■

HÉ. S.



# Trump, unique garde-fou de Nétanyahou

Les frappes en Iran font consensus en Israël et seul le président américain semble pouvoir influencer le dirigeant israélien

JÉRUSALEM - correspondant

L'ultime garde-fou du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, est un homme qui ne respecte lui-même aucun des garde-fous traditionnels de la démocratie américaine : Donald Trump. Ainsi va l'Etat hébreu, en guerre continue depuis l'attaque subie le 7 octobre 2023, dont la puissance militaire n'a jamais été aussi forte et les pouvoirs autant concentrés dans les mains d'une seule personne. Après douze jours d'intenses bombardements aériens sur deux fronts, l'Iran et le Liban, Benjamin Nétanyahou a résumé, lundi 9 mars au soir, en une formule, sa vision du régime iranien : « *Il ne fait aucun doute qu'avec les mesures prises jusqu'à présent, nous leur cassons les os.* »

Son entourage, il y a quelques jours, présentait l'attaque conjointe comme un moyen de protéger « *le monde civilisé* » en plus des citoyens israéliens. « *Nous sommes en train de changer le visage du Moyen-Orient* », affirme le chef de gouvernement en citant le slogan de son ancienne unité de combat, empruntée aux SAS, la célèbre unité des forces spéciales des forces armées britanniques : « *Qui ose gagne.* » Pour oser, le premier ministre mise sur un plan mobilisant le sionisme, l'armée, Dieu et son « *ami* » Donald Trump. « *Avec l'aide de Dieu, ensemble, nous assurerons l'éternité d'Israël* », proclame Benjamin Nétanyahou au moment de conclure ses discours comme un président

français terminerait par un « *Vive la République ! Vive la France !* »

Benjamin Nétanyahou cumule un total de dix-huit ans et cinq mois à la tête du gouvernement depuis sa première désignation en 1996. Plus que jamais, il est la boussole de la vie politique israélienne, celui que l'on déteste ou que l'on adule. Malgré le traumatisme du 7-Octobre, avec la mort de 1200 personnes et l'enlèvement de 251 otages, son parti, le Likoud (droite nationaliste), demeure le premier parti dans les sondages.

## Puissance médiatique

La guerre a réduit les dirigeants de l'opposition parlementaire à un rôle encore plus subalterne qu'à l'accoutumée. Leur espace politique s'est restreint depuis le 28 février. Ils se sont rangés par conviction ou par pragmatisme sous la bannière de la guerre contre l'Iran, soutenue par une très large partie de l'opinion publique. Pour se différencier, il leur reste la politique intérieure, les débats sur la

**BENJAMIN  
NÉTANYAHOU  
MISE SUR UN PLAN  
MOBILISANT  
LE SIONISME,  
L'ARMÉE, DIEU,  
ET SON « AMI »  
DONALD TRUMP**

# Pete Hegseth, l'incarnation de la guerre américaine en Iran

Depuis un an à la tête du Pentagone, l'ex-présentateur de Fox News met en avant la toute-puissance des Etats-Unis pour justifier ses actions

WASHINGTON - correspondant

Béni soit l'Eternel, mon rocher, qui exerce mes mains au combat et mes doigts à la bataille. » Personne ne s'est étonné, mardi 10 mars, lorsque le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, cite le livre des Psaumes au terme de son propos introductif devant les journalistes. Il s'agissait de la troisième conférence de presse commune avec le chef d'état-major des forces armées, le général Dan Caine, sur la guerre commencée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran.

Le contraste entre les deux hommes est flagrant. Le général Dan Caine apparaît sobre, courtois et factuel, sans emphase. Il trouve les mots pour parler des soldats disparus, et reconnaît la résistance iranienne. A ses côtés, Pete Hegseth, 45 ans, apparaît agité, belliqueux, confondant la polémique partisane avec la pédagogie d'une guerre rejetée par une majorité de la population américaine. « *Joe Biden [l'ancien président américain] ne savait même pas ce qu'il faisait* », lançait-il le 2 mars, après avoir expliqué que Donald Trump avait

« *toute la latitude du monde* » pour décider du calendrier des combats. « *Pas de règles d'engagement stupides, pas d'enlèvement dans la construction d'un Etat, pas d'entreprise de construction de la démocratie, pas de guerres politiquement correctes, résumait-il. Nous combattons pour gagner, et nous ne gaspillons ni temps ni vies.* »

## Purges sans précédent

Quelques semaines plus tôt, à Nashville (Tennessee), lors d'une convention de médias conservateurs, le secrétaire à la défense vantait la « *tradition chrétienne occidentale* », dans un monde « *assailli par des idéologies étrangères dangereuses et impies qui sèment le doute, le péché, la confusion et la mort* ». Le régime iranien lui en fournit aujourd'hui une illustration. S'étant défini dans le passé comme un « *néoconservateur en rémission* », Pete Hegseth défend avec ardeur la plus grande opération militaire américaine depuis l'invasion de l'Irak en 2003. Il est, avec Donald Trump, le visage d'une guerre dépourvue de justification pressante, d'objectifs clairs et de stratégie.

conscription des haredim (« *craignant Dieu* »), ces étudiants en religion qui échappent au service militaire, ou sur le budget de l'Etat, qui doit impérativement être adopté d'ici à la fin mars afin d'éviter une dissolution automatique de la Knesset. Avec ce paradoxe : une élection anticipée, que Benjamin Nétanyahou a tout fait pour éviter jusqu'alors, lui permettrait de se présenter devant les électeurs en chef de guerre soutenu par son « *ami* » Trump.

Le contexte est, par ailleurs, radicalement différent depuis le cessez-le-feu à Gaza. La plaie ouverte par l'enlèvement des otages par le Hamas, le 7 octobre 2023, s'est refermée avec le retour des derniers vivants et des morts dans le cadre du plan de paix imposé par Donald Trump en octobre 2025. La différence est essentielle sur le plan politique : pendant près de deux ans, les manifestations sur la place des Otages, à Tel-Aviv, ont permis à une forme d'opposition d'exister même si celle-ci était hétéroclite.

Avec le retour du dernier corps, le Forum des otages a mis fin à ses rassemblements hebdomadaires. Avec eux, a disparu l'un des rares lieux de débat contradictoire face à la puissance politique et médiatique de la coalition au pouvoir.

## Inquiétude sur le front du Liban

Des manifestations contre la guerre ont bien eu lieu, mais elles ont rassemblé quelques poignées de militants d'une gauche qui ne pèse plus grand-chose. A ce stade, aux yeux de l'opinion israélienne, les gains attendus de la guerre dépassent largement les inconvénients. A commencer par l'isolement de la République islamiste. « *Quelle que soit l'issue de cette guerre, et même si le régime parvenait d'une manière ou d'une autre à se maintenir au pouvoir après la fin du conflit, la barrière de la peur a été brisée, non seulement parmi [les propres civils en Iran], mais aussi, désormais, parmi les Etats arabes du Golfe* », a ainsi relevé le brigadier-général Eran Ortal, ancien responsable du principal

cercle de réflexion interne de l'armée israélienne, lors d'un séminaire du Centre d'études stratégiques Begin-Sadat.

L'inquiétude porte plus, désormais, sur le Liban et la volonté d'une partie de l'appareil militaire d'avancer au sol. « *L'une des options présentées consistait à étendre les opérations terrestres sur le territoire libanais afin de créer une zone tampon stérile, notamment en évacuant la population civile, dans le but d'empêcher les tirs de missiles antichars sur les villes frontalières du nord d'Israël* », a écrit, mardi, le quotidien *Yediot Aharonot*.

Dans le même temps, le porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Nadav Shoshani, a fait état de « *renseignements* » – invérifiables – qui indiqueraient la présence d'armements lourds dans le quartier de la Dahiyé, au sud de Beyrouth. Une annonce qui pourrait servir à justifier des opérations plus intenses dans ce bastion du mouvement religieux. Quelques interrogations com-

mencent néanmoins à se faire entendre. A court terme sur les résultats et les conséquences négatives de l'offensive contre l'Iran et le Hezbollah, notamment si le régime devait bloquer le détroit d'Ormuz. A moyen terme, sur le coût humain, social et surtout budgétaire d'une double guerre qui voit l'armée multiplier des vagues d'attaques alors que le déficit public se creuse.

A long terme, sur le lien avec les Etats-Unis où, au-delà de l'actuel président, l'image d'Israël n'a cessé de se dégrader ces derniers mois. D'autant plus que demeure un sujet que la guerre a temporairement mis de côté : l'avenir de la bande de Gaza, le devenir du Hamas et la question de son désarmement. « *Cela se fera soit de manière facile, soit de manière difficile. Mais dans tous les cas, cela se fera* », a prévenu, à plusieurs reprises, le premier ministre israélien ces dernières semaines. Le troisième front militaire demeure donc suspendu. ■

LUC BRONNER

**« NOUS COMBATTONS  
POUR GAGNER, ET  
NOUS NE GASPILLONS  
NI TEMPS NI VIES »**

**PETE HEGSETH**  
secrétaire à la défense  
américain

ponsables de l'administration ont échangé en mars 2025 au sujet de la campagne de frappes contre les houthistes au Yémen. Un journaliste de *The Atlantic* y avait été ajouté par erreur. Le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, fut ensuite remercié par Donald Trump. Mais c'est Pete Hegseth qui partagea des données opérationnelles sur les moyens et les cibles, sans doute pour se vanter.

Cheveux grisonnants peignés vers l'arrière à renfort de gel, un drapeau américain dépassant de la pochette de sa veste, Pete Hegseth est un secrétaire à la défense de podium. Outre son passé de soldat, qui l'a amené notamment en Afghanistan et en Irak, il n'a jamais dirigé la moindre adminis-

tration, ni même un déploiement important de troupes, avant de devenir le patron du Pentagone, au budget de 961 milliards de dollars (827 milliards d'euros). Donald Trump l'a choisi d'abord pour ses qualités télégeniques et ses envolées sur Fox News, dont le président est un consommateur assidu. Il avait promu Pete Hegseth en dépit des nombreux scandales révélés par la presse sur son alcoolisme, ses rapports aux femmes ou la gabegie financière des associations de vétérans qu'il avait dirigées.

Pendant près d'un an, le Pentagone a tourné le dos aux journalistes. Les conférences de presse ont été rarissimes, tandis que Pete Hegseth menait des purges sans précédent parmi les hauts gradés, à la recherche du moindre indice de supposé gauchisme ou déviance (« *woke* »). De nouvelles règles, inacceptables, ont été fixées aux médias traditionnels pour rester accrédités au Pentagone. En octobre 2025, ils ont refusé de signer le document officiel de 21 pages et ont fait leurs cartons. Ils ont été remplacés par des influenceurs, idéologiquement compati-

bles. Parmi eux : l'ancien représentant Matt Gaetz (Floride), tombé en disgrâce pour scandale sexuel, devenu présentateur de la chaîne en ligne One America News Network, ou bien l'islamophobe conspirationniste Laura Loomer.

La guerre en Iran a contraint le Pentagone à renouer avec une communication plus traditionnelle. Les journalistes sont revenus dans le bâtiment. Soudain, les questions sont redevenues incisives, et Pete Hegseth, irritable et agressif. Le 4 mars, il accusait la presse de distorsion, en se focalisant sur les premiers morts américains. « *Lorsque quelques drones [iraniens] passent ou que des choses tragiques surviennent, ça fait la une des journaux. Je comprends, la presse ne veut qu'une chose, donner une mauvaise image du président, mais pour une fois essayez de rapporter la réalité. Les termes de cette guerre seront fixés par nous à chaque étape.* » Comment ne pas voir un signe d'arrogance ou d'aveuglement, dans ce sentiment de pouvoir tout maîtriser : l'entrée dans un conflit, son déroulement et sa conclusion. ■

PIOTR SMOLAR





# Sébastien Lecornu reçoit les forces politiques françaises

Le premier ministre devrait évoquer les conséquences du conflit sur la France, alors que les marges de manœuvre financières manquent

La guerre en Iran contraint Sébastien Lecornu à sortir du silence. A la demande du président de la République, le premier ministre convie à Matignon, mercredi 11 mars, les chefs des partis et des groupes représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat, ainsi que les présidents des deux Assemblées, pour les informer des répercussions de la guerre au Moyen-Orient. Une rupture dans les usages instaurés par Emmanuel Macron. Depuis mars 2024, le chef de l'Etat a invité à plusieurs reprises les forces politiques à l'Elysée, afin de partager à huis clos les avancées de la guerre en Ukraine. La réunion la plus récente s'est tenue le 8 janvier.

Si Emmanuel Macron demande au premier ministre d'expliquer la politique que lui-même incarne, il n'entend pas renoncer à son «*domaine réservé*» et n'exclut pas de réunir ultérieurement les dirigeants politiques – du Rassemblement national (RN) à La France insoumise (LFI) – sur la guerre au Moyen-Orient, précise l'Elysée. Simplement, à ce stade, il se réserve «*la gestion diplomatique et militaire*», domaine dans lequel «*la vérité du midi est rarement celle du matin*», avance son entourage pour justifier ce changement de pied, évoquant une situation «*trop mouvante pour faire un point précis*» au niveau présidentiel. A Matignon, Sébastien Lecornu devrait se contenter d'un «*rapide point de situation*» sur le conflit et évoquer plus longuement les conséquences pour le gouvernement, explique l'entourage du chef de l'Etat.

Muet jusqu'ici, le premier ministre a préféré «*préserver sa parole*» et ne pas la «*superposer à*

*celle du président*», justifie-t-on Rue de Varenne. Aussi Sébastien Lecornu se sait-il particulièrement attendu sur les réponses gouvernementales à la hausse démesurée du prix des carburants, conséquence du blocage du détroit d'Ormuz.

Si la spéculation des marchés s'est atténuée avec les propos de Donald Trump, affirmant lundi soir que le conflit avec l'Iran «*va se terminer bientôt*», le prix du gazole dans l'Hexagone a franchi la barre symbolique des 2 euros le litre, soit une hausse de plus de 20 centimes depuis le 27 février. Il n'en fallait pas plus pour que la fragile union nationale sur la position défensive de la France au Moyen-Orient laisse place aux griefs contre l'impuissance de l'exécutif à protéger le pouvoir d'achat des ménages.

Marine Le Pen, au RN, a été la première à s'emparer du sujet, en prônant une réduction de la TVA sur les carburants, le fioul et le gaz de 20 % à 5,5 %. Une baisse évaluée à 17 milliards d'euros par le gouvernement. Dans la foulée, LFI a appelé à un blocage des prix. Des propositions «*politiciennes*» pour la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, qui a exhorté les oppositions, mardi, sur France 2, «*à faire preuve d'un peu de solidarité nationale*».

Mais les extrêmes ne sont pas les seuls à réclamer des mesures compensatoires. Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, a évoqué, mardi, sur Franceinfo, l'instauration d'un chèque énergie pour les «*ménages les plus modestes*», «*si le conflit devait durer*». Avant lui, l'ancien premier ministre Michel Barnier avait ouvert la voie, dimanche, sur France Inter, en défendant la mise

**SÉBASTIEN LECORNU SE SAIT ATTENDU SUR LES RÉPONSES GOUVERNEMENTALES À LA HAUSSE DÉMESURÉE DU PRIX DES CARBURANTS**

en place de «*dispositifs transitoires, exceptionnels pour aider les plus démunis*», tout en admettant que la France n'avait «*pas d'argent actuellement*».

**Communication de crise**  
L'exécutif n'entend pas céder aux récriminations des oppositions tant l'état des finances publiques, grevées par les 5 % de déficit et l'absence de majorité, laisse peu de marge de manœuvre. Dimanche, le premier ministre a annoncé un plan de 500 contrôles dans les stations-service par la répression des fraudes pour mieux détecter les hausses abusives. Son bilan définitif doit être présenté mercredi, avant une nouvelle réunion des distributeurs à Bercy, jeudi.

Pour sortir de l'ornière, le gouvernement mise autant sur sa communication de crise que sur les initiatives diplomatiques menées par l'Elysée. A la tête du G7, la France s'active pour rétablir les flux du détroit d'Ormuz, tout en négociant un recours aux réserves stratégiques de pétrole. «*Cette crise, on ne sait pas si c'est une course de 100 mètres ou un marathon*», a concédé, mardi, le ministre du commerce, Serge Papin.

Particulièrement discret depuis l'adoption définitive du budget, le

2 février, Sébastien Lecornu entend continuer à faire profil bas. Les responsables politiques conviés mercredi à Matignon seront privés de leur téléphone portable et ont reçu pour consigne de ne pas s'épancher dans les médias sur les propos échangés dans le huis clos de la Rue de Varenne, la réunion se déroulant dans un «*cadre confidentiel*».

Alors que le remaniement intervenu le 26 février n'a donné lieu à aucune cérémonie publique de passation de pouvoirs, le premier tour des élections municipales, qui se tiendra le 15 mars, ne devrait pas être accompagné des traditionnels commentaires des membres du gouvernement dans les médias. Sébastien Lecornu a demandé aux ministres qui ne sont pas candidats de ne pas s'exprimer publiquement la veille et le jour du scrutin. Cette consigne «*visée à préserver la neutralité de l'Etat et la sincérité du débat public. Elle devra être strictement respectée*», prévient le premier ministre dans cette circulaire signée mardi, et révélée par *Le Parisien*.

Durant l'épisode des inondations, fin février, le premier ministre s'est gardé de se déplacer dans l'un des départements touchés par les crues, se contentant d'annoncer depuis Paris l'état de catastrophe naturelle pour 294 communes. Ses deux passages au Salon de l'agriculture n'ont été accompagnés d'aucune déclaration à la presse, afin de ne pas réveiller la colère des agriculteurs. La guerre au Moyen-Orient et ses conséquences pourraient, cette fois-ci, l'obliger à s'exposer davantage, dans le sillage d'Emmanuel Macron. ■

**MARIAMA DARAME ET NATHALIE SEGAUNES**

# Modi critiqué en Inde pour son soutien à Israël et son silence sur la guerre

L'opposition reproche au premier ministre de rompre avec la politique de neutralité

NEW DELHI - *correspondante*

La guerre en Iran et au Moyen-Orient, qui s'étend jusqu'aux proches frontières de l'Inde, met à rude épreuve la stratégie de Narendra Modi. Le premier ministre indien, qui avait effectué une visite en Israël les 25 et 26 février, quarante-huit heures avant le déclenchement des hostilités contre l'Iran, s'est refusé à condamner l'attaque américano-israélienne et la mort de l'ayatollah Khamenei, se contentant d'appeler à la paix et au dialogue, tout en critiquant les représailles iraniennes dans la région. L'Inde n'a pas non plus dit un mot sur le torpillage par les Américains, dans l'océan Indien, au large du Sri Lanka, d'un navire de guerre iranien qui revenait d'un exercice militaire avec la marine indienne.

Malgré les appels de l'opposition à déposer une protestation diplomatique, le gouvernement indien s'est muré dans le silence. «*La crédibilité de l'Inde en tant que partenaire de confiance est désormais en lambeaux*», écrit le site d'information indépendant *The Wire*. «*La doctrine Modi en matière de politique étrangère a rendu l'Inde complice du démantèlement de l'ordre mondial fondé sur des règles, nous pousse vers la vassalité et compromet nos intérêts stratégiques*», pourfendent, dans le quotidien *The Indian Express*, Salman Khurshid, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement indien (2012-2014), et Pushparaj Deshpande, directeur de la fondation progressiste Samruddha Bharat. La guerre en Iran tourne à la crise politique en Inde.

Les leaders de l'opposition ont manifesté, lundi 9 mars, devant le Parlement, brandissant une banderole sur laquelle on pouvait lire : «*L'Inde a besoin de leadership, pas de silence*». L'opposition exigeait un débat à la Chambre basse sur la guerre en Iran et ses conséquences pour l'Inde, mais le gouvernement a refusé, et le ministre des affaires étrangères, Subrahmanya Jaishankar, s'est contenté de lire une déclaration, appelant à la «*la diplomatie*» et à «*la désescalade*». Rahul Gandhi, le dirigeant du Parti du Congrès et chef de l'opposition au Parlement, accuse le chef du gouvernement de fuir la discussion pour ne pas révéler ses «*compromissions*».

## Interactions culturelles

Pour le Parti du Congrès, l'Inde a basculé dans le camp d'Israël et s'est subordonnée aux Etats-Unis, au moment où l'offensive «*Fureur épique*» plonge toute la région dans l'insécurité. Une rupture avec sa tradition d'équilibrer les relations entre les puissances concurrentes au Moyen-Orient et sa stratégie de neutralité, qui implique de ne jamais se laisser entraîner dans les rivalités des grandes puissances. Cette position a permis jusqu'alors à l'Inde de développer des relations avec les puissances sunnites du Golfe, mais aussi avec l'Iran chiite et Israël pour en tirer le maximum de profit en matière économique et de défense.

Avec l'Iran, l'Inde entretient des relations civilisationnelles très anciennes, faites d'interactions culturelles, de migrations, de commerce. Deux piliers de la relation bilatérale se sont effondrés sous la pression américaine. D'abord, l'engagement de l'Inde

**« L'INDE A SUBORDONNÉ SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AUX PRIORITÉS AMÉRICAINES »**  
**ANAND TELTUMBDE**  
chroniqueur à «*The Wire*»

dans le port de Chabahar, sur la côte sud de l'Iran, une infrastructure stratégique destinée à concurrencer celui de Gwadar construit par la Chine au Pakistan et donner à l'Inde un accès direct à l'Afghanistan et à l'Asie centrale en contournant le Pakistan. Ce port est considéré comme la porte d'entrée de l'Inde vers l'Asie centrale pour le commerce et les échanges, et l'Inde a investi des centaines de millions de dollars. Elle avait obtenu des dérogations aux sanctions américaines pour les pays commerçant avec l'Iran et, le 13 mai 2024, New Delhi signait un accord de gestion pour dix ans du terminal Shahid-Beheshti au port de Chabahar.

En septembre 2025, les Etats-Unis ont accordé à l'Inde une exemption de six mois qui prendra fin le 26 avril. Anticipant, cette échéance, l'Inde a réduit son implication dans le port iranien, transférant ses fonds engagés (120 millions de dollars, soit 103 millions d'euros), laissant le port sous le contrôle de l'Iran.

**Le commerce du pétrole en jeu**  
Le second pilier de la relation bilatérale, le commerce de pétrole, a, lui aussi, été remis en cause. L'Inde, pressée par le président américain, Donald Trump, a cessé en 2019 d'importer des quantités importantes de brut iranien, se tournant vers la Russie, à partir de 2022. «*En se positionnant aux côtés des partisans de la guerre plutôt que de rester neutre, l'Inde a éliminé ses options diplomatiques*, estime Anand Teltumbde, chroniqueur de *The Wire*. *Les représailles iraniennes ont visé les Etats alignés sur l'Inde. Les producteurs arabes, voyant l'Inde embrasser [le premier ministre israélien, Benjamin] Nétanyahou, sont moins enclins à donner la priorité aux besoins indiens. L'Inde n'a aucun moyen de pression, car elle a subordonné sa politique étrangère aux priorités américaines.*»

Sur le plan régional, l'Iran offrait à l'Inde des avantages non négligeables face à son ennemi juré, le Pakistan : une base pour des opérations secrètes et un contrepoids à l'Azerbaïdjan, qui soutient le Pakistan. L'affaiblissement de l'Iran risque, en revanche, de renforcer la Turquie, allié-clé du Pakistan.

Les enjeux économiques de la guerre en Iran sont considérables pour l'Inde : de 9 à 10 millions d'Indiens résident dans les Etats du Golfe et leurs envois de fonds représentent 51 milliards de dollars par an, plus de la moitié du total des envois de fonds de l'Inde, soit près de 1,2 % du produit intérieur brut. Sur le plan énergétique, plus de 50 % des importations indiennes de gaz naturel liquéfié, 50 % des importations de pétrole brut et plus de 90 % des importations de gaz de pétrole liquéfié proviennent des Etats du Golfe, principalement via le détroit d'Ormuz. L'économie indienne risque d'être sérieusement secouée. ■

**SOPHIE LANDRIN**

# En Allemagne, la timide critique du chancelier Merz contre l'offensive en Iran

Le dirigeant conservateur est sorti de sa réserve après les déclarations contradictoires de Trump

BERLIN - *correspondante*,  
BRUXELLES - *bureau européen*

Resté prudemment en retrait depuis le début de l'intervention américano-israélienne en Iran, le 28 février, le chancelier allemand, Friedrich Merz, commence à sortir de sa réserve. Le dirigeant conservateur, qui appelait encore les Européens à s'abstenir de «*donner des leçons*» à leurs deux alliés sur le sujet, il y a dix jours, affirme désormais que «*chaque jour qui passe soulève de nouvelles questions*». C'est ce qu'il a déclaré lors d'une conférence de presse organisée, mardi 10 mars, à l'occasion de la visite à Berlin du premier ministre tchèque, Andrej Babis.

Alliée historique de Washington, l'Allemagne partage «*bon nombre*» des objectifs des Etats-Unis et d'Israël, a-t-il rappelé, mais elle s'inquiète aussi du «*fait qu'il n'y ait manifestement pas de plan commun pour mettre rapidement un terme à cette guerre de manière convaincante*». Or, «*l'Allemagne et l'Europe n'ont aucun intérêt à voir [celle-ci] se prolonger indéfiniment*», a-t-il ajouté, soulignant qu'une issue rapide permettrait

une «*normalisation des marchés du pétrole et de l'énergie*». Des propos inhabituellement critiques de la part du chancelier allemand, qui jusqu'alors avait plutôt cherché à justifier l'intervention, estimant que les sanctions des Européens n'avaient eu «*aucun effet*» sur le régime de Téhéran.

Se targuant de sa relation privilégiée avec le président des Etats-Unis, Donald Trump, Friedrich Merz était ensuite resté quasi silencieux lors de sa visite à Washington, le 3 mars, tandis que le locataire de la Maison Blanche écrivait l'Espagne et le Royaume-Uni, lesquels avaient refusé l'accès de leurs bases à l'armée américaine dans le cadre de l'offensive militaire en Iran.

Contrairement à Madrid, Berlin n'a pas cherché à s'opposer à ce que les avions américains utilisent la base aérienne de Ramstein, en Allemagne, pour l'opération. La presse a rapporté que des avions de combat américains auraient même été retirés des bases espagnoles pour être transférés outre-Rhin. «*L'Iran répand la terreur*, avait expliqué Friedrich Merz à la presse allemande, qui l'interrogeait sur son mutisme dans le bu-

reau Oval. *Cela met en danger nos partenaires, et nous tous.*»

Cependant, les déclarations contradictoires de Trump quant à l'issue du conflit, et les violents effets de celles-ci sur les cours du pétrole, ont conduit le chancelier à émettre timidement quelques réserves, mardi. «*Le sentiment en Allemagne est beaucoup plus critique que ne l'est Merz, à la fois sur le fond de l'opération et sur ses conséquences*», ajoute un membre social-démocrate du gouvernement.

## Un sujet politique outre-Rhin

De fait, la flambée des prix de l'énergie provoquée par l'offensive en Iran est en train de devenir un sujet politique en Allemagne, dont l'économie, très énergivore, patine depuis deux ans.

Le chancelier a jusqu'ici refusé d'intervenir pour stabiliser les prix pour les consommateurs. La ministre de l'économie, Katherina Reiche, issue de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), s'est contentée d'ouvrir une enquête sur les prix à la pompe en vue de mettre au jour une éventuelle entente entre les grands groupes pétroliers. Mardi, Friedrich Merz s'est également dit opposé à tout assouplis-





→ TRIBUNE

Pr Christophe Mariat,  
président de la Société  
francophone de Néphrologie,  
Dialyse et Transplantation  
(SFNDT), CHU de  
Saint-Étienne.

À L'ÈRE DE LA  
NÉPHROLOGIE  
2.0

L'année 2025 aura été, pour la néphrologie, un tournant majeur, avec plusieurs faits marquants susceptibles de révolutionner la prise en charge des maladies rénales. D'abord, en février, l'OMS a publié une résolution historique, classant la maladie rénale chronique (MRC) comme une affection non transmissible à traiter en priorité et appelant les pays à renforcer prévention et dépistage et à améliorer la prise en charge des patients. C'est la première fois que le sujet figure dans l'agenda mondial de la santé. Et c'est une bonne nouvelle, alors que 600 millions de personnes sont touchées dans le monde et que l'institution prévoit une hausse de 17 % de la prévalence de la maladie rénale chronique dans les années à venir. Deuxième révolution, les promesses des thérapies innovantes se confirment, et de nouvelles pistes émergent, qui vont considérablement faire progresser la discipline. Les preuves d'efficacité de classes thérapeutiques récentes s'accumulent, comme c'est le cas pour les antagonistes non stéroïdiens du récepteur minéralocorticoïde, les inhibiteurs du SGLT2 et les agonistes du GLP1. À côté de ces traitements visant à ralentir voire bloquer la progression de la MRC, des stratégies thérapeutiques originales ciblant plus précocement les mécanismes mêmes des néphropathies se développent activement. À la clé de ces innovations, c'est une néphrologie de précision qui s'installe, appuyée par les progrès de la biologie. Troisième évolution, l'innovation est également organisationnelle. Lancé en 2019, et reposant sur une collaboration interprofessionnelle repensée (IPA, psychologues, diététiciens et assistants sociaux), le parcours MRC est un dispositif efficient qui améliore la continuité de prise en charge des patients et qui offre un cadre idéal pour développer une décision mieux partagée. Ces avancées majeures et structurantes pour la néphrologie ne doivent pas pour autant occulter le bilan 2025 en demi-teinte du plan greffe. Malgré un nombre record de greffes rénales, les objectifs du plan 2022-2026 ne seront pas atteints et le décalage entre les besoins de la population et l'activité de greffe ne cesse de progresser. Les causes en sont multiples; des solutions existent. Il est plus que temps, là aussi, d'innover. ☘

# Grand Angle

www.grandanglesante.fr

## Spécial Néphrologie

### UN ORGANE À PRÉSERVER

La maladie rénale chronique reste un défi majeur de santé publique. Difficile à diagnostiquer, elle engage la qualité de vie des patients.

Pathologie insidieuse, évolutive, aux conséquences potentiellement graves pour la santé des patients atteints, la maladie rénale se traduit par un dysfonctionnement progressif des reins. Ces organes, qui ont pour rôle de filtrer le sang, veillent à maintenir constante la composition du sang, à produire des hormones et des vitamines comme la vitamine D et à contrôler la tension artérielle. En cas de maladie rénale, des substances nocives pour l'organisme s'accumulent, contribuant à détériorer la filtration du sang. Le risque est alors d'évoluer vers ce qu'on appelle l'insuffisance rénale chronique : le patient doit obligatoirement entrer en dialyse, afin de « nettoyer » son sang par le biais d'un équipement médical spécifique. Et c'est également à ce stade que peut être envisagée une greffe de rein, une intervention chirurgicale lourde et qui nécessite de prendre à vie des traitements anti-rejet. Aujourd'hui, on estime que de 7 à 10 % de la population en France



est concernée par la MRC, dont près de 100 000 à un stade dit « terminal ». À défaut de symptômes spécifiques, la maladie rénale chronique est le plus souvent dépistée à un stade avancé. Pourtant, le diagnostic est facile à poser, grâce à deux examens de référence. Un test urinaire, d'abord, vise à détecter la présence d'albumine dans les urines, signe de défection de la fonction rénale. Ce test doit le plus souvent être

complété par une prise de sang : le but est de doser le taux de créatinine, un déchet de l'organisme mal éliminé en cas de maladie rénale, mais également d'évaluer le débit de filtration glomérulaire (soit la capacité des reins à éliminer les déchets de l'organisme). À partir de ces examens, il revient au médecin de graduer le taux d'insuffisance rénale du patient, avec cinq stades de sévérité possibles. Du 7 au 14 mars, la 21<sup>e</sup> édition de la Semaine nationale du Rein se tient dans toute la France, avec la mobilisation des associations et des professionnels de santé pour promouvoir le dépistage. Un geste d'autant plus essentiel que des traitements très efficaces permettent aujourd'hui de freiner le cours de la maladie. Beaucoup de spécialistes le disent : grâce au progrès thérapeutique, la dialyse, qui touche 43 000 personnes actuellement, pourrait, à terme, ne plus être une fatalité pour une majorité de malades. ☘ Lucie Bréchet

### Lithiases → DES CALCULS RÉCIDIVANTS À PRENDRE AU SÉRIEUX

Très fréquents, les calculs urinaires peuvent, dans certains cas, constituer le signe de maladies rares, susceptibles d'altérer voire de détruire la fonction rénale.

Les calculs urinaires, scientifiquement appelés lithiases, constituent une pathologie relativement fréquente : 10 % de la population est touchée. Leur incidence augmente en lien avec une alimentation déséquilibrée, et ils entraînent environ 170 000 passages aux urgences chaque année en France.



Ces dépôts pierreux, formés dans les tubules des reins, sont parfois éliminés naturellement par voie urinaire. Toutefois, selon leur taille et leur localisation, ils peuvent se bloquer et empêcher l'évacuation des urines. Le patient peut alors souffrir d'une colique néphrétique, provoquant de violentes douleurs lombaires. Outre le traitement antalgique, l'objectif est d'éliminer le calcul, soit en le fragmentant par lithotritie extracorporelle, soit par urétéroscopie souple. Cette technique consiste à introduire un urétéroscopie par voie naturelle, via la vessie et l'uretère, afin d'extraire le calcul.

IMAGERIE ET BIOCHIMIE  
« En cas de calcul récidivant, ce qui est le cas une fois sur deux, il est nécessaire de procéder à une série d'examens, afin de déterminer la cause de la lithiase, indique le Pr Bertrand Knebelmann, néphrologue à l'hôpital Necker, à Paris. L'objectif est notamment de diagnostiquer des maladies sous-jacentes, dont certaines pathologies rares qui doivent être traitées spécifiquement. » Outre un bilan d'imagerie initial par échographie ou scanner low dose, l'analyse biochimique vise à définir la composition précise du calcul. « On cherche notamment à mesurer le taux de calcium et d'oxalate dans les urines, afin d'orienter l'origine de la maladie », poursuit le professeur. L'oxalate est une substance issue du métabolisme et de l'alimentation. Sa tendance à cristalliser sous forme d'oxalate de calcium peut entraîner, outre des coliques néphrétiques, une précipitation dans les reins avec insuffisance rénale.

UNE SOLUTION CONTRE L'HYPEROXALURIE  
C'est le cas de l'hyperoxalurie primitive de type 1, une maladie rare due à un déficit enzymatique provoquant une accumulation d'oxalate sous forme calcique dans les reins. « L'hyperoxalurie peut entraîner une destruction rénale par néphrocalcinose, précise le Pr Knebelmann. Heureusement, nous disposons désormais de traitements révolutionnaires fondés sur l'ARN interférent, capables de réduire significativement la production d'oxalate dans le sang et les urines. » ☘ L. B.

### Diététique → CONTRÔLER SES APPORTS PROTÉINÉS

Des solutions de nutrition médicale efficaces existent en pharmacie, pour limiter l'apport de protéines chez les patients atteints de maladie rénale chronique (MRC).

Enjeu majeur de santé publique du fait de sa prévalence croissante, la MRC bénéficie aujourd'hui de traitements efficaces. Au-delà des thérapies médicamenteuses, la thérapie nutritionnelle médicale est désormais reconnue par les experts comme un levier essentiel. Elle vise à ralentir l'évolution vers l'insuffisance rénale terminale, à prévenir les complications et à améliorer la qualité de vie des patients. Cette prise en charge repose sur plusieurs piliers : un régime pauvre en protéines (RPP), une restriction sodée, le contrôle de la kaliémie (taux de potassium) et du métabolisme phosphocalcique (phosphore et calcium), ainsi que l'optimisation du statut nutritionnel global avec la prévention du risque de dénutrition. « Les recommandations de la Haute Autorité de Santé et des sociétés savantes internationales (KDIGO, KDOQI) s'accordent pour limiter l'apport protéique à 0,8 g/kg/jour chez les patients atteints de MRC de stades 3 à 5. Selon le stade et le référentiel, cet apport peut être réduit jusqu'à 0,3 g/kg/jour, souligne Laura Salaün, Head of Medical Affairs de Dr. Schär France. Mais, dans la pratique, moins d'un patient sur six atteint cet objectif, comme le démontre la cohorte française prospective Nephrotest. » Plusieurs enquêtes menées en 2024 et 2025 auprès des sociétés savantes, notamment, indiquent que néphrologues et diététiciens identifient plusieurs freins à l'adhésion aux RPP : habitudes alimentaires ancrées, compréhension difficile des régimes proposés, contraintes économiques et absence de remboursement des produits hypoprotéidiques. « Commercialisés en pharmacie sous

contrôle médical, ces produits, associés à un régime adapté, facilitent le contrôle des apports protéiques, témoigne Laura Salaün. Des études cliniques sont en cours pour confirmer leur intérêt dans la prise en charge de la MRC et leur place dans des mesures de néphroprotection en tant que traitement conservateur. » Entreprise italienne active depuis 1922, leader de l'alimentation



sans gluten et spécialisée, dont le Dr. Schär R&D Centre est basé à Trieste, Dr. Schär propose, sous la marque Flavis, une gamme complète de produits céréaliers adaptés aux besoins des patients insuffisants rénaux. « Les néphrologues et les diététiciens estiment majoritairement que le remboursement des produits pauvres en protéines améliorerait l'adhésion et l'observance des patients, tout en réduisant les inégalités territoriales et sociales d'accès à ces solutions, relève Laura Salaün. C'est pourquoi, comme c'est le cas en Italie, nous nous engageons pour que l'Assurance-Maladie les prenne en charge. » ☘ L. B.



# Maersk : « Nous risquons d'être à court de fioul »

L'armateur danois est contraint d'ouvrir de nouvelles routes maritimes, explique son patron, Vincent Clerc

## ENTRETIEN

Vincent Clerc est le directeur général de l'armateur danois Maersk, le numéro deux du transport maritime mondial, derrière l'italo-suisse MSC. La compagnie maritime, qui exploite 700 navires, a ouvert de nouvelles routes maritimes pour contourner le détroit d'Ormuz, bloqué en raison de la guerre au Moyen-Orient, et celui de Bab Al-Mandab, à l'entrée de la mer Rouge, où se situent les rebelles houthis. Après avoir mis à l'abri ses équipages et ses navires dans la région du Golfe, l'entreprise doit désormais sécuriser ses approvisionnements en fioul, dont les stocks diminuent en Asie. Une logistique qui entraîne d'importants surcoûts.

### Quelle est la situation sur place pour vos équipes ?

Notre première tâche a été de mettre en sécurité nos 6 000 collaborateurs sur place et nos 10 navires bloqués dans le Golfe. Ces derniers sont regroupés au milieu de la mer, car c'est un endroit plus sûr que les ports, qui sont attaqués. Ensuite, il a fallu s'occuper des marchandises et, maintenant, nous devons sécuriser nos approvisionnements en carburant.

### Craignez-vous des pénuries de carburant ?

Il y a suffisamment de fioul aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Europe, mais les stocks en Asie dépendent de ce qui sort du détroit d'Ormuz, donc ils diminuent. Si on ne fait rien, nous risquons de nous retrouver, en Asie ou au Moyen-Orient, avec des points d'approvisionnement à sec, d'être à court de fioul. Donc nous commençons à nous organiser pour transférer des stocks d'un continent à l'autre, et continuer à naviguer.

### Vous avez imposé des charges supplémentaires pour le transport de conteneurs dans la région. Comment les justifiez-vous auprès de vos clients ?

Pour sécuriser nos approvisionnements en carburant, et le transporter, il faut affréter des pétroliers, les tarifs n'ont jamais été aussi élevés. Toute cette logistique a un coût. Par ailleurs, des dizaines de nos navires doivent se mettre à l'abri dans des ports qui

n'étaient pas dans leur rotation et nous devons mobiliser des camions pour acheminer les conteneurs vers leur destination finale. On ne se contente pas de les laisser dans le premier port venu puis de repartir, comme le font certains de nos concurrents. Nous essayons de trouver des solutions pour maintenir l'approvisionnement, garantir le transport des biens. Cela a un coût que nous ne pouvons pas absorber, et que nous devons répercuter pour protéger l'intégrité du service.

### Parvenez-vous à acheminer toutes les marchandises dans la région ?

En temps normal, il y a chaque semaine environ 20 000 conteneurs qui sont chargés et déchargés dans les ports du Golfe. A cause de la fermeture du détroit d'Ormuz, certains sont déchargés à Djedda [Arabie saoudite] et sont transportés par la route vers le Koweït, le Qatar ou les Emirats. D'autres sont déchargés à Oman. Dans d'autres cas, nos clients ont demandé qu'on retourne les conteneurs à leur point de départ. Et il y en a qui attendent sur les terminaux portuaires, le temps que la navigation reprenne.

### Cette crise a-t-elle des répercussions ailleurs ? Existe-t-il un risque de congestion dans d'autres ports en Asie où les conteneurs sont bloqués ?

Ce n'est pas le cas pour le moment, mais si la crise dure, il y a des risques de contagion. C'est pourquoi nous n'acceptons plus de nouvelles réservations vers la région, par crainte de ne pouvoir acheminer les marchandises. Le risque étant de nous retrouver avec des montagnes de conteneurs qui congestionnent les terminaux, engendrant d'énormes retards, comme ce qu'on a vu pendant la pandémie de Covid-19.

Ensuite, les ports comme Abou Dhabi ou Djebel Ali [aux Emirats arabes unis] sont des plateformes qui desservent, non seulement les pays du Golfe, mais aussi le reste du monde. A Djebel Ali, par exemple, il y a une zone franche où beaucoup d'importateurs africains viennent acheter tous les biens dont ils ont besoin. Ces négociants vont devoir aller s'approvisionner directement en Chine. Le trajet est plus long, ce sera plus difficile. Autre exemple : le

monde dépend des usines pétrochimiques des pays du Golfe. Les Etats-Unis ou l'Europe peuvent se passer de tous ces plastiques pendant quelques semaines, mais au-delà, ce serait un problème majeur pour la fabrication de nombreux produits finis.

### Avez-vous mis en place de nouvelles routes maritimes ?

Le détroit d'Ormuz est fermé, tout comme l'entrée de la mer Rouge à cause des risques d'attaques des houthis, des rebelles du Yémen qui soutiennent le régime iranien. Au lieu d'immobiliser les bateaux qui desservent le Golfe, nous les avons redirigés vers l'Europe, où il y a une importante demande. Et ils poursuivent ensuite leur route à travers la Méditerranée, le canal de Suez, jusqu'à Djedda (Arabie saoudite). Cela permet d'éviter les côtes yéménites où se trouvent les rebelles houthistes. On pense que le port de Djedda deviendra un point d'entrée et de sortie important pour la



Vincent Clerc, patron de Maersk, à Paris, le 17 décembre 2024. BENJAMIN GIRETTE/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

« EN TEMPS NORMAL, IL Y A CHAQUE SEMAINE ENVIRON 20 000 CONTENEURS QUI SONT CHARGÉS ET DÉCHARGÉS DANS LES PORTS DU GOLFE »

VINCENT CLERC  
directeur général de Maersk

péninsule Arabique. Des camions y chargent les conteneurs pour les acheminer vers le Koweït ou à Bahreïn. Si la crise dure, ces poids lourds ne reviendront pas à vide, car ils prendront des conteneurs de produits pétrochimiques expédiés depuis Djedda.

Depuis la crise due au Covid-19, Maersk a accéléré sa diversification dans toutes les étapes

### de la logistique. En quoi cette stratégie vous aide-t-elle à surmonter les crises ?

Les chaînes d'approvisionnement sont de plus en plus complexes et, ce qui crée de la valeur aujourd'hui, c'est de les maîtriser de bout en bout. C'est ce que nos clients attendent de nous. Or, pour assurer cette logistique, nous n'avons pas d'autre choix que de nous diversifier, à la fois dans l'aérien, l'entreposage, ou la voie terrestre. Cela justifie les investissements très importants que nous avons réalisés et qui vont s'accroître. Car nous entrons dans un monde de crises multiples. Après cette crise, il y en aura d'autres.

### A quoi va ressembler la mondialisation de demain ?

Les échanges de conteneurs entre régions progressent plus rapidement que le produit intérieur brut mondial, donc la mondialisation continue. Il a fallu vingt-cinq ou trente ans pour la construire, on ne va pas la défaire en

deux ou trois ans. D'importants investissements ont été effectués pour bâtir des usines, on ne peut pas les faire disparaître du jour au lendemain ou les répéter ailleurs, car ils feraient concurrence à ceux qui existent déjà. Quant aux matières premières, on ne choisit pas l'endroit où elles se trouvent. Il y a toute une infrastructure en place, difficile à déplacer.

L'économie va rester mondialisée aussi parce que les consommateurs sont habitués à avoir accès à des produits à un certain prix, mais on va assister dans le même temps à une régionalisation des échanges, car des pays voudront garder chez eux des productions qu'ils considèrent comme stratégiques. Les chaînes d'approvisionnement vont se diversifier. Cela signifie que les investissements dans la logistique vont être énormes ces quinze ou vingt prochaines années. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
JULIEN BOUSSOU  
ET JONATHAN PARIENTÉ

## Les choix énergétiques de Giorgia Meloni fragilisent l'Italie

La Péninsule paie cher sa dépendance au gaz, que le gouvernement privilégie depuis 2022, au détriment des énergies renouvelables

ROME - correspondant

Alors que la guerre voulue par Washington et Israël au Moyen-Orient s'enlise, Rome pourrait en payer durement les effets avec l'augmentation des prix d'une ressource à laquelle l'Italie est lourdement dépendante : le gaz. Le pays, qui paye déjà pour cette raison la facture d'électricité la plus élevée d'Europe, est le plus exposé du Vieux Continent à la hausse de son coût.

La préférence historique italienne pour le gaz est conforme aux intérêts du groupe national à participation publique des hydrocarbures, ENI, dont l'histoire est inséparable de celle du développement économique italien de l'après-seconde guerre mondiale. Par ailleurs, depuis son arrivée au pouvoir en 2022, le gouvernement Meloni fait preuve d'une

hostilité systématique aux régulations environnementales. Il a négligé l'électrification des véhicules et la transition énergétique.

« La droite et la droite radicale ont fait de la défense des fossiles un combat politique en tirant parti du fait que les mesures décidées au niveau de l'Union européenne ont eu un coût social réel qui n'a pas été assez pris en compte », analyse Gianluca Ruggieri, enseignant en physique technique environnementale à l'université de l'Insubrie.

En 2011, Rome a confirmé par référendum son rejet du nucléaire. Aujourd'hui, la part du gaz dans son mix énergétique (38 %) a un impact considérable, les prix de l'énergie étant souvent déterminés par celui du méthane.

Par ailleurs, ayant substitué avec succès ses approvisionnements en gaz russe, l'Italie est devenue dépendante à près d'un tiers du

GNL qatari, aujourd'hui bloqué. « Si la guerre se poursuit des mois durant, la situation deviendra très difficile, d'autant que Rome ne peut se permettre les mécanismes de soutiens budgétaires ambitieux qui ont limité les dégâts lors de la crise de 2022 », analyse Carlo Stagnaro, directeur des recherches du cercle de réflexion libéral Bruno Leoni. « Après l'invasion de l'Ukraine, l'Italie a diversifié ses fournisseurs de gaz mais pas ses ressources d'énergie », constate, malgré une progression du solaire, Simone Tagliapietra, expert senior au centre de recherche européen Bruegel.

Au contraire, la Péninsule s'est appuyée sur le gaz pour mener une stratégie d'influence, tentant de consolider ses relations avec des pays exportateurs comme l'Algérie, dont elle est devenue le premier partenaire commercial, tout en s'inventant la vocation de

devenir un hub gazier entre l'Europe et l'Afrique, suscitant un scepticisme généralisé chez les experts indépendants, étant donné la baisse de la consommation de méthane sur le continent.

### Posture idéologique

« Le gouvernement a mis en place un récit visant à protéger le secteur des ressources fossiles en dehors de tout bon sens et pour des raisons politiques, misant notamment sur la nostalgie de la vieille ENI, fleuron national », estime Matteo Leonardi, directeur du centre de recherche sur le climat ECCO.

« L'Italie, du fait de son ensoleillement au sud, dispose d'un fort potentiel en matière de renouvelables qui n'a pas été assez exploité », abonde Simone Tagliapietra, regrettant une posture idéologique de la part du gouvernement, dont le peu d'enthousiasme vis-à-vis de

la transition énergétique intègre une guerre culturelle contre toute forme de progressisme qui prendrait en compte le temps long.

« La droite et la droite radicale ont choisi de présenter la transition comme une contrainte en matière de compétitivité et devraient changer de récit pour la présenter comme une solution au moment où l'on voit que la dépendance au gaz menace la souveraineté énergétique du pays. La réduction de la part des fossiles est la seule voie garantissant une autonomie stratégique », indique-t-il. Pour lui, les projets à très long terme concernant la fusion nucléaire ou les petits réacteurs nucléaires relèvent de distractions qui retardent l'action sur les renouvelables.

En Europe, la position antirenouvelable et antirégulation environnementale de Rome est partagée par les alliés politiques de

Giorgia Meloni. Elle sert même de base à l'alliance de l'extrême droite, des droites radicales et des droites classiques au Parlement européen, engagées dans le démantèlement du Green Deal. Pour le camp de la présidente du conseil venue du néofascisme, les réglementations imposées par Bruxelles constituent un obstacle à la prospérité des entreprises italiennes et doivent être levées.

Ces discours qui convergent avec les intérêts des grandes puissances de l'extraction fossile s'est enraciné alors que les mesures prises par décret le 18 février pour réduire la facture des Italiens remettent en cause le fonctionnement du marché européen des quotas carbone, censé limiter l'utilisation des énergies fossiles, et préparent déjà une confrontation avec la Commission européenne. ■

ALLAN KAVAT







# Un rapport dénonce les viols commis en Ethiopie

Ces viols sont perpétrés sur les femmes, parfois mineures, de la région Oromia, en guerre depuis 2018

ADDIS-ABEBA - *correspondance*

La vie de Lalistu (pour leur sécurité, les personnes citées ont été anonymisées) bascule en 2020. Une nuit, des membres de l'Armée de libération oromo (ALO) font irruption chez elle et veulent embarquer sa fille, Sabontu, 12 ans. La mère de famille et son mari s'interposent, et ce dernier est tué par les combattants. Lalistu et Sabontu sont kidnappées et emmenées dans une forêt alentour.

Durant trois semaines, elles seront retenues captives dans une grotte, les mains en permanence attachées à un arbre. «*Ils ont d'abord violé mon enfant. Puis, quand j'ai crié : "Pourquoi lui faites-vous ça ?", ils m'ont poignardé et ont aussi commencé à me violer*, décrit-elle. *Tous les jours, deux fois par jour, quinze hommes nous ont violées, ma fille et moi. Ils se relayaient.* »

Le récit de Lalistu fait partie des témoignages compilés dans un rapport d'Amnesty International, «*No One Came to my Rescue*» («*personne n'est venu à mon secours*»), publié vendredi 6 mars. Pour cette enquête, l'ONG a interrogé dix survivantes de viols collectifs, dont sept étaient mineures au moment des agressions, et a pu avoir accès à leurs dossiers médicaux.

## Possibles « crimes de guerre »

Toutes sont originaires des woredas (districts) de Sayo et Anfillo, dans la zone Kelem Welega. Ce territoire est situé à l'ouest de la région Oromia – la plus étendue et la plus peuplée du pays. Il abrite plus d'un million de personnes et figure parmi les principales zones touchées par le conflit armé qui se joue, depuis 2018, entre l'ALO et l'armée fédérale, alliée aux forces de sécurité régionales. Selon des données des Nations unies, publiées en 2024, plus de 103 000 personnes ont été déplacées à cause des attaques ciblant la population civile dans la zone Kelem Welega, un des «*bastions de l'ALO*», affirme Amnesty International.



L'ALO est l'ancienne branche armée du Front de libération oromo. En 2018, ce parti, dont les cadres étaient en exil durant des décennies, a réintégré la sphère politique, quelques mois après l'arrivée au pouvoir du premier

ministre, Abiy Ahmed. Mais l'ALO, elle, a refusé de déposer les armes, et poursuit depuis une véritable guérilla en Oromia. Depuis 2021, l'organisation est qualifiée d'«*organisation terroriste*» par Addis-Abeba.

Malgré l'ampleur des déplacements forcés et des exactions commises, ce conflit, qui ne connaît aucun répit depuis 2020, reste «*largement sous-documented*», déplore un chercheur basé en Éthiopie, qui souhaite rester anonyme. «*Il est très difficile d'aller enquêter dans l'ouest de l'Oromia à cause de l'insécurité mais aussi des restrictions du gouvernement, qui interdit aux journalistes et aux observateurs internationaux d'y travailler*», ajoute-t-il. Dans ce contexte, les dix témoignages recueillis par Amnesty International «*ne sont que la partie émergée de l'iceberg*

des souffrances endurées par les femmes et les filles», affirme l'ONG. Ces exactions pourraient constituer de possibles «*crimes de guerre*».

Un chercheur spécialiste de la région, qui préfère lui aussi garder l'anonymat, avance, pour sa part, que si les viols perpétrés dans la zone sont bien réels, ils sont la plupart du temps commis par des «*bandits*» ou «*d'autres factions rebelles*», «*qui profitent du chaos ambiant pour commettre des crimes*». «*Les combattants de l'ALO sont bien intégrés à la population et ils ont un code de conduite. Je ne vois pas les petites mains de l'organisation commettre ce genre de crimes*», juge-t-il.

Pour des auteurs du rapport d'Amnesty International, «*bien que ce rapport se concentre sur les violations commises par l'ALO, il existe également, oui, des témoi-*

*gnages crédibles faisant état d'abus similaires perpétrés par l'armée nationale et les forces alliées, notamment des violences sexuelles et des exécutions*». Dureti, une autre survivante, a par exemple été violée une première fois par un soldat de l'armée fédérale puis, deux mois plus tard, par six combattants de l'ALO. Le premier viol a eu lieu à l'arrière d'un magasin, le second dans un endroit inconnu, «*de minuit jusqu'à l'aube*».

## « Stigmatisation sociale »

Amnesty International dénonce par ailleurs un «*schéma récurrent d'abus*». Les combattants de l'ALO ciblent les femmes qui ont un membre de leur famille ayant rejoint – volontairement ou non – les forces gouvernementales. «*Si les combattants de l'ALO apprennent que quelqu'un a rejoint l'ar-*

«**Tous les jours, deux fois par jour, quinze hommes nous ont violées, ma fille et moi», témoigne une survivante**

*mée, ils s'en prendront aux membres de la famille restants, principalement les femmes*», explique le rapport.

En 2023, les cinq agresseurs qui ont violé Ogeti – des combattants et le commandant de zone – lui ont ainsi avoué l'avoir choisie elle car son père avait rejoint les forces gouvernementales. Debiko aussi a été soupçonnée de complaisance avec l'armée. En 2022, des membres de l'ALO l'ont interpellée près de chez elle et l'ont accusée de cacher des armes pour les troupes fédérales. «*D'abord ils ont frappé mon bébé, qui était sur mon dos, avec la crosse de leur fusil, peut-on lire dans le rapport. Ensuite, ils m'ont violée devant mes deux enfants, qui avaient tous deux moins de 15 ans.* »

Toutes les victimes de viols doivent, ensuite, survivre avec leur traumatisme et affronter la «*stigmatisation sociale*» liée aux violences sexuelles et la «*crainte que le personnel médical n'informe les combattants de l'ALO*», explique l'ONG. Pour se reconstruire, la plupart choisissent donc de fuir. Hela, enceinte de trois mois à la suite d'un viol, a quitté son village par crainte d'un retour de ses agresseurs. «*Il y a eu des cas où les combattants ont tué des femmes*, affirme-t-elle. *Je ne voulais pas que ça m'arrive.* »

Sur les dix survivantes interrogées dans le rapport, une seule, Anisa, vit encore dans sa ville natale. «*Tous les membres de ma famille sont partis ailleurs, car ils craignaient pour leur vie. Mais, moi, je suis restée ici, car que pouvait-il m'arriver de plus, après tout ce que j'ai déjà subi ?* » ■

MAËLLE DUHAMEL

# Au Sénégal, les homosexuels vivent dans la peur des dénonciations

Les députés devaient étudier, mercredi, un projet de loi qui durcit les peines encourues pour des relations entre personnes de même sexe

DAKAR - *correspondance*

Le 20 février, Ousmane (un prénom d'emprunt) a ramassé quelques affaires et a fui. «*Depuis, témoigne le Sénégalais, sous le couvert de l'anonymat, je vis caché, dans une ville dont je ne peux pas donner le nom. Je suis pétrifié. Le voisinage a appris des choses sur ma vie. Ils savent que je suis homosexuel.* » Le trentenaire l'assure, si l'information circule, il «*risque d'être tabassé et arrêté, ou arrêté puis tabassé*». «*Je ne vois pas d'autres solutions que de partir à l'étranger dès que je peux*», lâche-t-il.

Dénonciations, racket, agressions... Depuis plusieurs semaines, au Sénégal, les personnes homosexuelles ou soupçonnées de l'être font face à une explosion d'hostilité, dans un pays déjà marqué, cette dernière décennie, par des mobilisations homophobes régulières.

À la suite de l'arrestation, le 8 février, de 14 personnes supposées appartenir à un réseau pédocriminel visant de jeunes garçons et, deux jours plus tôt, d'un groupe de 12 hommes accusés d'homosexualité, parmi lesquels des personnalités médiatiques – les deux

affaires n'ayant aucun lien entre elles –, la violence contre les homosexuels se déchaîne.

S'appuyant sur des éléments d'enquête réunis par la police, de nombreux médias ont publié le statut sérologique de plusieurs prévenus dans les deux affaires, entretenant «*l'amalgame, qui existe parfois déjà au Sénégal, entre homosexualité et pédophilie, homosexualité et séropositivité*», déplore Marame Kane, consultante franco-sénégalaise spécialiste des questions de genre, installée en France. *Depuis, les témoignages d'agressions se multiplient, des gens vivent cachés.* »

## Appels à la haine et guets-apens

Selon le collectif Free Sénégal, un réseau de soutien aux personnes LGBT+, une trentaine d'interpellations ont déjà eu lieu depuis lors dans les villes de Dakar, Touba et Saint-Louis. «*J'ai peur du regard de n'importe qui. J'ai l'impression qu'à tout moment on pourrait me dénoncer. Je ne mange plus, je ne dors pas...* », explique un jeune homme.

Le premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a réagi à l'emballement médiatique et, reprenant une promesse vieille de

trois ans, a annoncé, le 24 février, à l'Assemblée nationale, avoir déposé un projet de loi pour durcir les peines visant les actes «*contre nature*», parmi lesquels les rapports homosexuels, qui seraient punis de cinq à dix ans de prison, contre un à cinq ans actuellement. Le texte devait être étudié, mercredi 11 mars, par les députés. Une position saluée par Mame Mactar Guèye, puissant leader de l'ONG islamique Jamra, qui milite pour la criminalisation de l'homosexualité, même si ses partisans attendent encore plus de répression.

Sur TikTok et Facebook, dans des vidéos vues des centaines de milliers de fois, des influenceurs, pour certains résidant en Europe, lancent des anathèmes contre des citoyens lambda ou des personnalités. Le célèbre acteur Mame Cheikhou Gueye, alias Sanekh, à l'affiche de la série à succès *Bété Bété*, en a fait les frais. Le correspondant au Sénégal de la chaîne de télévision France 24, Elimane Ndao, a porté plainte pour des raisons similaires. Pour éviter d'être pris à partie, des internautes se sont même mis à poster des preuves de leur séronégativité sur les réseaux sociaux.

## « Les homosexuels sont devenus les boucs émissaires de la société »

MARAME KANE  
spécialiste des questions de genre

Encouragées par les appels à la haine, les agressions se multiplient, sous la forme de guets-apens. «*Il ne veut pas vous parler, il a trop peur. Je vais raconter son histoire à sa place, explique un ressortissant sénégalais vivant en France, à propos d'un de ses amis vivant au Sénégal. Il parlait avec un homme sur une application de rencontre. Un rendez-vous a été convenu. C'était un piège. Il a été menacé avec un couteau et a dû donner de l'argent pour s'en sortir. Des choses comme ça, c'est récurrent.* »

La situation alarme les défenseurs des droits humains. «*Les homosexuels sont devenus les boucs émissaires de la société. Il y a les amalgames avec la pédophilie,*

*les discours complotistes qui en font les chevaux de Troie des valeurs occidentales, au détriment de tous les savoirs... Tout ce qui va mal viendrait d'eux*, explique Marame Kane. *En attendant, les sujets bien réels comme les violences sexuelles faites aux enfants sont jetés aux oubliettes. On s'imagine avoir fait le nécessaire en réprimant l'homosexualité.* »

## « Plus rien à faire à part fuir »

Cette pression fait craindre aux organisations de lutte contre le sida que des personnes ne se détournent de l'offre de soins et de prévention, dans un pays qui contenait jusqu'ici à un faible taux la prévalence au VIH (0,5 % de la population en 2020). «*Nous observons déjà une baisse des consultations. Beaucoup de patients ne viennent pas à leurs rendez-vous, et les rares personnes qui osent se camouflent*», souligne Safiatou Thiam, secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le sida du Sénégal.

À la suite des révélations des statuts sérologiques de certains citoyens, des patients, paniqués, ont demandé aux centres de santé d'effacer leurs dossiers. Quant au réseau de relais auprès

des communautés à risque, il est réduit à néant. Ses animateurs n'osent plus s'enquérir de l'état de santé de chacun ou se risquer à faire de la prévention auprès d'une communauté stigmatisée.

Lors de son discours, Ousmane Sonko a insisté sur l'interdiction de diffuser l'état de santé des Sénégalais. Il a aussi rappelé que son projet de loi ne devait pas empêcher le système de santé de continuer son travail de prévention du sida. Dès l'annonce de la préparation du texte, les acteurs de la santé avaient, de leur côté, discrètement sensibilisé le gouvernement aux risques d'entrave à la lutte contre le VIH.

«*On ne peut plus vivre dans notre pays. C'est trop dangereux, il n'y a plus rien à faire à part fuir*, lâche, des sanglots dans la voix, un trentenaire. *Je n'imagine pas une personne homosexuelle aller chercher des soins dans cette ambiance.* » Mame Mactar Guèye, lui, ne semble pas vouloir cesser sa croisade en si bon chemin. Après avoir remercié «*tous les tik-tokeurs, valeureux défenseurs de [leurs] combats*», il a récemment annoncé vouloir s'attaquer au «*fléau du lesbianisme*». ■

JULES CRÉTOIS



# Au Brésil, Flavio, fils de Jair Bolsonaro, dans les traces de son père

Figure la plus populaire de son camp, l’aîné des fils de l’ancien président veut prendre sa relève politique et se prépare à affronter Lula à la présidentielle d’octobre

RIO DE JANEIRO -  
correspondante

Lorsque Flavio Bolsonaro arrive, le 1<sup>er</sup> mars, sur l’avenue Paulista, à Sao Paulo, vêtu d’un maillot *auriverde* de la sélection brésilienne, une foule de 20 000 personnes l’acclame. Le torse bombé, le fils aîné de l’ancien président d’extrême droite Jair Bolsonaro, condamné le 11 septembre 2025 à vingt-sept ans de prison pour tentative de coup d’Etat, peine à contenir son émotion. Ses yeux clairs, hérités de son père, s’humidifient. L’enthousiasme de ses partisans conforte la mission dont il s’est investi : prendre la relève politique du patriarche. « *Bolsonaro est là [en prison], mais il n’est pas abandonné, il n’est pas oublié ; il est plus vivant que jamais* », lance-t-il depuis une estrade.

Convoqué par différentes figures de l’extrême droite pour réclamer la libération des personnes condamnées par le Tribunal suprême fédéral après la tentative de putsch, le 8 janvier 2023, le

rassemblement tient en réalité lieu d’intrônisation officieuse de Flavio Bolsonaro comme candidat de la droite à l’élection présidentielle d’octobre face au président de gauche, Luiz Inacio Lula da Silva. Figure la plus populaire de son camp, le fils de l’ancien président a des chances de l’emporter : dans l’hypothèse d’un second tour, Lula et Flavio Bolsonaro seraient au coude-à-coude, avec respectivement 43 % et 46 % des intentions de vote, selon un sondage de l’institut Datafolha publié le 6 mars.

Pourtant, lorsque Flavio Bolsonaro annonce, le 5 décem-

« Zéro un », comme le surnomme son père, est perçu comme le moins flamboyant des quatre frères Bolsonaro

bre 2025, vouloir briguer la présidence, rares sont ceux qui le prennent au sérieux. A 44 ans, « Zéro un », comme le surnomme son père parce qu’il est son fils l’aîné, est perçu comme le moins flamboyant des quatre frères Bolsonaro, malgré une entrée précoce en politique.

## « Sauver notre Brésil »

Né le 30 avril 1981 du premier mariage de Jair Bolsonaro, diplômé en droit et en sciences politiques, il accède à l’Assemblée de l’Etat de Rio à 22 ans, en 2003. Il est réélu à trois reprises avant de conquérir, en 2018, un siège au Sénat. Ces succès ne suffisent toutefois pas à rivaliser avec le charisme de « Zéro trois », son frère cadet Eduardo, aujourd’hui en exil aux Etats-Unis.

Sa précandidature a tout d’abord été interprétée comme une manœuvre tactique : une manière de faire pression sur le Congrès pour voter une amnistie en faveur de Jair Bolsonaro, en agitant le spectre d’une division de la droite autour de figures concurrentes. La majorité du camp

conservateur misait sur son retrait au profit d’une autre formule : le gouverneur de Sao Paulo, Tarcisio de Freitas, apprécié des milieux d’affaires, associé à Michelle Bolsonaro, l’épouse de Jair Bolsonaro, populaire auprès des évangéliques.

Le 25 décembre 2025, une lettre manuscrite de l’ancien président, lue par Flavio Bolsonaro devant la presse, met fin aux spéculations. « *Je remets ce qu’il y a de plus important dans la vie d’un père, son propre fils, à la mission de sauver notre Brésil* », aurait-il écrit. Désigner un héritier issu de sa propre famille, gage de loyauté, semble avoir pesé davantage que les hésitations de son camp.

Flavio Bolsonaro honore son père en suivant ses pas. Evangélique, il se rend le 20 janvier à Jérusalem pour être rebaptisé dans les eaux du Jourdain, comme son père l’avait fait en 2016 afin de consolider son ancrage auprès des néo-pentecôtistes. Il rend aussi visite aux alliés de son père. Outre le premier ministre de l’Etat hébreu, Benyamin Netanyahu, il rencontre les chefs d’Etat de Bahreïn et des Emirats arabes unis, avant de faire une halte en France, sur son trajet de retour, pour retrouver Marion Maréchal. Dans un entretien publié par *Le Journal du dimanche*, le 15 février, Flavio Bolsonaro promet d’incarner la continuité de Jair Bolsonaro. « *Nous défendons les mêmes valeurs chrétiennes : la défense de la famille, de la liberté, de Dieu* », assure-t-il.

Il revendique toutefois une différence de style. « *Je suis peut-être plus politique. On me dit plus au centre* », affirme-t-il au *Journal du dimanche*. Si Jair Bolsonaro, adepte des maillots de football, cultivait la provocation et le refus des codes, Flavio affi-

« Flavio est bien meilleur que son père. Il est plus calme, plus mesuré, plus favorable au dialogue »

JOAO CAMARGO  
directeur du centre de réflexion de l’Institut Esfera

che un ton plus mesuré et apparaîtrait volontiers en costume et cravate. Elevé dans des établissements privés de Tijuca, un quartier du nord de Rio de Janeiro, ce père de deux adolescentes s’est par ailleurs fait injecter deux doses de vaccin contre le Covid-19, contrairement à l’ancien président, farouchement opposé à la vaccination.

## Accusations de détournement

Cette « modération » séduit une partie de l’élite financière. « *Flavio est bien meilleur que son père. C’est quelqu’un de plus calme, il n’agit pas sous le coup de l’émotion, il est plus mesuré, plus favorable au dialogue* », assure Joao Camargo, influent homme d’affaires de Sao Paulo et directeur du centre de réflexion Institut Esfera. En outre, « *son discours est solide et bien construit* », ajoute-t-il.

Sur les réseaux sociaux, Flavio Bolsonaro continue d’attaquer Lula et le Tribunal suprême fédéral avec virulence et de défendre une ligne dure en matière de sécurité, comme son père, mais il met davantage l’accent sur la « prospérité ». « *Le terme est économique, mais il a aussi une connotation religieuse* », analyse

Thais Pavez, politiste qui di rige le cabinet de conseil Estratégia Latina. « *Il parle à toute une génération d’entrepreneurs numériques des classes modestes qui ont surgi pendant la pandémie pour survivre en vendant des produits sur les réseaux sociaux* », explique-t-elle.

Rien n’est toutefois joué. Les partis du centre, dont le soutien sera décisif pour remporter l’élection présidentielle, n’ont pas encore choisi entre Lula et Flavio Bolsonaro. « *Le débat sera très animé* », prévient Antonio Rueda, président du parti centriste Uniao Brasil, qui promet de se décider sur un éventuel ralliement en avril et reconnaît à Flavio Bolsonaro plusieurs « atouts ». « *Il est connecté au monde, il a de l’expérience politique et il a mûri ces deux dernières années* », estime-t-il. Pour Otoni de Paula, député fédéral pour Rio du parti centriste Movimento Democratico Brasileiro, cette inflexion ne suffit pas. « *Flavio n’est pas un bon candidat pour la droite !* », tranche-t-il.

Ce pasteur évangélique avait pourtant soutenu le fils de Jair Bolsonaro en 2018, lors de son élection au Sénat. Mais il prend ses distances deux ans plus tard, après des accusations visant Flavio Bolsonaro de détournement de 6 millions de reais (soit environ 1 million d’euros) lorsqu’il était député, ainsi que de liens présumés avec des milices armées contrôlant certains quartiers de Rio. Flavio « *ne s’est jamais expliqué* », regrette Otoni de Paula. L’enquête a été classée un an plus tard en raison de vices de procédure, permettant au sénateur, qui a acquis en 2021 une luxueuse résidence à Brasilia pour près de 6 millions de reais, d’échapper aux poursuites. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

# Dissuasion nucléaire : les pays nordiques en ordre dispersé

La Suède et le Danemark acceptent la proposition française, la Norvège et la Finlande réfléchissent. Et les controverses se multiplient

MALMÖ (SUÈDE) -  
correspondante régionale

Pour la clarté du message, il faudra repasser. Depuis qu’Emmanuel Macron a annoncé, le 2 mars, une coopération nucléaire avec plusieurs pays européens, dont la Suède et le Danemark, la cacophonie règne dans le nord de l’Europe. Les responsables politiques des pays nordiques apparaissent divisés sur la marche à suivre, tandis que leurs déclarations, souvent contradictoires, n’apaisent pas le débat.

A Oslo, le ministre travailliste des affaires étrangères, Espen Barth Eide, a révélé dès le 2 mars que son pays avait été contacté par Paris, mais avait décliné l’invitation, contrairement à ses voisins danois et suédois. « *Il n’y a pas de grande différence entre nous, mais nous tenons à ce que cela se fasse dans les règles et ne soit pas annoncé dans un discours de Macron prononcé dans une base sous-marine* », expliquait-il à la chaîne NRK.

Même son de cloche à Helsinki, où le président, Alexander Stubb, a confirmé avoir échangé avec son homologue français. « *La proposition est intéressante, mais nous ne voulions pas que la Finlande soit mentionnée parmi les pays participant au dialogue. Tout s’est passé si vite* », a-t-il confié au journal *Ilta-Sanomat*. D’autant que le gouvernement conservateur était sur le point de proposer un projet de loi sur la dissuasion nucléaire.

Le 5 mars, le ministre de la défense, Antti Häkkinen, en a présenté les grandes lignes. Depuis 1987, la loi interdit l’importation, la fabrication et le stockage d’ar-

mes nucléaires en Finlande, de même que leur transport à travers le pays. « *Notre législation ne répond pas aux besoins de la Finlande en tant que membre de l’OTAN* », a indiqué M. Häkkinen, qui veut autoriser la présence d’armes nucléaires sur le territoire finlandais, pour permettre à son pays « *d’assurer sa défense militaire dans le cadre de l’alliance et de tirer pleinement parti de la dissuasion et de la défense collective de l’OTAN* ».

## La menace russe

D’Inde, où il effectuait une visite officielle, M. Stubb a insisté sur le fait que son pays n’avait aucune intention de devenir une « *puissance nucléaire* ». Ses propos n’ont pas convaincu les sociaux-démocrates, dont le chef de file, Antti Lindtman, a annoncé lundi 9 mars que son parti voterait contre le projet du gouvernement. Il estime que la Finlande, en raison de sa situation géographique, devrait adopter une attitude « *très réfléchie et prudente* » à l’égard des armes nucléaires et considère que son pays bénéficie déjà du parapluie nucléaire de l’OTAN. Les Verts et la gauche sont également opposés au texte.

La ligne de fracture est similaire en Suède, où le gouvernement libéral conservateur, soutenu par l’extrême droite, a accepté l’offre de coopération stratégique d’Emmanuel Macron. « *Nous sommes intéressés par tout ce qui peut renforcer la sécurité européenne et la coopération entre les pays européens de l’OTAN, donc refuser serait envoyé un signal très étrange à ce sujet* », a expliqué le premier ministre, Ulf Kristersson, laissant entendre qu’il avait obtenu l’ac-

cord des sociaux-démocrates. Or la responsable du parti, Magdalena Andersson, a depuis démenti. Mardi 10 mars, sur la chaîne TV4, elle a même dit être « *sceptique* » à l’égard du projet de dissuasion proposé par la France. L’ancienne première ministre estime « *qu’il aurait été préférable de ne pas participer. En tout cas, pas dans la situation actuelle, où si peu de pays sont impliqués, [alors même que] l’Europe dispose [déjà] d’armes nucléaires [et peut] bombarder la Russie jusqu’à la détruire complètement* ».

Au Danemark, où la campagne électorale bat son plein avant le scrutin législatif du 24 mars, la coalition gouvernementale, composée des sociaux-démocrates, des libéraux et des Modérés (centre droit), a défendu sa décision de coopérer avec Paris. Mais, là encore, les messages ne sont pas clairs : si la première ministre, Mette Frederiksen, a assuré qu’aucune arme nucléaire ne serait autorisée sur le sol danois en temps de paix, le ministre de la défense, Troels Lund Poulsen, ne l’a pas exclu.

Autant de controverses qui témoignent de la sensibilité du sujet, dans une région qui s’est longtemps positionnée en figure de proue de la lutte contre la prolifération nucléaire et qui doit aujourd’hui revoir ses positions face à la menace russe. Une évolution qui demande un ajustement, notamment en Suède et en Finlande, où la question de la dissuasion nucléaire a été mise de côté pour accélérer l’adhésion à l’OTAN après l’invasion à grande échelle de l’Ukraine en février 2022. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT



# LES AMPHIS DE L'INFO

TOULOUSE > 17/03 — NANTES > 07/04

ET À PARTIR DE SEPTEMBRE 2026  
À CLERMONT-FERRAND, MONTPELLIER,  
BRIVE-LA-GAILLARDE, LIMOGES,  
BESANÇON, LA ROCHELLE, AVIGNON

ENTRÉE GRATUITE

TOUTES LES INFOS SUR :  
LEMONDE.FR/LESAMPHIS



Le Monde france.tv oici

Photographie : © Mikhail Subatzky, 2008, Magnum | Design : Cheert



FUKUSHIMA, QUINZE ANS APRÈS

# A Fukushima, des retours au compte-gouttes

Malgré les efforts du gouvernement japonais, seuls 17 % des habitants sont revenus dans la zone irradiée

## REPORTAGE

KAWAUCHI ET FUTABA (JAPON) -  
envoyé spécial

Sur la nationale 288, aucun panneau n'indique l'entrée de Futaba. Seule l'apparition de villas cossues signale au visiteur son arrivée dans la petite ville du nord-est du Japon, meurtrie par la catastrophe nucléaire de Fukushima, en 2011. De lourdes barrières métalliques interdisent l'accès à ces maisons vides aux façades mangées par le lierre et aux jardins embroussaillés. Chacun est libre de longer la zone, de s'y arrêter pour regarder, mais personne ne peut y entrer. L'ensemble du quartier se trouve dans une « zone de retour difficile », c'est-à-dire dont les niveaux de contamination radioactive dépassent 50 millisieverts par an – la dose maximale admise en France est de 1 millisievert par an. Si la décontamination se poursuit comme prévu, ce bloc d'habitations devrait être accessible en avril 2027. Tel est le plan du gouvernement japonais, bien décidé à redonner à Futaba, comme à l'ensemble des municipalités évacuées au moment de la catastrophe nucléaire, une apparence de normalité, voire à effacer, déplorent certains, les traces d'un drame désormais vieux de quinze ans. Pour autant, les retours ne se font qu'au compte-gouttes.

Le 11 mars 2011, un puissant séisme et un tsunami dévastaient le nord-est du Japon, faisant 20 000 morts et disparus. La catastrophe touche de plein fouet la centrale numéro un de Fukushima, sise à Futaba. Trois réacteurs fondent. D'énormes quantités de substances radioactives sont libérées dans l'atmosphère. Le gouvernement ordonne l'évacuation des populations. D'abord dans un rayon de 3 kilomètres, bientôt élargi à 10, 20 et enfin 30 kilomètres autour des installations nucléaires.

### SUBVENTIONS

Au total, 165 000 habitants du département de Fukushima quittent leur logement. « Nous avons fui au nord de Tokyo, puis loué un appartement à Koriyama, à une cinquantaine de kilomètres de Kawauchi », se souvient Yoko Endo, septuagénaire rencontrée début mars en plein déneigement devant sa maison familiale à Kawauchi. Décidé à faire revenir les évacués, voire à susciter

des installations, l'Etat déploie depuis d'importants moyens financiers. Environ 2 480 milliards de yens (13,5 milliards d'euros) ont été alloués à la décontamination des 2 400 kilomètres carrés de zones polluées.

Le Japon subventionne aussi les retours et les installations, à travers une enveloppe de 2 millions de yens (11 000 euros) par foyer et finance les activités économiques afin de recréer de l'emploi en misant sur l'environnement, l'agriculture et les nouvelles technologies. En février 2021, Okuma, ville hôte avec Futaba de la centrale sinistrée, a ainsi adopté sa « vision zéro carbone » et lancé les travaux d'une centrale solaire dotée d'un système de stockage par batterie, sur l'ancien site du colège de la ville.

D'intenses campagnes de communication vantent les produits,

riz, fruits et poissons, de Fukushima. Tous sont testés. Ils ne doivent pas dépasser un seuil de contamination radioactive de 100 becquerels par kilo, contre 600 en Europe.

Depuis mai 2017, le gouvernement concentre l'effort de décontamination sur les centres urbains historiques où il reconstruit des « lieux de vie » (gares, administrations, commerces), afin de permettre un retour partiel des habitants. Cerné de « zones de retour difficile », le centre autour de la gare de Futaba a été totalement refait. « Beaucoup de maisons ont été détruites, mais nous avons gardé quelques bâtiments repères qui font le lien avec le passé », explique Nobuo Moriya, volubile fonctionnaire de la mairie, reconstruite en 2023.

Une supérette Aeon a ouvert. Un bâtiment flambant neuf



Une maison dans la « zone de retour difficile », le long de la route nationale 288, dans la ville de Futaba (Japon), le 9 mars. HISASHI MURAYAMA POUR « LE MONDE »

## D'INTENSES CAMPAGNES DE COMMUNICATION VANTENT LE RIZ, LES FRUITS, LE POISSON DE FUKUSHIMA, QUI TOUS SONT TESTÉS

abrite une filature ultramoderne et un café qui propose des desserts à base de pommes et de pêches de Fukushima. Les maisons des alentours de la gare ont été remplacées par 86 élégants logements publics aux structures de bois sombre. Malgré ces efforts, seules 201 personnes, dont 93 anciens habitants, sont revenues ou se sont installées. Avant 2011, Fu-

taba comptait 7 000 résidents. Dans les nouveaux logements, on dénombre quelques familles, mais « 80 % sont occupés par des personnes seules et plutôt âgées », regrette Isuke Takakura, paysagiste au look de rockeur, chef du district de Hamano, où se trouvait sa maison avant 2011. Non loin de la mer, elle a été balayée par le tsunami. La dizaine d'enfants qui vit aujourd'hui à Futaba doit encore aller à l'école à Namie, ville voisine. « Si tout va bien, une école sera construite d'ici cinq ans », précise M. Takakura.

Parmi les nouveaux arrivants, l'étudiante Asuka Minemura, 19 ans et fan d'Alice au pays des merveilles, se spécialise dans l'aménagement urbain. « Je m'intéresse aux zones qui cherchent à attirer des habitants. L'image que j'avais de Futaba était celle d'une ville sombre, contaminée, pas re-

construite. En réalité, c'est agréable. Mes parents se sont inquiétés en raison du risque radiologique, mais pas moi. » M<sup>me</sup> Minemura n'a qu'un souvenir diffus de la catastrophe de 2011. « J'avais 4 ans. Je me souviens juste que j'étais en famille à Kamakura [au sud de Tokyo], et qu'on ne pouvait plus rentrer à la maison. » Le séisme avait paralysé les transports.

D'autres jeunes se sont aussi laissés séduire. Sota Oshima a ainsi ouvert en 2024 à Kawauchi la distillerie Naturadistill, qui fleurit bon le genévrier et produit chaque mois 1 000 bouteilles de gin. « Quand j'étais étudiant à l'université de Fukushima, j'ai fait un stage à Kawauchi. J'ai beaucoup aimé les lieux. Après la catastrophe, j'ai décidé d'agir », explique le jeune homme de 29 ans, visage poupin et large mèche tombant sur le front.

Dans les sept communes les plus proches de la centrale, dont Futaba et Kawauchi, à peine 17 % des habitants sont revenus. Outre des questions sur les infrastructures et l'emploi, et le fait que beaucoup d'évacués ont refait leur vie ailleurs, les inquiétudes demeurent sur la contamination radioactive. « L'argent public promeut l'idée que l'eau et les sols sont sans danger. C'est comme si les leçons de Fukushima étaient effacées et que la catastrophe n'avait jamais eu lieu », regrette Ayumi Fukakusa, de Friends of the Earth Japan.

La présence à Futaba et à Okuma du site de stockage de 14 millions de mètres cubes de déchets issus des maisons et des terres agricoles de Fukushima ne rassure guère. Et le démantèlement de la centrale, censé se terminer au plus tard en 2051, traîne en raison de la complexité à extraire le corium du fond des trois réacteurs fondus. ■

PHILIPPE MESMER

## Au Japon, le nucléaire de nouveau au cœur de la stratégie énergétique nationale

**QUINZE ANS APRÈS FUKUSHIMA**, le Japon, déterminé à décarboner son économie et soucieux de son indépendance énergétique, renoue peu à peu avec le nucléaire. Le réacteur numéro 2 de la centrale de Shika (centre), arrêté depuis 2011, pourrait ainsi reprendre du service en avril. Dernier obstacle à sa relance, la plainte d'actionnaires de l'exploitant, la Compagnie d'électricité Hokuriku, qui arguaient des lacunes du plan d'évacuation en cas d'accident mises en évidence par le tremblement de terre de 2024 dans la péninsule voisine de Noto, a été rejetée le 4 mars par la justice.

Un seizième réacteur devrait de ce fait redémarrer, confirmant le retour en force de cette source d'énergie au Japon, quinze ans après la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima, provoquée par le séisme et le tsunami du 11 mars 2011. Le drame avait nourri un fort rejet de cette source d'énergie. Le premier ministre de l'époque, Naoto Kan (2010-2011), du Parti

démocrate, aujourd'hui dans l'opposition, avait appuyé la sortie progressive du Japon de sa dépendance à l'atome.

Le temps passant, cette hostilité s'estompe dans un archipel pauvre en ressources et cinquième émetteur mondial de dioxyde de carbone. Alors que le gouvernement et la Compagnie d'électricité de Tokyo (Tepco) s'efforcent d'effacer – officiellement d'ici à 2051 – toute trace de la catastrophe de Fukushima à travers une ambitieuse politique de démantèlement et de décontamination du site et de ses alentours, les Japonais semblent moins hostiles au nucléaire.

### Décarboner et stimuler la croissance

Les résultats, annoncés le 28 février, d'un sondage du quotidien de centre gauche *Asahi* révèlent que 51 % des personnes interrogées sont favorables à l'atome, contre 35 % qui s'y opposent. Et que 66 % des 18-29 ans soutiennent le nucléaire, et ce malgré les inquiétudes exprimées par les

associations et les riverains des centrales au sujet des plans d'évacuation des zones habitées en cas de catastrophe.

L'évolution de la perception profite au gouvernement qui a placé le nucléaire au cœur de sa stratégie de Green Transformation (GX). Lancée en 2023, cette politique ambitionne de décarboner l'économie d'ici à 2050 tout en stimulant la croissance. A son arrivée au pouvoir en octobre 2025, la première ministre, l'ultraconservatrice Sanae Takaichi, a qualifié le nucléaire d'« essentiel » à la politique énergétique du pays. Elle confirmait ainsi les objectifs fixés en février 2025 de porter la part du nucléaire dans le bouquet énergétique de 8,5 % à 20 % d'ici à 2040. L'atome doit contribuer à augmenter l'autonomie énergétique du Japon, de 15,2 %, à l'exercice 2023, à 30 %-40 %, en 2040. En parallèle, le pays entend faire un gros effort sur les renouvelables dont la part du bouquet énergétique devrait passer de 22,9 % à 40 %-50 %

sur la même période. Le Japon disposait avant la catastrophe de Fukushima de 54 réacteurs répartis en 18 centrales et qui fournissaient 30 % de la production électrique. Il compte aujourd'hui 33 réacteurs exploitables ou en construction.

Quinze ont été relancés depuis 2015, le dernier en date étant le numéro 6 de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa. Propriété de Tepco, la plus grande centrale nucléaire au monde en matière de puissance électrique nette a ainsi repris, le 16 février, la distribution de courant vers la région métropolitaine de Tokyo.

Le réacteur est le premier remis en service par la Tepco depuis Fukushima. Outre le fait de contribuer aux objectifs énergétiques du gouvernement, ce redémarrage doit aider la compagnie à redresser ses finances, dégradées par le démantèlement de Fukushima et les indemnités des personnes affectées par la catastrophe. ■

PH. ME. (TOKYO, CORRESPONDANCE)



# Les leçons tirées des accidents majeurs pour la sûreté nucléaire

La perception des risques et la prise en compte de l'erreur humaine et des aléas climatiques ont changé

Le 11 mars 2011, un séisme et un tsunami sont à l'origine de la fusion des cœurs de trois réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, au Japon. Des populations sont évacuées, le territoire durablement contaminé et l'industrie nucléaire en partie mise à l'arrêt. Depuis, le contexte a changé : quinze ans après, presque jour pour jour, la France a accueilli, mardi 10 mars, un sommet international pour mettre en avant « *le rôle de l'énergie nucléaire civile pour faire face aux grands défis énergétiques et climatiques* ».

Dans quelques semaines, le 26 avril marquera également le 40<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, en Ukraine (qui faisait alors partie de l'Union soviétique). Tchernobyl et Fukushima sont les deux accidents nucléaires les plus graves de l'histoire, classés au niveau 7 sur l'échelle internationale INES (pour International Nuclear Event

Scale, de 0 à 7). Alors que l'atome suscite un regain d'intérêt à travers le monde et que la France a inscrit dans sa nouvelle feuille de route énergétique la construction de nouveaux réacteurs et le prolongement du parc actuel, quels enseignements ont été tirés de ces accidents ?

**1979 : Three Mile Island**  
Comprendre l'impact des catastrophes nucléaires sur la sûreté implique de remonter à une autre crise, survenue le 28 mars 1979, à la centrale de Three Mile Island (Pennsylvanie), aux Etats-Unis. Ce jour-là, une multiplication de défaillances, cumulées à des erreurs humaines, conduit à un échauffement du cœur du réacteur et à des relâchements de radioactivité dans l'enceinte de confinement. Cet accident est un choc : il survient dans le pays le plus nucléarisé et sur un réacteur à eau pressurisée, la technologie dans laquelle la

France investit à cette époque pour bâtir son propre parc.

Surtout, il bouleverse la perception du risque. « *Three Mile Island a montré qu'un accident avec fusion du cœur était possible alors qu'on considérait à l'époque que ce n'était pas le cas* », souligne Olivier Dubois, commissaire de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR). Après cet événement, classé 5 sur l'échelle INES, des travaux de recherche sont menés pour simuler des accidents avec fusion du combustible. La conception des réacteurs a depuis évolué : le réacteur EPR de Flamanville (Manche) par exemple, entré en service en 2025, dispose d'un récupérateur de corium (les matériaux fondus) situé sous la cuve.

L'accident américain révèle aussi l'importance du facteur humain. « *Pour la première fois, on intègre que l'erreur humaine trouve sa source dans la conception même du système, plutôt que*

dans de « mauvais comportements », explique Stéphanie Tillement, enseignante-chercheuse en sociologie à l'IMT Atlantique et titulaire de la chaire recherche en sécurité, organisations, hommes. *Beaucoup d'efforts visent alors à faciliter la compréhension par l'homme du système technique.* » De nouvelles procédures sont établies, l'accent est mis sur la formation avec le recours à des simulateurs, les salles de commande évoluent.

En 1986, le réacteur de conception soviétique qui explose dans la centrale de Tchernobyl, libérant une énorme quantité de radioactivité, est très différent de ceux que vient de construire la France. La catastrophe conduit néanmoins à des réformes structurantes pour la gouvernance de la sûreté. Après l'affaire du nuage, dans laquelle les autorités sont accusées de minimiser les retombées radioactives sur le territoire, les questions de transparence et de crédibilité du monde nucléaire deviennent centrales.

Les évolutions prennent du temps, mais aboutissent à la création de commissions locales d'information, de l'Institut de radio-

protection et de sûreté nucléaire (IRSN) en 2001, puis à la loi de 2006 sur la transparence et la sécurité en matière nucléaire et à la naissance de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Cette autorité administrative est indépendante à la fois des industriels et de l'Etat – elle est devenue l'ASNR en 2025, après avoir absorbé l'IRSN.

**La « culture de sûreté »**  
Quelques années après Tchernobyl, en 1991, l'Agence internationale de l'énergie atomique formalise le concept de « culture de sûreté », une notion difficile à définir mais qui implique notamment de prioriser la sûreté sur tous les autres enjeux. « *Cette culture n'a pas été inventée à ce moment-là, fort heureusement, mais l'accident a mis ce concept sur le devant de la scène et l'a fait rentrer dans les pratiques internationales* », précise Olivier Dubois.

Ce système de gouvernance et ces grands principes ne sont pas remis en cause par Fukushima. Si la catastrophe survenue il y a quinze ans soulève la question de la collusion entre le contrôleur de la centrale japonaise et son exploitant, ce sujet ne trouve que peu d'écho dans le contexte français. Ce drame montre en revanche que les installations nucléaires ne sont pas dimensionnées pour faire face à des aléas climatiques extrêmes.

Des « stress tests » sont réalisés et l'ASN formule de nombreuses prescriptions à l'égard d'EDE, dont la mise en place de « noyaux durs », soit un ensemble d'équipements destinés à résister à des séismes, des inondations ou des tornades d'ampleur exception-

nelle. Une « force d'action rapide du nucléaire » est créée. Ces modifications post-Fukushima sont mises en place progressivement, à mesure que se déroulent les visites décennales.

L'organisation antinucléaire Greenpeace reconnaît que des leçons ont bien été tirées après Fukushima mais affirme que la France avance aujourd'hui « *dans la mauvaise direction* » en matière de sûreté, en ignorant la question du vieillissement du parc. « *Il y a une énorme pression pour maintenir en activité les réacteurs pour des raisons économiques* », dénonce Shaun Burnie, spécialiste des questions nucléaires à Greenpeace international.

Surtout, si les accidents les plus graves ont fortement influé sur la sûreté, les enjeux restent majeurs quinze ans après la dernière catastrophe, dans un contexte de multiplication des menaces et de relance de l'atome. La guerre en Ukraine, le premier conflit armé de l'histoire à se dérouler dans un pays disposant de nombreuses centrales, pose de nouveaux défis. Des installations nucléaires sont aussi présentes au Moyen-Orient. « *Deux sujets clignotent en termes de sûreté pour le futur, estime Michaël Mangeon, chercheur associé au laboratoire environnement, ville, société de l'université de Lyon. D'abord, le nucléaire a besoin de stabilité. On doit réfléchir au risque de déstabilisation politique ou de conflits dans les pays qui souhaitent construire des centrales. Le second point est le changement climatique, qui pose de nouvelles questions sur l'eau et les aléas.* » ■

PERRINE MOUTERDE

EN 2006 EST NÉE  
L'AUTORITÉ DE SÛRETÉ  
NUCLÉAIRE,  
INDÉPENDANTE  
À LA FOIS  
DES INDUSTRIELS  
ET DE L'ÉTAT

## Bonnes adresses

Tarifs 01/01/26

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC  
Autres formats : nous consulter  
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite



ANDRE RENAULT  
TEMPUR  
TRECA  
PARIS

**DU 08 AU 15 MARS  
JUSQU'À**

**-60%**

SUR LES MODÈLES D'EXPOSITION DES PLUS  
GRANDES MARQUES DE LITERIE

**EspaceTopper® 100 ans**  
Maison familiale depuis 1926

**ESPACE LITERIE PARIS 15**  
66 rue de la Convention • 7J/7 • M° Charles Michels  
01 40 59 02 10



Akante, Bonaldo, Bontempi,  
Calligaris, Cattelan, Kartell,  
Mobilier de France, Mobliberica...

**LE PLUS GRAND  
ESPACE TABLES ET  
CHAIRES À PARIS**

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

**EspaceTopper® 100 ans**  
Maison familiale depuis 1926

145-147 rue St-Charles Paris 15, M° Charles Michels, 0145 75 02 81  
63 rue de la Convention Paris 15, M° Charles Michels, 0145 77 80 40  
Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur [www.topper.fr](http://www.topper.fr)





**MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE**

BIJOUX ET STYLES  
DE MARQUE  
FOURRURES, COSTUMES, FOUTILS  
ET CRAVATES DE MARQUE  
CUIVRES & ÉTAINS  
ANCIENS  
ARTS DE LA TABLE  
OBJETS  
ANTHIQUES  
ET AFRICAINS  
DINER,  
LAUNCH,  
GALLÉ...  
SACS À MAINS  
(MÊME USAGÉS)  
BELLARDS,  
BARY, SOUTS  
ET FLIPPERS  
PEINTURES,  
LITHOS,  
GRAVURES...  
MOBILIERS DE  
TOUTES ÉPOQUES  
TROPHÉES  
DE CHASSE  
TOUTE  
BORELONGÈRE  
ÉPOQUES  
LIVRES DE  
TOCTES  
DE GOLF  
SACS  
ET CUIVRES  
DE GOLF  
PIANOS À QUEUE  
ET PIANOS DROITS  
L'ARTIS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

**La maison recherche également bien d'autres produits**  
Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France  
Expertises gratuites & paiement immédiat  
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement  
**par téléphone au 06 19 89 55 28**  
email : [antique.charles@gmail.com](mailto:antique.charles@gmail.com) / [maison-charles-antique.fr](http://maison-charles-antique.fr)



**Le Monde**

**RUBRIQUE BONNES AFFAIRES  
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS  
LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?**

[stephane.pesque@mpublicite.fr](mailto:stephane.pesque@mpublicite.fr)



**Le Monde // RUBRIQUE  
BONNES ADRESSES**

POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?



**Professionnels ou particuliers,  
Le Monde devient votre vitrine**

[stephane.pesque@mpublicite.fr](mailto:stephane.pesque@mpublicite.fr)



## ÉLECTIONS MUNICIPALES

# A gauche, la présidentielle déjà dans toutes les têtes

Alors que Mélenchon teste la mobilisation dans les quartiers populaires en faveur de LFI, le PS veut montrer à travers les municipales que la victoire sans les « insoumis » est possible

Côté cour, les élections municipales. Côté jardin, une pré-campagne présidentielle. Le scrutin de renouvellement des maires, dont le premier tour a lieu dimanche 15 mars, aura permis aux partis de gauche de faire leurs gammes et de mesurer leurs forces, alors que la bataille pour l'hégémonie à gauche fait rage entre La France insoumise (LFI) et le Parti socialiste (PS). Le gagnant à l'issue du scrutin espère bien incarner le vote utile face à l'extrême droite en 2027.

Jean-Luc Mélenchon, en sillonnant les routes de France pour soutenir les candidats « insoumis », a commencé à préparer sa probable future campagne présidentielle. Lundi 9 mars, lors du meeting parisien de Sophia Chikirou, candidate LFI dans la capitale, il a clamé haut et fort : « *On fait deux élections en une. Vous le savez tous, parce que, sinon, vous ne seriez pas venus.* » Pour asseoir ses positions, le mouvement « insoumis » a présenté des listes autonomes partout en France. Mais cette première campagne municipale d'envergure pour le parti a été percutée par la mort, en février, à Lyon, du militant identitaire Quentin Deranque, à la suite d'une rixe avec des proches de l'organisation Jeune Garde antifasciste, cofondée par le député LFI du Vaucluse Raphaël Arnault.

Le leader « insoumis » s'est attiré les critiques en soutenant le mouvement dissous en 2025. Il a ensuite réactivé le procès en antisémitisme à son endroit, déformant avec ironie les noms de Jeffrey Epstein ou de Raphaël Glucksmann, au risque de miner la campagne de ses troupes sur le terrain. Jean-Luc Mélenchon a tenté de désamorcer ces critiques, en présentant ses excuses face à la pression ou en tentant de changer le récit sur les événements de Lyon qualifiés de « traquenard ».

## IMPLANTATION LOCALE DE LFI

Quoi qu'il advienne, l'enjeu des « insoumis » ne réside pas dans le nombre de villes gagnées, qui devrait rester faible. Si La Courneuve (Seine-Saint-Denis) ou Evry-Courcouronnes (Essonne) font figure d'espoirs, la principale cible reste Roubaix (Nord). Le député David Guiraud, sondages à l'appui, espère l'emporter dans cette ville de près de 100 000 habitants.

Au-delà des maires, LFI espère surtout accroître son implantation locale en faisant élire des conseillers municipaux. Une manière aussi de peser au moment des sénatoriales de septembre. Il s'agit également pour le mouvement de tester ses capacités de mobilisation à l'aube de la présidentielle, à commencer par les périphéries populaires des grandes villes, gangrenées par l'abstention,



« LE RAPPORT DE FORCE PASSE PAR LES MUNICIPALES : L'AVENIR DE TELLE OU TELLE VILLE NE PEUT ÊTRE SUPÉRIEUR À LA PRÉSIDENTIELLE »

PATRICK KANNER  
président du groupe  
socialiste au Sénat

mais où Jean-Luc Mélenchon a fait ses meilleurs scores en 2022.

LFI semble bien parti pour se maintenir dans plusieurs grosses agglomérations, comme à Toulouse, Paris, Marseille ou Lyon, avec des candidats qui pourraient dépasser les 10 % des suffrages. Dans cette hypothèse, pas question pour le mouvement de se « désister », comme le réclame le PS. Vent debout contre cette requête, Jean-Luc Mélenchon a proposé deux options, prônant des alliances programmatiques avec les listes conduites par des communistes ou des écologistes, comme à Tours ou au Havre. Et des « alliances techniques » à la proportionnelle avec le

PS, au nom de la « convergence antifasciste ». Une façon d'avoir un maximum d'élus, tout en restant dans l'opposition.

En face, la direction du PS s'oppose pour l'heure à toute alliance de second tour avec LFI, mais la porte ne reste pas complètement fermée : chacun décidera localement, laissez-ou entendre. Une ligne qui ne fait pas l'unanimité dans le parti. « *Le rapport de force passe par les municipales : l'avenir de telle ou telle ville ne peut être supérieur à l'intérêt de l'élection présidentielle. Ne faisons pas la courte échelle à LFI* », martèle le président du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner, qui appartient à l'un des deux cou-

## La « nouvelle France », concept clivant de Jean-Luc Mélenchon

Après la « créolisation », le leader « insoumis » teste une stratégie politique identitaire en vue de l'élection présidentielle

Jean-Luc Mélenchon est un « *Maghrébin* ». Ces dernières semaines, le leader « insoumis » n'a cessé de revendiquer ce qualificatif et d'exalter ses origines, son « *pays natal* », le Maroc. S'il est bien né à Tanger en 1951, il n'a pourtant pas d'origines espagnole et sicilienne. Mais peu importe l'ancien sénateur tente d'incarner la « *nouvelle France* », concept politique qui a pris une importance particulière ces dernières semaines.

« *Génocide honteux* » à Gaza, islam, laïcité, lutte contre les discriminations : ces thématiques, et leurs cortèges de phrases chocs, ont ponctué la campagne des municipales « insoumise », en particulier dans les quartiers populaires. Le 26 février, à Lyon, Jean-Luc Mélenchon a assuré qu'à son arrivée en France – en 1962 –, il s'était fait traiter de « *bougnoule* », « *comme d'autres ici dans cette salle* ». Le 4 mars, à Bondy (Seine-Saint-Denis), tout à son souci de réconcilier l'histoire de France avec les derniers arrivés, il a fait un lien entre la cathédrale Notre-Dame et les pays arabes. « *Les penseurs de cette époque ont profité du savoir des musulmans et des*

*croisades* », a-t-il estimé, provoquant les sarcasmes de la droite.

Ses soutiens ont accompagné sa rhétorique. « *Je suis 100 % française et 100 % malienne* », a insisté à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le 16 janvier, la militante antiraciste Assa Traoré. Le même jour, l'eurodéputée Rima Hassan a fustigé « *un Etat raciste* ». « *Il n'y a qu'une seule façon de s'affranchir de ces chaînes : élire ceux qui nous ressemblent* », exhortait-elle.

De quoi électriser le débat politique : les adversaires de Jean-Luc Mélenchon ont vu dans ces sorties une campagne « *racialiste* », « *communautariste* ». « *Quand il dit "maghrébin", et non pas "arabe", il faut y entendre son idéal de la créolisation : le brassage méditerranéen des populations – arabes, mais aussi pieds-noirs comme lui. C'est le contraire du conflit des civilisations !* », le défend le sociologue Eric Fassin.

Il faut dire qu'en s'emparant des thématiques identitaires, le triple candidat à la présidentielle sort du répertoire classique de la gauche, centré sur les questions sociales. « *Il se positionne sur le clivage le plus fort de la société française : l'identité et les valeurs culturelles. Il a compris que 2027 serait*

*sur "ce qu'est être français"* », analyse Jean-Yves Dormagen, fondateur de l'institut Cluster 17, pour qui « *les individus ne se définissent plus par leur appartenance sociologique, mais par leurs identités (de mode de vie, de genre, d'origine, de religion), autant de sujets extrêmement polarisants* ».

Fidèle à ses habitudes, Jean-Luc Mélenchon a trouvé de quoi flirter avec les limites de la conflictualité. Comme le 22 janvier, à Toulouse, quand il a fait un lien entre la « *nouvelle France* » et « *le grand remplacement* », celui « *de la génération qui remplace l'autre* ». En s'appropriant le vocabulaire de Renaud Camus, qui est à l'origine de cette théorie xénophobe, l'ancien sénateur est évi-

FIDÈLE À SES  
HABITUDES, JEAN-LUC  
MÉLENCHON  
A TROUVÉ DE QUOI  
FLIRTER AVEC  
LES LIMITES DE  
LA CONFLICTUALITÉ

demment soupçonné de se poser en miroir d'Eric Zemmour.

C'est l'avis de Stéphanie Roza, chargée de recherche en philosophie politique au CNRS, qui y voit « *la même lecture que Reconquête ! à l'envers : la France n'est pas une communauté de citoyens égaux en droit, mais de "races" concurrentes entre elles* ». Pour Eric Fassin, au contraire, Jean-Luc Mélenchon ne fait là que « *retourner le stigmat* ». Pascal Blanchard parie sur un simple coup d'essai. « *C'est un test et un jeu avec les mots... Mais il n'y reviendra pas, car il y a une limite immédiatement perçue : beaucoup de "Blancs" peuvent avoir le sentiment de se sentir exclus, et y voir un discours de racialisation* », estime l'historien.

Pour ce dernier, Jean-Luc Mélenchon s'attache surtout à renouer avec la question identitaire laissée, selon lui, en jachère par la gauche depuis quatre décennies. Et ce dans le pays d'Europe qui compte « *le plus de mariages intracommunautaires, 7 millions de descendants de pieds-noirs et 14 millions de gens liés à notre histoire coloniale. Cela touche des gens sur deux ou trois générations. C'est une révolution* ». Une analyse que ne partage pas Stéphanie

Roza, pour qui la gauche a fait « *depuis longtemps son aggiornamento* ». Mais les meetings de LFI, pleins à craquer d'un public jeune et « *bigarré* », selon la terminologie mélenchonienne, témoignent d'un appétit pour ces sujets.

Pourquoi la gauche laisserait-elle ce monopole à la droite et à l'extrême droite ? « *Sans doute un trauma lié au passé colonial. La gauche a pensé que c'était mal de parler de l'identité* », suppose Pascal Blanchard.

**Efficacité électorale à démontrer**  
Avec sa « *nouvelle France* », remarque Eric Fassin, le leader « insoumis » opère surtout un virage vers « *les gens de gauche* », en rupture avec la ligne de 2017, celle du populisme de gauche, lorsque l'ancien sénateur socialiste voulait attirer les « *fâchés pas fâchés* », ces « *électeurs de l'extrême droite* » censés partager avec « *ceux de la gauche* » le rejet du néolibéralisme.

A gauche, « *la première réserve, ce sont les abstentionnistes : des jeunes, des classes intellectuelles précaires, et des classes populaires souvent racisées* », analyse le sociologue spécialisé dans les études de genre et de race.

L'efficacité électorale de cette stratégie est encore à démontrer. D'abord aux municipales : « *Les "immigrés" n'ont pas forcément envie qu'on les traite comme s'ils étaient une cinquième colonne. Une grande partie d'entre eux ne voit pas les "Blancs" comme des ennemis* », analyse Stéphanie Roza.

Et comment rassembler dans une perspective de second tour ? « *Mélenchon est dans une contradiction : ce qu'il gagne au premier tour, il le perd au second* », critique le député socialiste de l'Essonne Jérôme Guedj, qui fustige un « *discours multiculturel assumé à rebours du creuset républicain* ». L'ex-« insoumise » Raquel Garrido reproche à son ancien allié une forme d'« *ambivalence* » : il profiterait « *de la radicalité de l'extrême droite pour se poser en unique opposant, alors que cette opposition à l'extrême droite, c'est le front républicain* ».

A un an du scrutin suprême, Jean-Luc Mélenchon a le temps de « *trouver le bon discours* ». « *Il va se positionner sur le passé colonial, l'immigration, s'attacher aux diasporas* », parie Pascal Blanchard. De quoi bousculer encore une fois ses rivaux de gauche. ■

SANDRINE CASSINI





**De gauche à droite : la secrétaire nationale du parti Les Ecologistes, Marine Tondelier, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, et le député (Debout !, Somme) François Ruffin, à Amiens, le 9 mars.**  
FRANÇOIS LO PRESTI/AFP

rants d'opposition à la direction du parti. Pourtant, dans plusieurs villes, comme à Paris, Marseille ou Toulouse, l'absence d'accord à gauche pourrait aboutir à des victoires de la droite ou de l'extrême droite.

Surfant sur leurs relatifs succès lors de l'élection européenne de 2024 et de la législative anticipée qui a suivi, les socialistes redoublent d'appétit pour ces municipales. Le parti à la rose a ainsi désigné 2 000 têtes de liste dans le pays, sans compter les listes « divers gauche » qu'il soutient. Une ambition là aussi inédite pour le PS, qui tente de conserver ses mairies à Paris, Marseille, Nantes, Rennes, Lille et Montpellier, autant que de conquérir Saint-Etienne, Limoges, Amiens ou Toulouse. Le PS compte également sur son accord quasi national de rassemblement avec Les Ecologistes – qui refusaient jusqu'alors une telle alliance dès le premier tour – et les communistes.

**« UNE ALTERNATIVE »**

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, veut faire de ce scrutin local un « tremplin » pour la présidentielle. *« C'est un rassemblement qui donne à voir ce qui doit être fait pour la présidentielle pour avoir une chance de contrer l'extrême droite et l'emporter. Jean-Luc Mélenchon a bien vu la construction de la gauche hors LFI, des alliances sans eux partout dans le pays. Cela montre qu'il y a une alternative à sa candidature qui peut gagner, et ça lui est insupportable »*, considère le secrétaire général du PS, Pierre Jovuet.

Le pari du PS présente un autre écueil : sa dépendance à la mauvaise forme de ses alliés écologistes. Six ans après la vague verte des municipales, les maires verts sortants apparaissent à la peine à Lyon, à Strasbourg ou encore à Bordeaux. Dans cette dernière ligne droite, Les Ecologistes ne désespèrent pas d'une remontée dans les urnes, croyant même à des conquêtes à Lorient (Morbihan) ou à Fécamp (Seine-Maritime). Mais le parti doit aussi faire face aux offensives stratégiques de LFI, parvenu à rallier une cohorte d'élus et de cadres verts dans plusieurs villes.

Cette campagne municipale devra aussi conditionner les suites à donner à l'organisation de la primaire à gauche, hors LFI. La secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, compte bien y aboutir. Mais, si d'aventure le parti écologiste sortait abîmé de ces élections municipales, Olivier Faure ne rechignerait pas à l'idée d'un scénario alternatif à la primaire, fait-on comprendre autour du numéro un du PS, afin d'imposer un candidat commun à la gauche hors LFI issu du parti le mieux placé. Le PS, il va sans dire. ■

SANDRINE CASSINI ET OLIVIER PÉROU

# Les Ecologistes pris en étau entre quête de respectabilité et adversité

Soucieux de faire la preuve de leur capacité de gestion et par peur de se retrouver diabolisés, les maires écologistes élus en 2020 se sont fondus dans la masse

Portés à la tête de sept métropoles en 2020, les maires de la « vague verte » feront, dimanche 15 mars, l'épreuve du retour aux urnes à Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Tours, Besançon, Annecy et Grenoble. Pour les Verts, ces mairies sont un symbole : celui de leur institutionnalisation dans le jeu politique traditionnel. C'était pour eux un enjeu majeur, faire mentir la présomption d'incompétence qui pouvait encore peser sur eux en 2020.

En six ans, les maires écologistes, après des polémiques de début de mandat, se sont installés en gestionnaires au point de ne pas rechigner, désormais, à donner des leçons de comptabilité à leurs adversaires. Maire sortant de Lyon, Grégory Doucet a dressé l'ardoise mirobolante des promesses de campagne de son rival, l'homme d'affaires et candidat de la droite et du centre Jean-Michel Aulas, dans une vidéo publiée sur ses réseaux sociaux à la fin de janvier.

A Poitiers, à l'heure où son adversaire sans étiquette Anthony Brottier dénonce l'état « catastrophique » des finances locales, la maire, Léonore Moncond'huy, a présenté ainsi, lors de son dernier conseil municipal, son rapport d'orientation budgétaire : « *La feuille de route est maîtrisée (...), aucun élément (...) de nature à inquiéter les Poitevines et les Poitevins sur le respect de la trajectoire financière de la ville.* » Si leurs bilans sont divers, depuis six ans, ces édiles font valoir qu'ils appliquent à leurs finances la sobriété qu'ils prônent pour l'environne-

**« DÈS QU'ON ESSAIE DE FAIRE AVANCER LES CHOSES PAR DES ACTIONS QUI SORTENT DU CADRE, ON EST CRIMINALISÉ »**

**NOËL MAMÈRE**  
maire écologiste de Bègles (Gironde) de 1989 à 2017

ment. *« Notre credo, c'est le ménagement du territoire »*, dit l'eurodéputé écologiste David Cormand.

Faire le bilan, c'est une manière, en interne, de démontrer que si certains l'ont fait, tout militant écologiste peut ambitionner de gérer une commune. En 2025, la fédération des élus verts et écologistes a publié un livre bilan avec le journaliste Philippe Chibani-Jacquot, intitulé, *L'écologie municipale racontée à celles et ceux qui n'y croyaient pas : 2020-2026* (Les Petits Matins). L'ouvrage, qui liste des exemples rangés par thématiques, a tout de la « boîte à outils ».

Au menu écologiste local, on trouve la municipalisation des services publics, des villes à hauteur d'enfants, promouvant une alimentation saine, des mobilités changées, mais aussi un fort accent sur la démocratie locale et participative. Cette liste, non exhaustive, n'a pourtant rien d'un projet politique national et les villes vertes ne sont pas les « vitrines » du parti, ni même ses labo-

ratoires. Dans le dialogue entre le local et le national, les mairies apparaissent surtout comme des acquis dans la conquête d'une crédibilité.

*« On pourrait s'attendre, pour l'écologie politique, à ce qu'il y ait des priorités d'action, des orientations fortes. Il s'agit plutôt de répondre à l'importance du quotidien. Ce sont des thèmes classiques de tous les partis, dans lesquels les écologistes vont se distinguer soit par la méthode, participative, soit par la moindre progressivité de la solution, – par exemple le 100 % bio dans les cantines –, mais on n'est pas dans un basculement révolutionnaire, ni dans une contre-société locale »*, analyse Bruno Villalba, professeur de science politique à l'université Paris-Saclay et auteur de *L'écologie politique en France* (La Découverte, 2022).

**Posture défensive**

D'autant que certaines des mesures emblématiques des Verts ont été reprises par l'ensemble de la gauche, voire récupérées dans les discours, sinon dans les actes, jusqu'au centre. Ce positionnement prudent des sortants s'explique. En effet, la question écologique recule dans les priorités des Français et ceux qui la portent se retrouvent diabolisés.

Mais dans des campagnes électorales face à des personnalités qui n'hésitent pas à cliver à outrance, comme Jean-Michel Aulas, à Lyon, ou à mettre en valeur leur stature de figure de la ville, comme l'ancienne maire socialiste Catherine Trautmann, à

Strasbourg, cette posture défensive a un coût.

Quand on demande à l'ancien maire de Bègles (Gironde) Noël Mamère, qui avait fait de sa mairie un lieu d'agitation politique nationale, notamment en célébrant en 2004 le premier mariage gay dans son hôtel de ville, si les maires écolos ont abandonné les coups d'éclat, il compatit avec ses successeurs. *« Je suis d'une génération qui pouvait se permettre d'alerter la société sur des sujets qu'elle considérait comme importants sans pour autant être aussitôt qualifié d'écoterroriste, alors qu'aujourd'hui, dès qu'on essaie de faire avancer les choses par des actions qui sortent du cadre on est aussitôt criminalisé »*, analyse-t-il.

Signe des temps, quand les maires écologistes surprennent, c'est désormais en allant à rebours de l'image nationale du parti. Ainsi, à Bordeaux, Pierre Hurmic, s'est résolu en 2024 à armer sa police municipale. Les Verts font l'épreuve consubstantielle de l'accession au pouvoir : faire une campagne de sortant est parfois plus compliqué que de conquérir, surtout quand l'heure est à la droitisation des préférences partisans. Comme le dit Noël Mamère, *« le rapport de force n'est pas forcément en notre faveur, et la somme de toutes les oasis ne fera pas forcément société... »* Vu la proximité des municipales avec l'élection présidentielle de 2027, il y a pourtant urgence, pour les Verts, à convertir leurs ancrages en projet national mobilisateur. ■

**JULIE CARRIAT**

## A Montpellier, l'écologie cristallise les divisions au sein de la gauche

La campagne électorale n'a fait que raviver les tensions entre le maire socialiste sortant, Michaël Delafosse, l'« insoumise » Nathalie Oziol et l'écologiste Jean-Louis Roumégas

MONTPELLIER - envoyée spéciale

Samedi 28 février, en début d'après-midi, le maire de Montpellier termine sous le soleil un petit footing en ville, entouré d'une cinquantaine de personnes portant des tee-shirts à son effigie. *« Je veux que Montpellier soit l'incarnation de l'accord de Paris »*, déclare Michaël Delafosse, en référence au traité international visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, adopté en 2015 par 195 pays. A ses côtés se tient Marie Massart, une militante écologiste, onzième adjointe au maire, et suspendue de son parti, Les Ecologistes, le temps de la campagne électorale. Sa faute ? Repartir aux côtés du maire sortant.

A moins de 1 kilomètre de là, Nathalie Oziol présentait le même jour sa liste au cœur du quartier populaire Figuerolles. La candidate La France insoumise (LFI) hisse aussi l'écologie parmi ses priorités. *« Mais pas celle de Michaël Delafosse, souligne la députée de l'Hérault. Je défends une écologie de la rupture, une écologie populaire et humaine. »*

La rupture, c'est aussi ce que souhaite le député Jean-Louis Roumégas. Sa liste, « le Printemps montpelliérain », a reçu le soutien du parti Les Ecologistes, mais a vu partir, fin janvier, une dizaine de militants dénonçant une « *dérive politique de leur parti* ». La plupart ont rejoint le clan Oziol.

A Montpellier, c'est bien vers la gauche, qui part divisée, comme en 2020, que les regards se tournent. Les défenseurs de l'écologie se déchirent depuis plusieurs mois, et la campagne pour les élections municipales n'a fait que raviver les tensions. Ancienne vice-présidente écologiste de la métropole de Montpellier, dont elle a claqué la porte en avril 2024, Coralie Manton, du « Printemps montpelliérain », observe : *« Montpellier, qui est une ville de gauche, peut se permettre d'avoir ce débat sur quelle société on veut demain, et avec quelle écologie. »*

Sauf que personne n'a réellement cherché une alliance dès le premier tour. Quand LFI prône au niveau national des « *fusions techniques* » pour le second tour, Michaël Delafosse, lui, clame depuis plusieurs semaines : *« Pas de fusion ! Je ne vais pas sacrifier des colistiers qui ont défendu avec sincérité notre projet pendant la campagne, ou le mandat. »* Une allusion à peine voilée à Marie Massart, qu'il a placée deuxième sur sa liste.

**Pas question d'alliance**

Aux attaques de ses adversaires, qui l'accusent de « *green-washing* », Michaël Delafosse rétorque : *« Montpellier est devenu un laboratoire à ciel ouvert de la transition écologique. »* Il cite ses diverses mesures : le développement du réseau de pistes cyclables et de tramway, la gratuité des transports en commun, ou

encore le verdissement de la ville. *« Ici, nous avons un principe : pas de social sans écologie et pas d'écologie sans social. »*

Marie Massart, sa colistière, regrette *« la situation de [s]on parti »*, mais estime être à sa place aux côtés du maire sortant. *« Nous avons pu porter des mesures écologiques sur ce mandat, comme la sécurité sociale de l'alimentation, la maison de l'alimentation solidaire ouverte en début d'année... Et nous défendons dix mesures dans le programme. J'estime que, dans cette majorité plurielle, je soutiens une écologie des solutions. »*

Au « Printemps montpelliérain », pas question non plus de parler d'alliance, ou d'évoquer le second tour. *« Nous ne serons ni les suppléants du Parti socialiste ni de LFI. Nous serons ceux que l'on n'attend pas »*, déclare Coralie Manton, persuadée que les Montpelliérains vont sanctionner « *cette course du maire qui veut faire de Montpellier une ville toujours plus grande et plus polluante. Planter huit arbres sur la Comédie [la place principale du centre-ville] pour lutter contre le réchauffement climatique, ce n'est pas sérieux. »*

La colistière du candidat Jean-Louis Roumégas s'en prend aussi à Nathalie Oziol, pour qui cette élection serait avant tout « *un prétexte pour préparer l'élection présidentielle* ». Le « Printemps montpelliérain » veut faire de Montpellier une « *ville vivable* », et juge de

nombreux projets du mandat Delafosse (gestion des déchets, contournement autoroutier, construction de logements) *« totalement démesurés et en totale contradiction avec la transition écologique »*.

Un point de vue qui n'est pas très éloigné de la députée « insoumise ». *« Nos propositions sur la question de l'écologie, mais pas seulement, sont à l'opposé de celles du maire bâtisseur Delafosse »*, explique Julia Mignacca, l'ex-présidente du conseil fédéral des Ecologistes, devenue colistière sur la liste de Nathalie Oziol. *« Nous voulons sanctuariser des terres agricoles, nous nous opposons au contournement autoroutier de la ville soutenu par le maire et à la bétonisation non-stop. Il n'existe presque plus de terres naturelles à Montpellier ! Nous voulons mettre moins d'argent dans des mesures du Montpellier instagrammable et agir pour les habitants. »*

Nathalie Oziol, devenue députée en 2024, élue au premier tour avec 58,2 % des voix, a tenté une alliance en amont de la campagne électorale avec Les Ecologistes. En vain. Elle ne se prononce guère sur les fusions possibles au lendemain du 15 mars, mais n'hésite pas à assumer une position de leader et le répète : *« Je suis la mieux placée pour battre Michaël Delafosse. »* Un appel du pied au « Printemps montpelliérain » pour l'entre-deux-tours ? ■

**AGATHE BEAUDOUIN**



# Handicap : l'accès au vote toujours compliqué

Selon les types de déficience, de nombreux obstacles se dressent sur le chemin des électeurs

Le long du couloir, il attend son tour, carte d'identité et carte d'électeur tenues fermement en main. « C'est une fausse, la vraie est chez moi, précise Marwan Sourhane. Je vais m'entraîner à voter, pour le maire. Il y a plusieurs candidats, on va voter un dimanche, le 15. » Le jeune homme participe à une simulation organisée le 26 février pour des adultes présentant des troubles du développement intellectuel ou du spectre autistique par le centre d'accueil de jour de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), géré par l'Unapei 92.

Quand vient son tour, Marwan Sourhane prend quatre bulletins fictifs, se dirige vers l'isoloir, car « il faut se cacher pour voter », et peine à plier sa feuille dans l'enveloppe. « Est-ce que tu peux demander de l'aide à ta maman ou à ton éducateur? », l'interpelle Radja Martres, éducatrice responsable de la citoyenneté. « Non », répond-il. « Est-ce que ça peut être

un autre électeur? » « Oui. » Il sort, glisse son bulletin dans l'urne, signe le registre. Mission accomplie. A côté, l'un de ses camarades veut déposer quatre enveloppes : vote nul. « On fait des ateliers depuis deux mois, il faut dire et redire pour qu'ils n'oublient pas, car certains ont des problèmes mnésiques », explique l'éducatrice.

A 33 ans, Marwan Sourhane n'a jamais participé à un scrutin. Jusqu'en 2005, les majeurs sous tutelle, comme lui, ne votaient pas. Puis, la décision a été confiée aux juges des tutelles, qui avaient retiré ce droit à plus de 300 000 personnes sur 380 000, selon le sociologue Cyril Desjeux, auteur de *Vote et handicaps* (PUG, 2020). La loi du 23 mars 2019 a abrogé ces restrictions, mais les électeurs sous tutelle ne peuvent pas se faire assister par la personne chargée de leur protection, le personnel des établissements médico-sociaux ou leur aide à domicile – ni leur donner procuration. « Le vote

pour tout le monde n'a pas été médiatisé, il y a un travail de pédagogie à faire auprès des familles », estime Radja Martres.

## « La mère des batailles »

Théo Saad, 24 ans, a appris « qu'on a le droit de faire notre choix », et qu'il faut voter pour « ceux qui font de bonnes choses », mais note que « quand il y a trop d'informations, on se perd ». Comprendre les programmes reste compliqué. Comme l'explique Florence Jablonski, présidente de l'association Nous aussi, qui regroupe des

personnes en situation de handicap intellectuel, « on a le droit de vote, mais il faut aussi nous donner les moyens, par exemple qu'il y ait les photos sur les bulletins, et des professions de foi en FALC [facile à lire et à comprendre] ». Cette transcription, avec un niveau de langue et une mise en page simplifiée, est obligatoire pour les élections présidentielle, législatives et régionales, mais pas pour les municipales.

Les personnes avec des troubles du développement intellectuel ne sont pas les seules à éprouver des difficultés à voter. Environ 12 millions de Français sont en situation de handicap, et 500 000 personnes déclarent ne pas avoir voté à l'élection présidentielle de 2022 pour des raisons de santé et d'accessibilité, selon l'enquête autonome du service statistique du ministère de la santé. Le ministère de l'intérieur a publié un « memento » sur l'accessibilité du processus électoral. Il précise que les électeurs en fauteuil roulant doivent pouvoir « accéder aux lieux de vote par la même entrée que les autres », bénéficier d'un isoloir, de tablettes et d'urnes à hauteur adaptée. Selon l'article L. 64 du code électoral, « tout électeur at-

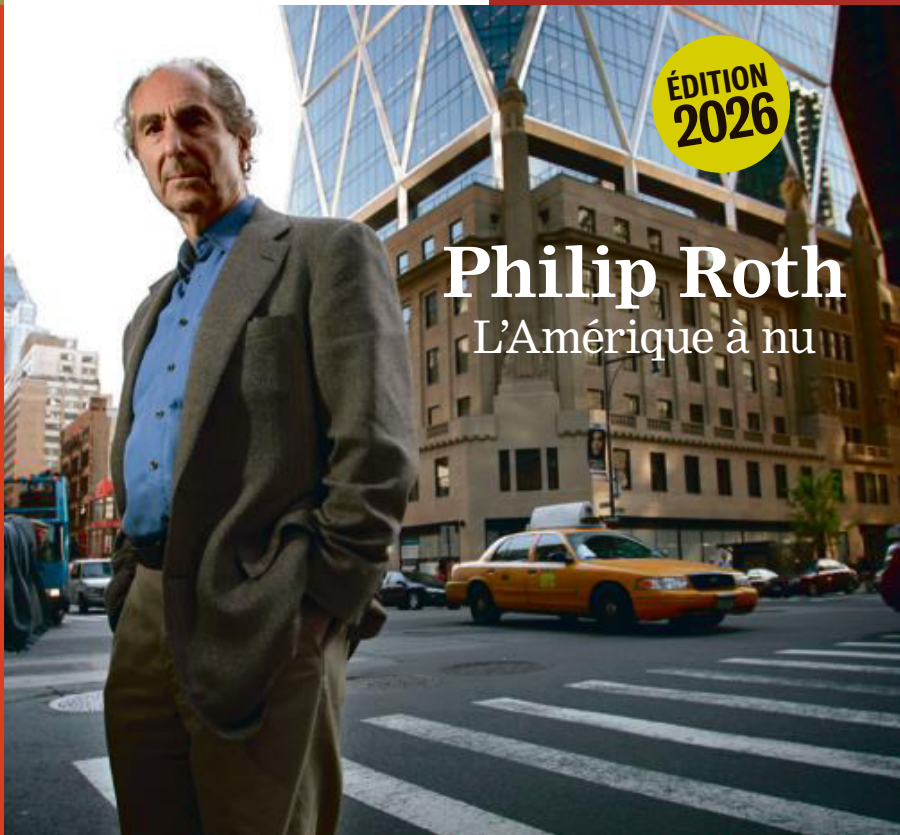
teint d'infirmité certaine » peut se faire assister pour voter ou signer. Des normes régissent l'éclairage ou la signalétique du bureau de vote. Mais « les bulletins sont inaccessibles pour la majorité des électeurs déficients visuels », soit 2 millions de personnes contraintes de « demander l'assistance d'un tiers ou se fier à des astuces au risque de se tromper », déplore le collectif Handicap visuel, qui demande à développer les machines à voter électroniques (limitées à une soixantaine de communes depuis un moratoire de 2008) et à publier les programmes dans un format numérique accessible. Plusieurs associations de sourds, malentendants et sourds aveu-

tes regrettent aussi le manque de traductions en langue des signes ou de sous-titrage des réunions électorales, qui « écartent de la vie démocratique » jusqu'à 7 millions de personnes. Mais un premier obstacle se situe en amont. Selon une étude menée en 2017 par le sociologue Pierre-Yves Baudot, 30 % des personnes en situation de handicap n'étaient pas inscrites sur les listes électorales, contre 12 % de la population. Avec une plus grande prévalence des personnes inactives, vivant dans un établissement médico-social ou travaillant en milieu protégé... « Le fait d'être institutionnalisé génère l'absence d'inscription, et non le fait d'être handicapé », résume le chercheur, qui estime que la situation a peu évolué, même s'il est « possible qu'on arrive grâce à l'inscription automatique des jeunes à réduire ce "disability gap" [écart de participation lié au handicap] ». Un enjeu important, selon lui. « Accéder au droit de vote, c'est la mère des batailles : quand on constitue un électoral, on peut demander d'avoir des politiques publiques, sur le logement, le sport, l'école, la voirie... » ■

Lors d'une simulation de journée de vote, dans un centre d'accueil de jour de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), le 26 février. MAHKA ESAMI/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

## HORS-SÉRIE Le Monde

UNE VIE, UNE ŒUVRE



## Philip Roth L'Amérique à nu

« Une histoire improbable », par Josyane Savigneau

PHILIP ROTH  
L'intranquille

Un hors-série du « Monde »  
124 pages - 13 €  
Chez votre marchand de journaux  
et sur [lemonde.fr/boutique](https://www.lemonde.fr/boutique)

L'écrivain fascine autant qu'il dérange. Philip Roth, l'un des géants de la littérature américaine de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, est connu autant pour sa capacité introspective que pour sa densité intellectuelle. *Le Monde* consacre un numéro spécial à ce romancier obsédé par l'identité juive, impitoyable avec l'Amérique et constamment dans la maîtrise de ses récits, même quand il affiche ses excès, sujets à controverses. C'est « une histoire improbable », écrit la journaliste Josyane Savigneau, dans un texte inédit sur sa rencontre avec l'auteur d'Opération Shylock, dont le style est partagé entre expérience et fiction, ironie et férocité.

## L'as du home-jacking s'évade par la grande porte de la prison de Villepinte

Mercredi matin, Ilyas Kherbouch n'avait toujours pas été retrouvé

La scène est banale, fidèle au protocole. Deux policiers se présentent à la maison d'arrêt de Villepinte (Seine-Saint-Denis), samedi 7 mars, en milieu d'après-midi. Ils exhibent des réquisitions, tamponnées et signées d'un magistrat, afin d'extraire un détenu pour une garde à vue, procèdent aux fouilles et palpations d'usage, et quittent les lieux en escortant le prisonnier.

Le jeune homme que les agents accompagnent se nomme Ilyas Kherbouch. Agé de 20 ans, il est multicondamné, notamment pour des vols et des braquages. Mais les « policiers » étaient des comparses déguisés, leurs réquisitions des faux. En quelques minutes, en douceur, sans violence, la mission d'évasion est accomplie. La supercherie ne sera découverte que deux jours plus tard, le lundi 9 mars. Mercredi 11 mars au matin, le fugitif n'avait toujours pas été retrouvé.

Cette affaire, révélée par *Le Parisien* et confirmée au *Monde* de sources concordantes, est désormais entre les mains de la juridiction interrégionale spécialisée de Paris, qui a ouvert une enquête pour « évasion en bande organi-

sée ». Elle met en lumière les failles des services pénitentiaires, et notamment des services des greffes, bernés samedi.

La direction de l'administration pénitentiaire a diligenté une enquête interne pour déterminer les circonstances de cette évasion. Par ailleurs, l'inspection générale de la justice a été saisie par Gérard Darmanin, le garde des sceaux. « Ce mode opératoire est inédit au niveau national, précise Justine Gerbaud, la porte-parole de l'administration pénitentiaire. Des consignes ont été immédiatement données aux chefs d'établissement pour des contrôles accrus et nous attendrons les conclusions des enquêtes pour questionner les processus [procédures]. »

## Tête pensante

« Cette évasion révèle le manque de moyens humains de certains postes, mais aussi la nécessité d'arrêter le tout-papier, afin d'avoir une meilleure traçabilité et un meilleur contrôle », explique Fabrice Sereault-Gobet, secrétaire local FO-Justice, employé à la maison d'arrêt de Villepinte.

Ilyas Kherbouch, surnommé « Ganito », s'est construit une ré-

putation d'expert en home-jacking, ces cambriolages commis en séquestrant les occupants du domicile visé. Il s'est imposé comme une tête pensante de ce milieu. Il est considéré par les enquêteurs spécialisés comme une figure des cambriolages les plus spectaculaires.

En décembre 2024, il avait été condamné à sept ans de prison pour son implication dans la séquestration du chef cuisinier italien du George-V, Simone Zanoni, en mai 2022. Plus récemment, en novembre 2025, il était mis en examen dans l'affaire du home-jacking de Gianluigi Donnarumma, l'ancien gardien de but du Paris Saint-Germain, en 2023.

Les procédures les plus récentes incriminant « Ganito » dépeignent un jeune homme astucieux, parfois impulsif, qui a su développer son réseau en détention. « Lors d'une audience à Nanterre, le président avait salué sa grande intelligence », souligne May Sarah Vogelhut, son avocate, qui précise que plusieurs jugements récents « correspondent à des faits anciens, dans lesquels il ne se reconnaissait plus ». ■

THOMAS SAINTOURENS



# Affaire Hakimi : la position d'équilibriste du PSG

Le club rappelle la « présomption d'innocence » dont bénéficie son vice-capitaine, renvoyé pour « viol »

**A**chraf, total soutien. » Le 25 février, lors du match retour de barrages de la Ligue des champions de football contre Monaco, le Collectif ultras Paris, groupe des ultras du Paris Saint-Germain (PSG), déployait, dans le virage Auteuil du Parc des Princes, à Paris, une banderole de soutien à Achraf Hakimi, vice-capitaine de l'équipe. La veille, une juge d'instruction avait ordonné la mise en accusation pour « viol » du joueur devant la cour criminelle départementale des Hauts-de-Seine.

Le message des supporters, très visible, avait rapidement été conspué par plusieurs associations et militantes féministes, soulignant la responsabilité du club dans l'affaire. Sur Instagram, la conseillère de Paris (Les Écologistes) Alice Coffin avait notamment rappelé qu'elle avait été brutalisée par le service d'ordre du Parc des Princes lorsqu'elle avait tenté, en 2023, de déployer dans les tribunes une banderole de soutien à des footballeuses victimes d'agressions sexuelles.

Si les dirigeants du Collectif ultras Paris et leur avocat n'ont pas répondu au Monde, l'état-major du PSG, lui, tente aujourd'hui de tenir une délicate position d'équilibriste, entre défense de son salaire, indulgence pour ses fans et obligations morales. Avant la réception de Chelsea, mercredi 11 mars, en huitièmes de finale de la Ligue des champions, le PSG assurait que les banderoles, dont les contenus doivent respecter le « cadre légal » (absence de messages injurieux ou discriminatoires), « ne sauraient être assimilées à une prise de parole institutionnelle du club », « sont conçues en dehors du stade et peuvent être introduites dans l'enceinte sans validation préalable » de la direction du club. A la différence des tifos, animations visuelles déployées lors de l'entrée des joueurs sur la pelouse, dont « l'élaboration fait l'objet d'échanges préalables avec le club et d'un cadre défini en amont ». Par conséquent, le PSG « ne se prononce pas sur l'opportunité de ce message de soutien à un joueur et rappelle qu'il n'engage en aucun cas sa position officielle ».

« Concernant Achraf Hakimi, il a toujours fermement contesté les faits qui lui sont reprochés et

**Le PSG assure que les banderoles « sont conçues en dehors du stade sans validation préalable »**

demeure à ce jour présumé innocent », poursuit le club, qui se dit attentif à « préserver pour son joueur un environnement de travail serein, respectueux et conforme aux principes fondamentaux du droit ».

Le message des supporters a ulcéré l'avocate d'Emma (le prénom a été modifié), la jeune femme qui accuse le latéral droit du PSG de lui avoir imposé une pénétration digitale lors d'un rendez-vous au domicile du joueur, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le 25 février 2023. « Cette banderole est une insulte aux victimes de viol. La victime est niée, l'accusé est ovationné, a commenté Rachel-Flore Pardo. La lutte contre les violences sexuelles n'a pas encore fait son chemin dans le monde du football masculin. N'en déplaise à certains, la procédure avance, et la justice passera. »

« Achraf Hakimi a exprimé combien la fausse accusation dont il est l'objet constituait une épreuve, rétorque son avocate, Fanny Colin. C'est dans ce cadre que les supporters ont tenu à lui apporter leur soutien. Ni plus ni moins. » L'international marocain conteste le récit d'Emma : il affirme n'avoir fait, le 25 février 2023, que l'embrasser, la caresser dans le dos, le cou et les cheveux et avoir respecté son refus de tout rapport sexuel.

Une version qui n'a, jusqu'à présent, pas convaincu la justice. Comme le procureur de la République de Nanterre l'avait requis le 1<sup>er</sup> août 2025, la juge d'instruction chargée du dossier a estimé, le 24 février, qu'il existait des « charges suffisantes » pour renvoyer Achraf Hakimi devant la cour criminelle. Selon son ordonnance de mise en accusation, consultée par Le Monde et dont L'Équipe a publié des extraits, sa décision repose d'abord sur la « manière constante et circonstanciée » dont



Une banderole en soutien à Achraf Hakimi, dans les tribunes du Parc des Princes, à Paris, le 25 février. FRANCK FIFE/AFP

Emma a rapporté depuis le début le viol dont elle se dit victime.

La magistrate s'appuie ensuite sur les nombreux messages échangés sur WhatsApp entre Emma et son amie Jade, au moment où la première se trouvait chez l'international marocain : « C très grave », « il me viole », « il m'a doigté », « De force », etc.

#### Procès criminel incertain

La juge souligne par ailleurs que les déclarations d'Achraf Hakimi entrent en contradiction avec celles de son ami Kylian Mbappé, qui a été entendu comme témoin. Au capitaine de l'équipe de France, et selon ses mots, Achraf Hakimi a relaté des « caresses mutuelles sur les parties intimes » avec Emma. « Ce qui paraît être distinct des baisers et d'une main dans le dos, sous le vêtement, rapporté par [l'accusé] », observe la juge.

Elle relève, enfin, que la jeune femme « s'est confiée à plusieurs de ses proches en des termes

similaires » et « n'a pas cherché à accabler » le footballeur au cours de la procédure, une modération à même d'asseoir sa crédibilité, selon la magistrate. Au passage, cette dernière rejette l'idée avancée par la défense d'une possible tentative d'escroquerie ou d'extorsion : « L'hypothèse selon laquelle la partie civile souhaitait obtenir de l'argent d'Achraf Hakimi en le menaçant d'un dépôt de plainte semble (...) pouvoir être écartée, celle-ci n'ayant jamais pris attache avec Achraf Hakimi à ce sujet avant de se constituer partie civile. »

Résumant les quelques éléments apparaissant « à décharge » pour le vice-capitaine du PSG, la juge d'instruction constate qu'Emma a admis lors de l'instruction « ne pas avoir repoussé [Achraf Hakimi] à chaque fois et s'être laissée faire lors de certains rapprochements ». Ce qui aurait pu créer une certaine confusion dans l'esprit du joueur. « Aucune constatation médicale sur

**La juge a estimé qu'il existait des « charges suffisantes » pour renvoyer Hakimi devant la cour criminelle**

[Emma] n'est intervenue, celle-ci ayant refusé l'examen médical », ajoute par ailleurs la magistrate.

Pour l'avocate d'Achraf Hakimi, son client « a toujours été constant et précis sur les faits, et l'expertise dont il a fait l'objet, comme l'ensemble des témoignages recueillis au cours de l'enquête, y compris celui de Kylian Mbappé, confirment ses dires ». Elle rappelle qu'« une mise en accusation ne constitue en rien une déclaration de culpabilité », « il existe de multiples éléments à décharge,

dans des proportions rares dans ce type d'affaires : les nombreuses obstructions à la manifestation de la vérité de la partie civile (refus des examens médicaux, dissimulation de SMS, refus de permettre l'exploitation de son téléphone, refus de donner le nom d'un témoin majeur, etc.), le caractère confus, contradictoire et mensonger de plusieurs des déclarations de la partie civile ou encore le résultat de ses expertises psychologiques qui accentuent son manque de lucidité, son ambivalence ou son absence de symptôme post-traumatique ».

La tenue d'un procès criminel contre Achraf Hakimi n'est pas encore certaine. M<sup>e</sup> Colin a fait appel de l'ordonnance de mise en accusation. D'ici à quelques semaines, cette décision sera examinée par la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Versailles, qui peut décider de la confirmer ou de l'infirmer. ■

RÉMI DUPRÉ  
ET JÉRÔME LEFILLIATRE

## Crans-Montana : le couple Moretti soupçonné de blanchiment

Les propriétaires du bar auraient procédé à des montages financiers opaques, selon un document de la police fédérale suisse

GENÈVE - correspondance

**U**n nouveau document est apparu, lundi 9 mars, dans le cadre de l'enquête sur le couple Moretti, les propriétaires français du bar dans lequel 41 personnes sont mortes lors d'un incendie, et 115 ont été blessées, au cours de la nuit du Nouvel An dans la station de Crans-Montana (canton du Valais, en Suisse). Alors que le ministère public valaisan poursuit une enquête émaillée dans un premier temps de nombreux incidents de procédure, et de manquements dénoncés par les avocats des parties civiles, un document de 15 pages de la police fédérale helvétique (Fedpol), que Le Monde a pu consulter, détaille toute une série de soupçons sur l'origine de la fortune du couple de tenanciers corses.

Les enquêteurs du Money Laundering Reporting Office Switzerland (MROS), le bureau de communication en matière de blanchiment d'argent auprès de l'office fédéral de la police à Berne, se

sont penchés sur les mouvements des comptes bancaires de Jacques et Jessica Moretti. A l'origine de la démarche, les signalements de deux établissements, la Banque cantonale du Valais et UBS, qui ont subitement fait part de leurs « doutes », des années après avoir ouvert les comptes. Les enquêteurs cherchent à déterminer si de l'argent sale a été blanchi à travers les trois établissements de restauration du couple sur le Haut-Plateau, la région de Crans-Montana.

Condamné à plusieurs reprises en France, Jacques Moretti est également lié au milieu de la prostitution en Suisse romande, qui est légale dans la Confédération helvétique. « Une analyse approfondie des relations d'affaires au nom des différents établissements publics [du couple Moretti] ne nous permet pas d'exclure, vu l'opacité de ce business, la possibilité de l'entrée d'une partie de fonds "dopés" dans le circuit financier des établissements publics susmentionnés, voire un blanchiment d'argent de fonds

**Le rapport évoque un « empire des Moretti » qui reposerait sur un « schéma de Ponzi »**

ayant une origine criminelle », peut-on lire dans le document. De manière étonnante, le MROS cite, sans pour autant l'accréditer, l'hypothèse du spécialiste de la Mafia Roberto Saviano. Très vite après le drame du bar Le Constellation, l'écrivain italien avait évoqué les méthodes de blanchiment du crime organisé corse, notamment dans les bars et la restauration, très similaires à celles qu'il étudie en Italie.

Autre élément sensible dévoilé dans les 15 pages du document de Fedpol : quelques heures seulement après l'incendie, le ministère public de Sion a ordonné une

perquisition au domicile des Moretti. Mais il a fallu attendre cinquante jours, jusqu'au 20 février, pour qu'elle ait lieu. Les enquêteurs ont alors saisi une arme de poing Glock 19 ainsi que cinq montres de luxe de marques Rolex, Hublot et Audemars Piguet. Le rapport mentionne également une confusion récurrente entre transactions privées et professionnelles, et de nombreux dépôts d'argent liquide par le biais d'un coffre-fort utilisé par les Moretti, des sommes dont l'origine reste pour l'heure inconnue.

#### « Coquilles vides »

Les enquêteurs du MROS vont jusqu'à décrire, de manière un peu grandiloquente, un « empire des Moretti » qui reposerait sur un « schéma de Ponzi » (système pyramidal criminel), « fondé presque exclusivement sur l'octroi de prêts, très probablement obtenus de manière induue ». Le couple aurait développé une stratégie d'expansion agressive dans la restauration, financée presque uniquement par des capitaux externes.

Le bureau de l'antiblanchiment suisse décrit ces sociétés comme des « coquilles vides », dont la liquidité serait entretenue artificiellement par un système complexe de virements entre divers comptes. Il conclut qu'il existe de forts soupçons de blanchiment d'argent, de gestion déloyale, d'escroquerie à l'assurance, d'incendie criminel et de faux dans les titres. La cellule antiblanchiment a informé le ministère public de ses conclusions et les comptes concernés du couple Moretti ont été provisoirement bloqués. Le document a été versé à l'instruction.

Réagissant à ces révélations, un avocat de Jacques Moretti les a minimisées. « Le MROP n'est en rien une autorité de poursuite pénale, précise Patrick Michod. En pratique, un très faible pourcentage de ses dénonciations aboutit à une condamnation. Il n'y a donc aucune conclusion à en tirer à ce stade. »

Pourquoi ce rapport, dont le vocabulaire explicite est curieusement contrebalancé par des formules au conditionnel, a-t-il

fuité ? Certains estiment qu'il pourrait s'agir d'une tentative indirecte du pouvoir fédéral à Berne de faire pression sur le ministère public valaisan pour qu'il poursuive ses investigations avec davantage de vigueur. Le rapport suggère d'ailleurs que les étranges mouvements de fonds du couple Moretti « laissent également songeur quant à des infractions pénales qui pourraient faire l'objet d'une analyse plus approfondie de la part des organes d'enquête ».

Parallèlement, deux mois et demi après le drame du Constellation, le président de la commune de Crans-Montana, Nicolas Féraud, a finalement été mis en examen à son tour. Les procureurs chargés de l'enquête ont étendu l'instruction pénale à cinq nouvelles personnes, dont le dirigeant de l'exécutif communal. Neuf personnes sont désormais prévenues, le couple Moretti et sept représentants actuels ou passés de la station de ski des Alpes suisses. ■

SERGE ENDERLIN



# Renault : François Provost, chasseur de coûts

Le nouveau directeur général du constructeur a dévoilé son plan stratégique : sobriété et objectifs en baisse

Un ancien du groupe l'a appelé pour lui donner un petit conseil : « Mardi 10 mars, en présentant ton plan stratégique, essaie de sourire un peu ! » Pas si simple. François Provost, anxieux et concentré, ne force pas sa nature. Le nouveau directeur général de Renault, 57 ans, assume d'être l'opposé de son prédécesseur, l'Italien Luca de Meo, devenu en septembre 2025 patron du groupe de luxe Kering. Alors que cet as du marketing jouait de son charme pour séduire analystes financiers et investisseurs, le polytechnicien, ingénieur des mines, a, lui, gardé son allure de technocrate. Il veut incarner le travail et la sobriété à un moment où le secteur automobile traverse une passe difficile.

Même quand Jim Farley, le patron de Ford, a fait le déplacement à Paris pour annoncer un accord avec Renault, le 9 décembre 2025, François Provost est apparu plus tendu qu'étincelant. C'était pourtant un grand jour : le géant américain lui accordait sa confiance en le choisissant plutôt que Volkswagen pour produire ses futures citadines électriques en Europe. Renault a en effet su développer la nouvelle Twingo, première voiture électrique à moins de 20 000 euros, avant la Polo de son concurrent. Son secret : sous-traiter une partie des opérations à des ingénieurs chinois et apprendre de leurs méthodes. Cet accord avec Ford résume la philosophie du plan stratégique que le patron de Renault a présenté mardi depuis le Technocentre du groupe, à Guyancourt (Yvelines).

## Le « sens de la situation »

Sa première décision a été de changer le nom de ce plan. Fini Futurama, l'avenir en couleurs que promettait Luca de Meo. On parle désormais de « FutuREady » (« prêt pour l'avenir »), un objectif plus sobre. Pour rassurer les financiers, échaudés par les déboires de Stellantis, François Provost veut transformer le retournement spectaculaire réussi par son prédécesseur en performance moins ambitieuse, mais plus régulière. Il s'engage à « *générer durablement une marge opérationnelle entre 5 % et 7 %* », alors que Luca de Meo la voyait « *supérieure à 8 % en 2025* » (elle a finalement été de 6,3 %) et « *supérieure à 10 % en 2030* ».

Ce ne sera pas si facile à atteindre face à des concurrents chinois agressifs en technologie et en prix. « *Ils ont pris 10 % de part de marché en deux ans en Europe, et même 12 % en Espagne, au Royaume-Uni et en Belgique. En France,*

*c'est moins, mais la tendance est là* », rappelle le président du conseil d'administration de Renault, Jean-Dominique Senard, qui se félicite d'avoir un directeur général « *lucide, très sérieux, qui a le sens de la situation* ». Il loue aussi son « *efficacité* ». Car François Provost est revenu sur plusieurs décisions prises par Luca de Meo. « *Avec un calme absolument remarquable* », insiste le président, qui s'entend visiblement mieux avec lui qu'avec son prédécesseur.

Il a d'abord quasiment fermé Ampere, la filiale ad hoc créée pour y loger les activités liées à la voiture électrique dans le but de mieux les valoriser en Bourse. La cotation de cette société n'étant plus d'actualité, il a rapatrié ses ingénieurs dans le giron de Renault, pour former un seul pôle de 9 000 experts. Il s'est séparé de plusieurs personnalités recrutées par Luca de Meo. Plutôt que d'embaucher à l'extérieur, il a privilégié les promotions internes, comme celle de Philippe Brunet, 62 ans, très apprécié par ses équi-

## François Provost promet une baisse du prix des modèles électriques de « 10 à 30 % » d'ici à 2030

pes, à la tête de l'ingénierie, ou Claire Fanget, à la direction des ressources humaines.

La réduction des coûts est une de ses obsessions. Coûts de distribution : le nouveau patron veut les baisser de 20 %. Coût de la plateforme qui servira de base aux modèles qui remplaceront le Scenic et le Rafale et doivent baisser « *de 40 % par rapport à la génération de véhicules électriques actuelle* ». Ce qui n'empêchera pas ces voitures, en 2028, d'avoir 750 kilomètres d'autonomie et une « *architecture 800 volts* » assurant une recharge ultrarapide,

que proposent déjà des marques allemandes ou chinoises.

Coûts aussi de fabrication, quitte à délocaliser dans le nord-ouest de l'Espagne, à Palencia, la fabrication du Scenic, assemblé à Douai, dans le département du Nord. La Twingo, elle, est déjà montée en Slovénie, en neuf heures par voiture contre quatorze pour le modèle précédent. L'usine de Douai, avec une R5 qui se vend bien, ainsi que la Micra électrique de Nissan, le petit SUV Eclipse de Mitsubishi, et demain un modèle Ford, tourne à plein, selon Thierry Charvet, patron des usines.

## Conduite autonome

François Provost, ancien directeur des achats, a pris l'habitude de mettre les fournisseurs européens en compétition avec leurs concurrents chinois, voire à amener ses derniers en Europe. Plus sûr de lui en petit comité qu'en public, il affirme avec fermeté avoir changé la manière dont Renault travaille avec les équipementiers, afin qu'ils aillent deux

fois plus vite dans le développement de produits. Il évite le plus habilement possible le sujet du minimum de contenu local européen, que veulent imposer la Commission européenne et le gouvernement français.

Il consent à faire deux entorses à cette chasse à la dépense. Le développement en interne, avec l'aide de Valeo, des logiciels et du cœur électronique de la prochaine génération de voiture. Le groupe a hésité à utiliser une technologie déjà développée par son partenaire chinois Geely, comme il le fait en Amérique latine et en Corée du Sud. Il y a renoncé. « *Le logiciel est un défi* », prévient toutefois François Provost. Autre développement que maintient le patron, contrairement à ses concurrents Stellantis ou marques allemandes : la conduite autonome de niveau 3 (sans regarder la route). « *Un jour, nos concurrents chinois le proposeront en série et créeront la demande* », prévient Philippe Brunet, bluffé par le système de Geely.

Reste à doper les ventes, que Renault annonce en hausse de 4 % par an d'ici à 2030. François Provost promet une baisse du prix des modèles électriques de « 10 % à 30 % » à cette date. Il annonce le lancement de 36 modèles, dont 22 en Europe. Dans cette zone, il vise le tout-électrique, mais « *sur deux jambes* », avec moitié de ventes d'hybrides, et moitié de tout-batteries, éventuellement avec un petit moteur prolongateur d'autonomie.

Dans les autres pays, toutes les énergies seront de mise, notamment en Inde, où le groupe a de grandes ambitions. C'est là que sera lancé le prochain petit SUV de Renault à prix serré, le Bridger. Très confiant et serein, Philippe Brunet a soigneusement détaillé les arguments techniques – autonomie, châssis, approche ultra-flexible sur la chimie des batteries... – qui lui font croire que Renault restera dans la course. Il a réussi à arracher à son patron l'esquisse d'un sourire. ■

SOPHIE FAY



François Provost, lors de la présentation du plan stratégique, au Technocentre Renault de Guyancourt (Yvelines), le 10 mars. KENZO TRIBOUILLARD/AFP

# Des aides à la décarbonation de l'industrie utiles mais insuffisantes

La Cour des comptes appelle à simplifier les aides publiques mises en place depuis 2020 pour décarboner les usines

Ses magistrats eux-mêmes invitent à la prudence, tant la période étudiée (2020-2024) est courte et récente pour tirer des conclusions définitives. La Cour des comptes a évalué, dans un rapport publié mardi 10 mars, les aides publiques destinées à soutenir la décarbonation de l'industrie en France. L'enjeu est majeur alors que ce secteur est le troisième le plus émetteur de gaz à effet de serre dans le pays (derrière les transports et l'agriculture), avec près de 59 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> en 2024, soit 16 % du total des émissions nationales. Ces rejets sont concentrés dans quatre sous-secteurs (chimie, mé-

tallurgie, cimenterie et agroalimentaire) et sur un nombre limité de sites – les 50 les plus émetteurs cumulent 58 % des émissions industrielles.

Entre 2020 et 2024, l'Etat a développé des aides publiques pour accélérer cette décarbonation, dans le cadre d'abord du « plan de relance », lancé en 2020, puis du plan France 2030, mis en place un an plus tard. Au total, ces subventions représentent à ce jour une « *enveloppe de 3,4 milliards d'euros* », rappelle la Cour des comptes. Selon l'institution de contrôle, ces aides ont jusqu'à présent plutôt atteint leurs cibles, contrairement aux dispositifs antérieurs, comme le

Fonds chaleur, géré par l'Agence de la transition écologique, avant 2019, qui « *bénéficiaient de des établissements représentant une part très limitée des émissions totales* ».

## Manque d'entrain

A l'inverse, depuis 2020, les nouvelles aides ont « *permis d'atteindre des secteurs en moyenne plus émetteurs que les autres, appartenant à des entreprises plus innovantes, plus exportatrices et dans une situation économique favorable* », se félicite le rapport. De quoi remplir le double objectif initial de décarbonation de l'industrie et de relance de sa compétitivité par l'investissement et l'innovation.

Sans pouvoir préciser pour autant le total des émissions évitées ni les procédés de décarbonation (électrification, recours à la biomasse, mise en place de capture du carbone, etc.) dans lesquels ces financements sont investis. Ni, surtout, de permettre à la France d'être au bon niveau global, car « *si les émissions [dans l'industrie] ont diminué de 57 % entre 1990 et 2024, le rythme observé demeure insuffisant pour atteindre les objectifs fixés par la stratégie nationale bas carbone* » de – 68 % d'émissions à horizon de 2030 par rapport à 1990.

La Cour regrette le « *paysage complexe et éclaté* » de ces aides.

Elle constate qu'une vingtaine à peine des 50 sites les plus émetteurs ont demandé des aides sur la période étudiée. Un manque d'entrain qui peut se corriger, selon les magistrats, par une simplification administrative des appels d'offres à remplir et par incitations fiscales.

Mais le frein le plus important reste économique, rappelle l'institution. Tant que le prix de la tonne de carbone sera inférieur au coût des énergies décarbonées, le basculement industriel tardera. La flambée actuelle des prix des énergies fossiles avec la crise énergétique liée à la guerre au Moyen-Orient, peut avoir à terme une in-

fluence sur les industriels les plus émetteurs pour se tourner vers des solutions décarbonées.

Autre bémol : si les aides publiques ont tendance à tirer vers le haut les investissements dans la décarbonation par les entreprises qui en bénéficient, il est encore trop tôt pour mesurer leurs effets sur la compétitivité. « *Aucun effet positif n'est observé à ce stade sur l'emploi ni sur le niveau de production* » de ces entreprises, mentionne le rapport, même si des indices favorables sont relevés « *sur l'augmentation du nombre de brevets et l'amélioration de la marge nette* » des sociétés. ■

BASTIEN BONNEFOUS



# Sommet sur le nucléaire civil : la France appelle aux financements

La présidente de la Commission a annoncé une stratégie en faveur des petits réacteurs modulaires, avec une enveloppe de 200 millions d’euros

BRUXELLES - bureau européen

Alors que le prix du pétrole flambe du fait de la guerre que mènent les Etats-Unis et Israël contre l’Iran, c’est à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), dans le complexe de La Seine musicale, qu’une quarantaine de dirigeants se sont retrouvés pour le deuxième Sommet mondial sur l’énergie nucléaire civile, deux ans après une première édition à Bruxelles. « *En pleine guerre au Moyen-Orient, alors que le prix des énergies fossiles explose, le choix de Paris de privilégier l’atome et la relance de cette filière est payant* », glisse une source européenne.

Ce rendez-vous est à l’initiative de l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA), pour promouvoir « *une énergie nucléaire sûre et accessible à tous* ». Si la France a proposé d’accueillir cette deuxième édition, c’est pour se poser « *en fer de lance* », souligne l’entourage d’Emmanuel Macron.

Depuis l’accident de la centrale de Fukushima, au Japon, le 11 mars 2011, qui a longtemps plombé l’atome, celui-ci a connu un spectaculaire retour en grâce dans les discours. Encore faut-il trouver les fonds pour lancer de nouveaux chantiers. A ce jour, 413 réacteurs sont en service dans 31 pays. En 2025, ils ont contribué à 9 % de la production d’électricité dans le monde.

« *J’appelle chaque acteur, public et privé, à prendre sa part* » dans le financement de nouveaux projets, a déclaré Emmanuel Macron, mardi 10 mars, en ouverture du Sommet. « *Nous devrions nous réveiller pour que les banques et les assureurs aillent davantage vers le nucléaire* », a-t-il ajouté. Outre

dix chefs d’Etat ou de gouvernement et 34 ministres ou représentants d’autres pays, dont la Chine, le rendez-vous a, en effet, réuni des dirigeants d’institutions financières.

Ces dernières ont fait évoluer leur doctrine. En juin 2025, « *pour la première fois depuis des dizaines d’années* », la Banque mondiale officialisait un partenariat avec l’AIEA « *pour soutenir l’utilisation sûre, sécurisée et responsable de l’énergie nucléaire dans les pays en développement* », comme elle l’indiquait dans un communiqué, qui ne citait néanmoins aucun projet précis à ce stade. Quant à la Banque européenne d’investissement, elle a déjà matérialisé son soutien en mars 2025, par l’annonce d’un prêt de 400 millions d’euros, sur vingt-cinq ans, au groupe public français Orano (ex-Areva). Ce montant est destiné à financer un peu moins d’un quart de l’investissement prévu, sur le site de l’usine Georges-Besse 2, au Tricastin (Drôme), pour augmenter les capacités de ce site d’enrichissement d’uranium.

## « Effort plus large »

L’Europe finance de longue date le nucléaire, dans le cadre du traité Euratom, notamment pour la sûreté nucléaire, la gestion des déchets et du combustible, la radio-protection ou le projet ITER. Mais elle prévoit désormais de mettre l’accent sur de nouveaux projets. Dans son nouveau cadre financier pluriannuel 2028-2034, toujours en discussion, la Commission européenne prévoit une enveloppe de près de 10 milliards d’euros pour cette énergie.

D’ici à 2050, la Commission européenne estime que les pays européens devront mobiliser quelque 241 milliards d’euros,

## Au vu de la guerre au Moyen-Orient, la filière nucléaire veut se présenter comme un gage de souveraineté énergétique

tant pour la prolongation de la durée de vie des réacteurs existants que pour la construction de nouveaux réacteurs à grande échelle. Et cela, sans tenir compte des investissements supplémentaires nécessaires pour de petits réacteurs modulaires ainsi que pour les projets portant, à plus long terme, sur la fusion nucléaire – et non plus la fission.

Au Sommet, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen (ancienne du gouvernement d’Angela Merkel, qui avait acté la sortie allemande du nucléaire), a déclaré que réduire la part du nucléaire en Europe était une « *erreur stratégique* ». Et annoncé une nouvelle stratégie continentale européenne pour le développement de petits réacteurs modulaires (PMR) : « *Nous créons une garantie de 200 millions d’euros pour soutenir les investissements privés dans les technologies nucléaires innovantes.* »

La dirigeante précise qu’il s’agit « *d’une étape qui s’inscrit dans le cadre d’un effort plus large visant à améliorer les conditions d’investissement dans le secteur nucléaire européen* ». Une véritable victoire pour Paris, qui a bataillé à Bruxelles ces dernières années pour réhabiliter l’atome aux yeux de ses partenaires européens.

# L’économie nigériane affiche des résultats encourageants après des années difficiles

Le produit intérieur brut s’est redressé, au prix de réformes éprouvantes pour la population

NAIROBI - correspondance

C’est une progression impressionnante, qui illustre l’amélioration des fondamentaux économiques du Nigeria, première population d’Afrique (233 millions d’habitants en 2024, selon la Banque mondiale). Le 3 mars, la banque centrale du pays a annoncé une augmentation de ses réserves de change de quelque 772 %. Soit 34,8 milliards de dollars (30,1 milliards d’euros) à la fin 2025, contre seulement 3,99 milliards deux ans plus tôt. De quoi aider à effacer l’un des cauchemars de ses investisseurs, contraints par le passé de patienter de long pour obtenir les billets verts nécessaires à leur activité.

Plus généralement, les voyants sont au vert chez le tourmenté premier producteur de pétrole d’Afrique. L’inflation a été divisée par deux, passant de 30 % à quand même 15 %. La banque centrale a commencé à baisser les taux d’emprunt. Le produit intérieur brut a crû de près de 4 % en 2025, un plus-haut depuis 2022.

Les trois dernières années ont été pour le moins éprouvantes. Le chef de l’Etat, Bola Tinubu, arrivé au pouvoir mi-2023 et qui briguera un nouveau mandat dès

janvier 2027, a mené de profondes réformes pour assainir l’économie. Libéralisé, le naira, la monnaie nationale, s’est effondré face au dollar – descendu sous le seuil de 1000 nairas pour un dollar en 2024, il s’est depuis stabilisé à autour de 1398 au 11 mars. La fin redoutée et brutale des subventions aux carburants, dès sa prise de fonctions, a eu un effet boule de neige sur toute l’économie.

## Hausse effarante des prix

Bola Tinubu avait promis en 2025 à ses concitoyens qu’ils verraient bientôt « *la lumière au bout du tunnel* », suscitant des commentaires parfois sceptiques. « *La situation commence à se retourner au Nigeria* », confirme Razia Khan, cheffe de la recherche pour l’Afrique et le Moyen-Orient à la Standard Chartered Bank, pour qui le plus dur est « *probablement passé* ».

« *Les banquiers sont très optimistes, les compagnies pétrolières et gazières observent une hausse graduelle de la capacité de production, les compagnies pétrolières locales prennent le contrôle des actifs* [laissés] par les majors », souligne l’économiste botswanaise. Certes, la croissance est loin des plus hauts africains de pays comme l’Ethiopie (7,2 % en 2025)

mais la taille et la structure de son économie ne sont en rien comparables, rappelle-t-elle.

De plus, le Nigeria devrait être l’un des rares pays africains épargnés par les conséquences de la guerre au Moyen-Orient, qui a fait flamber les prix du pétrole. Non seulement, le pays est redevenu le premier producteur de brut d’Afrique, avec environ 1,5 million de barils par jour en 2025, mais il a progressivement mis en service ces dernières années une mégaraffinerie de taille mondiale, avec 650 000 barils par jour de capacité, sous l’impulsion du milliardaire Aliko Dangote. Elle couvre actuellement environ deux tiers des besoins nationaux en essence et plus de la moitié en diesel, selon de récents chiffres officiels.

Au-delà de ces chiffres optimistes, la réalité quotidienne reste dure au Nigeria. La crise économique qui a découlé des réformes internes et des soubresauts du monde (pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine) y est considérée comme la pire des trente dernières années. En l’absence de filets sociaux, la pauvreté s’est envolée, touchant désormais, selon la Banque mondiale, près de 60 % de la population – soit 129 millions de personnes. La hausse effarante des prix a même amoïn-

dr la filière nucléaire veut se présenter à la fois comme un gage de souveraineté énergétique et comme une façon de lutter contre le dérèglement climatique, par une production d’électricité largement bas carbone, en complément des énergies renouvelables – même si les centrales nucléaires ont, elles aussi, besoin d’importer de l’uranium naturel.

Avant le Sommet, Greenpeace a cherché à perturber l’arrivée des délégations, estimant que cette réunion est « *la consécration de l’insécurité énergétique* ». Selon l’ONG, l’industrie nucléaire « *finance la guerre de la Russie* » en Ukraine. Le pays détient, avec son groupe public Rosatom, plus de 40 % des capacités mondiales d’enrichissement de l’uranium.

Malgré cette grand-messe, la relance du nucléaire n’est qu’en trompe-l’œil, objectent ses détracteurs. Hormis en Chine ou en Russie, la plupart des projets annoncés à travers le monde restent encore à confirmer. Annoncés dès février 2022 par Emmanuel Macron dans son discours de Bel-fort, les chantiers pour six nouveaux réacteurs dans les centrales de Penly (Seine-Maritime), Gravelines (Nord) et du Bugey (Ain) attendent encore une décision finale d’investissement, que le groupe public EDF pourrait prendre fin 2026. En décembre 2025, les coûts de construction de ces six nouveaux réacteurs étaient estimés à près de 73 milliards d’euros, 40 % au-delà du chiffre médian présenté en 2022... Jeudi 12 mars, l’Elysée donne rendez-vous à Penly pour un cinquième conseil de politique nucléaire depuis 2022. Un rendez-vous franco-français, cette fois. ■

PHILIPPE JACQUÉ  
ET ADRIEN PÉCOUT (À PARIS)



PERTES & PROFITS | ANTITRUST  
PAR ISABELLE CHAPERON

## Un concert de mécontentements

En 2021, Barclays Center, une arena de Brooklyn, a changé de fournisseur de billetterie, quittant Ticketmaster au profit de son concurrent SeatGeek. Un choix apparemment anodin, sauf que Ticketmaster appartient à Live Nation Entertainment, le groupe qui organise les tournées d’artistes et gère la programmation de nombreuses salles de spectacle dans le monde. En 2022, la chanteuse Billie Eilish, dont le show au Barclays Center prévu en 2020 avait été reporté pour cause de Covid-19, ne s’est finalement pas arrêtée à Brooklyn quand elle a repris la route... La salle a-t-elle été victime de représailles, comme le pense son patron, ou de la concurrence d’une nouvelle salle new-yorkaise, comme l’affirme Live Nation ?

John Abbamondi, l’ancien dirigeant de Barclays Center, a raconté son histoire lors du procès qui s’est ouvert, le 2 mars, à New York, afin de faire la lumière sur les pratiques concurrentielles de Live Nation. Un procès à haut risque pour le géant du divertissement. Lorsque le ministère de la justice, associé à 39 Etats, l’avait poursuivi, en mai 2024, l’accusant d’exercer un « *monopole illégal* » dans l’industrie musicale, l’objectif affiché était clair : scinder en deux la firme américaine pour l’empêcher de jouer sur toute la gamme, des salles aux artistes, en passant par les fans.

Mais, avec Donald Trump à la baguette, la musique de fond ne sonne plus la charge contre les positions dominantes des entre-

prises. La patronne zélée de l’antitrust au sein du ministère a été débarquée en février. Et coup de théâtre, lundi 9 mars, l’administration a annoncé avoir signé une transaction avec Live Nation, mettant fin aux poursuites.

## Un moindre mal

Selon cet accord, le géant s’engage à faciliter l’accès des salles de concerts et autres stades à des concurrents à hauteur de 50 % de la billetterie. Il promet de plafonner à 15 % les commissions empochées sur les ventes de tickets et devrait renoncer à treize grandes arènes aux Etats-Unis. Il devra aussi payer 280 millions de dollars (241 millions d’euros) de dommages. Un moindre mal pour Live Nation tant Ticketmaster, racheté en 2010, est un élément central de son activité, à la fois en termes de rentabilité mais aussi pour fournir les données qui permettent de décrocher des contrats de sponsoring et de publicité rémunérateurs. Live Nation, c’est 25 milliards de dollars de revenus en 2025, dont 4,3 milliards sur la billetterie et le sponsoring qui génèrent à eux deux plus de 2 milliards de résultat opérationnel, contre moins de 700 millions pour le reste. Sauf que l’accord est jugé « *inacceptable* » par 27 des Etats associés aux poursuites initiales qui refusent d’en rester là. Même le juge qui présidait le procès est furieux. Une situation confuse et inédite qui en dit long sur l’acceptabilité des « *deals* » concoctés par le gouvernement américain. ■

# 839

C’est, en milliards de dollars (725,2 milliards d’euros), la fortune d’Elon Musk, actionnaire de référence du constructeur automobile Tesla, de la société spatiale SpaceX, du réseau social X et de l’entreprise d’intelligence artificielle xAI, selon le classement des personnes les plus riches au monde publié, mardi 10 mars, par le magazine américain *Forbes*, où il arrive en tête. Sa fortune était de 342 milliards de dollars un an plus tôt. Les autres membres du trio de tête sont les cofondateurs de Google Larry Page (257 milliards) et Sergey Brin (237 milliards). Le patron d’Amazon, Jeff Bezos, est quatrième (224 milliards) et celui de Meta, Mark Zuckerberg, cinquième (222 milliards). Le PDG du géant du luxe LVMH, le Français Bernard Arnault, arrive septième (171 milliards).

## TRANSPORT Boeing a livré 51 avions, du jamais-vu depuis 2017

Boeing a livré 51 avions en février, le niveau le plus élevé pour le deuxième mois de l’année depuis 2017, et a fini d’écouler son stock d’avions fabriqués avant 2023, a annoncé le constructeur mardi 10 mars. – (AFP)

## Le Portugal revoit sa commande à Alstom

La compagnie portugaise de chemin de fer a revu à la hausse une commande de 2023 auprès du constructeur français Alstom pour l’acquisition d’un total de 153 rames, portant la valeur du contrat à 1,06 milliard d’euros, a annoncé le gouvernement portugais, mardi 10 mars. Le pays achète 36 trains de plus, qui s’ajoutent aux 117 rames automotrices prévues. – (AFP)

## INDUSTRIE Le groupe ACI en liquidation judiciaire

Le tribunal des activités économiques de Lyon a placé, mardi 10 mars, le groupe ACI en liquidation judiciaire, après six ans d’acquisitions d’une trentaine d’entreprises industrielles, ont annoncé l’avocat de ce dernier et des

syndicats. La holding, en redressement judiciaire depuis septembre, a compté jusqu’à 1450 salariés. – (AFP)

## Zara dégage un bénéfice net record en 2025

Le géant espagnol du prêt-à-porter Inditex, propriétaire de la marque Zara, a annoncé, mercredi 11 mars, avoir dégagé le bénéfice net le plus élevé de son histoire en 2025, à 6,22 milliards d’euros, en hausse de 6 %. – (AFP)

## DÉFENSE Bénéfice opérationnel record pour Rheinmetall

Le premier fabricant d’armes allemand, Rheinmetall, a enregistré un bond de son bénéfice opérationnel en 2025, à 1,8 milliard d’euros, en hausse de 33 % sur un an et prévoit d’accélérer en 2026. – (AFP)

## Les exportations d’armes suisses rebondissent en 2025

Les exportations d’armes fabriquées en Suisse ont augmenté de 43 % en 2025, pour atteindre 948,2 millions de francs suisses (1,04 milliard d’euros), malgré les restrictions liées à la neutralité, selon les chiffres publiés mardi 10 mars par le secrétariat d’Etat à l’économie. – (AFP)



# Dans l’Yonne, l’agrivoltaïsme soulève des tensions

Alors que le territoire de Puisaye-Forterre mise sur le tourisme, des locaux redoutent l’effet repoussoir de projets agrivoltaïques

## REPORTAGE

LA PUISAYE (YONNE) -  
envoyée spéciale

C’est un village français à la fois splendide et banal, cerné de champs et de forêts, et traversé par un ruisseau. A Saint-Privé (Yonne), en pays de Puisaye, vivent des agriculteurs, des retraités, des actifs néoruraux venus chercher la tranquillité loin des villes – Auxerre, la plus proche, est à une heure de route.

En cet après-midi ensoleillé de fin février, deux habitantes, Amandine Mazô, formatrice Web de 45 ans, et Cécile Poinsard-Durand, 60 ans, propriétaire d’un gîte touristique haut de gamme, ont attrapé une pile de tracts et entament une tournée des pas de porte, entre l’église et le bar-tabac.

« Bonjour, on organise une réunion publique demain soir ! » A

Saint-Privé, leur liste pour les municipales est un petit événement, dans ce village où il n’y avait jamais eu d’opposition. Outre le maintien de l’école, menacée de fermeture, leur liste a une priorité : s’opposer aux multiples projets agrivoltaïques qui fleurissent en Puisaye – comme ailleurs dans l’Yonne, la Nièvre ou le Loiret.

L’agrivoltaïsme ? Ces installations, en plein essor, sont encore peu connues. Elles consistent à fixer des panneaux solaires en hauteur, au-dessus de parcelles agricoles exploitées, afin de produire de l’électricité décarbonée. Une « aberration » pour Amandine Mazô, dans le sens où ces projets, déployés à grande échelle, « vont causer d’énormes préjudices, au bénéfice de quelques-uns », considère cette ancienne Francilienne, arrivée dans la région avec son mari et son jeune fils il y a cinq ans. Une position qui tranche avec



Domaine de l’Atrée, à Saint-Martin-des-Champs, dans l’Yonne, le 26 février. SABRINA DOLIDZE/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

**La centrale du Loing s’étendrait sur 156 hectares de surface utile (220 terrains de foot), sur une dizaine de parcelles**

celle du maire actuel, agriculteur, qui estimait, dans un entretien à Ici (ex-France Bleu), que ce projet pouvait « redonner un souffle économique » au territoire.

Dans toute la communauté de communes, ce sujet est devenu un point de fixation. Il oppose des agriculteurs, qui y voient un système capable de leur dégager un très utile complément de revenu et de pérenniser leur activité au service de la production d’énergie verte, et des habitants qui estiment que le paysage est le seul atout du territoire, à la fois pour développer une activité autour du tourisme et pour attirer des résidents en Puisaye, alors que la population décline et vieillit.

### Guédelon, maison de Colette...

Il est vrai qu’avec ses chemins de randonnée, ses haies, ses étangs et ses forêts, cette « petite Sologne » à deux heures de Paris, très peu urbanisée, dispose de nombreux atouts. Le territoire a aussi quelques locomotives touristiques : le château de Saint-Fargeau et ses spectacles de cavaliers ; Guédelon, ce chantier fou de reconstruction médiévale ; la maison de Colette à Saint-Sauveur-en-Puisaye...

Le nombre de touristes progresse d’année en année, et tout un écosystème de séjours à la ferme, chambres d’hôtes, gîtes d’étape pour les cyclistes et résidences artistiques émerge. « Une campagne authentique, préservée des effets de mode », résume Stéphane Volant, président de la société Smovengo, qui vit dans la région. Entre 2021 et 2025, les recettes issues de la taxe de séjour, pour la communauté de communes, ont doublé. Des panneaux photovoltaïques posés au-dessus des champs entraveraient-ils cette trajectoire ou peuvent-ils cohabiter ? Chacun a sa réponse. Le sujet est inflammable.

Et les choses sont mal emmanchées : une association d’habitants s’est créée pour s’opposer au projet. Fin février, le président de la communauté de communes, Jean-Philippe Saulnier-Arrighi, a écrit au préfet pour demander de freiner ces programmes porteurs de « nuisances disproportionnées ». Idem pour le propriétaire du château de Saint-Fargeau...

Il faut dire qu’en Puisaye Valeco, la société qui développe le principal projet, n’y va pas de main morte. Sa centrale agrivoltaïque du Loing – la rivière qui traverse le département –, dont les permis de construire viennent d’être déposés, s’étendrait sur 156 hectares de surface utile (220 terrains de foot), sur une dizaine de parcelles – essentiellement de l’élevage bovin, ovin, équin. C’est l’un des

plus gros dispositifs de ce type en France. Les animaux pourront passer au-dessous des panneaux, fixés à 3 mètres du sol environ. D’autres s’ajoutent à celui-ci : Cécile Poinsard-Durand a cartographié « 540 hectares » de terres potentiellement grillagées pour des projets agrivoltaïques dans un rayon de 5 kilomètres. Aucun n’est encore sorti de terre.

Partout en France, le contexte est favorable au développement de l’agrivoltaïsme. « Les vannes ont été ouvertes par une réglementation récente. Il y a des projets partout. Tout le monde veut sa part du gâteau », commente le chercheur en géographie et aménagement du territoire Romain Carrausse. Leurs terrains de prédilection ? Les terres agricoles les moins rentables... qui sont aussi, bien souvent, les plus belles : les territoires d’élevage et de petite polyculture, les paysages de bocage et de haies.

Depuis le début, Valeco, qui appartient à un groupe énergétique allemand, tente d’apaiser les craintes des habitants, avec des réunions publiques, des déclarations d’intention : par exemple, des haies masqueront les installations les plus visibles. Certaines parcelles, les plus exposées à la vue, ont été retirées du projet. Pas de quoi faire changer d’avis les opposants, qui s’inquiètent aussi de l’impact du raccordement à créer pour transporter l’électricité – jusqu’à un poste à 26 kilomètres –, avec de lourds travaux en perspective.

En Puisaye, ce projet prend une tournure particulière en raison du profil d’un gros propriétaire terrien, Olafur Olafsson, l’une des principales parties prenantes du projet Valeco. Ce banquier islandais – que *Le Monde* n’a pas réussi à joindre –, qui a fait fortune dans le transport maritime, est propriétaire d’un château et de plusieurs centaines d’hectares autour de Saint-Privé et de Saint-Martin-des-Champs. Il y élève notamment des chevaux islandais. En 2013, il a été condamné en Islande à trois ans de prison pour manipulation de marchés. Depuis, il se rend régulièrement dans sa propriété de La Puisaye

avec son hélicoptère ou ses voitures de luxe, que ne manquent pas de repérer les habitants.

« Quand une société t’appâte en te promettant 2 000 ou 3 000 euros par an par hectare, avec des panneaux, en ne faisant presque rien, c’est tentant ! », observe Johann Blondet, 38 ans, maraîcher, à la tête de 13 hectares au bord du lac du Bourdon sur lesquels il cultive des salades, betteraves, tomates et radis, en bio. Une parcelle de 25 hectares, toute proche, est concernée par le projet. Mais lui n’est pas preneur de ce qu’il considère être de la « destruction de milieu naturel ».

Pour assurer un complément à ses revenus, il a installé en 2023 des tentes lodges au bord du lac, qu’il propose sur Airbnb. Il y reçoit des familles en quête de week-end au vert. Régulièrement, il ouvre une guinguette éphémère, animée par une cheffe, dont il fait la promotion sur Instagram.

### « C’est la panique »

« Ici, il n’y a pas de médecins, presque pas de commerces. Le tourisme, ici, c’est l’une des seules choses qui peuvent créer de l’activité, attirer des habitants, créer des emplois », poursuit Mark Blokker, un Hollandais qui vit à Saint-Privé. Arrivé en 2021 avec sa femme, Marleen, et ses enfants, il y a ouvert un site de « glamping », ou camping « glamour », Festilux, dans un champ à l’arrière de chez lui. Au total, sept tentes safari tout confort, avec cuisine et salle de bains, jeux pour enfants, piscine. Il affiche complet pour cet été et projette d’ouvrir trois autres tentes... mais le dit « cash » : « Si ces projets se font, même à 1 kilomètre, je ne pense pas que je resterai, car personne n’a envie de passer ses vacances près d’un paysage industriel. »

Au domaine de l’Atrée, qui rassemble un gîte et des hébergements insolites autour d’un lac, les clients ne verront pas directement les panneaux – le premier champ concerné est à 500 mètres environ. « Mais ce sont des lieux de promenade ! On craint aussi les nuisances sonores, pour les hérons, les renards, les chevreuils », énumère la propriétaire, Mireille Laty, qui a acheté ce site en 2023. Elle a découvert le projet de centrale agrivoltaïque en septembre 2024, grâce à un prospectus dans sa boîte aux lettres l’invitant à une réunion publique : « Depuis, c’est la panique. Imaginez qu’autour de chez moi il y aura plusieurs parcelles couvertes, avec des postes de transformation, des onduleurs, des grillages, des poteaux... » Elle se demande aussi ce que sera la valeur de sa propriété d’ici quelques années. ■

JESSICA GOURDON

NOUVEAU

Le Monde | Ateliers

COURS EN LIGNE

# L’art d’être parent

## Hyperparentalité, éducation positive, enfant tyran...

avec **Béatrice Kammerer,**  
journaliste scientifique  
spécialisée en éducation et parentalité

Est-ce qu’on peut être un parent parfait ? Avoir des enfants rend-il vraiment heureux ? Dans ce cours en ligne, Béatrice Kammerer, journaliste scientifique spécialisée en éducation et parentalité, propose quelques pistes précieuses pour construire sa propre façon d’être parent. Son prisme : aller voir ce que l’histoire, la sociologie, les sciences cognitives, la philosophie, les sciences de l’éducation peuvent nous apprendre des mille et une façons d’incarner cette mission intemporelle.

ateliers.lemonde.fr



# Un programme d’initiation au code réservé aux femmes contribue à leur reconversion

L’école 42, à Paris, aide des demandeuses d’emploi à se réorienter dans le numérique

Heureusement, ce lundi matin là, il ne pleut pas. La file des nombreuses inscrites à la semaine Piscine Discovery de fin février s’étend sur plus de 150 mètres le long des bâtiments de l’école 42, dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les premiers échanges commencent sur le trottoir. «*Et vous, vous attendez quoi de cette formation ?* », «*Vous avez déjà fait de l’informatique ?* »

Plusieurs fois par an, cette école créée par Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du Groupe Le Monde) pour former des développeurs et codeurs informatiques, propose une semaine de découverte réservée aux femmes, gratuite et accessible à toutes sans prérequis, baptisée la Piscine Discovery. Cette dernière a été lancée en 2022, les semaines d’initiation mixtes n’attirant que 5 % à 10 % de femmes. Cet exemple rejoint d’autres programmes de formation et de reconversion proposés par les pouvoirs publics ou le secteur privé à destination exclusive des femmes.

Les métiers du numérique en manquent toujours cruellement. Elles ne représentent qu’à peine

un quart des effectifs du secteur. Si le marché de l’emploi dans le secteur informatique a enregistré un recul de 28 % en 2025, selon Hellowork, le nombre de postes à pourvoir reste élevé. La part des jeunes femmes dans les filières de formation techniques et scientifiques n’augmente que très lentement, pas de quoi compenser le déficit à court terme. Une solution consiste à attirer vers le numérique des femmes en recherche d’emploi ou qui souhaitent changer de métier et se réorienter. C’est le cas de la grande majorité des 400 femmes venues d’horizons très divers et de générations différentes.

## « Vivre avec son temps »

Une bonne moitié des femmes rencontrées expliquent que c’est France Travail qui leur a proposé de participer à cette semaine, sans obligation, sans injonction. D’autres ont pris une semaine de vacances «*pour [se] familiariser avec le code, comprendre comment ça fonctionne* », comme Aurore (les personnes citées par leur seul prénom ont souhaité rester anonymes), endocrinologue de 48 ans. Même curiosité pour Bénédicte, 30 ans, qui, après quelques années dans l’investissement, veut se réorienter «*pour vivre avec son temps, évoluer et comprendre, surtout l’intelligence artificielle* ». La plus jeune des participantes de la semaine, Eva, 17 ans, en terminale générale, a profité des vacances scolaires : elle veut devenir programmeuse et pense que cette Piscine Discovery ajoutera une note positive à son dossier Parcoursup.

Une fois inscrites, munies d’un badge et réunies dans un amphithéâtre pour une présentation et une séance de questions-réponses, les participantes ont découvert qu’il n’y aurait ni cours, ni professeurs, ni horaires. L’école

## A Paris, l’école 42 propose, plusieurs fois par an, une semaine de découverte réservée aux femmes, gratuite et accessible sans prérequis

42, ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, pratique la méthode du *peer learning*, la « formation par les pairs ». Autrement dit, les participantes allaient découvrir en quoi consistait le code informatique en se débrouillant par elles-mêmes et en se corrigeant mutuellement. Seuls conseils répétés par Sanaé Blanc, directrice de la communication de 42 Paris, lors de la présentation : «*Si vous ne savez pas, demandez à votre voisine de droite, si elle ne sait pas, demandez à celle de gauche. Et sinon, surfez sur Internet. Il n’y a pas d’enjeu, pas de notes ! Surtout, kiffez votre semaine, prenez du plaisir.* »

Le groupe se disperse dans les salles, chacune s’installe devant un ordinateur. Pas évident pour certaines d’être livrées à elles-mêmes. L’omniprésence de l’anglais dans les langages de programmation et les claviers qwerty en rebutent certaines. Quelques élèves de 42, venus pour aider au démarrage, sont assaillis de questions. Il s’agit de dérouler un parcours d’exercices affiché par l’ordinateur, de programmer ce qui est demandé à chaque étape, de se faire «*corriger* » par une autre participante et d’aller soi-même en corriger une autre.

L’assignation des personnes à corriger est assurée par un pro-

gramme, ce qui oblige chacune à se déplacer, à trouver la bonne personne. Chaque échange apporte des explications et de nouvelles informations, aussitôt partagées avec ses voisines. La progression est individuelle, mais nourrie du collectif. On s’interpelle d’un poste à l’autre, l’une pose une question sur comment résoudre tel problème, sa voisine propose sa solution, aussitôt complétée par une autre dans la rangée d’à côté. En une journée, les premiers pas du code ont été franchis.

L’ambiance se détend au fil des jours. A la fin de la semaine, la plupart des femmes reconnaissent avoir découvert un univers nouveau pour elles. Toutes ne décideront pas d’en faire leur métier. «*Je ne sais pas encore si je vais poursuivre*, avoue Anne-Sophie, informatrice jeunesse, *mais je vais pouvoir mieux conseiller les jeunes qui viennent à la maison de la jeunesse où je travaille.* » Mariam hésite elle aussi. Elle a travaillé comme manageuse produit dans des sociétés de conseil technologique ; très à l’aise dans ces premières journées de code, elle se donne le temps de la réflexion avant de se lancer peut-être dans une Piscine de 42, la formation test de quatre semaines qui précède l’entrée à l’école.

«*Ces Piscines Discovery sont le meilleur moyen d’amener les femmes vers les formations au code*, dit Grégoire Martinez, directeur de 42 Paris et directeur des opérations du groupe 42. *En 2025, nous avons accueilli 2 200 femmes, elles seront 3 000 en 2026.* » En moyenne, 20 % d’entre elles enchaînent avec une Piscine et 8 % démarrent les cours de 42. Ce canal a contribué à féminiser les formations de 42, qui ne comptent jamais moins d’un tiers de femmes. ■

SOPHY CAULIER



## CARNET DE BUREAU

CHRONIQUE PAR ANNE RODIER

# Une taxe inacceptable sur les prud’hommes

Payer pour obtenir réparation dans le milieu du travail : c’est la nouvelle réalité des salariés depuis l’entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> mars, de l’article 128 de la loi de finances 2026. Le salarié devra verser 50 euros afin de saisir le conseil de prud’hommes, par exemple en cas de licenciement jugé abusif. Une somme certes modeste au regard du coût total d’une procédure, mais le texte de loi l’a décidé ainsi. «*La contribution pour l’aide juridique est due par la partie qui introduit l’instance* », est-il indiqué, et non par celui qui sera condamné, quel qu’il soit. Cette nouvelle donne pose la question du libre accès au droit. Le principe de gratuité du recours à la justice est consacré par la loi du 30 décembre 1977.

Pour le Syndicat des avocats de France, c’est inacceptable. «*En référé, par exemple, des salariés saisissent le juge simplement pour obtenir leurs documents de rupture et/ou leur dernier salaire qui n’a pas été réglé. La création d’une contribution de 50 euros va les freiner, avec des conséquences pour l’accès à leurs droits* », a expliqué M<sup>e</sup> Michèle Bauer, avocate au barreau de Bordeaux, dans un entretien à l’agence d’informations sociales AEF.

Des instances nationales jusqu’à la base, les avocats dénoncent une entrave à l’accès des salariés à la justice. Le Conseil national des barreaux n’a cessé, depuis

## LE SALARIÉ DEVRA VERSER 50 EUROS AFIN DE SAISIR LE CONSEIL DE PRUD’HOMMES

juin 2025, d’exprimer son opposition «*à toute contribution, taxe ou timbre, susceptible de faire obstacle à l’accès au droit* ». Fin février, un collectif de 574 avocats s’est constitué pour dénoncer également une atteinte au droit d’accès au juge pénalisant les plus vulnérables : «*Deux catégories de salariés sont visées : celles qui saisissent en référé et celles qui sont juste au-dessus du barème d’accès à l’aide juridictionnelle. Pour une personne*

*au smic qui ne bénéficie pas de cette aide, 50 euros représentent 3,6 % de son revenu mensuel si elle travaille à temps complet. La mesure est d’autant plus impactante pour les temps partiels, les stagiaires ou les apprentis* », explique M<sup>e</sup> Katia Piantino, avocate au barreau de Paris, membre du collectif.

Un droit de timbre de 35 euros avait déjà été créé en 2011, puis supprimé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, là encore pour abonder le budget de l’aide juridictionnelle. «*Nous y étions déjà opposés avec le Syndicat des avocats de France* », rappelle M<sup>e</sup> Bauer. Le renoncement de 2014 avait été justifié en reconnaissant que la taxe de 35 euros était «*de nature à décourager certains justiciables aux revenus modestes* ». Conçue pour responsabiliser le contribuable et éviter d’avoir des saisines du conseil de prud’hommes qui ne seraient pas sérieuses, la participation financière de 50 euros a été validée le 19 février par le Conseil constitutionnel au nom de «*l’intérêt général* ». Le nombre de saisines des prud’hommes était reparti à la hausse en 2023 et 2024, excepté pour les affaires en référé, justement. L’accès des salariés à la justice doit-il vraiment résulter d’un arbitrage budgétaire ? Seuls l’abrogation de la loi ou le recours à un cadre international comme la Convention européenne des droits de l’homme pourraient revenir sur cette taxe. ■

## AVIS D’EXPERT | DROIT SOCIAL

# Travail à distance et pouvoir patronal

Six ans déjà ! Le 17 mars 2020, six millions de salariés passaient en télétravail à leur domicile, parfois transformé en bureau autant qu’en cour de récréation. Ce choc organisationnel national ayant fait tomber nombre de tabous, le travail hybride est entré dans les mœurs. Mais notre droit du travail le regarde avec défiance : cet ovni ne risque-t-il pas de le miner ? Le principe est donc que travailler au bureau ou au domicile ne change rien. L’application de ce droit collectif du travail en usine, inadapté à un individu à son domicile, atteint un taux marginal de tracas juridiques exaspérant les employeurs, les incitant au retour au bureau ou à moins employer. Deux exemples.

Sur les durées du travail, d’abord. Appliquer les mêmes règles de preuve à un ouvrier et à un salarié chez lui, c’est la loi. Mais est-ce intelligent, voire intelligible ? Dans l’arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 2025, un télétravailleur a obtenu le paiement de 4 623 heures supplémentaires sur trois ans après avoir fourni de simples moyennes hebdomadaires des heures réalisées. Pour la cour, «*le salarié avait présenté des éléments suffisamment précis* », et, puisqu’il revient à l’employeur de contrôler la durée du travail... Mais le collaborateur le souhaite-t-il vraiment ? Lors du passage aux 35 heures, le forfait-jours a été créé pour éviter ces suivis inadaptés à des cadres «*autonomes* ». Alors faudrait-il plutôt l’élargir, en veillant à la charge de travail ?

Mêmes paradoxes en matière de santé. L’obligation de sécurité qui incombe au chef d’entreprise repose sur sa capacité à contrôler le salarié et son environnement. Peut-il alors conditionner le télétravail à une visite au domicile ? Depuis un arrêt du 13 novembre 2025, deux hypothèses.

Les deux jours de télétravail résultaient d’une proposition du médecin du travail ; devant le refus de la salariée concernée que l’employeur visite son domicile, ce dernier avait refusé tout télétravail. La Cour de cassation a privilégié la pro-

tection du domicile, et suivi les propositions du médecin. S’agissant d’inaptitude, un arrêt du 29 mars 2023 avait, de son côté, décidé qu’une telle proposition peut contraindre l’entreprise à créer un poste en télétravail. Mais il ne faut sans doute pas donner une portée excessive à ces arrêts liés à un avis médical, exceptions notables au principe fondateur du télétravail : le double volontariat. L’accès au domicile pour être éligible au télétravail étant évoqué par l’accord national interprofessionnel du 20 juillet 2005, on peut imaginer que le refus du salarié peut entraîner un refus du télétravail, car il n’existe aucun droit au télétravail.

Que de subtilités... Car la question est plus générale, comme le suggérerait l’accord national interprofessionnel du 26 novembre 2020 : «*Il doit être tenu compte du fait que l’employeur ne peut avoir une complète maîtrise du lieu dans lequel s’exerce le télétravail et de l’environnement, qui relève de la sphère privée.* » L’obligation de sécurité n’étant pas une obligation de résultat mais de prévention, l’employeur doit faire porter ses efforts sur les risques et les moyens de les prévenir : pack télétravail, photos, questionnaires, agent IA dédié...

Mais l’arbre contentieux ne doit pas cacher la forêt des gains quotidiens. En Ile-de-France, un habitant passe en moyenne quatre-vingt-douze minutes par jour de la semaine en déplacement, selon une étude publiée en 2024 par l’Institut Paris Région. Vive le télétravail ! ■

Jean-Emmanuel Ray est professeur émérite à l’école de droit de Paris-I Panthéon-Sorbonne

## LE CŒUR DU MÉTIER

En 1930, une usine ferme dans une petite ville d’Autriche, Marienthal. Des sociologues décident d’y mener une enquête pionnière, en interrogeant les citoyens sur leur vie sans emploi. Leur étude mettra en lumière qu’ils ont alors «*perdu beaucoup plus que leurs revenus, résumé aujourd’hui Dominique Méda, professeure de sociologie à l’université Paris Dauphine-PSL et chroniqueuse au Monde. Ont disparu leur estime de soi, leur capacité de faire des projets, leurs collègues, leurs relations sociales (...)* mais aussi le sens même du temps ».

Pourquoi travaillons-nous ? La question est au cœur du dernier ouvrage de M<sup>me</sup> Méda, *Le Travail* (Autrement, 240 pages, 20 euros). Un livre au fil duquel l’universitaire mobilise Aristote, Karl Marx et Simone Weil, et s’appuie aussi sur son expérience personnelle, pour décrypter le rapport complexe que les populations entretiennent avec le travail.

Car s’il garde une place essentielle dans la vie des citoyens, si «*les attentes des jeunes Français [à son égard] sont immenses* », et si la perte d’emploi constitue une épreuve particulièrement centrale, le travail peut devenir, dans le même temps, une source de souffrance, notamment sur le plan psychique. Trente-sept pour-cent des salariés déclaraient, en 2019, qu’ils ne se sentaient pas capables de tenir dans leur travail

jusqu’à la retraite, selon une étude du ministère du travail.

C’est la question de la dégradation récente des conditions de travail qui est posée ici. Les raisons sont multiples, de la «*multiplication des boulots sans qualité* » à l’«*augmentation des pressions à la rentabilité* », en passant par une «*conception très hiérarchique de l’entreprise* ». Cela explique, pour partie, la perte de sens exprimée par de nombreux travailleurs et en particulier la «*désillusion des jeunes à l’endroit du monde du travail*, (...) [dont les conditions d’exercice apparaissent] *encore plus mauvaises que celles de leurs aînés* ». Une situation des plus préoccupantes, alarme M<sup>me</sup> Méda, qui déplore l’ampleur du «*déni de la classe dirigeante française sur cette question* » des conditions de travail.

## « Améliorer le salariat »

Comment, dès lors, rendre le travail soutenable ? Les derniers chapitres de l’ouvrage, à la tonalité plus politique, détaillent un ensemble de propositions qui pourraient améliorer les conditions de travail. L’auteur appelle à «*améliorer le salariat* ». Elle souhaite une évolution du principe de subordination et une plus grande démocratisation de l’entreprise, afin de «*donner une voix aux travailleurs* ». Elle juge par ailleurs indispensable de «*réduire au maximum les contrats les plus flexibles* », et de déployer plus de moyens (règles, sanctions) pour



## LE TRAVAIL

de Dominique Méda, Autrement, 240 pages, 20 euros

«*empêcher les entreprises de recourir au travail ubérisé* », qui touche les travailleurs et fausse la concurrence entre organisations.

L’auteur souhaite également, à travers les mesures avancées, répondre à une «*injustice* » : nombre de métiers dont l’utilité sociale est incontestée sont aujourd’hui mal payés. Elle invite donc à «*mettre en place une [nouvelle] hiérarchie des salaires* ». Ses propositions prennent par ailleurs en compte une autre urgence, environnementale. Il convient, selon l’auteur, de «*planifier la reconversion écologique* », «*transformation radicale de nos modes d’exister* », avec pour ambition de faire «*du soin à apporter à la terre et aux humains l’objectif central du travail* ». Un impératif pour «*ralentir la destruction du monde* », mais aussi pour retrouver ce «*sens du travail qui fait défaut à tant de nos concitoyens* ». ■

FRANÇOIS DESNOYERS



# Au 22, avenue Foch, les vies parisiennes de Jeffrey Epstein

Durant dix-huit ans, le pédocriminel américain a fait de sa propriété française un bureau européen pour ses affaires, et un salon ouvert aux artistes et aux scientifiques. Mais surtout l'un des théâtres de ses crimes sexuels

Le 30 janvier 2014, Jeffrey Epstein atterrit à l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, à 12 h 30. Et aussitôt, selon son agenda rendu public par le ministère de la justice américain, il enchaîne les rendez-vous. A 17 h 30, il doit retrouver l'ancien premier ministre d'Israël Ehoud Barak et la banquière franco-allemande Ariane de Rothschild, au domicile de cette dernière, près du palais de l'Élysée. Juste après, Epstein attend de la visite à son appartement parisien, au 22, avenue Foch, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement : deux femmes qui arrivent à 20 h 45 par un vol de Norwegian Air.

Les jours suivants, le prédateur sexuel a prévu de s'entretenir avec un membre de la famille Al Thani, qui règne sur le Qatar, et le diplomate norvégien Terje Roed-Larsen, mais aussi avec un vieil ami français, l'agent de mannequins Jean-Luc Brunel. L'agenda donne une liste de gens « à voir », dont l'ancien ministre socialiste Jack Lang et sa fille Caroline Lang, l'ex-conseiller international de Nicolas Sarkozy Olivier Colom ou un certain « Daniel », qui pourrait être l'agent de mannequins Daniel Siad, soupçonné d'avoir été l'un des principaux rabatteurs de femmes pour Epstein.

Cette alternance de rendez-vous « business » et de fréquentations douteuses, souvent entremêlés, offre un résumé parfait de la vie parisienne d'Epstein. Dans la capitale française, le pédocriminel, mort en prison aux États-Unis le 10 août 2019 peu après son arrestation, jonglait avec une aisance stupéfiante entre les rencontres visant à entretenir ses affaires et son carnet d'adresses, les visites de « *girls* », comme il le dit, qui rêvent de percer dans la mode, et les massages virant aux agressions, les mondanités avec des personnalités comme le cinéaste Woody Allen et les séances de shopping près des Champs-Élysées. Le tout épaulé dans l'organisation logistique par ses multiples assistantes et ses employés.

Au cœur de cette toile protéiforme se trouve donc le 22, avenue Foch. C'est à cette adresse, dans une élégante bâtisse à la façade blanche construite en 1803, que Jeffrey Epstein a posé, pendant dix-huit ans, un immense appartement occupant tout le deuxième étage. Les millions de « Epstein Files » publiés le 30 janvier par la justice américaine révèlent comment sa résidence parisienne a constitué l'un des cinq points d'ancrage du criminel sexuel, avec son manoir au cœur de l'Upper East Side, à New York, sa villa du 358 El Brillo Way, à Palm Beach (Floride), son gigantesque ranch de Santa Fe (Nouveau-Mexique) et sa fameuse île privée, Little Saint James, dans les Caraïbes.

Jeffrey Epstein venait à Paris depuis les années 1980, mais c'est en 2001 qu'il loue, puis achète, pour 3,5 millions d'euros, à un industriel saoudien le deuxième étage du 22 de l'avenue Foch, avec vue sur l'Arc de triomphe (il a été racheté en 2022 par un homme d'affaires bulgare, Georgi Tchev, pour 10 millions d'euros). Là, le pédocriminel américain tisse sa toile lors de séjours de plus en plus longs et fréquents, jusqu'à quinze jours tous les deux mois. A la même époque, au début des années 2000, il faisait venir des collé-

giennes et des lycéennes, âgées de 13 à 17 ans, parfois payées, dans sa villa de Palm Beach pour les agresser sexuellement et les violer – le FBI avait identifié une quarantaine de victimes. Ayant accepté de plaider coupable pour le simple chef de sollicitation de prostitution de mineure, grâce à l'habileté et à la puissance de son équipe d'avocats, Epstein avait réussi à s'en tirer en 2008 avec une peine de dix-huit mois d'incarcération, et encore allégée : il ne passait que les nuits en prison.

Après sa libération, le 22, avenue Foch est ainsi inscrit dans de nombreuses fiches du FBI signalant un « *délinquant sexuel sur mineur en déplacement international* ». S'il était censé déclarer ses allées et venues après avoir été inscrit au fichier américain des délinquants sexuels en 2009, le financier bénéficiait d'un régime d'exception accordé par la justice de son pays : il pouvait circuler librement et notifier ses vols incessants dans ses jets à la dernière minute, plutôt qu'un mois à l'avance comme la loi américaine l'impose.

## APPÉTIT DE DOMINATION

L'appartement, constitué de deux logements communiquant par un vestibule orange, est d'une taille princière : plus de 700 mètres carrés, sans compter deux autres logements, de 37 et 20 mètres carrés, au cinquième étage. On pénètre dans cet antre à l'invitation du principal employé de maison, le Franco-Brésilien Valdson Vieira Cotrin, majordome, gardien, chauffeur, cuisinier d'Epstein de 2001 jusqu'à sa mort. Tout est conçu pour en mettre plein la vue. Dans l'entrée principale, aux murs couverts de dessins de scènes exotiques, on trouve, d'un côté, une banquette-canapé de dix places surmontée de trois grands miroirs et, de l'autre, une longue console exposant une photo encadrée d'Epstein en compagnie de Donald Trump.

Ensuite, c'est un dédale de pièces, chambres, salons, couloirs, salles de bains en marbre. Il faudra près de onze heures, le 23 septembre 2019, aux huit policiers de l'Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP) pour le perquisitionner, dans le cadre d'une enquête ouverte en France un mois plus tôt. La décoration des lieux est étrange, kitsch, angoissante : elle tient à la fois du boudoir et du cabinet de curiosités exhibant un appétit de domination sous toutes ses formes. D'une pièce à l'autre, on se retrouve face à une statue de guerrier africain de 1,70 mètre, un zèbre miniature, un singe empaillé, une mygale encadrée, un fauteuil recouvert d'une peau de tigre, l'os nasal d'un requin-scie sur une étagère...

Fin 2015, Jeffrey Epstein a fait rénover les lieux par le cabinet de l'architecte d'intérieur Alberto Pinto pour 1,2 million d'euros. La moitié de cette somme a été consacrée à l'immense salon d'apparat, orné d'une armoire rouge à 120 000 euros et d'un tapis à 48 000 euros. Disséminées dans l'appartement, des photos d'Epstein posant avec Michael Jackson, Bill Clinton, Mick Jagger, Jean Paul II, Steve Bannon ou Steve Jobs, mais aussi une centaine d'images de femmes dénudées, parfois accrochées aux murs ou posées sur des meubles dans des cadres.

Celles-ci n'apparaissent pas tant dans les pièces de réception que dans celles se situant un peu plus à l'abri des regards, des pièces aux teintes chaudes, comme le rouge de la chambre dite « chinoise » ou l'orangé vif du capiton sur les murs du bureau. La vaste salle de fitness regorge d'images de parties intimes féminines, et le « couloir bleu » menant à l'entrée de service contient quinze photos de jeunes femmes dénudées. Des photos d'adolescentes et de fillettes peu vêtues ornent aussi d'autres pièces.

Comme dans toutes ses propriétés, Epstein a fait aménager une salle de massage dans son domicile parisien. Maillon central de son système criminel, cette pièce est tapissée de ces photos imprégnées par l'imaginaire pauvre d'un banal film X : on voit Epstein sourire de façon vicieuse, cigare à la bouche et veste de sport ouverte sur son torse poilu, entouré de trois femmes dont les seins touchent son visage ; sur une autre photo, il est allongé sur une table de massage, deux femmes de dos assises sur lui.

Lors de la perquisition du 22, avenue Foch en 2019, les policiers français tombent, dans un buffet de la salle à manger, sur quatre photographies de jeunes filles dénudées âgées de 15 à 20 ans. Ils saisissent des ordinateurs, trois clés USB, une carte SIM, des carnets et répertoires, ainsi que 6 000 dollars (5 462 euros à l'époque) en liquide. Sur un CD-ROM dont la dernière modification remonte au 13 juin 2007, ils découvrent un fichier Excel recensant 62 femmes, dont des mineures de moins de 15 ans : leur date de naissance, les actes sexuels accomplis avec elles (« *rapport sexuel* », « *pénétration* », « *sexe oral* »...) et leur âge au moment des faits sous la mention glaçante « *age at time (O/U)* », O pour « *overage* » (« trop vieille ») et U pour « *underage* » (« mineure »).

De quels crimes précis cet appartement a-t-il été le théâtre ? La justice française s'est posé la question dans le cadre de l'enquête en 2019, entreprise par l'association de protection de l'enfance Innocence en danger, qui avait dénoncé l'existence d'un « *réseau prostitutionnel organisé* » autour de l'Américain et de son ami et ex-associé Jean-Luc Brunel. C'est sur ce dernier, soupçonné d'avoir été le principal fournisseur de proies sexuelles en Europe pour Epstein, que l'enquête s'était resserrée, jusqu'à sa mise en examen pour viols sur mineur et harcèlement sexuel. Onze femmes entendues avaient accusé Brunel de violences sexuelles dans cette procédure, refermée après le suicide de l'intéressé à la prison de la Santé, en février 2022.

Dans un document judiciaire synthétisant les investigations, les policiers de l'OCRVP concluent à l'existence d'une « *relation amicale profonde* » et d'une « *complicité importante* » entre Epstein et Brunel, qui se voyaient beaucoup à Paris – avant que les deux hommes se brouillent, en 2014. Entre eux, « *les échanges relatifs aux jeunes filles étaient nombreux et celles-ci semblaient être le centre d'intérêt principal de leurs discussions* ». Exemple, le 9 juillet 2011, quand un interlocuteur (dont le nom a été caviardé par le gouvernement américain) écrit à Jean-Luc Brunel : « *J'ai trouvé une fille qui te plairait*

*pour l'agence* », 21 ans, de Caroline du Nord, blonde aux yeux bleus. Aussitôt, le Français transfère l'e-mail à Epstein, quasi sexagénaire, qui répond dans la foulée : « *Je suppose que c'est mon cadeau d'anniversaire. Merci.* »

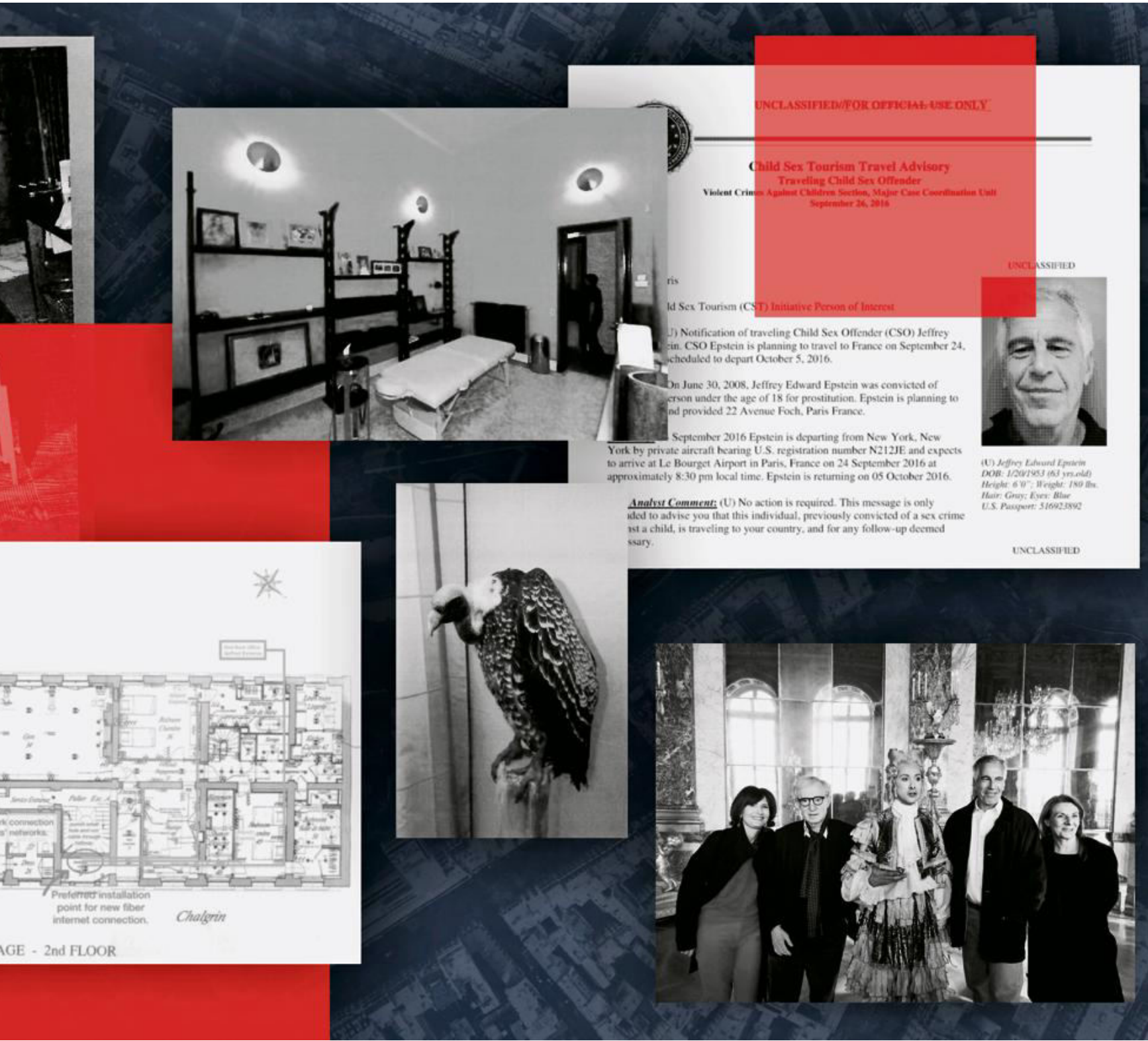
Mais la relation entre les deux hommes va au-delà des discussions dans lesquelles les femmes sont réduites à l'état d'objets sexuels. A Paris, Epstein emmène « *Jean-Luc* » avec lui à l'Institut du monde arabe, présidé par Jack Lang, le 26 mars 2013, ou à la visite très privée du château de Versailles organisée par Caroline Lang et Catherine Pégard, alors présidente du château, le 25 mars 2013. « *A Versailles, tu verras ce dont avait besoin le jeune Louis XV, qui, à 15 ans, fit l'amour sept fois la première nuit à sa femme polonaise. Ça te rappelle quelque chose ?* », écrit Brunel à l'Américain avant la visite. « *Je n'ai aucun souvenir d'une visite des Lang ni de Jeffrey Epstein*, niait Catherine Pégard auprès du Monde avant sa nomination comme nouvelle ministre de la culture, fin février. *Cela a pu se passer alors que je n'étais pas là, mais si j'avais été présente je m'en souviendrais et le dirais, bien sûr.* » Depuis, une photo des fichiers Epstein a été exhumée par BFM-TV : Caroline Lang, Woody Allen, Jeffrey Epstein et Catherine Pégard posent ensemble dans la célèbre galerie des Glaces, avec un figurant costumé en courtisan de Louis XIV. Plusieurs photos de cette visite privée sont toujours visibles sur le site du ministère de la justice américain. Recontactée, Catherine Pégard n'a pas répondu à notre sollicitation.

## INCESSANTE CHASSE AUX PROIES

Entre deux sorties, la chasse aux proies sexuelles ne s'arrête jamais. « *Casting ?* », « *Fun ?* », « *Nouvelle fille ?* », « *Un truc mignon ?* », « *Du nouveau ?* », « *Une assistante ?* »... Jeffrey Epstein presse sans cesse ses contacts de nouvelles demandes. Avant son séjour parisien du printemps 2012, par exemple, une femme lui promet par e-mail qu'elle lui trouvera « *la fille* » du jour au club Raspoutine. Peu après, Epstein réprimande une étudiante qui ne parvient pas à lui amener une proie. « *Trouve-moi juste trois filles comme punishment* », écrit-il. Le 24 mars, il assiste à un « *casting* » de « *filles mignonnes* », organisé à Paris par une interlocutrice russe. « *Tu as juste à t'asseoir et à dire laquelle te plait* », lui







Photographies réalisées lors de la perquisition de l'appartement parisien de Jeffrey Epstein, en 2019. En bas à droite : Epstein, en compagnie de Caroline Lang (à gauche), Woody Allen et Catherine Pégard (à droite), au château de Versailles, le 25 mars 2013. OFFICE CENTRAL POUR LA RÉPRESSION DES VIOLENCES AUX PERSONNES (RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)/« LE MONDE ». MINISTÈRE AMÉRICAIN DE LA JUSTICE

écrit-elle dans un e-mail. Le lendemain, Epstein dîne avec Woody Allen, l'ambassadeur des États-Unis Charles Rivkin, leurs épouses respectives, et Caroline Lang.

De retour à Paris le 25 juin, Epstein assiste à une fête de Woody Allen au Bristol, un palace à deux pas de l'Élysée, quand un interlocuteur lui écrit : « *As-tu du temps vers 22 heures, 23 heures si je passe avec quelques filles ?* » Le 29 juin, Epstein s'agace auprès d'un destinataire anonymisé : « *Toujours rien ?* » Réponse : « *Cher Jeffrey, pas de chatte à mon bureau, je ne suis pas sûr qu'il y en aura une avant 23 h 30. Les miracles existent, certes. Je sais que je devrai l'envoyer avenue Foch.* » Quand ses nombreux rabatteurs échouent, Epstein se fait soudain cassant ou menaçant. En juillet 2015, il pique une grosse colère contre une étudiante à qui il a demandé de « *trouver une fille avec qui [ils] pourrai[ent] s'amuser ensemble* » : elle a échoué et vient de dépenser 20 000 dollars en chaussures, accessoires Hermès et bracelet Cartier avec sa carte bancaire.

Entendu au cours de l'enquête française, le fidèle employé de maison, Valdson Vieira Cotrin, crédité de 5 millions de dollars sur le testament non exécuté d'Epstein, avait évoqué les incessantes allées et venues de jeunes femmes, tout en assurant n'avoir jamais rien vu de répréhensible. « *Parfois, il y avait des filles qui arrivaient, elles allaient avec lui puis elles ressortaient quinze minutes plus tard et je ne les revoyais plus jamais* », avait déclaré le majordome dans son audition dévoilée par *Libération*. De nombreuses vidéos issues des « Epstein Files » montrent des femmes en compagnie du prédateur dans son bureau : elles dansent, adoptent des poses suggestives, semblent parfois – derrière les caviardages du gouvernement américain – avoir des rapports sexuels avec lui.

Selon un autre employé, dont les policiers ont résumé le témoignage dans le même document judiciaire, un groupe comprenant « *entre 10 et 15 filles venaient quotidiennement prodiguer des massages à Jeffrey Epstein à raison d'un le matin et d'un l'après-midi* ». Une femme de ménage travaillant pour Epstein à Paris a confirmé ces déclarations, précisant que « *de jeunes femmes venaient deux ou trois fois par jour pour des massages* ». Pied-à-terre parisien pour les amis d'Epstein,

la demeure de l'avenue Foch accueille aussi quantité d'« *assistantes* », selon le langage du maître des lieux, souvent des étudiantes venues de pays de l'Est, pouvant tout à la fois être des victimes et des rabatteuses.

Devant les enquêteurs de l'OCRVP, une Française, ex-mannequin, avait témoigné d'un viol et de plusieurs agressions sexuelles en 2008 dans la salle de massage parisienne d'Epstein. Sollicitée par *Le Monde*, cette plaignante, qui s'était dite « *durablement traumatisée* », n'a pas souhaité s'exprimer. A la police, elle avait raconté avoir été mise en contact avec le prédateur par le biais d'un homme qui l'avait abordée en boîte de nuit, en lui proposant de rencontrer « *un Américain influent dans le milieu de la mode* ». Une autre jeune femme, « *Malika* », a raconté aux policiers être tombée entre les griffes du prédateur en 2013 par le biais d'un rabatteur, et être devenue son « *esclave* » sexuelle, a rapporté le magazine *Marianne*. Elle a même été logée dans un studio de l'avenue Foch à partir de 2017. « *Il souhaitait que je sois à sa disposition* », a-t-elle témoigné, en expliquant avoir subi « *deux ou trois* » viols par jour lorsque l'Américain se trouvait à Paris.

#### CRÂNES HUMAINS SUR LES ÉTAGÈRES

Combien de victimes ce système ordonné a-t-il fait pendant les dix-huit années de résidence à Paris d'Epstein ? Le 18 février, la procureure de la République de Paris, Laure Beccua, a annoncé l'ouverture de deux « *enquêtes cadres* ». L'une vise à démontrer l'existence d'un système de « *traite d'êtres humains* » en France, c'est-à-dire d'un réseau organisé de rabattage sexuel au profit d'Epstein et de ses proches. L'autre porte sur de possibles infractions financières.

Pour Epstein, l'appartement de l'avenue Foch, stratégiquement situé près de la place Charles-de-Gaulle, à proximité du cœur parisien du luxe et des affaires, était aussi, pour celui qui se définit comme « *consultant* » dans les statuts de sa société civile immobilière JEP, un lieu de réseautage professionnel. Ce domicile fastueux est devenu la plateforme européenne de son activité de conseil. C'est à Paris qu'Epstein voit les élites économiques européennes, africaines et moyen-orientales : l'aristocrate italien Ugo Brachetti Peretti, pré-

### L'APPARTEMENT D'EPSTEIN, STRATÉGIQUEMENT SITUÉ PRÈS DU CŒUR PARISIEN DU LUXE ET DES AFFAIRES, ÉTAIT AUSSI UN LIEU DE RÉSEAUTAGE PROFESSIONNEL

sident du groupe pétrolier API, l'investisseur et milliardaire britannique Ian Osborne, le cadre italien de Richemont Gianni Serazzi, l'homme d'affaires émirati Sultan Ahmed Bin Sulayem ou encore l'ancien ministre sénégalais Karim Wade... L'Américain multiplie les rendez-vous sur le vif, après un bref e-mail : « *Are you in Paris ?* » Le procédé est toujours le même : une heure est fixée, puis Epstein (ou l'une de ses assistantes) envoie le code de la porte au visiteur une fois qu'il se trouve face à la grille noire de l'immeuble.

Les rendez-vous ont lieu dans le salon, ou lors d'un dîner dans la salle à manger où un voutour empaillé fixe les invités autour de la table ronde ; des images de coupes de cerveau et des crânes humains reposent sur les étagères. « *Je lui demande ce que c'est. Il me répond très calmement : "J'ai fait une IRM de mon cerveau, un artiste l'a découpée en tranches, et ce sont les tranches de mon cerveau"* », a raconté le chef d'orchestre Frédéric Chaslin, plusieurs fois invité par Epstein, à *Ouest-France*, en février.

Que savaient ceux qui fréquentaient le 22, avenue Foch des crimes de Jeffrey Epstein ? Ont-ils pu passer à côté des indices parsemés dans l'appartement, photos et images de femmes dénudées ? « *Je n'ai jamais visité les autres pièces* », assurait Caroline Lang au *Monde*, le 4 février, en décrivant ses rendez-vous : elle s'asseyait dans l'un des canapés, face à Epstein, qui, « *hypocondriaque, ne faisait même pas la bise* ». La fille de l'ancien ministre figure pourtant parmi ses proches : dans une liste de contacts d'urgence, seules quatre personnes sont inscrites pour Paris : le majordome, une avocate belge, un chauffeur et... Caroline Lang.

Certains invités poussent très clairement les portes des parties privatives. L'ancien ambassadeur et ministre britannique Peter Mandelson a été pris en photo en slip dans l'une des cinq chambres de l'appartement, aux côtés d'une femme en peignoir. L'ex-premier ministre norvégien Thorbjørn Jagland y a dormi quelques jours en mars 2015. Et quand l'ex-prince Andrew séjourne dans l'appartement d'Epstein, Valdson Vieira Cotrin lui cuisine son gratin de pâtes. C'est cette figure de la famille royale britannique qui donnera au scandale une dimension internatio-

nale : en 2015, Virginia Giuffrè a accusé Epstein d'avoir fait d'elle une esclave sexuelle et de l'avoir livrée au prince Andrew, alors qu'elle avait 17 ans – elle a aussi été emmenée au 22, avenue Foch.

Dans la tradition parisienne, le mécène qu'est Epstein transforme aussi son appartement en salon des arts et des sciences, lors de conversations réunissant tout un petit monde à la Balzac qui participe à son image de philanthrope : il reçoit des personnalités en vue, comme le mathématicien américain David Berlinski, qui vit dans la capitale française, ou son homologue Cédric Villani, qui se souvient seulement de l'éléphant empaillé dans le salon. Viennent aussi le créateur de mobilier d'intérieur Patrick Gaguech, le décorateur star des grands hôtels Pierre-Yves Rochon ou encore le réalisateur Michel Hazanavicius.

Epstein aime également se montrer dans des lieux mythiques de Paris, comme le Café de Flore ou Les Deux Magots, avec leurs terrasses ouvertes sur le boulevard Saint-Germain. Il est transporté d'un lieu à l'autre dans ses voitures de luxe, une Mercedes-Maybach classe S ou un SUV GMC Denali, conduites par Valdson Vieira Cotrin. « *L'Europe à distance, ça ne marche pas. Il faut consacrer beaucoup, beaucoup de temps à rencontrer les gens et à serrer des mains* », suggère d'ailleurs Jeffrey Epstein, le 23 juillet 2018, à Steve Bannon, l'ex-conseiller de Donald Trump, qui ambitionne de fédérer les extrêmes droites du continent.

Aux yeux de ses voisins, des Saoudiens fortunés et des cadres du conseil financier, Epstein est un propriétaire sourcilieux. Il délègue la gestion juridique à l'avocate belge, qui le représente lors des assemblées générales de copropriété. Le multimillionnaire valide chaque facture : l'installation d'une box Internet comme les stratégies d'optimisation fiscale de son comptable, un devis pour changer la climatisation ou l'achat de nouvelles lampes. Comme tout Américain fortuné en goguette à Paris, il fréquente les boutiques Hermès, La Maison du chocolat, Le Bon Marché et les Galeries Lafayette. En 2012, il dépense 1 090 euros pour adhérer au spa du Ritz, place Vendôme. Un soir d'octobre 2010, il se rend au magasin Dolce & Gabbana de l'avenue Montaigne pour un événement célébrant les 25 ans de collaboration de la top-modèle Naomi Campbell avec la marque de mode italienne.

#### UN PASSEPORT ET DES DIAMANTS

Fin 2012, Epstein tente même d'intégrer le très fermé et très désuet Cercle de l'Union interalliée, un concentré d'élites françaises masculines situé à deux pas de l'Élysée – le port de la cravate y est obligatoire. Le président du club, Denis de Kergorlay, « *ne sent pas bien les choses, des gens vont pianoter sur Google* », rapporte par e-mail un membre du cercle, Matthieu de Boissésou, à Jean-Luc Brunel, parti en éclaireur. La condamnation d'Epstein a été médiatisée par la presse américaine et francophone. Le juriste préconise alors que le pédocriminel soit appuyé par « *l'ambassadeur des États-Unis* », à qui le financier propose un séjour sur son île des Caraïbes.

Sent-il l'étau judiciaire américain se resserrer autour de lui ? Cinq mois seulement après la publication, le 28 novembre 2018, de l'enquête fleuve du *Miami Herald* sur 80 victimes en Floride, qui relance les investigations du FBI, Jeffrey Epstein formule une offre à 5,7 millions d'euros pour acheter le premier étage du 22, avenue Foch. Avec l'intention de s'établir définitivement à Paris ? Un autre acheteur le prend de vitesse. Dans un coffre de son manoir de Manhattan, les enquêteurs américains trouveront un passeport et des diamants, comme s'il se préparait à fuir. Epstein avait d'ailleurs fait évaluer son immense ranch du Nouveau-Mexique. « *J'ai l'intention de le vendre et de trouver quelque chose en Europe où je peux emménager dans les neuf mois* », écrit-il, en avril 2019, à un interlocuteur qui déniche pour lui des villas à vendre à Paris et sur la Côte d'Azur. En parallèle, le pédocriminel américain négocie l'achat d'un palace à Marrakech (Maroc) par l'intermédiaire d'une structure offshore, mais, soudain méfiante, la Deutsche Bank rejette la transaction, le 4 juillet 2019. C'est après un séjour parisien au 22, avenue Foch que le prédateur sexuel prend son dernier vol. Il est interpellé à la descente de son jet, dans le New Jersey, le 6 juillet 2019. ■

JÉRÔME LEFILLIÂTRE  
ET IVANNE TRIPPENBACH,  
AVEC VINCENT NOUVET ET STÉPHANIE PIERRE



# A Villers-Cotterêts, la Cité peine à décoller

Le lieu, ouvert en 2023, affiche une fréquentation honorable, mais ne réussit pas à créer de dynamique locale

## ENQUÊTE

VILLERS-COTTERÊTS (AISNE) -  
envoyée spéciale

En mars 2017, Emmanuel Macron, alors candidat à la présidentielle, fait escale à Villers-Cotterêts (Aisne) pour vanter le « patriotisme ouvert et généreux » de la France. Dans ce coin de Picardie frappé par la désindustrialisation et gagné par le Rassemblement national (RN) depuis 2014, le symbole est hautement politique. Le soir même, le futur chef de l'Etat annonce que, s'il est élu, il rénovera le château de François 1<sup>er</sup>, où fut promulguée, en 1539, l'ordonnance rendant obligatoire l'usage du français, pour en faire un haut lieu de la francophonie. « *Un projet exemplaire* », se félicitait-il, six ans plus tard, en inaugurant, le 30 octobre 2023, la Cité internationale de la langue française.

A la veille de municipales à suspense où trois candidats se disputent la relève – le maire sortant (RN), Franck Briffaut, un compagnon de route de Jean-Marie Le Pen, s'est effacé au profit de sa première adjointe, Gaëlle Lefèvre –, une question demeure : le chantier présidentiel, qui a englouti 211 millions d'euros, a-t-il vraiment tenu sa promesse de ciment culturel ? Pour ses contempteurs, le « *château Macron* » serait un équipement coûteux et hors-sol, à l'avenir incertain. Pour ses partisans, au contraire, cette restauration hors norme a rallumé la mèche d'une fierté locale qui s'était éteinte et redonné de l'élan à l'économie du territoire.

La réalité, comme souvent, se situe à mi-chemin. Avec 501 000 visiteurs en deux ans, la fréquentation paraît a priori honorable pour une commune de 10 500 habitants, jusque-là absente des circuits touristiques. Nonobstant le battage médiatique, la Cité ne figure toutefois pas dans le palmarès des quinze sites les plus visités du Centre des monuments nationaux (CMN) en 2025. Et pour cause : *Le Canard enchaîné* a noté, en janvier, que l'équipement avait gonflé ses chiffres de fréquentation, en comptabilisant « toute personne pénétrant dans l'enceinte du château, même lorsqu'elle ne fait qu'emprunter un très pratique raccourci ouvert à tous reliant le centre-ville, la forêt et les autres quartiers de la commune ». Le Palmipède dit vrai : la Cité dénombrait 225 000 visiteurs en 2025, mais seulement 115 000 entrées payantes.

### Pénurie de chambres en ville

Un hiatus parfaitement assumé par son directeur, Paul Rondin. « *On est un service public, au même titre qu'une école ou un hôpital. On a énormément de choses gratuites, on reçoit des milliers de scolaires, soutient l'ancien directeur délégué du Festival d'Avignon. L'idée a toujours été de faire une grande maison ouverte, de s'y balader, de se rendre à la librairie – la seule du territoire – et peut-être, un jour, d'en franchir la porte pour une exposition ou un spectacle.* » Quant au manque à gagner de la billetterie, il se trouve compensé par la logique de péréquation du CMN : les recettes des sites les plus touristiques comme l'Arc de triomphe ou les tours de Notre-Dame, à Paris, contribuent à entretenir les monuments moins en vue.

Paul Rondin l'admet néanmoins, « *il ne faut pas que la fréquentation baisse* ». Car le visitorat en 2025 est inférieur à 2024, année du lancement, où la Cité avait enregistré 250 000 entrées, selon le même calcul extensif. « *L'établissement est maintenant entré dans une fréquentation dite "de croisière", plus révélatrice du visitorat qu'il aura sans doute dans les an-*

*nées à venir* », prédit Régis Cocault, directeur général de l'office du tourisme du Soissonnais Valois.

Avec son auditorium de 240 places, la Cité est régulièrement sollicitée pour des séminaires. Sa capacité d'accueil, cependant, se heurte à la pénurie de chambres en ville. L'hypothèse d'un hôtel doublé d'un restaurant dans les anciens bâtiments des logis est dans les limbes. Après un premier appel d'offres déjà infructueux, la deuxième tentative pour trouver un concessionnaire a échoué. Un groupe hôtelier avait bien été désigné par le CMN en décembre 2024, mais la signature du bail emphytéotique a été annulée au dernier moment. L'établissement public invoque le manque de garanties suffisantes fournies par l'opérateur, alors en difficulté financière, pour s'engager durablement.

Le groupe hôtelier, qui requiert l'anonymat, affirme avoir remis, en juillet 2025, les éléments relatifs à sa sortie de redressement judiciaire. Depuis l'automne, assure-t-il, ses relances auprès du CMN sont restées sans réponse. « *Ils ont été parfaitement informés, il y a eu beaucoup d'échanges pour trouver des voies de passage* », réplique Kevin Riffault, directeur général du CMN, qui indique avoir « *formellement mis fin à la procédure il y a quelques mois* ». Et maintenant ? « *On remet les choses à plat.* » Sous-

« On est un service public, au même titre qu'une école ou un hôpital »

PAUL RONDIN  
directeur de la Cité de la langue française

titre : dans le climat économique actuel, personne n'a les reins assez solides pour investir entre 40 et 50 millions d'euros dans un projet si risqué. Que faire, alors, des 7 000 mètres carrés en jachère ? « *Avec la Banque des territoires, on identifie une méthode plus progressive et des activités plus diversifiées, ce qui permettrait une reconversion par étapes* », détaille Kevin Riffault.

Quid de l'effet de ruissellement tant espéré par les Cotteréziens ? Trois restaurants ont vu le jour, d'autres boutiques sont en cours de création, recense Magali Thierry, présidente de l'association Entreprendre en Retz. « *Les boutiques qui sont sur le chemin du château depuis la gare profitent de la manne, ajoute-t-elle. Les choses commencent à se mettre en place doucement. La ville prévoit de nouveaux emplacements de stationnement. Tout n'est pas parfait.* » Non,

tout n'est pas parfait, confirme Sylvie Delpierre. « *Contrairement à ce que prétendaient les agences immobilières au départ, il n'y a pas plus de gens qui viennent soudain s'installer ici*, souligne cette gérante de l'agence Arthurimmo. *La réputation de la Cité est encore jeune. Le directeur est dynamique, mais la communication est approximative, on n'apprend parfois l'existence des événements qu'une fois que les choses sont passées.* »

### Effet d'entraînement limité

Si l'effet d'entraînement peine à se faire sentir, c'est surtout que la commune, administrée depuis 2014 par Franck Briffaut, investit peu, malgré un fonds de roulement important. En avril 2024, la chambre régionale des comptes lui avait d'ailleurs adressé cet avertissement, feutré mais limpide : « *Les prélèvements fiscaux n'ont pas vocation à être thésaurisés.* » L'église a bien été restaurée. Le Musée Alexandre-Dumas, en revanche, ne reflète guère l'aura de l'écrivain, alors qu'à 40 kilomètres de là, la ville de Château-Thierry (Aisne) a su redonner tout son éclat au Musée Jean-de-La-Fontaine, qui a rouvert en janvier, après travaux.

Sans surprise, la Cité internationale de la langue française s'est retrouvée, bien malgré elle, dans le chaudron des municipales. Entre l'équipement relevant de l'Etat et

la mairie d'extrême droite, officiellement, tout va bien. Chacun reste dans son couloir de nage et les échanges, d'ordre purement technique, se font sans accroc majeur. Lorsque la Cité a lancé, en janvier, un audacieux cycle autour de la langue arabe – « *Aucune provocation de notre part, c'est le deuxième idiome parlé en France* », insiste Paul Rondin –, le maire sortant s'est abstenu de commenter.

En coulisse, néanmoins, les relations sont crispées, moins avec l'édile qu'avec Jocelyn Dessigny, député RN de l'Aisne et candidat en deuxième position sur la liste frontiste à Villers-Cotterêts. Quand il ne relaie pas, sous pseudonyme, sur Facebook des contenus de l'association d'Alain Soral, plusieurs fois condamné pour antisémitisme, ou encore du Parti de la France, mouvement ultranationaliste, comme l'a révélé *Libération*, le parlementaire décoche ses flèches contre la Cité internationale de la langue française.

En mars 2025, s'attaquant aux visites organisées pour les détenus du centre pénitentiaire de Laon – comme le font de nombreux établissements culturels –, Jocelyn Dessigny a fustigé, sur Facebook, une « *mesure injuste envers les citoyens respectueux des lois et une utilisation contestable des fonds publics* ». Dans un tract distribué dans la ville, le parle-

La Cité internationale de la langue française s'est retrouvée dans le chaudron des municipales

mentaire, posant aux côtés de la première adjointe et candidate (RN) à la mairie, Gaëlle Lefèvre, a alors raillé une prétendue « *vie de château pour les prisonniers* ».

Lors d'un débat télévisé, organisé début février par France 3 Hauts-de-France, cette dernière, qui n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*, a enchaîné les accusations, souvent sans fondement, envers la Cité. « *Beaucoup d'associations ont voulu travailler avec la Cité et ont trouvé porte close* », a-t-elle prétendu, allant jusqu'à soutenir qu'une convention culturelle, proposée par la ville à l'établissement, serait restée lettre morte.

« *Nous n'avons jamais reçu de convention*, répond Paul Rondin, placide. *Le maire a demandé à discuter d'une éventuelle convention culturelle, ce à quoi j'ai répondu que je serais heureux de travailler avec la médiathèque et le Musée Alexandre-Dumas. Mais il n'y a jamais eu, de leur côté, de visite de travail ni de proposition.* » Et de formuler un vœu : « *Que la future municipalité s'empare enfin de cet équipement, que, lorsqu'on fait un festival, toute la ville se mette aux couleurs de l'événement, qu'il y ait des affiches et des kakemonos partout.* » Car la communication municipale demeure, à ce stade, minimale.

Reste la question, plus complexe à mesurer, de l'ancrage local. Malgré quelques expositions populaires, pensées pour démythifier la langue et attirer un public de proximité, certains habitants conservent une forme de distance – moins un rejet qu'une retenue. Sans surprise, la variété ou l'humour font salle comble, là où le théâtre contemporain peine à remplir les rangs. Une réalité qui n'a pas échappé à Paul Rondin : en avril, il organisera une exposition autour de la bande dessinée *La Bibliomule de Cordoue*, de Wilfrid Lupano et Léonard Chemineau (Dargaud, 2021), avant d'orchestrer, en décembre, un hommage à l'artiste Ben (1935-2024), connu pour ses aphorismes à la graphie ronde.

« *On a la chance d'avoir un équipement exceptionnel, mais la programmation peut sembler élitiste pour certains Cotteréziens*, admet Jeanne Roussel, conseillère municipale d'opposition et candidate (sans étiquette) aux municipales. *La dernière exposition sur les manuscrits anciens de la Bibliothèque nationale de France était magnifique. Elle n'a cependant pas fait venir les foules* [10 000 visiteurs, selon les chiffres de la Cité]. *Ce n'est pas que personne ne va à la Cité, mais ce sont toujours les mêmes.* » Candidat lui aussi sans étiquette, Cédric Saint-Sulpice se réjouit de l'existence de la Cité, qui, à ses yeux, a boosté l'économie locale. « *Mais il faudrait peut-être proposer de temps en temps plus de choses autour de l'histoire de la ville, d'Alexandre Dumas...* », nuance-t-il.

Alexandre de Montesquiou, le très courtois président de la communauté de communes Retz-en-Valois, en a assez des accusations d'élitisme. « *Je ne sais pas ce que les gens attendent de la Cité ! Il y a des activités tout le temps, pour tout le monde, peut-être trop, mais à des prix raisonnables. Si le CMN décidait de réunir tous les élus pour définir la programmation, on y serait encore dans six mois !* » ■

ROXANA AZIMI



A la Cité internationale de la langue française, à Villers-Cotterêts (Aisne), en mars 2024.

GIUGLIO GIL/HEMIS VIA AFP







# Les mille et une nuits et vies d'Abdelaziz Ghozzi

Le libraire et spécialiste de l'orientalisme devait vendre mercredi chez Millon sa collection d'éditions rares

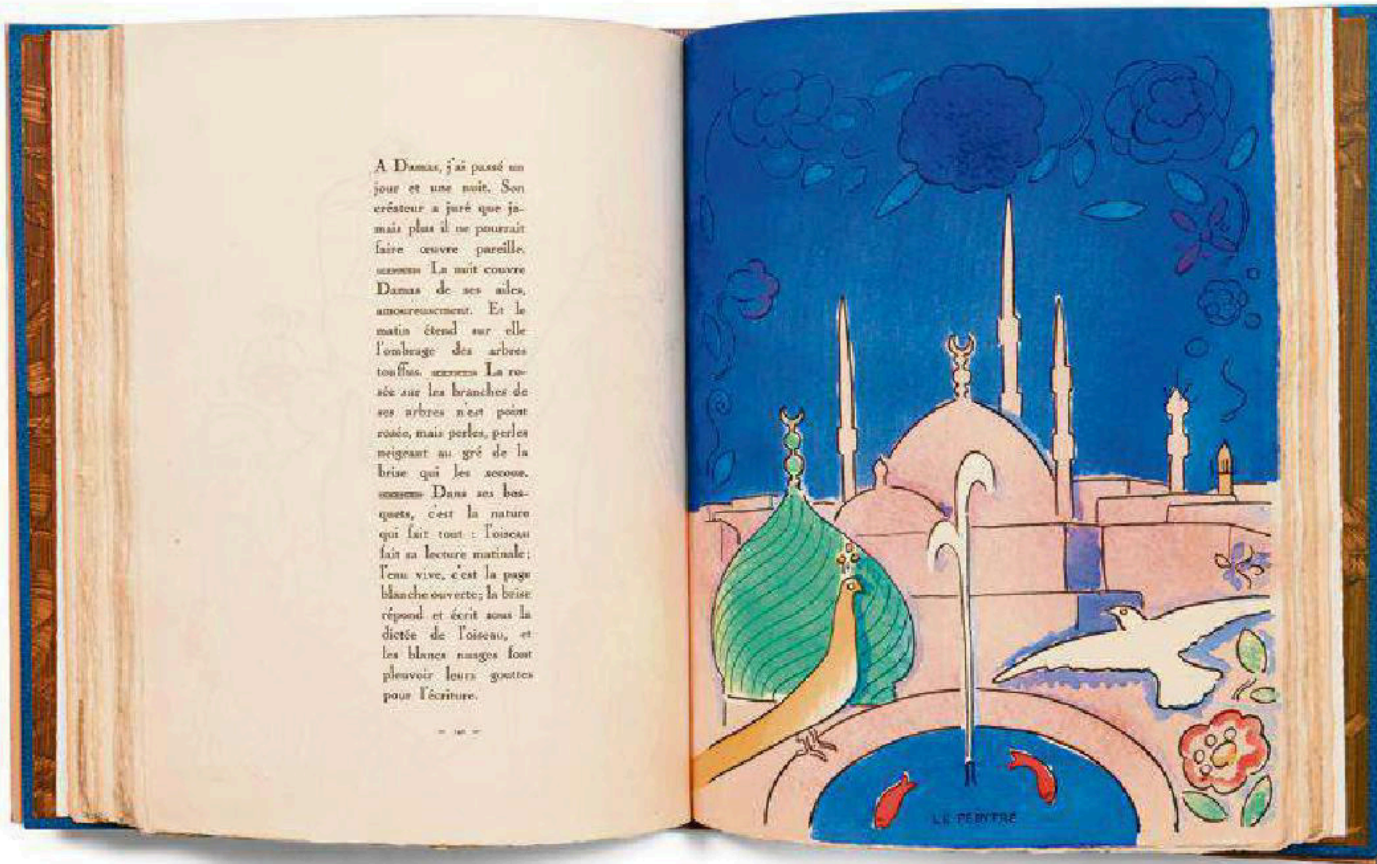
## RENCONTRE

Partir à la rencontre d'Abdelaziz Ghozzi et de sa fabuleuse collection d'éditions des *Mille et Une Nuits*, c'est comme entrer dans une bibliothèque aux doubles et triples fonds, et laisser cours à des histoires qui s'enroulent les unes sur les autres, à l'image des célèbres contes. L'homme, âgé de 80 ans, est bien connu des bibliophiles parisiens s'intéressant au monde arabe : sa librairie Abencérage, qu'il a fermée en 2021, a longtemps été leur repaire. Nombre d'étudiants en civilisation arabe se sont vu répondre par leurs professeurs, alors qu'ils cherchaient un ouvrage rare : « Si vous ne le trouvez pas en bibliothèque, allez voir Abdelaziz Ghozzi ! »

Aujourd'hui, ce libraire d'un autre temps vend sa collection, patiemment réunie au fil des ans, consacrée aux *Mille et Une Nuits*. Avant la vente, mercredi 11 mars, à 14 heures, organisée par la maison Millon à Paris, on pouvait admirer, en ses murs, cet ensemble exceptionnel qui témoigne d'une érudition et d'une réflexion fine sur la notion d'orientalisme. Dans la caverne d'Ali Baba, on compte plusieurs trésors, à commencer par une des deux éditions originales quasi complètes des 12 tomes des *Nuits* traduites par Antoine Galland (1646-1715) et publiées en 1704 (l'autre se trouvant à la Bibliothèque de l'Institut des langues orientales). Clou de la collection, pour un prix de vente estimé entre 80 000 et 150 000 euros, elle pourrait, selon Abdelaziz Ghozzi, être arrachée soit par la Bibliothèque nationale de France, si elle en a les moyens, soit par un cheikh des Emirats arabes unis.

### Raretés et objets accessibles

Entre autres merveilles, Abdelaziz Ghozzi a aussi réuni des éditions illustrées d'une grande valeur historique et artistique, *Les Mille et Une Nuits* ayant été propices, dès le départ, à l'imagination la plus folle en matière de création visuelle. C'est par l'image, beaucoup, que s'est inventé l'orientalisme, avec tous les fantasmes qu'il charrie. La vente propose ainsi un des exemplaires d'une



« Conte des Mille et Une Nuits », édition de Joseph Charles Mardrus (1918), illustré par Kees Van Dongen. YANN GIRAULT/MILLON

**« La bibliophilie, c'est comme partir à la chasse, ou mener une enquête policière »**

ABDELAZIZ GHOZZI

« La bibliophilie, dit Abdelaziz Ghozzi, c'est comme partir à la chasse, ou mener une enquête policière. » Rien ne prédisposait l'orphelin tunisien à devenir le pape parisien des manuscrits et éditions originaux du monde arabe. Garçon solitaire, il passe sa vie à lire, devient un jeune militant aux côtés du mouvement d'opposition Perspectives tunisiennes, allant de la gauche à l'extrême gauche. Comprenant vite que « Bourguiba s'était nommé prési-

dent à vie », Abdelaziz Ghozzi arrive en France en 1971, en tant que réfugié politique. D'abord travailleur social, il s'insère dans le centre socioculturel du quartier de la Goutte-d'Or, à Paris.

### Trente ans de recherche

C'est là, dans les années 1970, qu'il rencontre le metteur en scène britannique Peter Brook (1925-2022), en passe de s'installer au Théâtre des Bouffes du Nord et qui, en attendant, va jouer avec sa troupe dans des foyers, des usines et des centres sociaux. Là aussi qu'il devient l'ami du grand documentariste néerlandais Johan van der Keuken (1938-2001) : il l'assiste sur son film *Vers le sud* (1981). Parallèlement, Abdelaziz Ghozzi commence à chiner à droite et à gauche, « dans les foires, les brocantes, les librairies d'occasion », des livres anciens ayant trait au monde arabe. « Ce qui me fascinait, c'est que je trouvais en France

tout ce qu'on ne trouvait pas en Tunisie, raconte-t-il. Et notamment toute cette "littérature du protectorat" [français] qui m'a tout de suite intéressé. »

En 1984, il a collecté assez d'ouvrages anciens pour ouvrir sa première librairie, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Il la nomme, déjà, Abencérage. « C'est un prêtre-ouvrier de mes amis, curé de la Goutte-d'Or, qui m'a donné l'idée, inspirée par la nouvelle de Chateaubriand *Les Aventures du dernier Abencérage*. Elle incarnait, selon nous, la fameuse rencontre possible et impossible entre l'Orient et l'Occident. Je me suis dit que c'était mon histoire. » La caverne devient vite le repaire des bibliophiles s'intéressant à l'orientalisme et, en 1996, le collectionneur ouvre le deuxième Abencérage, boulevard du Montparnasse (6<sup>e</sup>).

Abdelaziz Ghozzi ne se souvient plus quel était le premier exem-

**En 1984, il a collecté assez d'ouvrages anciens pour ouvrir sa première librairie, Abencérage**

plaire des *Mille et Une Nuits* dont il a fait l'acquisition. « C'était quelque chose d'assez banal. Mais rapidement j'ai su ce qu'il fallait chercher, à savoir cette fameuse édition originale, complète, en 12 volumes, des contes découverts et traduits par Antoine Galland. J'ai mis trente ans à réunir l'ensemble quasi complet, en 11 tomes, mis en vente aujourd'hui. Au bout de dix ans, j'avais trouvé trois volumes. J'étais marchand, je rencontrais les personnes les plus diverses. Aux alentours de 2010, j'avais réuni l'ensemble de l'édition princeps, où ne manque que le tome 11. L'important est évidemment de savoir distinguer une véritable édition originale d'un tirage, et pour cela j'ai mené un important travail de documentation et d'étude. »

L'orientalisme, notion décriée aujourd'hui, continue de passionner Abdelaziz Ghozzi. « Les intelligentsias orientales comme occidentales sont vent debout contre cette histoire. Ce qui s'explique très bien : on est toujours dedans, et il faut la déconstruire. Mais, pour comprendre, il faut connaître », plaide-t-il, en passeur averti. Quand on lui demande quel est son personnage préféré, parmi ceux, innombrables, qui peuplent les *Nuits*, la réponse fuse : Aladdin, bien sûr. Nul besoin d'en dire plus. Le conte du jeune homme pauvre, vivant seul avec sa mère, enfermé dans une caverne par un magicien maléfique, et trouvant par lui-même la clé ouvrant l'accès à l'art et à la connaissance, c'est le sien. ■

FABIENNE DARGE

« *Les Mille et Une Nuits* », une bibliothèque idéale : exposition jusqu'au 12 mars, maison de ventes Millon, Paris 9<sup>e</sup>. Catalogue de la vente, 148 p., éd. Millon.

## A Saint-Denis-le-Gast, Khaled Selmi plante le rire en zone rurale

**FAISEURS DE CULTURE 15/17** Dans un village de 500 habitants de la Manche, un passionné a restauré un ancien hôtel pour y installer un comedy club

## RENCONTRE

SAINT-DENIS-LE-GAST (MANCHE) -  
envoyée spéciale

Imaginez un comedy club dans un village de 500 habitants où tous les commerces ont fermé. Ce projet improbable est devenu réalité depuis août 2022, à Saint-Denis-le-Gast dans la Manche, grâce à l'entêtement de Khaled Selmi. En bordure de la départementale 38, entre Coutances et Villedieu-les-Poêles, dans l'ancien hôtel-restaurant Saint-Evremond, ce passionné d'humour se démène comme un beau diable pour organiser des soirées de stand-up. « C'est le premier comedy club en zone rurale, dit-il avec un grand sourire qui le quitte rarement. Le public voudrait *Gad Elmaleh*, *Jamel Debbouze* ou *Artus*, mais je n'ai même pas les moyens d'apporter un de leurs ors ! »

Hyperactif, Khaled Selmi ne se décourage jamais. C'est en 2017 qu'il décide de quitter la région parisienne pour aller, avec sa femme et ses trois enfants, « chercher de l'air ailleurs ». Professionnellement, ce quadragénaire a



tout fait ou presque : chauffeur Uber, animateur en club de vacances, cafetier. Mais le « kif » de cet habitué de la première heure du *Jamel Comedy Club*, à Paris, c'est le rire. Il tente, dans un premier temps, d'ouvrir une salle à Granville (Manche), mais le projet n'aboutit pas. En se baladant dans la campagne alentour, il découvre par hasard un hôtel à vendre. « Le lieu était à l'abandon depuis douze ans, mais il dégagait une âme. »

Le père de famille y met toutes ses économies et se lance pendant quatre ans dans des travaux tout en travaillant, en parallèle, chez

un distributeur d'énergie. Son projet culturel, aucune collectivité locale n'y croit. « A la sortie de mes rendez-vous, j'en chialais. » Mais il persiste, apprend, grâce à des tutos, à poser des carrelages, à isoler les murs, déniche chez Emmaüs ou dans des magasins de discount de quoi aménager le lieu, construit une scène avec des palettes de chantier et la découpe d'un beau rideau rouge et or offert par ses parents. Un bar, une salle de spectacle d'une centaine de places, un salon-loge, une salle de jeux avec flipper et fléchettes : Le Bar et vous – c'est son nom – peut ouvrir ses portes.

### Un public de tous âges

Grâce à ses allers-retours hebdomadaires dans des comedy clubs parisiens, Khaled Selmi parvient, bon an mal an, à monter deux soirées de stand-up chaque mois. Et a lancé, depuis deux ans au mois de juin, un festival d'humour intitulé *Tout un foin*. David Azencot, Alexis Le Rossignol, Harold Barbé, Tristan Lucas, Kader Bueno, Mado tout court, entre autres humoristes, ont fait le voyage jusqu'à Saint-Denis-le-Gast. « Je vis chaque spec-

tacle comme le dernier », confesse Khaled Selmi, 42 ans, qui met toute son énergie à convaincre des artistes et à les accueillir avec soin. Malgré les difficultés financières et l'absence de subventions, il jure n'avoir « aucun regret ».

Ce samedi de fin février, le patron du Bar et vous s'active avec l'aide de ses trois enfants pour préparer la soirée, remplir les frigos, vérifier les micros, installer les barrières en velours rouge avec crochets d'or sur le trottoir. Au programme : un plateau « *drôlement normand* ». Soit cinq humoristes de la région (Céline Ledoux, Zakaryae, Monsieur Moustache, Samy Bouhady, Chloé Fortin), pas encore professionnels, qui seront rémunérés au chapeau. « J'ai vécu une première

**« Je voulais aller dans un endroit où il n'y a rien et rallumer la flamme »**

KHALED SELMI

expérience ici lors du festival *Tout un foin* et j'ai eu un coup de cœur pour l'endroit », explique Zakaryae, Franco-Marocain âgé de 40 ans, formateur en logiciels. J'ai toujours rêvé de monter sur scène, je ne voulais pas avoir de regret alors je me suis lancé en commençant dans les bars puis j'ai fait quelques premières parties de l'humoriste Pierre Thevenoux. » Dans son spectacle *Racines*, Zakaryae raconte avec une certaine aisance son parcours de vie et la fierté de sa double culture.

A côté de lui, Chloé Fortin fait du stand-up « en local », comme elle dit, depuis près de deux ans. « C'est une passion que j'exerce en plus de mon boulot. Je fais confiance au destin, j'ai toujours aimé faire rire », confie cette agente immobilière de 31 ans à la personnalité enjouée. Devant le public du Bar et vous, elle tourne en autodérision son célibat subi : « Tout ce que j'ai réussi à trouver sur *Tinder*, c'est le mec de ma sœur. » Samy Bouhady, lui, est en « reconversion professionnelle ». A 24 ans, il teste depuis six mois ses punchlines sur les scènes de stand-up. Tous trois constatent que les comedy clubs ne sont plus

l'apanage de Paris et se multiplient dans beaucoup d'autres villes, grandes ou moyennes.

Dans la salle quasi pleine du Bar et vous, un public de tous âges n'a pas le temps de s'ennuyer avec ces cinq artistes en herbe aux univers humoristiques très différents. « Pour voir un spectacle d'humour, il faudrait qu'ils aillent jusqu'à Caen », glisse Khaled Selmi qui s'active pour servir les boissons et faire le maître de cérémonie. « Je voulais aller dans un endroit où il n'y a rien et rallumer la flamme », s'emballe-t-il. Parfois, il ouvre le bar en semaine pour permettre à des personnes âgées de se retrouver autour d'une partie de belote ou à des enfants de l'école primaire toute proche de venir goûter. Khaled Selmi ne désespère pas de décrocher l'encouragement de « *grands noms* » de stand-up. Alors il s'échine à les contacter, rêvant, par exemple, du soutien de Baptiste Lecaplain, qui a grandi dans la région. ■

SANDRINE BLANCHARD

Prochain article *A Orange* (Vaucluse), Carole Montagner et le Théâtre du Sablier.



# Avec l’album « L’Oiseau bleu », Steve Ibrahim prend son envol

Sur un premier disque prometteur, entre folk et chanson, le musicien originaire du Val-de-Marne raconte ses virées à Paris avec son frère

## MUSIQUE

Enfant, le bassiste et chanteur Steve Ibrahim – qui était en concert à La Maquinerie, à Paris le 10 mars – se rêvait musicien ou astrophysicien. Quand *Le Monde* le rencontre au centre FGO-Barbara, dans la capitale, où il répète les chansons de son premier album, le délicat *L’Oiseau bleu*, il nous fait penser au personnage de *Gagarine*. Le film de Fanny Liatard et Jérémy Trouilh, sorti en 2021, raconte la destruction de la cité d’Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) qui portait le nom de l’astronaute russe Youri Gagarine (1934-1968). Dans ce long-métrage, Youri, grand adolescent noir construit une station spatiale dans l’immeuble vidé de ses occupants. Steve Ibrahim, 25 ans, a grandi lui aussi dans le Val-de-Marne, à Charenton-le-Pont, auprès de sa mère, infirmière. Et il a longtemps mené de front ses deux passions, les sciences et la musique. Ses chansons racontent son enfance, les week-ends dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, chez son père, et les excursions parisiennes avec son grand frère. S’inspirant aussi bien du folk américain que de la musique électronique britannique, elles donnent un nouveau souffle à la chanson française.

**La guitare électrique dès 7 ans**  
Son premier morceau, *Le Mur du salon*, largement diffusé sur France Inter, qui l’a érigé en nouvelle voix du folk français, lui a permis de remplir en une journée La Boule noire, à Paris, en décembre 2025. Dans cette chanson, il susurre, énigmatique : « *Il y a un trou dans le mur du salon, il a la forme de la main de mon frère, je crois que mon père veut le laisser là, il veut nous donner une leçon.* » Avec son frère, de cinq ans son aîné, ils jouaient au football dans l’appartement paternel et faisaient des dégâts : « *Je me suis censuré dans la chanson, reconnaît-il. Je n’ai parlé que du mur, mais il y a eu aussi un gros trou*



Steve Ibrahim, à Paris, en septembre 2025.  
EVA WANG

dans la vitre de la cuisine. Nous cassions tout. Je pense que mon père a longtemps laissé ces trous pour qu’on les voie tous les matins et qu’on se dise : “Quand on agit, il y a des conséquences.” »

Pour leur défense, les deux enfants étaient souvent livrés à eux-mêmes. Le père leur laissait 20 euros pour la journée et partait travailler. Parfois, ses garçons attendaient son retour à L’Oiseau bleu, le café en bas de chez eux, rue d’Avron. « *Mon père est arrivé à Paris du Burkina Faso à 20 ans, explique Steve Ibrahim. Il faisait le tour des quartiers pour la couture. Il était modéliste, styliste, et était connu dans toute la rue d’Avron.*

« J’essaye de m’affranchir de mon instrument, de ne plus me cacher derrière lui »

STEVE IBRAHIM

Nous, avec les 20 euros, nous allions au cinéma ou dans des magasins de musique pour essayer des guitares. Le dimanche matin, on était à l’église ensemble. »

A Charenton-le-Pont, où il vivait le reste de la semaine, Steve apprend la guitare électrique, dès 7 ans, au conservatoire municipal. Son professeur lui suggère des reprises des Red Hot Chili Peppers, d’AC/DC et de Fleetwood Mac. Dans la cour du collège, le gamin mène la fronde rock contre ses camarades fans de rap. Lors d’une de ses excursions avec son frère dans un magasin d’instruments à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), le vendeur lui conseille de passer à la basse. Elle devient son instrument de prédilection. Le voilà plongé dans le jazz de Marcus Miller ou de Richard Bona.

Un ami, le directeur musical Franck Boom Jean (Gims, Matt Pokora, Amel Bent...), lui fait faire des remplacements pour des chorales gospel. Cependant, sa mère veille et l’encourage à poursuivre ses rêves de chercheur en astrophysique. Pour lui faire plaisir, il passe le concours de l’Ecole

centrale d’électronique de Paris, qui propose un emploi du temps aménagé s’il réussit celui du Conservatoire national supérieur de musique et de danse. Aussitôt dit, aussitôt fait.

Un temps, il croit pouvoir mener ses deux passions de front. Mais il opte finalement pour la musique, d’autant que les cachets, notamment comme bassiste du rappeur Luidji, affluent. Pendant la crise du Covid-19, il commence à écrire ses chansons avec sa petite amie d’alors. Leurs voix murmurent à l’unisson sur des compositions au synthétiseur, influencées par le producteur James Blake. Après leur séparation, c’est le folk de Bon Iver ou d’Adrianne Lenker qui achève sa transformation en auteur-compositeur-interprète. « *J’essaye de m’affranchir de mon instrument, de ne plus me cacher derrière lui. J’ai envie de raconter des histoires.* » Celles de *L’Oiseau bleu* disent ses envies de voyage, au-delà de la rue d’Avron. ■

STÉPHANIE BINET

*L’Oiseau bleu*, de Steve Ibrahim. Panenka Music.

# La masculinité fragile de Steve Carell

L’acteur joue de son génie comique dans « Rooster », sur HBO Max, une sitcom subtile sur l’université à l’heure de l’inclusivité

## SÉRIE

Bill Lawrence, 57 ans et une bonne trentaine d’années passées dans les salles d’écriture de sitcoms à succès (*Friends*, *Spin City*...), en sait quelque chose : être un homme blanc d’âge mûr en 2026 est moins confortable qu’avant. De ce constat personnel, et peut-être de son goût pour dépeindre, de *Ted Lasso* à *Shrinking*, toutes les nuances de la fragilité masculine, le vétéran de la télévision et son scénariste Matt Tarses (avec lequel il a créé *Scrubs*) ont tiré pour HBO une comédie semillante et pleine d’esprit, à laquelle Steve Carell prête son sens de l’autodérision.

Auteur d’une série de polars populaires ayant pour héros le détective Rooster (le Coq), Greg Russo (Carell) est de passage dans une petite mais prestigieuse université pour y donner une masterclass, et surtout pour prendre des nouvelles de sa fille, Katie (Charly Clive). Elle-même enseignante au Ludlow College, la jeune femme vient de se faire quitter par son mari pour une de ses étudiantes. Malgré le faible intérêt de son auditoire pour le charme suranné de sa production, le sexagénaire, récemment divorcé, se laisse convaincre d’intégrer l’université comme écrivain en résidence, le temps de décider de la prochaine étape de sa vie et d’aider sa fille à surmonter sa crise conjugale.

### Refus de tout esprit de sérieux

*Rooster* est pourtant moins une série sur les questionnements de la prérétraite (Greg a en effet largement dépassé le milieu de vie) qu’une étude de caractères sur fond de guerre des sexes et des générations, à l’heure de l’inclusivité et de l’université comme dernier bastion du progressisme aux États-Unis. A la question de savoir comment faire pour vieillir gracieusement et s’accommoder du monde qui change autour de soi, *Rooster* répond par le refus de tout esprit de sérieux. Et le pari, très « sitcomuesque », que l’on peut sortir grand des microhumiliations que la vie nous inflige.

Pour ce faire, la série dresse une galerie de portraits savoureux de mâles comme autant de coqs déterminés à défendre un territoire qu’ils ont déjà perdu. Outre son gendre, professeur de littérature imbu de lui-même, Greg doit composer pendant son séjour avec les ingérences du doyen de l’université, un mâle alpha qui soigne son maintien à coups de séances de sauna et de bains glacés, et n’entend pas laisser l’époque lui dicter sa façon d’enseigner ni de tenir son établissement. Interprété par John C. McGinley (*Scrubs*), ce personnage n’est pas sans rappeler celui de Harrison Ford en vieux psy sans pincettes dans *Shrinking*.

En portant secours à un étudiant paumé, Greg se frotte aussi à des « frat boys » un peu débiles, à un entraîneur de hockey sur glace alcoolique ou encore à un policier victime du syndrome du petit chef... Dans le rôle d’un professeur au sexisme décomplexé, ressuscité après une crise cardiaque, Alan Ruck (*Spin City*, *Succession*) incarne à merveille les vieux réflexes machistes qui ne veulent pas céder.

Les femmes ne sont pas en reste : assistante dévouée, professeure remplaçante complexée, étudiante queer sans filtre... Chacune d’entre elles permet à la série de multiplier les points de vue et de lui donner un peu de profondeur. Cette recherche du parfait équilibre frôle parfois la tiédeur, et la série se garde bien de toute morale, même si elle ne manque par ailleurs pas de mordant.

Son autre limite réside peut-être aussi dans le fait que son panel de personnages parlera sans doute davantage aux plus de 40 ans qu’à leurs cadets – pas sûr que le gag qui voit Greg régulièrement convoqué devant un comité pour répondre de diverses « offenses » envers ses étudiants fasse rire les « gen Z ». ■

AUDREY FOURNIER

*Rooster*, créée par Bill Lawrence et Matt Tarses. Avec Steve Carell, Phil Dunster, Charly Clive (E.-U., 2026, 10 × 30 min). Chaque lundi sur HBO Max.

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 26 - 060  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)

|      | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| I    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| II   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| III  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| IV   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| V    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| VI   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| VII  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| VIII |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| IX   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| X    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |

**SOLUTION DE LA GRILLE N° 26 - 059**

**HORIZONTALEMENT** **I.** Sacs-poubelle. **II.** Oléocrane. Ain. **III.** Fléaux. Cairn. **IV.** To. Liasse. Eu. **V.** Durance. Rôti. **VI.** Rée. Eau-forte. **VII.** Iras. Linier. **VIII.** Narras. CSG. **IX.** Kim. Loch. Ami. **X.** Staliniennes.

**VERTICALEMENT** **1.** Soft drinks. **2.** Allouerait. **3.** CEE. Réarma. **4.** Scala. Sr. **5.** Prune. Ali. **6.** Oaxaca. Son. **7.** Un. Seul. Ci. **8.** Becs. Fiche. **9.** Aérone. **10.** Lai. Origan. **11.** Lirette. Me. **12.** Ennuierais.

GRILLE DÉJÀ PARUE LE 30/04/2015

### HORIZONTALEMENT

**I.** Retour à la normale ou à une vie nouvelle. **II.** Plume féministe. Dieu rayonnant. **III.** Tous les plus proches. **IV.** Mémoire des bandes. A le crayon et la dent très durs. Libre pour tout le monde. **V.** Attaquée peu à peu. N’a rien d’original. **VI.** Ses petites ailes lui servent à courir. Frappait dur. **VII.** Sur la portée. Liaison franco-belge. Points. **VIII.** Peut faire de gros volumes. Gros et plat des eaux froides. **IX.** Gaz en tubes. Bâtitteur de pyramides. Turquie qui fut capitale pour les Arméniens. **X.** Assure les liaisons.

### VERTICALEMENT

**1.** Pirotette pour repartir de zéro. **2.** Mise de côté. **3.** Amoureuse de Thésée, elle a su inspirer Thomas Corneille. Partie de la croûte terrestre. **4.** Communiqués. Française en Amérique du Sud. **5.** Réfléchit avant d’agir. Accord après question. **6.** Ses anses facilitent la prise en main. Indice au labo. **7.** Plat de terre et de légumes. Opéra de Monteverdi. **8.** Capitale pour les Plantagenêts. Du bleu dans les champs. **9.** Base de lancement. Mécènes italiens. **10.** Attaqua par en dessous. Petite enclume du dinandier. **11.** Donne de beaux ponts. Qui apporte de belles couleurs. **12.** Dérange le bon fonctionnement du système.

## SUDOKU

N°26-060

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 1 | 8 | 6 | 9 | 4 | 5 | 2 | 7 |
| 6 | 9 | 2 | 5 | 8 | 7 | 1 | 3 | 4 |
| 7 | 4 | 5 | 2 | 1 | 3 | 6 | 9 | 8 |
| 2 | 8 | 3 | 4 | 6 | 5 | 7 | 1 | 9 |
| 4 | 6 | 1 | 7 | 3 | 9 | 8 | 5 | 2 |
| 9 | 5 | 7 | 8 | 2 | 1 | 3 | 4 | 6 |
| 8 | 2 | 9 | 1 | 5 | 6 | 4 | 7 | 3 |
| 1 | 3 | 4 | 9 | 7 | 8 | 2 | 6 | 5 |
| 5 | 7 | 6 | 3 | 4 | 2 | 9 | 8 | 1 |

### Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

**Rédaction** 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

**Abonnements** par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d’un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l’étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

**Courrier des lecteurs**  
Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

**Internet** : site d’information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ; Emploi : [www.talents.fr/](http://www.talents.fr/)

**Collection** : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40  
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

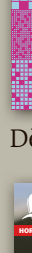
Directrice générale  
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE  
67-69, avenue  
Pierre-Mendès-France  
75013 PARIS  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26

L’imprimerie, 79, rue de Roissy,  
93290 Tremblay-en-France  
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.  
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eutrophisation : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier





en vente  
actuellement



En kiosque



Dès mercredi 11 mars



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série

**Collection**

MYTHES ET LÉGENDES  
DU **JAPON**



Actuellement en vente,  
le volume n° 6  
**LA YÔKAI YUKI-ONNA  
FILLE DES NEIGES**

**Nos services**

**Lecteurs**

 Abonnements  
 Sur [abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)  
 Par tél. au 03 28 25 71 71  
 (prix d'un appel local) du lundi au  
 vendredi, de 9 heures à 19 heures, et  
 le samedi, de 9 heures à 17 heures.

 Le Carnet du Monde  
[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS  
DOCUMENTS CONFIDENTIELS

[www.sourcesure.eu](http://www.sourcesure.eu)



**Le Monde**  
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire  
parvenir vos textes**

**soit par e-mail :**  
**carnet@mpublicite.fr**  
*(en précisant impérativement  
votre numéro de téléphone  
et votre éventuel numéro  
d'abonné ou de membre  
de la SDL)*

**soit sur le site :**  
**<https://carnet.lemonde.fr>**

**L'équipe du Carnet  
reviendra vers vous  
dans les meilleurs délais  
pour vous confirmer  
la parution.**

✉ **[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)**  
**<https://carnet.lemonde.fr>**

**AU CARNET DU «MONDE»**

**Décès**

Paris.

M<sup>me</sup> Laurence Adler-Bentolila,  
son épouse,  
Stéphane, Isabelle, Marianne et Inès,  
ses enfants,  
Victor, Gabriel, Chloé, Noémi, Alice,  
Aymie, Axel et Pablo,  
ses petits-enfants,  
Martine, Philippe et Luc,  
ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès  
de

**Marc BEN TOLILA,**  
chevalier  
de l'ordre national du Mérite,  
ancien directeur de la CNMCCA,

survenu le 7 mars 2026, à Meudon, à  
l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La crémation aura lieu au cimetière  
du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>, le 14 mars,  
à 10 h 30, en la salle du crématorium,  
puis continuera en famille au 17, rue  
Varet, Paris 15<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Contact :  
laurence.adler-bentolila@orange.fr

Toulouse. Paris. Beyrouth.

Layla et Salim,  
ses enfants,

ont la douleur de faire part de la  
disparition de

**Martine BESSIERE,**  
dite **BEHL HÉLAVY,**

survenue le 7 mars 2026,  
à Quint-Fonsegevires,  
à l'âge de soixante-seize ans,  
libre, sans jamais ni dieu ni maître.

Une cérémonie aura lieu le 12 mars,  
à 10 heures, au Nouveau cimetière de  
Castanet-Tolosan.

Au lieu de fleurs, seront préférés  
des dons à une association en lien  
avec ses luttes, Médecins sans  
frontières ou l'Association France  
Palestine Solidarité.

**Secrétariat éditoriale du « Monde » SA**  
**Président du directoire, directeur de la publication**  
 Louis Dreyfus  
**Président du « Monde », directeur délégué de la publication,**  
**membre du directoire Jérôme Fenoglio**  
**Directrice de la rédaction Caroline Monnot**  
**Directrice adjointe de la rédaction**  
 Grégoire Allix, Marylene Baumann, Frédéric Brossard,  
 Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallier, Anne Delcambe,  
 Anne Evranga, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,  
 Cécile Pterla  
**Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann**  
**Directrice déléguée au développement des services**  
 abonnés Françoise Tovo  
**Directeur délégué aux relations avec les lecteurs**  
 Gilles van Rode  
**Rédaction en chef** Laurent Borredon, Emmanuel Davidenko  
 (évenements), Jérôme Gauthier, Michel Gurner, Nicolas  
 Jimenex (photographies), Sabine Ledoux (cheffe de dienst)  
 Jean Salles (débats et idées)  
**Direction artistique** Emmanuel Laparra  
**Infographie** Delphine Papin  
**Directrice des ressources humaines du groupe** Emille Conto  
**Secrétaire général de la rédaction** Sébastien Gargano  
**Conseil de surveillance** Anne Sylla-Walbaum, présidente,  
 Gilles Paris, vice-président

M<sup>me</sup> Pierre Daridan,  
née Antoinette von Ivády,  
son épouse,  
Hervé Daridan, Antoine et Clotilde  
Daridan, Marie-Laure et Jean-Baptiste  
Chavanne,  
ses enfants,  
Pauline et Iris Seguido, Pierre et  
Lucie Daridan, Amélie Daridan, Alian  
Daridan,  
ses petits-enfants,  
Angèles, Jules, Louise et William,  
ses arrière-petits-enfants,  
Dominique Daridan,  
son frère,  
András et Isabella von Ivády,  
Catherine Daridan, Myra Daridan,  
ses beau-frère et belles-sœurs,  
Ses neveux et nièces,  
ont la tristesse de faire part du décès  
de

**Pierre DARIDAN,**  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix du combattant,

survenu le 5 mars 2026, dans sa  
quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 13 mars, à 14 h 30, en la  
collégiale Saint-Martin de Trôo (Loir-  
et-Cher), suivie de l'inhumation dans  
le caveau familial.

60, rue Boissière,  
75116 Paris.

Georges-Arthur Goldschmidt

a la tristesse d'annoncer le décès de sa bien-aimée épouse

**Lucienne GOLDSCHMIDT,**  
née JEOFROY,

décédée le 1<sup>er</sup> mars 2026, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Ses petits-enfants, Thomas, Camille, Maxime, ses proches et ses amis s'associent à sa peine.

Un culte d'adieu se tiendra au Temple du Foyer de l'âme, 7 bis, rue du Pasteur Wagner, Paris 11<sup>e</sup>, le 13 mars, à 14 heures.

M<sup>me</sup> Micheline de Guilhaermier,  
son épouse,  
Philippe, Françoise, Michel, Henri,  
Jérôme et Rémi,  
ses enfants,  
leurs époux et épouses, Bernard,  
Cécile et Lucinda,  
Florie, Grégoire, Hubert, Adèle,  
Léonore, Lilly Lou, Lisa Rose, Aurélie,  
Octavie, Simon, Pauline, Charlotte,  
Eliott, Oscar et Eloïse,  
ses petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès  
de

**Paul de GUILHERMIER,**  
survenu à Paris, dans sa quatre-  
vingt-quinzième année, le 1<sup>er</sup> mars  
2026.

Ses obsèques auront lieu dans la  
plus stricte intimité familiale, à  
Gordes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Simone Jehel,  
son épouse,  
Sophie Jehel, Louis Jehel, Pierre-  
Jérôme Jehel,  
ses enfants,

ont la très grande tristesse de faire  
part du décès de

**Georges JEHEL,**  
historien médiéviste,  
professeur émérite  
des Universités,

survenu le 5 mars 2026.

Contact : famille.jehel@gmail.com

Versailles. Bregenz. Édimbourg.

Michelle Lacore,  
son épouse,  
Jeanne-Cécile et Emmanuelle,  
ses filles,  
Matthias Noack et Anthony Martin,  
ses gendres,  
Judith et Lukas Boehm, Juliette  
Martin et Leesa Brown, Matthieu  
Martin,  
ses petits-enfants,  
Caroline Boehm,  
son arrière-petite-fille,  
Ses beaux-frères et belles-sœurs,  
Étienne Zeller et Jean Reymond,  
ses frères d'élection  
et leurs épouses,  
Ses neveux et nièces,  
Ses cousins et cousines,  
Tous ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès,  
à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

**Jean-Paul LACORE,**

survenu à son domicile le 2 mars 2026.

Les obsèques seront célébrées le  
vendredi 13 mars, en l'église Sainte-  
Élisabeth, à Versailles, à 15 heures.

Il sera inhumé au crématorium de  
Clamart, le 14 mars, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Plutôt des  
donos en faveur des soins palliatifs.

La famille tient à remercier les  
aides-soignantes et aides-soignants,  
infirmières et infirmiers de la  
fondation Santé Service de l'HAD,  
ainsi que les libéraux associés.

M<sup>me</sup> Odile Lecasble,  
son épouse  
Et toute sa famille,

font part du décès, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, de

**M. Louis LECASBLE,**

survenu le 3 mars 2026.

Les Andelys l'ont vu naître, Dien  
Biên Phù ne l'a pas gardé, Allevard  
l'a reposé, Nantes l'a accueilli et l'a  
gardé.

*« Vivre dans le cœur de ceux qu'on  
quitte, c'est ne jamais mourir. »*  
Thomas Campbell.

Élisabeth,  
son épouse,  
Véronique et Cécile,  
ses filles,  
Jacques et Stéphane,  
ses gendres,  
Michaël, Marie, Nicolas, Thibaut,  
Camille,  
ses petits-enfants,  
Aria, Romy, Alicia et Margot,  
ses arrière-petites-filles,  
Jacqueline,  
sa sœur,  
Françoise,  
sa belle-sœur,  
Ses neveux et nièces,  
Ses cousins  
Et toute sa famille,

**Roland MASSE,**  
docteur vétérinaire,  
chercheur et expert pour le CEA,  
ancien président de l'OPRI,  
membre fondateur  
de l'Académie des technologies,  
membre correspondant  
de l'Académie de médecine,  
officier de l'ordre  
des Palmes académiques,

survenu le 6 mars 2026, à Auxerre, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 12 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Eusèbe d'Auxerre.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Maligny (Yonne), à 16 h 30.

**Qu**

(prix de vente

**INCLUS DANS L'ABONNEMENT**



- ✓ Le journal et ses suppléments
- ✓ Tous les contenus du *Monde*

**Abonnez-vous**

**À compléter et à retourner**

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** pour **6 mois** pour **169€**\* (au lieu de 637€) et, pour le jeu immersif de la Bibliothèque

➤ **6 quotidiens**

+ « **M le magazine du Monde** »

+ **tous les contenus sur le site**

**Je règle par :**

- ☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société
- ☐ Carte bancaire (paiement sécurisé)  
le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local de 9 heures à 19 heures, et le samedi)

[illegible]

Viviane, Varda,  
son épouse,  
Stéphane et Frédérique,  
ses filles,  
Maxence,  
son gendre,  
Constance et Marguerite, Emmanuel,  
Louis, Laure, Raphaël,  
ses petits-enfants,  
Balthazar,  
son arrière-petit-fils  
Et toute sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès  
de

**Jean Varda,**  
HEC 56,

survenu le 8 mars 2026, à l'âge de  
quatre-vingt-douze ans.

La crémation se déroulera  
dans l'intimité familiale, ainsi que  
l'inhumation au cimetière de  
Roquebrune-Cap-Martin.

Une cérémonie religieuse aura  
lieu le vendredi 13 mars, à 15 h 30, en  
l'Eglise réformée d'Auteuil, 53, rue  
Erlanger, Paris 16<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille

a la tristesse d'annoncer le décès de

**Jean-Jacques WOLINSKI,**  
agréé d'histoire et de géographie

survenu le 26 mars 2026, à Nanterre.

La cérémonie aura lieu le vendredi 13 mars, à 17 heures, au funérarium de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Une commémoration aura lieu le mardi 31 mars, à 11 h 30, au crématorium de Rouen.

famille.wolinski@orange.fr

**Souvenirs**

Paris. Seychelles. Saint-Cézaire.

Il y a trente ans, décédait

**Christophe CAMPENS,**  
producteur à RFI.

Son souvenir nous accompagne au quotidien.

Il y a dix ans, disparaissait

**Claude ESTIER,**  
résistant,  
journaliste, écrivain,  
homme politique.

**Stage**

**Envie d'écrire ?**  
Participez à un atelier d'écriture  
pour jouer avec les mots, inventer  
des personnages, des histoires...  
Tél. : 06 60 68 54 50.

**Prix**

**Prix de la Découverte poétique**  
**Simone de Carfort**

Fondation  
Frédéric et Simone de Carfort  
sous l'égide de  
la Fondation de France.  
Ce prix adossé  
à la Maison de Poésie  
a pour objet de découvrir  
un poète d'expression française  
inconnu ou méconnu.  
Il est doté de 5000 €.

**Règlement complet sur demande**  
maisondepoesieparis@laposte.net  
ou sur le site  
<https://www.lamaisondepoesie.fr>

**Prix de thèse**

**Prix Pierre Bouvier**  
pour la Socio-Anthropologie

L'association Socio-anthropologie  
en perspective et la revue Socio-  
Anthropologie décernent un prix  
destiné à distinguer une thèse  
soutenue en 2025 qui apporte  
une contribution à cette approche  
en sciences sociales.  
Le montant du prix est fixé à 1 500 €.

Les candidatures doivent être reçues  
**avant le 30 mars 2026.**

Pour information concernant  
toutes les modalités, consulter  
[https://journals.openedition.org/  
socio-anthropologie/12929](https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/12929)

**Appel à dons et legs**

Découvrez  
**l'Académie des Inscriptions**  
et **Belles-Lettres**  
et ses missions  
en consultant son site  
[www.aibl.fr](http://www.aibl.fr)  
et faites un don  
pour soutenir ses actions.

# Le Monde

Abonnement

## Quotidien + numérique

637€

(prix de vente au numéro)

**169€**

**pour 6 mois**

**INCLUS DANS L'ABONNEMENT**

- ✓ Le journal et ses suppléments livrés chaque jour chez vous
- ✓ Tous les contenus du Monde sur le site et les applications

**MAZARIN**  
ET LES GARDIENS  
DU SECRET

**EN CADEAU**

Un laissez-passer pour le jeu immersif de la Bibliothèque nationale de France : Mazarin et les Gardiens du secret

Abonnez-vous en ligne sur : [abo.lemonde.fr/quotidien6MZ](http://abo.lemonde.fr/quotidien6MZ)

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

252EMQAD6MMAZARIN

**À compléter et à renvoyer à :** Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

---

J'e m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du Monde pendant  
**6 mois pour 169€\*** (au lieu de 637€) et je bénéficie d'un laissez-passer  
pour le jeu immersif de la Bibliothèque nationale de France.

➤ **6 quotidiens**  
+ « M le magazine du Monde »  
+ tous les contenus sur le site et les applications

**Je règle par :**

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde

☐ Carte bancaire (paiement sécurisé) en appelant  
le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local), du lundi au vendredi,  
de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

@\_\_\_\_\_

☐ Je souhaite être informé par voie numérique des offres du Monde

☐ Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du Monde

Tél. : \_\_\_\_\_





Louis Vuitton. AURÉLIEN MORISSARD/AP



Jean Paul Gaultier. YANNIS VLAMOS



Miu Miu. JULIEN DE ROSA/AFP

## Un clin d'œil aux Années folles

À LA FASHION WEEK parisienne automne-hiver 2026-2027, qui s'est terminée mardi 10 mars, les designers ont fait un bond de cent ans dans le passé.

Le défilé Lacoste a lieu dans le stade Roland-Garros, presque entièrement bâché. «J'ai pris pour inspiration ce moment où le match doit être reporté à cause de la pluie. Lors de la Coupe Davis de 1923, à Deauville [Calvados], René Lacoste avait dû attendre quarante-huit heures avant de pouvoir reprendre la partie», raconte la directrice artistique Pelagia Kolotouros.

Les mannequins aux cheveux humides enfilent des vestes fluides aux teintes anthracite ou hémoglobine, de beaux imperméables sable (une collaboration avec Mackintosh), des costumes sobres par-dessus des vestes techniques encapuchonnées, des ponchos ou des manteaux en Nylon translucide pour protéger leurs tee-shirts de tournoi vintage.

Si les accessoires restent le point faible, la silhouette, large, a de l' allure. «Je me suis autorisée [à créer] de grands polos rayés années 1980, époque où je passais mon temps sur une aire de jeux à New York, dans le Queens, dit en souriant Pelagia Kolotouros. Mais René Lacoste demeure le personnage principal : je veux conserver la taille basse, tombante, des années 1920, où il a percé.»

### Perles et pampilles

Cette silhouette à la taille abaissée se retrouve également cette saison chez Chanel ou encore chez Lanvin. Dans la galerie de géologie et de minéralogie du Jardin des plantes, Peter Copping poursuit ses variations sur le «chic ultime», expression qu'employa la fondatrice, Jeanne Lanvin (1867-1946), et que le Britannique veut tenir pour fil rouge.

Sur leur trente-et-un, une soixantaine d'élégantes, allergiques au pantalon, semblent prêtes pour sortir dîner ou mondanser à l'opéra, en longs manteaux croisés à beaux lainages et effet croco, gants de cuir ou robes couvrantes drapées, florales, surmontées d'une cape, brodées de perles et de pampilles...

L'entre-deux-guerres, durant laquelle Lanvin triomphait, se fait sentir dans les jeux de mouvement et les franges charleston, dans l'orientalisme exprimé par un fourreau ajouré façon moucharabieh, dans l'Art déco perceptible au travers des coupes nettes et des motifs géométriques. Avec cette collection de bon aloi, Peter Copping ne démentirait pas. Mais il gagnerait à équilibrer davantage ces emprunts : l'inconvénient de ranimer les années 1920, c'est le risque d'exhaler un parfum un peu suranné.

Chez Gabriela Hearst, l'inspiration de l'époque concerne moins le style que l'histoire. La créatrice uruguayenne s'est concentrée sur Eglantyne Jebb (1876-1928), une philanthrope britannique qui fonda l'association caritative Save the Children (avec laquelle Gabriela Hearst collabore depuis sept ans) et qui consacra sa vie à la défense des enfants. «Dans une période de conflits comme celle que nous traversons, cela me paraît plus important que jamais d'évoquer ce sujet», explique la designer.

La garde-robe de l'Anglaise lui a donné l'idée de longues robes en dentelle de cachemire volantes sur les épaules, de blouses en georgette de soie imprimées, de trenchs ou de blousons aviateur en cuir surmontés de peaux de castor vintage, de costumes en laine décontractés et de pantalons militaires en denim japonais recyclé. Un vestiaire oscillant entre féminin et masculin, parfois un peu disparate, mais qui ne manque pas de grâce. ■

E. V. B. ET V. PÉ.

# Matières à penser

Avec les défilés de Louis Vuitton, de Jean Paul Gaultier et de Miu Miu, c'est sur une note plus conceptuelle que s'est achevée la fashion week de Paris automne-hiver 2026-2027

La fashion week parisienne automne-hiver 2026-2027 s'achève sans qu'aucune tendance dominante se dégage. Elle a commencé le 2 mars en développant un vocabulaire plutôt chic et sexy (Saint Laurent, Tom Ford, Balmain), puis a proposé des vestiaires épuré (Carven), vintage (Chloé), vitaminé (Loewe), cavalier (Hermès)... avant de se terminer, mardi 10 mars, sur une note plus conceptuelle.

Depuis qu'il est arrivé chez Louis Vuitton, en 2013, Nicolas Ghesquière se sert du défilé comme d'un laboratoire de mode. Dans la cour Carrée du Louvre, il a fait construire une structure abritant un paysage entre l'aire de jeu et la forêt. Le podium serpente à travers des monticules irréguliers et pointus recouverts de mousse, imaginés avec le chef décorateur Jeremy Hindle. Un paysage plutôt abstrait, censé symboliser le parcours de Louis Vuitton (1821-1892), depuis son enfance dans le Jura jusqu'à son arrivée à Paris, où il fonda la marque, en 1854.

«Je voulais montrer que la nature est la plus grande créatrice. Il ne s'agit pas de l'imiter, mais de la sublimer», assure Nicolas Ghesquière. Pas de risque d'interprétation littérale avec ce décor ni avec les vêtements, généralement situés dans une gamme chromatique entre le noir et le blanc. Les mannequins portent des capes velues aux épaules surdimensionnées, des salopettes larges et fluides ornées de pompons poilus, des pulls-

«Proposer une mode qui ne met pas tout le monde à l'aise, c'est en quelque sorte mon travail»

DURAN LANTINK  
designer de Jean Paul Gaultier

chaussette duveteux au col gonflé comme un coussin de voyage, des ensembles aux volumes géométriques en patchworks de carreaux, etc. Les quelques rares looks plus colorés servent à mettre en valeur des tableaux animaliers du peintre ukrainien Nazar Streliaev-Nazarko, reproduits sur les habits.

«Il y a des loups, des lapins, des moutons et des belettes dans cette collection», s'amuse Nicolas Ghesquière, qui a aussi travaillé autour de la notion de folklore. Il a essayé de synthétiser l'essence de tenues traditionnelles du monde entier, se méfiant à raison de toute référence à une culture en particulier pour éviter les accusations d'appropriation. La gymnastique intellectuelle est intéressante, la réalisation déroutante : on reconnaît bien le style de Nicolas Ghesquière chez Vuitton.

Miuccia Prada est aussi une créatrice de mode qui conceptualise volontiers

son travail. Pour Miu Miu, cette saison, elle s'intéresse à la «petitesse du corps», au contraste «entre l'être humain et l'immensité du monde». Cette réflexion saute-t-elle aux yeux des invités du défilé ? Pas tellement, même si la scénographie déployée dans le Palais d'Iéna (de la mousse au sol, des murs tendus de soie fleurie) est censée symboliser la «grandeur» à laquelle les frères humains se retrouvent confrontés.

L'Italienne a choisi un casting éclectique de mannequins, actrices, musiciens et artistes – pas forcément jeunes – pour incarner un vestiaire très simple, soulignant que les vêtements sont moins importants que celles qui les portent. Minirobes droites dotées d'un simple nœud, vestes et jupes en popeline de coton, blouson et pantalon en cuir froissé, manteau en fourrure sans autre vêtement visible en dessous... L'ensemble est presque austère, s'il n'y avait ces claquettes ornées de pierres colorées ou des broderies scintillantes sur des nuisettes transparentes.

Par son subtil détournement des formes, ses jeux sur les proportions et sur les matières, la collection échappe à la facilité. Mais elle manque d'éléments qui la rattachent au monde de Miu Miu, une griffe censée tenir une ligne mignonne et sucrée qui la distingue de sa grande sœur, la cérébrale Prada.

La première collection de Duran Lantink pour Jean Paul Gaultier, présentée en

octobre 2025, avait été aussi rejetée par les critiques de mode (lui reprochant de caricaturer l'esprit du fondateur) que virale sur Instagram, notamment grâce à la nudité d'un homme velu, frontalement imprimée sur une combinaison en trompe-l'œil. «Proposer une mode qui ne met pas tout le monde à l'aise, c'est en quelque sorte mon travail, rétorque l'intéressé. Nous vivons dans une époque plus conservatrice que les années 1980, quand Jean Paul triomphait. Mais Gaultier, à mon sens, signifie expérimenter et s'amuser.»

### Sous-vêtements en velours

Pour son deuxième essai, le Néerlandais parvient à mieux doser ses effets. Il persiste dans la combinaison en trompe-l'œil (cette fois, une marionnette de bois en clin d'œil à la collection de l'automne-hiver 2004-2005), la fantaisie architecturée (vestes aux revers acérés, robes aux hanches en pointe, tops boudinés), le masculin-féminin (manteau-cravate, cow-girls en chapeau western), le sens-dessus-dessous (les sous-vêtements en velours sur un pantalon moulant).

«Nous avons beaucoup parlé avec Jean Paul, lors de nos déjeuners mensuels, de cinéma, de films noirs, de Charlotte Rampling ou de Mad Max. Tout cela m'a poussé à penser davantage la collection en termes de personnages : la dominatrice, la détective, la skieuse...» Donnant l'impression de zapper d'un film à l'autre, l'ensemble est disparate, mais réserve de vraies réussites, comme ces robes structurées et graphiques dont les drapés ondoient gracieusement, et des surprises, tel ce fourreau dont l'imprimé figure Marlene Dietrich, une cigarette à la main, et qui diffuse mystérieusement de la fumée dans son sillage. Duran Lantink, qui se frottera bientôt à l'exercice de la haute couture, montre qu'il n'est pas une erreur de casting. ■

ELVIRE VON BARDELEBEN  
ET VALENTIN PÉREZ



# Municipales : comment la gauche a évolué sur la sécurité locale

Bien des candidats de gauche prônent sans détour un renforcement des polices municipales, ainsi qu'un élargissement de leurs prérogatives. La rupture est majeure, tant ce parti pris était jusque-là revendiqué par la droite

**J**e suis très opposée à la mise en place d'une police municipale ! » En 2013, au micro d'Europe 1, Anne Hidalgo, alors candidate socialiste à la Mairie de Paris, se montrait claire et ferme. Pourtant, six ans plus tard, en janvier 2019, l'édile de la capitale clamait l'inverse : *« Il est temps de franchir le pas et de créer une police municipale à Paris. »* Celle-ci verra le jour en 2021.

Paris est loin d'être un cas isolé. En quelques années, la gauche a changé de ton sur la sécurité locale. Brest (Finistère), la seule commune de plus de 100 000 habitants à être dépourvue de police municipale, est en passe de s'en doter. Le socialiste François Cuillandre, maire de la ville depuis 2001, s'y était jusqu'ici refusé, mais il a promis d'en instaurer une s'il est réélu.

Certains élus de gauche vont plus loin. Le maire écologiste de Bordeaux, Pierre Hurmic, a décidé en novembre 2024 de doter une partie des policiers municipaux d'armes à feu. *« Ce n'est pas un engagement que j'avais pris pendant la campagne électorale »,* a reconnu l'édile en juillet 2025, qui plaide le pragmatisme. Autre mesure du Bordelais : le doublement du parc de caméras de surveillance. Cela constitue une vraie volte-face sécuritaire.

Si la cheffe de file des députés « insoumis », Mathilde Panot, a affirmé en juillet 2025, sur BFM-TV, vouloir désarmer la police municipale et supprimer les caméras de vidéosurveillance dans les villes que son parti conquerrait, les candidats investis par La France insoumise se montrent, eux, plus nuancés. A Roubaix, par exemple, le député du Nord et aspirant maire, David Guiraud, ne souhaite pas désarmer la police municipale.

Comment expliquer de tels revirements ? Historiquement réservée sur les questions de sécurité, la gauche a vu évoluer sa doctrine à partir de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, avec un accent mis au plan local sur la proximité.

## NOUVELLE DOCTRINE

Les polices municipales, dont l'existence, sous différentes formes, remontait au Moyen Âge, avaient été étiées sous le régime de Vichy, farouchement hostile aux pouvoirs locaux, par la loi Darlan du 23 avril 1941. A la Libération, la police d'Etat centralisée était demeurée la règle, perçue comme un gage de modernité et de rationalisation de l'action publique. *« C'est à partir de la fin des années 1970 que les polices municipales se développent à nouveau, principalement dans des villes dirigées par la droite, d'abord dans les secteurs touristiques et littoraux du sud de la France »,* précise Virginie Malochet, sociologue à l'Institut Paris Région. Comme le souligne, en 1977, un comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance présidé par le garde des sceaux de l'époque, Alain Peyrefitte, la police nationale s'était, en effet, éloignée du terrain et du contact avec la population.

Si la droite s'empare du thème de l'insécurité, la gauche, elle, investit plus timidement ce terrain. En 1982, c'est néanmoins le député socialiste et

maire d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), Gilbert Bonnemaïson, qui préside la commission des maires sur la sécurité, à l'origine d'un rapport intitulé « Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité ».

Le véritable tournant remonte à la fin des années 1990, au moment de la troisième cohabitation. *« En 1997, le socialiste Lionel Jospin devient le premier ministre du président Jacques Chirac, à la tête d'une majorité de "gauche plurielle", rappelle le politiste Mathieu Zagrodzki, chercheur associé au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales. Le Parti socialiste a alors besoin d'une ligne identifiable sur la sécurité, pour ne pas laisser le sujet à la droite. »* « Il n'y a pas de liberté possible sans la sécurité », affirme Lionel Jospin, en octobre de la même année, lors du colloque de Villepinte (Seine-Saint-Denis), où sont annoncées des mesures pour combattre l'insécurité et la violence urbaine.

En 1998, son ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, lance la « police de proximité », par décrets et circulaires. Cette nouvelle doctrine d'emploi de la police nationale est alors qualifiée de « révolution culturelle ». *« La police de proximité privilégie la prévention et la médiation, analyse Mathieu Zagrodzki. Elle repose sur une présence accrue sur le terrain, par l'ilotage et des partenariats de sécurité avec les maires. »*

La gauche complète sa doctrine en encadrant le rôle des polices municipales. La loi du 15 avril 1999 institue un code de déontologie, une formation continue, des règles d'habilitation, définit des conventions de coopération avec les forces de l'Etat et élargit les prérogatives des policiers en matière de verbalisation et de contravention. Mais *« Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement se montrant méfiants à l'idée d'une trop grande décentralisation des politiques de sécurité »,* comme le souligne le politiste Adrien Mével, associé au laboratoire Arènes, la loi de 1999 borne les pouvoirs répressifs des polices municipales au domaine routier et au champ des contraventions.

L'objectif est d'assurer une complé-

mentarité entre police nationale et police municipale, toujours autour du même mot d'ordre : la proximité. La circulaire adressée par le ministre de l'intérieur aux préfets précise ainsi que *« les agents de police municipale participent, en complément des forces de sécurité de l'Etat, à [la] police de proximité ».*

Cette doctrine aura à peine le temps d'être instaurée, car le vent tourne politiquement. Aux municipales de 2001, de nombreuses villes basculent de la gauche vers la droite. *« Concrètement, les candidats de droite font alors campagne sur la "montée de l'insécurité" et proposent en retour de développer une police municipale plus offensive ainsi que d'implanter la vidéosurveillance »,* écrit le sociologue Laurent Mucchielli en 2017, dans la revue *Déviance et société*.

## PRESSIONS CONVERGENTES

L'année suivante, la droite revient au pouvoir à l'échelle nationale, avec la réélection de Jacques Chirac à la présidence de la République, dans un contexte similaire. En 2002-2003, sous le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, le nouveau ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, enterre la police de proximité, jugée angéliste et laxiste ; le locataire de la Place Beauvau privilégie, au contraire, la répression et une politique du chiffre.

Si la police de proximité est alors tuée dans l'œuf, elle devient néanmoins un marqueur politique régulièrement réactivé à gauche, sans jamais être pleinement rétablie. En 2012, le candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande, promet d'instaurer une « nouvelle sécurité de proximité ». Dès son arrivée à Matignon en 2014, Manuel Valls écarte toutefois explicitement le retour à la police de proximité au sens du dispositif Jospin, notamment *« pour des raisons de coûts ».* Elu président en 2017, Emmanuel Macron lance pour sa part une « police de sécurité du quotidien », destinée à être plus présente dans les quartiers. Lui aussi prend soin de préciser que cette réforme *« n'est pas le retour à la police de proximité ».*

Si l'idée d'une police de proximité nationale est abandonnée et fait office de contre-modèle pour la droite, elle reste revendiquée au niveau local par les maires de tous bords et par les policiers municipaux eux-mêmes, explique Adrien Mével. Cependant, les élus de droite et de gauche n'attribuent pas – en général – la même définition au terme « proximité ».

*« Pour les élus de droite, analyse le politiste, l'enjeu est moins de s'ouvrir à la population que de saturer le territoire : davantage de flagrants délits, davantage d'interpellations... Pour les élus de gauche, il s'agit avant tout d'être disponibles pour les habitants : accueillir du public, assurer une présence par des pa-*

*trouilles pédestres, favoriser la médiation et la résolution infrajudiciaire des conflits. »* En schématisant, analyse Mathieu Zagrodzki, les maires de gauche cherchent à rendre les polices municipales « complémentaires » de la police nationale, là où les maires de droite cherchent à en faire des « polices nationales bis ». Dès les années 1990, des villes de droite comme Nice ou Cannes (Alpes-Maritimes) se calquent sur ce second modèle.

Cette dichotomie est cependant de moins en moins opérante. *« Une tendance de fond se dessine ces dernières années, analyse Virginie Malochet : celle d'une inflexion sécuritaire au niveau local, quelle que soit la couleur politique des maires. Les polices municipales se renforcent globalement, en termes d'effectifs, d'armement, etc. »* De fait, le nombre de policiers municipaux est passé de près de 20 000 en 2013 à environ 28 000 en 2023 ; leur équipement en armes létales a grimpé de 38 % des effectifs en 2012 à 58 % en 2023. Un audit de l'Institut Montaigne, dévoilé le 4 mars par France Inter et *Le Parisien*, révèle une forte hausse des dépenses de sécurité dans les programmes de nombreux candidats aux municipales de 2026.

Et ce, sous l'effet de pressions convergentes : la demande des administrés, celle des policiers municipaux, mais aussi celle de l'Etat, que beaucoup d'élus locaux accusent de se désengager. La vague de violences urbaines dans les banlieues en 2005, comme les attentats de 2015 ont, en outre, contribué à politiser les enjeux de sécurité. Il y a aussi un « effet cliquet », précise le politiste Adrien Mével : une fois qu'un renforcement est acté, il tend à perdurer, même en cas d'alternance politique.

La situation pourrait encore évoluer avec la modification du cadre législatif. Le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, a, en effet, déposé un projet de loi, adopté le 10 février en première lecture au Sénat, qui élargirait les pouvoirs des policiers municipaux : il leur permettrait de réprimer une quinzaine de délits, dont la vente à la sauvette, le vol, les graffitis, la conduite sans permis, l'« occupation illicite de hall d'immeuble », l'usage de stupéfiants ou encore l'outrage sexiste ou sexuel aggravé. Le tout en étant dotés de moyens de surveillance supplémentaires comme, à titre expérimental, des drones.

*« La sécurité doit être un combat de la gauche »,* écrit Nicolas Nordman, adjoint à la maire de Paris, dans un livre fraîchement publié, *La Gauche et la sécurité. Pour en finir avec le populisme* (L'Aube, 152 pages, 16 euros). Il y a du pain sur la planche, tant, en la matière et dans le contexte actuel, la gauche n'a plus ni boussole ni doctrine claire. ■

ARIANE FERRAND

LA POLICE DE PROXIMITÉ,  
INSTAURÉE SOUS JOSPIN,  
TUÉE DANS L'ŒUF PAR  
SARKOZY, DEVIENT UN  
MARQUEUR POLITIQUE  
RÉGULIÈREMENT RÉACTIVÉ  
À GAUCHE, SANS JAMAIS  
ÊTRE RÉTABLIE



# Laure de Roucy-Rochegonde

## L'IA militaire marginalise la prise de décision humaine

Sur les terrains de guerre, la succession des actions menées par l'intelligence artificielle rend les opérations trop rapides pour être saisies par l'esprit humain, s'alarme la politiste

La guerre en Iran inaugure une ère de bombardements pilotés par l'intelligence artificielle plus rapides que la vitesse de la pensée», estimait un article du *Guardian* daté du 3 mars au sujet de l'opération «Fureur épique», lancée le 28 février par les Etats-Unis et Israël contre la République islamique d'Iran. Ne serait-ce qu'au cours des douze premières heures de l'offensive, Washington et Tel-Aviv ont mené 900 frappes contre des objectifs iraniens, provoquant notamment la mort d'Ali Khamenei. Ce déluge de feu à une cadence extrêmement élevée – plus d'une frappe par minute – n'est pas sans rappeler celui qui a déferlé sur Gaza après le début de l'opération «Epées de fer» en octobre 2023.

Or, le magazine d'investigation israélien *+972* a depuis relaté la manière dont des programmes d'intelligence artificielle (IA) avaient servi de véritables «*usines à cibles*», permettant à l'armée israélienne de multiplier ses capacités de ciblage. Dans le cas iranien, le *Wall Street Journal* a révélé, dès les premières heures du conflit, que Claude, le modèle d'IA générative d'Anthropic, pourtant fraîchement banni du Pentagone, avait été utilisé par l'armée américaine pour plani-

fier l'attaque lancée le 28 février. Pour comprendre ce que le recours à des techniques d'IA apporte dans une opération comme celle-ci, il faut d'abord rappeler les étapes du ciblage.

Avant d'être frappée, une cible doit être localisée et suivie, puis son importance évaluée, son environnement déterminé – pour estimer le risque de dommage collatéral – avant qu'un certain type d'arme et de vecteur ne soient sélectionnés et, finalement, employés. C'est pour accélérer ce processus – allant de l'identification de la cible à l'approbation légale et au lancement de la frappe, appelé «*kill chain*» – que Claude aurait été utilisé, aux côtés d'outils fournis par d'autres acteurs du secteur, Palantir en tête.

Les techniques d'IA réduisent ainsi considérablement le délai entre la collecte d'informations, l'analyse, la décision et l'action militaire permettant, concrètement, de frapper un plus grand nombre de cibles, plus vite, à moindres frais et avec l'apparence d'une justification rationnelle. Toutefois, comme le pressentait, dès 2009, le politiste Armin Krishnan, ces avancées technologiques risquent de rendre la guerre «*inhumainement efficace*». La rapidité et l'ampleur du recours à l'IA dans la planification et

la conduite des opérations font en effet craindre une marginalisation de la prise de décision humaine.

L'accélération du rythme de la guerre conjugée au «déluge» de données généré par l'arsenalisation de l'IA altèrent la capacité de jugement humain, les opérations devenant trop rapides pour être pleinement comprises. Dans ces conditions, l'opérateur n'est plus en mesure de saisir et de maîtriser le fonctionnement du système, ni d'appréhender pleine-

LES TECHNIQUES D'IA RÉDUISENT CONSIDÉRABLEMENT LE DÉLAI ENTRE LA COLLECTE D'INFORMATIONS, L'ANALYSE ET L'ACTION MILITAIRE

ment l'environnement dans lequel celui-ci est déployé. Les militaires chargés de décider d'une frappe peuvent donc se sentir éloignés et déresponsabilisés de ses conséquences, puisque l'analyse et la réflexion sont réalisées par la machine.

L'expérience israélienne est, de ce point de vue, édifiante. Selon Meron Rapoport, du média israélien *Local Call* – qui a enquêté avec *+972* sur le recours à l'IA par l'armée israélienne –, la phase de vérification humaine des cibles se révèle extrêmement courte, parfois de l'ordre d'une vingtaine de secondes. Une telle pression temporelle incite à seulement entériner les propositions de la machine.

A cela s'ajoute l'effet «boîte noire», qui désigne le fait que l'IA aboutit parfois à des résultats que les programmeurs ne savent pas expliquer. De plus, si les opérateurs ont connaissance du type de renseignement mobilisé pour recommander une frappe – images satellites ou de drones, écoutes téléphoniques, renseignement d'origine électromagnétique... –, ils n'ont aucune idée de ce qui est incriminant dans ces données, ne laissant pas de place à l'exercice d'un réel discernement.

### Recours à l'arme nucléaire

Cette opacité s'accompagne enfin d'un biais d'automatisation, qui renvoie à la tendance naturelle à accorder une confiance excessive au système. Ne comprenant pas le raisonnement de la machine et supposant qu'elle effectue des calculs bien plus complexes qu'eux, le personnel militaire se limite souvent à approuver ses choix, réduisant «l'humain dans la boucle» à un simple droit de veto.

L'érosion du contrôle exercé sur la force est d'autant plus préoccupante que, d'après une étude menée par Kenneth Payne au King's College de Londres, les principaux modèles développés par OpenAI, Anthropic et Google choisissent de recourir à l'arme nucléaire dans 95 % des cas de conflits auxquels ils sont exposés. Ce pourcentage indique que le tabou nucléaire n'est pas aussi prégnant dans le raisonnement de programmes d'IA qu'il ne l'est dans l'imaginaire humain. Le droit des conflits armés est fondé sur

l'ambition d'«humaniser la guerre», en trouvant un équilibre entre l'efficacité militaire et le principe d'humanité. Pour ce qui est de ce dernier, les théâtres d'opérations contemporains montrent que, loin de favoriser une conduite de la guerre plus «propre» et conforme au droit international, les applications militaires de l'IA contribuent au contraire à une utilisation plus massive et plus rapide de la force. En ce qui concerne l'efficacité militaire, il est sans doute utile de rappeler que l'indépassable théoricien Clausewitz (1780-1831) mettait en garde, dans son traité *De la guerre*, contre la perspective d'une «*méthode qui fournirait des plans de guerre et de campagne fixes et comme sortant tout prêts d'une machine*», ajoutant que celle-ci «devrait être rejetée sans condition».

Le bombardement de Minab (sud de l'Iran), qui aurait fait 168 victimes, le 28 février dans une école de filles près du détroit d'Ormuz, pose une question vertigineuse : comment une telle frappe a-t-elle pu être approuvée ? L'erreur de ciblage est si flagrante qu'il est difficile d'y voir une décision humaine pleinement assumée, sauf à supposer un cynisme absolu. Tout suggère plutôt une recommandation algorithmique faussée par une mauvaise analyse d'images satellitaires et la proximité de l'école avec une base des gardiens de la révolution. Qu'un programme d'IA soit ou non à l'origine de cette frappe importe presque moins que ce constat : à un moment crucial, le discernement humain a manqué. Et si, au nom de l'efficacité militaire, nous avons déjà commencé à déléguer à la machine des choix qui engagent notre humanité ? ■

### Laure de Roucy-Rochegonde

est directrice du centre géopolitique des technologies de l'IFRI. Elle a publié «La Guerre à l'ère de l'intelligence artificielle. Quand les machines prennent les armes» (PUF, 2024)

J'écris ces lignes alors que, par le hasard du calendrier universitaire, je me trouve à Beyrouth. C'est une expérience inouïe : suivre d'un œil rivé sur mon écran les images apocalyptiques qui me viennent d'Iran ; et avoir l'autre œil sur ma fenêtre, d'où je vois régulièrement la fumée des frappes israéliennes sur les quartiers sud de la capitale libanaise et le défilé des déplacés et des ambulances. L'expérience d'être spectateur de la même tragédie «à distance» et «en présentiel» à la fois ; d'être témoin de la même ruine dans mon pays et au Liban. Cette ruine s'appelle le nouveau Moyen-Orient, celui que nous promettent Nétanyahou et Trump, avec, comme meilleurs collaborateurs régionaux, la République islamique d'Iran, le Hezbollah et le Hamas, mais aussi tous les autres Etats ou pseudo-Etats de cette contrée décidément maudite du monde.

Oui, l'expérience d'être témoin. Car, depuis la «guerre de douze jours» [*affrontements entre l'Iran et Israël au mois de juin 2025*], j'observe et vis les événements de

POUR GARANTIR SA SURVIE, L'ÉTAT A JOUÉ LA CARTE D'UNE OPPOSITION IMPUISSANTE ET, SI POSSIBLE, PLUS INCOMPÉTENTE QU'ELLE

# Anoush Ganjipour Le peuple iranien demeure le premier et dernier perdant de la guerre au Moyen-Orient

Le chargé de recherche au CNRS, d'origine iranienne, raconte, de Beyrouth, l'«expérience inouïe» d'assister à distance aux événements en cours dans son pays et condamne fermement les attaques américano-israéliennes

mon pays comme témoin insoluble d'une fin déjà annoncée : celle de l'Iran. Le principal responsable de cette fin est la République islamique, qui, durant les quarante-sept années de son existence, a systématiquement travaillé à la ruine de ce pays. Elle l'a économiquement pillé, socialement étouffé, politiquement écrasé.

Un Etat voyou qui a pris son propre peuple en otage. Alors que ce dernier, pour apprivoiser l'Etat et pour retrouver sa dignité, a tout essayé depuis quatre décennies : la reconstruction après l'offensive de Saddam Hussein [*en 1980*], la réforme, la désobéissance civile, la révolte. La réponse de l'Etat et de son Guide a été d'aller toujours plus loin dans la cruauté et l'ignominie, jusqu'à massacrer, quelques semaines seulement avant la guerre en cours, des dizaines de milliers de manifestants en deux jours. Combien de fois ce même Guide ou ses acolytes nous avaient-ils menacés en disant que, le jour où ils devraient partir, l'Iran ne verrait plus le lendemain ! Sur ce plan, tout me dit qu'ils sont en train de réussir leur

pari. Mais, pour inaptes et grossiers qu'ils soient, cet Etat et son appareil policier ont soigneusement élaboré un autre plan, dont nous constatons aujourd'hui les conséquences. Ils ont éliminé ou neutralisé méthodiquement les mouvements ou figures qu'ils considéraient comme de vrais dangers. Pour garantir sa survie, la République islamique a joué la carte d'une opposition impuissante et, si possible, encore plus incompétente qu'elle.

C'est cette même carte que manipulent désormais Trump et Nétanyahou, boudant ou dorlotant selon les jours le roitelet en puissance qu'est Reza Pahlavi. Ce petit chah à venir, soi-disant nationaliste, qui se précipite pour rendre hommage à trois soldats américains morts mais qui, devant le nombre incalculable de cadavres iraniens, se tait ou hausse les épaules, les considérant comme des «*pertes de guerre*» ; chah qui, dans l'une des dernières démonstrations de son intelligence politique, se réjouit de l'attaque des Américains et des Israéliens contre son propre pays en la quali-

fiant de «*croisade*». A mes yeux, c'est surtout un signe flagrant de la solitude et de la souffrance extrêmes des Iraniens si l'espoir d'une partie d'entre eux s'incarne aujourd'hui dans la pâle figure d'un tel chah, qui occuperait, dans le meilleur des cas, la place d'un roitelet dans le projet commun d'Israël et des Etats-Unis pour l'avenir de l'Iran.

### Impérialisme décomplexé

Est-il vraiment difficile de saisir ce projet ? Même si ça l'était lors de sa première phase, c'est-à-dire la «guerre de douze jours», ses architectes ne laissent plus désormais le moindre doute sur sa nature. Il suffit de suivre la ligne éditoriale de leurs médias officiels ou semi-officiels comme *The Jerusalem Post* ou Fox News. Un projet consistant en trois étapes : détruire les infrastructures du pays, le faire glisser dans la guerre civile et, enfin, atteindre le but ultime, qui est le démantèlement de l'Iran. Non pas libérer les Iraniens du joug de la République islamique ou leur «amener la démocratie», mais se débarrasser une fois

pour toutes d'une entité territoriale aussi grande dans la région, qui a, de surcroît, accès à deuxmers stratégiques et cumule autant de ressources matérielles et humaines. Tel est le sens de la guerre «*préventive*» que mènent les Etats-Unis et Israël : faire de l'Iran une nouvelle Syrie pour le meilleur, ou une nouvelle Libye pour le pire ! Les composantes de cette mosaïque ethnique qu'est l'Iran ont constamment fait l'objet des pires injustices et de la persécution de la République islamique. Mais voilà que leur juste cause est devenue le meilleur alibi entre les mains de Nétanyahou et de Trump pour atteindre leurs objectifs respectifs.

Pour Trump, cet objectif semble avoir deux aspects qui sont comme les deux faces d'une même pièce. D'un côté, le retour à l'impérialisme décomplexé et nu des beaux temps des Etats-Unis et la mainmise sur les ressources énergétiques, comme Trump le pratique désormais partout. De l'autre, accompagner Nétanyahou et Israël dans leur projet régional : construire une zone tam-

pon autour du pays, cette fois à l'échelle du Moyen-Orient.

Pour ce faire, il faudrait transformer celui-ci en une terre brûlée administrée par une série de petits pouvoirs vassalisés : une collection de colonies virtuelles dont les avions de chasse israéliens pourraient violer l'espace aérien à l'envi, et dont les troupes au sol de Tsahal marcheront sur les villes quand elles le souhaiteront. Comme en Syrie, comme en Irak lors de la «guerre de douze jours», comme c'est déjà le cas au Liban. Voilà l'objectif de l'Etat hébreu, cet autre Etat voyou de la région, dans le projet de démanteler l'Iran.

Dans le bruit et la fureur de la République islamique, des roitelets à venir, d'Israël et des Etats-Unis, le peuple iranien demeure le premier et dernier perdant de cette guerre. Comme je ne suis ni son porte-parole, ni l'un de ses représentants politiques, je me donne la liberté de ne pas le suivre dans tous ses choix, mon seul devoir étant de lui dire la vérité. Dire aux Iraniens, suppliciés, abandonnés et à bout de souffle, qu'ils auraient tort de chanter la victoire, car elle n'est pas la leur mais celle de Trump et de Nétanyahou. Je leur dis que c'est le pire signe de leur échec commun, y compris dans leur lutte contre la République islamique, que de ressentir une quelconque euphorie face aux éclats de leur maison en feu, qui est aussi, et restera à jamais, la mienne. ■

Anoush Ganjipour est philosophe, chargée de recherche au CNRS et spécialiste de la pensée islamique



# INTERCOMMUNALITÉ

De la communauté de communes à la métropole, l’intercommunalité a vu ses compétences s’accroître en quinze ans. Mais reste la grande absente des municipales

## UN MOT DANS L’AIR

Rares sont les électeurs qui, lors du scrutin municipal, ont conscience que leur vote désigne également les représentants appelés à siéger au sein de leur intercommunalité. Et pour cause : la plupart des programmes des candidats font l’impasse sur le sujet. Cette contradiction révèle un véritable « trou noir » démocratique, alors même que ce niveau de gouvernance joue un rôle essentiel dans la conduite des politiques locales. « *Le citoyen n’a pas son mot à dire dans des choix politiques essentiels* », s’inquiète le politiste Rémi Lefebvre, coauteur de *Politiser l’intercommunalité ? Le cas des élections locales de 2020* (avec Sébastien Vignon, Presses universitaires du Septentrion, 2023). Il y voit « *le symbole de la post-démocratie au niveau local. Le système institutionnel électoral empêche l’émergence des problématiques intercommunales et transforme les élections municipales en une fiction, un rendez-vous factice et artificiel* ».

Le paradoxe nourrit des dizaines d’articles et d’ouvrages de science politique depuis

quinze ans, sans que rien ne change sur le fond. Car l’intercommunalité (l’établissement public de coopération intercommunale, EPCI) est née d’une particularité française. Avec ses quelque 35 000 municipalités en exercice, la France détient le record européen du nombre de communes, soit 40 % de celles de toute l’Union européenne. L’idée de les regrouper est née de la volonté de remédier à cet émiettement communal pour plus d’efficacité, afin de penser les projets à l’échelle du bassin de vie réel des habitants.

Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, des formes de coopération voient le jour en matière de gestion de l’eau ou d’électricité, et se renforcent surtout à partir des années 1990. Avec la loi Chevènement de 1999, l’intercommunalité devient un maillon essentiel de la gestion publique locale. En 2015, la loi relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) en redessine le périmètre, renforçant les métropoles et donnant naissance aux intercommunalités XXL.

En se généralisant, le modèle s’est complexifié. Aujourd’hui, les « interco » peuvent prendre la forme de communautés de communes ou d’agglomération, de communau-

L’IDÉE EST NÉE D’UNE VOLONTÉ DE REMÉDIER À L’ÉMIETTEMENT COMMUNAL, AFIN DE PENSER LES PROJETS À L’ÉCHELLE DU BASSIN DE VIE RÉEL DES HABITANTS

tés urbaines ou de métropoles. Au fil des réformes, elles ont vu leurs compétences s’accroître. Ce sont elles qui organisent le développement économique, la gestion de l’eau et des déchets, les transports publics et la mobilité, la politique du logement...

Grâce à la mutualisation de la gestion et des financements, la coopération intercommunale permet aux habitants des petites communes d’accéder à de nouveaux services publics, « *mais au prix d’une centralisation qui conduit les communes périphériques à y perdre en proximité, et qui ne s’accompagne pas d’économies d’échelles et donc de baisse des dépenses comme on pourrait s’y attendre* », constate l’économiste Clémence Tricaud, autrice d’une analyse des coûts liés à l’intercommunalité.

**Quelle légitimité politique ?**

A mesure que grandit le rôle de ces regroupements se pose avec de plus en plus d’acuité la question de leur légitimité politique. Depuis 2014, un système de fléchage électoral identifie les futurs conseillers communautaires sur les bulletins de vote des communes de plus de 1 000 habitants, sans vraiment clarifier l’organisation. Leur nomination dépend du scrutin municipal ; les grands projets, eux, n’apparaissent pas dans les débats électoraux. Ils se négocient entre élus communautaires, en fonction des équilibres issus des élections. Un rapport de la Fondation Jean Jaurès datant de début mars constate « *un hiatus abyssal, et ce quels que soient les efforts bien souvent réels des élus locaux, entre la légitimité démocratique des élus intercommunaux et le poids réel des décisions prises à ce niveau* ».

Comment y remédier ? Le rapport propose différentes options pour sortir de l’impasse

démocratique. Une solution serait de fusionner les plus petites d’entre elles et de créer des communes nouvelles afin de réduire l’éparpillement. Une autre consisterait à leur attribuer le statut de collectivités territoriales. Une troisième serait d’organiser des élections directes de l’assemblée intercommunale. C’est le cas à Lyon où les électeurs sont les seuls en France à voter au suffrage universel pour la mairie et pour une liste intercommunale avec un programme et des projets.

Mais ces options se heurtent depuis des années à des blocages politiques, car la commune est investie en France d’une aura particulière, liée à « *un passé plus ou moins assumé et des mythes politiques bien ancrés (...) en dépit de l’effondrement de la participation électorale municipale* », constate le rapport. Ainsi selon une enquête Ipsos de début mars, 63 % des personnes interrogées expriment un attachement profond à leur commune, contre seulement 34 % à leur intercommunalité. Politiser l’échelon intercommunal reviendrait à délégitimer le rôle du maire au profit de celui du président de l’agglomération. Une solution « *politiquement impossible compte tenu du poids des maires et de leurs associations, ainsi que du Sénat, élu par un collège de “grands électeurs” dont 95 % sont des conseillers municipaux* », constate Rémi Lefebvre.

Le sujet mériterait pourtant plus d’attention. En creusant l’écart entre l’expression démocratique des urnes et les orientations stratégiques, le statu quo participe à l’opacité de la chaîne de décisions. Au risque d’attiser un peu plus le sentiment de défiance du citoyen à l’égard du système politique et la crise démocratique qui mine les institutions. ■

CLAIRE LEGROS

## CHRONIQUE | PAR SIMON JOHNSON

### Trump a claqué la porte à l’immigration, ce qui ralentira la croissance

Le président Donald Trump promet un nouvel « âge d’or » pour les Etats-Unis. Il apparaît désormais clairement que sa vision repose à la fois sur le recours généreux à la force militaire (à l’intérieur et à l’extérieur du pays) et sur un accueil bien moins généreux des migrants. Si la puissance militaire ne rend pas nécessairement un pays plus fort, on sait qu’une politique d’immigration fermée constitue un moyen sûr de l’affaiblir.

Restreindre l’immigration légale ralentit la croissance, freine l’innovation et entrave les gains de productivité. Bafouer les droits des citoyens et des résidents légaux, tout en poursuivant des personnes dont le seul crime est d’être sans papiers, sape l’ordre civil et réduit les investissements – et probablement la consommation.

Les Etats-Unis se sont construits par l’immigration : celle-ci a alimenté ce qui est devenu la plus grande économie mondiale. Il y a des avantages majeurs à disposer d’un vaste marché intérieur. Cela permet de nouvelles entreprises d’atteindre une taille critique avant de se lancer dans l’exportation. C’est l’une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont longtemps offert un terrain idéal pour l’entrepreneuriat et les innovations de rupture.

La taille de leur marché intérieur leur a permis de définir les tendances mondiales, que ce soit dans l’industrie, la production cinématographique (Hollywood !) ou les médias sociaux. Elle a aussi fait d’eux une puissance militaire. Pendant les deux guerres mondiales, les Etats-

Unis ont pu mobiliser et équiper une armée capable de projeter sa puissance à l’échelle mondiale.

La génération précédente de décideurs avait compris l’importance de la taille de la population pour la sécurité nationale. Pendant la guerre froide, ils avaient intégré le fait que la victoire sur la Russie soviétique serait, au moins en partie, une question démographique. En 1948, la population de l’Union soviétique, estimée à 195 millions d’habitants, dépassait celle des Etats-Unis, de 148 millions d’habitants seulement. Aujourd’hui, les Etats-Unis ont une population d’environ 349 millions d’habitants, contre moins de la moitié dans la Russie post-soviétique. Et une économie dix fois plus puissante.

**40 % des prix Nobel**

Sur le plan économique, les Etats-Unis se trouvent désormais en concurrence directe avec la Chine, qui, elle, compte environ 1,4 milliard d’habitants. Une fois de plus, la politique d’immigration sera un élément important du succès américain. Au cours des deux dernières

décennies, l’immigration légale annuelle aux Etats-Unis a dépassé en moyenne un million de personnes par an. Ces nouveaux arrivants ont apporté une contribution majeure à l’innovation et à la création d’entreprises, en plus de payer des impôts.

Depuis 2000, les immigrants ont remporté 40 % des prix Nobel décernés à des Américains en chimie, physique et médecine. En 2024, Daron Acemoglu, James Robinson et moi-même avons remporté le prix Nobel d’économie. Nous sommes tous trois des immigrants aux Etats-Unis. Mais l’administration Trump a claqué la porte. En 2025, le solde migratoire était probablement négatif, le nombre d’immigrants légaux ayant été réduit de diverses manières. Cela ralentira la croissance économique.

Il ne fait aucun doute que les Etats-Unis doivent sécuriser leurs frontières. Mais une bonne politique de l’immigration passe également par l’accès à la citoyenneté pour les personnes respectueuses des lois qui se trouvent déjà aux Etats-Unis, ainsi que par les règles applicables aux demandeurs d’asile.

Si l’objectif est d’atteindre un « âge d’or », ou du moins une Amérique plus prospère et plus sûre, les politiques de l’administration Trump sont loin d’être à la hauteur. ■

*Simon Johnson, professeur au Massachusetts Institute of Technology, est lauréat du « prix Nobel d’économie », en 2024 et ancien économiste en chef du Fonds monétaire international. © Project Syndicate, 2026*

LES ÉTATS-UNIS SE SONT CONSTRUITS PAR L’IMMIGRATION : CELLE-CI A ALIMENTÉ CE QUI EST DEvenu LA PLUS GRANDE ÉCONOMIE MONDIALE

## LE SOLDAT, CE TRAUMATISÉ DES VIOLENCES DE GUERRE



L’HOMME EN GUERRE. PSYCHOLOGIE DU SOLDAT de Patrick Clervoy, Odile Jacob, 288 p., 23,90 €

**LIVRE**

L’ouvrage de Patrick Clervoy, qui a effectué toute sa carrière comme psychiatre au sein des forces armées, est un éclairage cru sur la banalité du stress post-traumatique chez les militaires engagés en opération. Cet ancien chef du service de psychiatrie de l’hôpital d’instruction des armées Sainte-Anne n’en est pas à son premier ouvrage sur le sujet. Mais *L’Homme en guerre* (Odile Jacob, 288 pages, 23,90 euros) met une nouvelle fois en lumière ce phénomène à la prise en charge complexe.

Patrick Clervoy le dit ainsi sans ambages : « *A l’épreuve de la guerre, un homme se transforme, sa personnalité change. Il devient quelqu’un d’autre.* » Ce choc de la rencontre avec la violence n’épargne que très peu de soldats, hommes ou femmes, insiste-t-il. « *La guerre, c’est l’humus de l’humanité. C’est le lieu où se décomposent les sociétés* », ajoute-t-il. Face à ce traumatisme de masse, l’auteur se livre donc à la fois à un travail de prévention, mais aussi d’alerte. Le livre explore tous les mécanismes psychologiques que la guerre et ses affres peuvent produire. Qu’il s’agisse de l’« obusite », comme on l’appelait lors de la première guerre mondiale, avec son train de distorsions sensorielles, de cauchemars et d’hallucinations, ou de l’« héautoscopie », cette sorte de dédoublement de la perception qui donne l’impression à celui ou celle qui en est victime de se voir comme dans un miroir.

Patrick Clervoy explore aussi en détail plusieurs tabous du monde combattant. A commencer par la

peur. « *Rien n’est plus insupportable pour un soldat que la peur de son voisin* », note-t-il. Même chose avec l’épreuve de donner la mort. Cette « *inhibition à tuer* » qui concerne « *neuf soldats sur dix* » sauf s’ils sont conditionnés ou aculés, d’après M. Clervoy. Le pouvoir de la guerre est d’ailleurs, ajoute-t-il, d’être capable de transformer, par accoutumance, des hommes ordinaires en bourreaux. « *Pour un homme en guerre, le premier danger n’est pas celui de perdre sa vie, mais celui de perdre son humanité* », estime-t-il.

**La victoire ne guérit pas**

La fin de la guerre ne signifie toutefois pas la fin des troubles. La victoire ne guérit pas les blessures, va jusqu’à prévenir M. Clervoy. Cette désillusion, couplée au traumatisme, conduit à une hécatombe silencieuse sous estimée, d’après l’auteur. Aux Etats-Unis, rappelle-t-il, entre 2008 et 2016, environ 6 000 soldats se sont suicidés.

Avec de tels chiffres, l’Amérique déplore un plus grand nombre de vies perdues au retour d’Irak ou d’Afghanistan que durant les années de guerre sur ces deux théâtres. Le vétéran devient dès lors un être paradoxal, selon M. Clervoy. Un homme ou une femme à la fois « *plus dur et plus fragile, parce qu’il a fait l’expérience de ses faiblesses face à l’horreur du monde* ». Ces soldats devront apprendre à se réconcilier avec leur nouveau « corps », prévient-il. Des combattants que « *rien n’apaise plus que la reconnaissance de ce qu’ils ont donné à leur pays* » et que « *rien n’accable davantage que l’indifférence et l’oubli* ». ■

ÉLISE VINCENT



## UN ORDRE MONDIAL POSTOCCIDENTAL

Chez votre marchand de journaux et sur [Boutique.lemonde.fr](https://boutique.lemonde.fr).

Le Monde





**GÉOPOLITIQUE** | CHRONIQUE  
PAR GILLES PARIS

 En Iran, le vernis  
écaillé de l'islamisme

**I**l faudrait, dans certaines circonstances, se fier scrupuleusement aux généraux lettrés. Selon le premier secrétaire à la défense de Donald Trump, James Mattis (2017-2019), « aucune guerre n'est terminée tant que l'ennemi ne dit pas qu'elle l'est ». Mais il va de soi que le président des Etats-Unis se gardera bien de suivre ce précepte quand il déclarera achevée la nouvelle guerre contre l'Iran.

Cette dernière devrait se conclure par un communiqué de victoire de Donald Trump. Ce dernier a énuméré dans un parfait désordre tant d'objectifs qu'une partie d'entre eux devrait forcément être atteinte. Il faudra sans doute y ajouter la proclamation d'une non-défaite par le régime iranien, en dépit d'un affaiblissement militaire sans précédent, avéré et vérifiable.

Cette guerre a produit un autre résultat non revendiqué par le président des Etats-Unis, concassage de sa direction politique et militaire, de son programme balistique et de sa marine mis à part. Celui-ci est symbolisé par le remplacement du Guide suprême de la République islamique par l'un de ses fils, après le bombardement qui a décimé sa famille au premier jour de la guerre, le 28 février.

## Paresse lexicale

Qu'un Khamenei, Mojtaba, s'installe à la place d'un autre, Ali, dans un régime qui se présente comme une république, sonne déjà comme une défaite. Les motifs de cette désignation confirment que la nature islamiste du régime iranien se réduit désormais à un vernis passablement écaillé. Certes, le nouveau Guide est passé, il y a un quart de siècle, par les écoles religieuses de Qom. Mais après le corps d'élite des gardiens de la révolution pendant la guerre dévastatrice imposée à l'Iran par l'Irak, avec le soutien de nombreux pays occidentaux, dont les Etats-Unis. C'est ce compagnonnage initial, autant que la volonté de défier Washington, qui peut expliquer sa promotion.

L'Assemblée des experts, composée de religieux, qui l'a désigné, ne peut pas faire illusion, cette dernière ayant été sélectionné par un Conseil des gardiens de la Constitution à la main du Guide. Le titre honorifique d'hodjatoleslam obtenu par Mojtaba Khamenei au cours de ses études religieuses, alors que son père occupait déjà les fonctions de Guide suprême depuis une décennie, n'en fait pas, non plus, une « source d'imitation », soit un marja, la plus haute autorité spirituelle dans le chiisme duodécimain.

La légèreté de ce bagage religieux est une affaire de famille. Ali Khamenei n'en disposait pas lui-même lorsqu'il accéda à la fonction de Guide suprême, en 1989, à la suite de tractations en coulisse qui relevaient plus de la basse politique que de la rectitude religieuse, au point qu'il avait fallu réécrire la Constitution. Le promu a ensuite compensé cette carence par un pacte avec le corps des Gardiens de la révolution placé sous son autorité

**QU'UN KHAMENEI  
S'INSTALLE  
À LA PLACE D'UN  
AUTRE SONNE  
DÉJÀ COMME  
UNE DÉFAITE**

exclusive. Ce qui reste du régime iranien, devenu une tyrannie tempérée par les bombes, américaines comme israéliennes, devrait rapidement conférer au nouveau Guide le titre d'ayatollah pour préserver les apparences. Mais les apparences seulement.

Le « régime des mollahs » n'est plus qu'une paresse lexicale. Car le principe du « gouvernement du docte » , le velayat-e faqih, c'est-à-dire la primauté d'un religieux sur toutes les autres institutions de l'Etat, est désormais déconnecté des lettres de créance spirituelles du titulaire. Ce principe avait été imposé par le fondateur de la théocratie iranienne, Ruhollah Khomeyni, contre l'avis de nombreux autres religieux chiïtes. En Iran tout d'abord, tant qu'un pluralisme était toléré, illustré par des nuances de réformisme désormais bannies, comme au-delà. Il relève du souvenir, quarante-sept ans après la Révolution islamique.

Cette même année, 1979, le grand royaume de la rive arabe du Golfe, l'Arabie saoudite, dont le nouveau régime iranien contestait désormais ouvertement le leadership sur le monde arabomusulman, avait lui aussi été la cible d'un islamisme virulent. Il s'était traduit par la brève prise de la grande mosquée de La Mecque, en novembre, par un commando de fondamentalistes conduit par Juhayman Al-Otaibi.

Cet ancien officier, promptement condamné à mort et décapité, avait signifié à la monarchie saoudienne, accusée de complaisance avec l'Occident, qu'elle était désormais sous surveillance malgré son titre de gardienne des lieux saints musulmans. Dix ans plus tard, le mouvement de la Sahwa islamiyya (le «réveil islamique») avait réitéré cette mise en demeure sur fond de première guerre du Golfe, en 1991, et de présence militaire américaine dans le royaume.

Le pouvoir saoudien, une fois dans les mains de Mohammed Ben Salman, aujourd'hui prince héritier et souverain de fait, a amorcé de lui-même le désarmement de cet islamisme politique. Il est intervenu parallèlement à la mutation interne iranienne.

Après la mise au pas de la police religieuse, le concert donné à Riyad, en 2017, par un chanteur de country, Toby Keith, auteur d'une ode patriotique, *American Soldier*, et grand chroniqueur de l'ivresse, a illustré le pacte offert par le nouvel homme fort saoudien à son peuple: le divertissement en échange de la remise en question d'un Etat-providence, devenu un puits sans fond, et de l'acceptation d'une concentration du pouvoir, sans précédent depuis Abdelaziz Al Saoud, le fondateur de l'actuelle monarchie.

Ce qui reste du régime iranien, si celui-ci résiste à la guerre de Donald Trump, pourrait être tenté par un contrat similaire, en capitulant sur un symbole, comme le port du voile, pour préserver sa main de fer. On ne pourrait pourtant se satisfaire du remplacement d'un autoritarisme habillé de religion par un autoritarisme tout court, dont le président des Etats-Unis ne s'est par ailleurs jamais ému. ■

# LA GUERRE DE DONALD TRUMP DANS LE PIÈGE PÉTROLIER

ÉDITORIAL **M**

**P**lus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis le choc pétrolier de 1973, mais il flotte un parfum d'ancien monde dans l'actualité : une guerre au Moyen-Orient, les cours de l'or noir qui s'envolent, la crainte d'une contagion au reste de l'économie. Toujours prêt à l'autocélébration, Donald Trump pourrait se targuer d'avoir vu juste en proclamant la domination des énergies fossiles. L'escalade du conflit dans le golfe Persique lui donne raison au moins sur un point : le pétrole conserve une influence redoutable sur la géopolitique et l'économie mondiale. Il a suffi que le baril de brut dépasse le seuil psychologique des 100 dollars, lundi 9 mars, pour que souffle un vent de panique sur les Bourses et parmi les gouvernements.

Le tableau, pourtant, n'est plus le même qu'il y a cinquante-trois ans. A l'époque, le pétrole couvrait près de la moitié des besoins énergétiques planétaires, et un embargo décrété par les pays arabes exportateurs avait multiplié les prix par quatre en quelques mois. Aux Etats-Unis, alors importateurs nets, de longues files d'attente se formaient devant les stations-service tandis que le piège de la stagflation – une combinaison toxique d'inflation et de croissance nulle – se refermait sur l'économie.

Entre-temps, la part de l'or noir dans la demande énergétique mondiale est passée au-dessous de 30 %. Les sources d'approvisionnement se sont diversifiées, réduisant le poids relatif du Moyen-Orient. Les États-Unis sont d'ailleurs devenus le premier producteur mondial de brut grâce à la révolution des pétroles de schiste. Quant aux ressources bas-carbone, elles se sont nettement développées avec la prise de conscience de la catastrophe climatique en cours. Si un tiers des dépenses mondiales dans le secteur de l'énergie va aux combustibles fossiles, les solutions pour les remplacer, dont le photovoltaïque et le nucléaire, ainsi que les réseaux électriques, attirent désormais deux fois plus d'investissements.

Cependant, la quantité de pétrole consommée mondialement a presque doublé depuis le début des années 1970. Et le gaz naturel, utilisé pour faire tourner les usi-

nes, pour produire de l'électricité et chauffer les maisons, joue un rôle beaucoup plus important qu'autrefois. Se passer, même brièvement, des hydrocarbures qui transitent via le détroit d'Ormuz risque d'avoir des effets délétères sur l'économie. La flambée des prix de l'énergie sape le pouvoir d'achat et la compétitivité. Autre conséquence désastreuse, la crise est une aubaine pour la Russie agresseuse de l'Ukraine, qui augmente ses exportations et ses recettes pétrolières.

Les Etats-Unis de Donald Trump ne sont pas immunisés. La production domestique de pétrole y évolue à un niveau record, mais l'envolée des cours mondiaux se répercute sur les prix à la pompe. Ainsi, non seulement le locataire de la Maison Blanche a engagé une guerre aux objectifs mal définis, mais il n'en a pas anticipé les conséquences, y compris sur l'inflation, sujet de préoccupation majeur des Américains, à l'approche des élections de mi-mandat.

Lundi, il a assuré que le conflit était « *quasiment* » terminé, provoquant un reflux spectaculaire des cours. Certains y ont vu le retour d'un comportement résumé par un acronyme en vogue chez les investisseurs, TACO, qui signifie « *Trump always chickens out* » (« Trump se dégonfle toujours »). C'est en tout cas une nouvelle manifestation du caractère erratique et inconsequent de sa politique. ■

# Le Monde

X

brigitte  
tanaka.

présentent

# Le sac organza

Brigitte Tanaka est un duo franco-japonais de jeunes designers composé de Brigitte Giraudi et Chieko Tanaka.

Leur travail de création est centré sur le détournement d'objets quotidiens transposés en accessoires de mode.

### Sacs brodés - 100% organza

Disponible en deux coloris

*Format 38x28 cm*

38 €





# SANS ÉDUCATION AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET À LA SEXUALITÉ, PAS DE SOCIÉTÉ ÉGALITAIRE.

**Le droit d'apprendre à se connaître, connaître son corps, tout comme le principe du consentement et de l'égalité entre les filles et les garçons, fait encore débat. Pas pour MGEN.**

Avec ADOSEN, MGEN met à disposition de tous les établissements scolaires des outils et ressources pour faciliter la mise en place des programmes d'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité.

**On s'engage pour la santé des femmes.**

**1<sup>re</sup> mutuelle des agents du service public.**



GR O U P E **vyv**



# Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 25255 DATÉ JEUDI 12 MARS 2026 -  
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

## VERS LA FIN DE L'ELDORADO CANADIEN ?

Depuis l'instauration par Ottawa de quotas d'étudiants étrangers, les universités s'inquiètent pour leur avenir. Et nombre de jeunes Français revoient leurs plans

PAGES 8-9

## FORMATION CONTINUE

# LA RUÉE VERS L'IA

Fini les requêtes sauvages sur ChatGPT ? Pour encadrer les pratiques, les entreprises forment en masse leurs salariés à l'intelligence artificielle

PAGES 2-3

Workshop  
de data science  
au centre  
de formation  
Le Wagon,  
à Paris 11<sup>e</sup>,  
le 16 février.

GUILLAUME BELVÈZE

ABITBOL POUR « LE MONDE »

## SALON DE L'EXECUTIVE EDUCATION

**17 MARS** 15H30 - 19H30  
JOURNAL LE MONDE PARIS 13<sup>e</sup>



**CAMPUS** Les salons éducation du Groupe Le Monde

Le Monde

Courrier  
international

Télérama

l'HUFFPOSTI & Nouvel Obs



ENTRÉE GRATUITE SUR INSCRIPTION  
EXECUTIVE-EDUCATION.LEMONDE.FR





Ça y est, on a sauté le pas», résume Julien Chaillot, patron de SRP Construction, une PME parisienne spécialisée dans la rénovation haut de gamme. Début décembre 2025, il a embarqué ses 18 salariés dans une formation à l'intelligence artificielle (IA). Dans une jeune entreprise aux fonctions supports (RH, commercial, juridique...) limitées par rapport aux grands groupes du secteur, l'objectif est vital : la productivité. Pour lui, l'IA peut faire office de «*couteau suisse*» servant à prérédiger des contrats ou des fiches de poste, analyser des risques juridiques, automatiser des tableaux Excel... Mais surtout le chef d'entreprise en est persuadé : «*L'IA, c'est l'avenir. Les boîtes qui ne forment pas leurs salariés maintenant vont rater le train.*»

Julien Chaillot n'est pas le seul à éprouver ce sentiment, à en juger par la frénésie de formations IA dans les entreprises depuis un an. Paroles de formateurs : on n'a jamais vu une telle demande s'imposer si rapidement. «*Actuellement, je suis quasiment à trois formations par semaine. C'est non-stop*», témoigne Martin Pavanello, cofondateur de Mister AI, une agence comptant 120 formateurs et réalisant en ce moment plus de 250 formations par mois. Leurs clients sont autant des entreprises de taille modeste (moins de 5 000 salariés) qui, plus agiles, «*s'emparent très vite des outils pour gagner en productivité et en croissance*», que des grands groupes «*qui ont plus d'inertie, mais avancent méthodiquement sur ce sujet qu'ils pensent important*».

UTILISATION EN CACHETTE

Face à la demande, l'offre explose. Sur LinkedIn ou les plateformes proposant les services d'entrepreneurs freelance, les formateurs IA se comptent par centaines. Grandes écoles et cabinets spécialisés lancent des programmes sur mesure. Dans cette jungle, les directions des entreprises et d'organismes publics doivent trier à la va-vite le bon grain de l'ivraie. Une course contre la montre alimentée par le gouvernement, avec le lancement, en juillet 2025, du programme «*Osez l'IA*», visant à accélérer

la diffusion de l'intelligence artificielle dans les entreprises. Patrick Heneghan, consultant et formateur, diagnostique ainsi une pathologie de l'époque, la «*Tech FOMO*», pour *fear of missing out* («*la peur de rater quelque chose*») : «*Nombre de chefs d'entreprise ont l'angoisse de passer à côté d'une révolution majeure, comme Kodak a raté en son temps le virage du numérique ou comme Microsoft celui du mobile*», illustre cet ancien professionnel du marketing passé par Google. Une crainte alimentée par les «*discours souvent anxio-gènes sur l'IA*». Une partie de son rôle de formateur consiste alors à «*rassurer*» tant les comités exécutifs – chargés de définir les grandes orientations de l'entreprise – que les salariés face aux discours de «*grand remplacement*» par ou à cause de l'IA, en

# LA FIÈVRE IA S'EMPARE DES ENTREPRISES

Entre peur de rater le coche et nécessité d'encadrer le «*bricolage*» des salariés avec ChatGPT, les sociétés se ruent sur les formations continues en intelligence artificielle

«**MOINS ON CONNAÎT SON MÉTIER, PLUS ON A TENDANCE À CONFIER LA DÉCISION FINALE À L'IA**»

YANN FERGUSON sociologue à l'Inria

ramenant le sujet à des cas d'usage concrets et à la réalité technique. Mais, selon l'expert, la pression vient aussi du bas, des salariés eux-mêmes. Car la vague s'appuie sur un usage déjà massif des IA en France, tant dans la sphère personnelle que professionnelle. Le Baromètre du numérique 2026, publié début février par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), montre combien l'adoption de l'IA générative a été fulgurante : 48 % des Français l'utilisent désormais, une diffusion plus rapide que celle du smartphone en son temps. Selon cette étude, l'IA s'invite dans leur vie d'abord par la sphère privée (42 % des usages) avant d'irriguer la sphère professionnelle (30 % des actifs). En juin 2025, une étude de l'Association pour l'emploi des cadres montrait aussi que

plus d'un cadre sur trois et 42 % des managers sollicitent désormais l'IA chaque semaine pour gagner en efficacité. Mais le décalage avec l'accompagnement est criant. Si 72 % des cadres réclamaient une formation en la matière, moins d'un quart en avaient réellement bénéficié, les autres continuant à «*bricoler*» seuls face à l'écran. Lorsque les formateurs débarquent dans les entreprises, ils ne sont même plus surpris par l'ampleur de ce phénomène connu sous le nom de «*shadow AI*» – «*l'IA utilisée en cachette*». En 2025, le baromètre IFOP pour Talan sur «*Les Français et les IA génératives*» estimait encore à 37 % le nombre de professionnels qui l'utilisaient dans leur travail sans en informer leur hiérarchie, un chiffre toutefois en baisse par rapport à 2023 (68 %). Cette pratique n'est pas sans conséquence. «*Mes collègues utilisent la version gratuite de ChatGPT sans faire attention aux données qui y sont déversées, d'autres utilisent une IA qu'ils espèrent plus éthique et moins consommatrice en énergie*, raconte ainsi Stéphanie (les personnes citées par un prénom ont souhaité garder l'anonymat), salariée dans une grande association française. *Face à ces pratiques individuelles, la direction réfléchit sur le sujet... depuis plus d'un an maintenant ! Et en attendant sa décision, il nous a été demandé de ne pas utiliser l'IA.*» Kevin, ingénieur informatique dans le secteur bancaire, raconte les mêmes hésitations stratégiques : «*Au début, la direction nous a envoyé un e-mail interdisant l'utilisation [d'outils IA] par peur pour les données. Avant de changer du tout au tout il y a six mois, une fois l'outil sécurisé installé et des formations proposées, on nous a dit "maintenant vous pouvez y aller, testez-la".*» Pour les entreprises, la formation devient alors le moyen de reprendre le contrôle : on forme pour canaliser les usages et «*tuer*» le *shadow AI*, valider l'utilisation d'un outil sécurisé, tout en pariant sur le retour sur investissement. A l'image de RX France, organisateur de salons professionnels, qui a choisi de former l'intégralité de ses 350 salariés sur un mois complet en 2025. Constatant que «*près de 40 %*» de ses équipes utilisaient déjà l'IA dans leur coin, la directrice





générale, Morgane Morice, est « partie du principe qu'il valait mieux anticiper que subir ». Mais pour elle l'objectif n'était pas uniquement commercial ou sécuritaire. « Il s'agissait aussi de créer rapidement une culture commune sur l'intelligence artificielle », tant pour en faire un nouveau « catalyseur de dialogue entre les équipes » que pour éviter le décalage entre les collaborateurs maîtrisant l'IA et les autres.

Une démarche collective vertueuse, car « la performance à l'échelle d'une organisation n'est jamais la somme des performances individuelles », analyse Alain Goudey, directeur adjoint et professeur à Neoma Business School, une école de commerce qui propose une formation IA à destination des professionnels. « Si une partie des salariés gagnent du temps dans leur coin grâce à l'IA – autorisée ou non –, cela ne crée pas de valeur pour l'entreprise quand les processus ne sont pas revus collectivement », explicite ce fin observateur des transformations de l'IA dans le monde du travail. Reste à faire avec les sensibilités et les niveaux d'acculturation qui varient selon le profil des salariés.

DES JEUNES MOINS ARMÉS

Et sur ce sujet, les fractures, notamment générationnelles, sont plus complexes que ce à quoi on pourrait s'attendre. Si les jeunes actifs (18-24 ans) affichent un taux d'adoption record des IA de 85 % (contre 73 % des 25-39 ans et 48 % des 40-59 ans), leur maîtrise de l'outil en entreprise suscite de nombreuses questions. « Ce ne sont souvent pas les plus jeunes les mieux armés », tranche ainsi Rémi Vancayzeele, cofondateur de l'organisme de formation Maijin. Ceux-ci ont, selon lui, « une utilisation massive des IA, mais elle est encore assez sauvage : ils manquent d'expérience pour savoir quoi demander à la machine et comment vérifier sa réponse ». A l'inverse, les quadragénaires experts, une fois les barrières culturelles et techniques levées, disposent du recul nécessaire pour piloter l'outil efficacement.

Un constat partagé par Yann Ferguson, sociologue à l'Inria et auteur, en 2025, d'une étude sur l'IA au travail : « Les plus jeunes

utilisent beaucoup l'IA générative non pas pour être assistés, mais pour pallier le manque de confiance en eux. Sauf que moins on connaît son métier, plus on a tendance à confier la décision finale à l'IA », explique-t-il. D'où l'importance, selon lui, de faire évoluer les formations, encore trop souvent axées sur l'acculturation et le prompt engineering – la rédaction de demandes efficaces. « Ces formations donnent en quelque sorte “le permis de conduire”, mais il faut aussi mettre en place un code de la route », illustre-t-il. Dans son rapport, il préconise donc de compléter ces approches par des ateliers, dits « conflits de qualité », qui développent l'esprit critique en invitant à débattre sur des questions telles que « qu'est-ce qu'un travail bien fait avec l'IA ? » ou « qu'accepte-t-on de déléguer à la machine ? »

Ce travail collaboratif, qui tranche avec nombre de formations « descendantes » proposées aujourd'hui, a, par exemple, été mis en place à la MAIF, citée en exemple dans le rapport de l'Inria. L'assureur a développé, dès 2023, en amont des formations, une « convention des salariés » où des collaborateurs tirés au sort ont réfléchi à l'impact de l'IA sur les métiers, auditionné des experts, avant de faire des préconisations à la direction. Une manière de définir en commun les conditions d'usage des outils IA, avant leur test et leur diffusion massive dans l'entreprise.

Reste une inquiétude, plus insidieuse, qui émerge chez des salariés eux-mêmes : celle de s'enfermer dans une productivité assistée dont il est difficile de sortir. Jules, 28 ans, chargé de webmarketing en Vendée, incarne cette génération d'employés qui a plongé tête baissée dans l'IA. S'il gagne un temps précieux – « une semaine de travail condensée en quelques heures » –, il confie une peur grandissante : « Je suis de plus en plus dépendant de cet outil. J'ai l'impression que je perds en compétence. J'ai peur de ne plus savoir écrire seul. » Il en est certain : la formation de demain devra non seulement apprendre à utiliser l'IA, « mais aussi à savoir s'en passer, pour continuer à penser par soi-même ». ●

SÉVERIN GRAVELEAU

# Au Wagon la data à grande vitesse

**Reportage** Dans ce centre de formation immersif, salariés, entrepreneurs ou jeunes diplômés se plongent de manière intensive dans le codage ou l'IA

«L'IA EST CONSIDÉRÉE COMME LE NOUVEL ANGLAIS, UN BASIQUE INÉVITABLE»

ANNE DUMAS  
porte-parole du Wagon

ancienne salariée d'un service administratif s'est initiée à l'IA générative en parvenant, dans sa dernière société, à optimiser le temps pour calculer le nombre de titres-restaurant mensuel de chaque employé : « J'ai écrit une règle, et l'IA m'a retourné un code », détaille-t-elle en précisant qu'elle a ainsi pu ramener la durée de la tâche de six heures à dix minutes. De quoi susciter chez elle de nouvelles envies : « A présent, j'aimerais devenir consultante pour aider à la transformation des ressources humaines. »

Dans la promo, certains veulent créer leur propre entreprise. C'est le cas de Jérémy Nizard, docteur en pharmacie qui rêve de lancer un logiciel améliorant le parcours de soins des patients. « Grâce à la formation, je vais pouvoir commencer sans avoir besoin d'un technicien. J'irai plus vite », s'enthousiasme-t-il.

NOUVEAUX PROFILS

Les enseignements évoluent, les profils aussi. S'il y a dix ans, l'école attirait surtout des « digital nomads » – des personnes sans lieu de travail ni mode de vie fixes –, les candidats viennent désormais d'horizons beaucoup plus divers. « L'IA est considérée comme le nouvel anglais, une sorte de basique inévitable », résume Anne Dumas, la porte-parole du groupe. Ainsi,

parmi les étudiants, on peut croiser Chloé Lanquetin, une architecte d'intérieur spécialisée dans le design urbain. Curieuse de « savoir ce qu'il y a sous le capot de la machine », elle dit « préférer devancer la demande », car, dans son secteur, « les boîtes commencent à intégrer l'IA ».

Pour mettre tout ce petit monde au diapason, l'école prévoit une semaine de remise à niveau, avant le début du cursus, notamment pour ceux qui n'auraient jamais mis les mains dans la tech. « Sur les data sciences, il n'est pas possible de rejoindre le programme si on a zéro prérequis en maths et en programmation », prévient Virginie Vinson, alors que les autres restent plus accessibles aux débutants, avec un bac +1.

Si la demande a augmenté – les formats courts, ciselés pour les besoins spécifiques de chaque entreprise, sont plébiscités –, l'offre de formations s'est aussi étoffée ces dernières années. « Le marché est plus compétitif qu'avant le Covid-19 », confie Virginie Vinson. Sur ce créneau, on trouve pêle-mêle des organismes comme Alegria Academy, un réseau de campus comme celui de la Wild Code School – école de développement Web et mobile –, des écoles de commerce innovantes telles que la Rocket School ou encore une multitude de formations en ligne, à l'instar de celles d'OpenClassrooms.

Dans ce paysage hétéroclite, Le Wagon mise sur le développement international. Outre ses campus dans plusieurs villes françaises (Nantes, Lille, Bordeaux ou Lyon), il est présent dans de nombreux pays, de l'Europe au Japon en passant par le Canada. Depuis sa création, le groupe a formé 32 000 élèves, dont plus des deux tiers à l'étranger. ●

MARJORIE CESSAC



BSB  
BURGUNDY SCHOOL OF BUSINESS



TOP 50  
MONDE  
FT  
MASTERS IN  
MANAGEMENT  
2025 RANKING

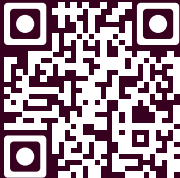
# GRANDE ÉCOLE DE MANAGEMENT

CAMPUS DIJON, LYON ET PARIS

MASTER  
GRANDE ÉCOLE  
INITIAL OU  
ALTERNANCE

11 MASTÈRES  
SPÉCIALISÉS /  
MSc

DECouvrez TOUTES NOS FORMATIONS



CONTACT  
infocandidats@bsb-education.com  
Tél. 07 44 09 48 79

bsb-education.com





# DUR, DUR, D'ÊTRE LEADER

**Enquête** Trop courtes, déconnectées... Les formations au management s'avèrent parfois décevantes

Comment un «jaune» (enthousiaste) peut-il bien manager une équipe composée de «rouges» (directifs), de «bleus» (prudents) ou de «verts» (méthodiques)? Comment arbitrer un conflit entre un ENTJ (commandant) et un INFP (idéaliste)? Vous connaissez ces sigles et ces couleurs? Alors, vous connaissez déjà les catégorisations «MBTI» (Myers Briggs Type Indicator) et «DISC» (dominance, influence, stabilité et conformité), deux tests de personnalité qui se sont frayé un chemin dans les entreprises françaises ces dernières années, dans le cadre de recrutements ou de formations.

Le MBTI est un questionnaire de personnalité inspiré de la théorie des types psychologiques de Carl Gustav Jung et élaboré par une mère et sa fille, toutes deux dépourvues de formation en psychologie. Le test classe 16 types de personnalités réparties en fonction de quatre axes : extraversion/introversion, sensation/intuition, pensée/sentiment, jugement/perception. Les catégories de personnalités portent des noms séduisants : «avocat», «médiateur», «architecte», «virtuose», «logisticien», «directeur»...

Si ces tests font sourire ceux qui les passent – à commencer par l'auteur de cet article, étiquetée «ENFP-T (soit une per-



YIMENG SUN

**54 % DES CADRES ESTIMENT QUE LES FORMATIONS QUI LEUR SONT PROPOSÉES NE RÉPONDENT PAS À LEURS BESOINS**

sonnalité d'inspiratrice turbulente) jaune» à la suite de tests passés lors d'une formation en management –, ils figurent parmi les plus réputés. Or, selon plusieurs chercheurs, ils s'apparentent davantage à l'astrologie qu'au management et à la psychologie, deux disciplines académiques centenaires.

Vincent Berthet, maître de conférences en psychologie quantitative à l'université de Lorraine et chercheur associé au CNRS, travaille depuis plusieurs années sur les tests de personnalité et leur méthodologie. Il constate un décalage entre ce que préconise la science et ce qui se fait en entreprise. «Les outils comme le DISC ou le MBTI sont des tests typologiques. Ils enferment les gens dans des cases à un moment T.»

Le chercheur préfère de très loin la méthode des Big Five, OCEAN en français (ouverture, «conscienciosité», extraversion, agréabilité et «névrotisme»), qui repose non pas sur un classement en cinq catégories mais sur un score dans chacune de ces catégories. «C'est un outil plus complexe, plus scientifique. Or, la demande des entreprises est de former les salariés à des contenus pratico-pratiques et simplifiés», explique-t-il.

## ANXIÉTÉ ET TENSIONS

Une tendance confirmée par les acteurs du secteur. Les formations professionnelles des salariés sont de plus en plus courtes, et de plus en plus «concrètes», insiste Laurence Ballereaud, directrice de projet chez Cegos, l'un des organismes leader sur le marché qui a formé au management près de 30 000 personnes en 2025. Les entreprises sont à l'image de la société, traversées par les questions de conflictualité, d'anxiété, de tensions intergénérationnelles et interculturelles et de changements rapides et profonds, déroule-t-elle. Le manager se trouve au cœur de ces tensions : il doit faire fonctionner une organisation et atteindre des objectifs fixés par sa hiérarchie.

Pour y parvenir, les entreprises misent sur la formation de leurs cadres. Ainsi, 40% de cadres du secteur privé ont bénéficié d'une formation au cours des trois dernières années, selon une étude de l'Association pour l'emploi des cadres publiée en 2023. Ils se forment aux compétences techniques (pour 73%), aux méthodes de travail (39%), au management (37%) et au développement personnel (30%). Mais leur niveau de satisfaction laisse à désirer. Une majorité d'entre eux (54%) estiment que les formations qui

leur sont proposées ne répondent pas à leurs besoins. Voire leur font perdre du temps.

Comme Marie (qui préfère rester anonyme), directrice adjointe d'un département dans une grande école d'ingénieurs. Depuis janvier 2025, elle manage une dizaine de personnes – des enseignants, comme elle. Sa direction, sous l'impulsion des syndicats, décide d'organiser des sessions de formation pour les nouveaux managers. «Au début, j'étais enthousiaste, mais j'ai vite déchanté», raconte l'enseignante. La partie théorique sur le rôle du manager lui semble très éloignée de ce qu'elle vit au quotidien : «C'était très basique, ça correspondait à ce que j'avais pu lire sur Internet.» Sans parler des situations proposées lors des jeux de rôle, inadaptées à son environnement de travail. «Impossible de savoir si nous avions bien agi dans la situation donnée. Bénéfice proche de zéro», résume-t-elle.

Un classique des formations «hors-sol». «On ne peut pas apprendre à manager si on ne regarde pas le travail réel, c'est-à-dire ce que les gens font sur le terrain», rappelle le chercheur Jean Pralong, professeur en gestion des ressources humaines à l'EM Normandie. De même, on ne peut pas extraire le manager de sa hiérarchie et des contraintes imposées. On manage comme on est managé. C'est pourquoi un certain nombre de formateurs préfèrent des approches plus «expérientielles». «Nous avons des méthodes inductives, où les participants font, puis nous tirons des règles générales et nous voyons comment les appliquer ensuite», détaille Laurence Ballereaud.

Le marché de la formation est aussi traversé par de fortes disparités, même s'il s'est professionnalisé ces dernières années, estime la directrice de Cegos. En mai 2024, un rapport de l'inspection générale des affaires sociales soulignait que le système de vérification de la qualité des formations était encore trop «complexe» en raison de la «multiplicité d'acteurs» et de la définition même de la notion de «qualité».

L'un des principaux risques pour les experts est la confusion

**L'UN DES RISQUES EST LA CONFUSION AVEC LE COACHING ET LE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL**

entre management, coaching et développement personnel. «Le développement personnel relève souvent de registres ésotériques ou psychologisés, assez éloignés des contenus théoriques sur le management, analyse Xavier Philippe, professeur de sociologie du travail à l'EM Normandie. On fait croire que la performance du salarié découlerait essentiellement de son attitude individuelle, de son état d'esprit, indépendamment des conditions concrètes de travail.»

## «BOÎTE DE PANDORE»

Les dispositifs «psychologisés», comme les tests de personnalité ou certaines mises en situation, participent à une dévitalisation des contenus pratiques et techniques, estime le chercheur. «On ouvre parfois une véritable boîte de Pandore, poursuit Xavier Philippe. On met des personnes en difficulté, on joue à l'apprenti sorcier, puis on se satisfait d'évaluations fondées uniquement sur le ressenti immédiat des participants. Or, une formation ne peut être évaluée sérieusement que dans le temps, en observant ses effets réels sur le travail.»

Parfois, les formations servent aussi à faire accepter des «messages cachés». Psychiatre de formation, Thierry (qui préfère rester anonyme) a été pendant quinze ans directeur médical d'un établissement sanitaire pour adolescents. Il a suivi plusieurs sessions de management : «On nous y présente des séries de PowerPoint, des recettes tirées d'une documentation abondante – souvent nord-américaine –, de la psychologie sommaire de type cognitivo-comportementale à la mode parce qu'elle permet de ne pas trop penser. Tout cela serait presque anodin si, en arrière-plan, la direction générale poussée par les pouvoirs publics ne cessait de tailler dans les effectifs, jusqu'à ce que l'établissement se retrouve à peu près exsangue.»

C'est peut-être là, aussi, l'une des raisons de l'insatisfaction croissante des cadres ces dernières années. Une fatigue des discours creux et d'une hypocrisie généralisée. Alors que les contraintes augmentent, que les indicateurs se multiplient, le pouvoir d'agir et les marges de manœuvre des salariés diminuent. Christophe Schmaltz, professeur de management à HEC Executive Education, le dit autrement : «Finalement, c'est un problème presque philosophique, car il y a une demande cachée des entreprises : former des managers autonomes mais qui restent de bons petits soldats obéissants.»

MARINE MILLER

# IL ÉTAIT UNE FOIS, VOUS.

**Vous et vos rêves d'un monde plus inclusif. Vous et l'ambition d'une carrière pleine de sens. Lancez-vous avec confiance et réussite. Changeons, ensemble, le cours de votre histoire.**

[www.iae-paris.com](http://www.iae-paris.com)

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE  
**IAE PARIS**  
SORBONNE BUSINESS SCHOOL

Une grande histoire de management



JOURNÉE  
PORTES OUVERTES  
EXECUTIVE  
21 MARS  
2026

SORBONNE



# Pour les seniors, la fac d'abord

Les plus de 50 ans en formation continue choisissent de plus en plus l'université, attirés par le gage de qualité et des tarifs moins onéreux que dans le privé

Elle avait pourtant la bosse des livres. Mais en essayant, à 18 ans, un 6/20 à l'épreuve de philosophie du bac, Louise (le prénom a été changé à sa demande) a dû tirer un trait sur ses rêves de grandes études. A elle la vie active! Après trente-cinq ans dans l'export, elle a été déclarée en invalidité. L'occasion d'assouvir son goût d'apprendre. Après avoir suivi des cours d'histoire et d'histoire de l'art en auditrice libre à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, elle se lance à l'automne 2025, à 63 ans, dans un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU). Accessible uniquement en formation continue, ce cursus – de 250 heures à 387,5 heures, selon les options – offre la possibilité, après une remise à niveau, de poursuivre dans le supérieur. « Mon échec au bac m'a causé une blessure narcissique qui m'a enfermée dans un complexe d'infériorité », confie Louise. Cette formation, qui coûte 1050 euros sans l'aide de 1000 euros de la région Ile-de-France, lui permet de réapprendre à réfléchir et de reprendre confiance en elle.

A Paris-I, pour l'année universitaire 2024-2025, le nombre de seniors est monté à 105, soit près du double par rapport à 2022-2023. A la même période, à l'université Bordeaux-Montaigne, ils étaient 161 âgés de plus de 50 ans

contre 123 trois ans plus tôt. La progression est comparable à l'université Grenoble-Alpes – de 509 stagiaires seniors il y a quatre ans à 643 cette année.

On est loin du raz-de-marée, mais la tendance est là. Grâce à ce nouveau public, les recettes liées à la formation continue à Lyon-I ont progressé de 15% sur quatre ans. Le tout, sans augmentation significative de tarifs. Des ressources précieuses pour les universités françaises, qui ont toutes voté un budget initial 2026 en déficit.

« Ces dernières années, elles avaient surtout mis l'accent sur l'alternance », rappelle Olivier Meier, professeur des universités HDR (habilité à diriger des recherches) et président de l'Observatoire Action sociétale action publique. La baisse des aides à l'embauche et la suppression partielle des exonérations de cotisations sociales en 2026 ont changé

**AVEC LE RECUL DE L'ÂGE LÉGAL DE LA RETRAITE, LES « QUINQUAS » SONT OBLIGÉS DE MAINTENIR LEURS COMPÉTENCES À JOUR**

la donne. « La formation continue redevient essentielle pour les établissements. » Côté seniors, la demande est forte. « Contrairement à certaines idées reçues, beaucoup aiment apprendre, se développer », souligne Olivier Meier. Sans surprise, ces seniors en quête de plaisir, de socialisation ou d'expression personnelle se tournent plutôt vers les sciences humaines : la philosophie, l'histoire, l'art, ou le patrimoine.

**« RÉFLEXION PERSONNELLE »** Ancien médecin généraliste et professeur des universités, Paolo di Patrizio, 65 ans, a profité de son départ en retraite à l'automne 2025 pour assouvir un vieux rêve : passer une licence de théologie. « J'avais envie, par ces études, de donner du sens à une réflexion personnelle, raconte-t-il. Et franchement, je m'éclate. » Toutefois, la majorité des troupes se retrouvent plutôt dans des formations professionnalisantes. Les réformes successives des retraites n'y sont pas étrangères. Avec le recul de l'âge légal de départ, les quinquagénaires sont en effet obligés de maintenir leurs compétences à jour.

Sauf que beaucoup d'entreprises rechignent à les former. D'après l'enquête « Besoins en main-d'œuvre 2025 » de France Travail, seuls 12% des salariés de plus de 55 ans bénéficient de for-

**CES FORMATIONS SONT DES RESSOURCES PRÉCIEUSES POUR LES UNIVERSITÉS, EN DIFFICULTÉ**

mations internes, contre 35% pour les moins de 40 ans. Ils sont donc de plus en plus nombreux à prendre leur destin en main. « Cinquante ans, c'est un âge charnière, rappelle Nicolas Berland, professeur en contrôle de gestion à l'université Paris-Dauphine-PSL. Beaucoup veulent sécuriser leur fin de carrière. » Certains recherchent seulement une réassurance académique. « Ils ont réussi sans diplôme prestigieux et veulent consolider leur légitimité face à des interlocuteurs très diplômés. » C'est le cas d'Henri Grego, 60 ans, formateur en droit social. « J'avais un diplôme d'établissement du Conservatoire national des arts et métiers, mais je voulais décrocher un titre national reconnu », explique-t-il. Un marqueur personnel de reconnaissance, mais pas seulement. « Le diplôme assoit les compétences, affirme-t-il. Il est essentiel face à des professionnels comme les avocats. »

Il a donc mis sa vie professionnelle entre parenthèses pour passer un master 2 en droit social à l'université Paris-Panthéon-Assas. Une référence dans le domaine. Et il ne s'est pas arrêté là : son sésame en poche, il a choisi de prolonger sa formation par une thèse. Avec l'espoir, éventuellement, « de devenir avocat ou de développer davantage l'enseignement pour avoir une fin de carrière différente, intellectuellement vivace », ajoute-t-il.

**« ÉNERGIE ET IMPLICATION »** Le développement de l'intelligence artificielle joue aussi dans les choix de formation. « Les gens réalisent que beaucoup de tâches désormais peuvent être gérées par la technologie et qu'on les attend plus sur de la gestion, du pilotage », note Olivier Meier. D'où un intérêt croissant pour la gestion ou le management. A Lyon-III, les masters en management des organisations de santé, en droit de la santé ou dans les parcours liés à la qualité et à la gestion des risques représentent près de 30% des inscrits de plus de 50 ans. Les diplômés d'université en sciences de gestion regroupent, eux, environ 22% des effectifs seniors.

Pourquoi choisissent-ils l'université? Avant tout pour le label qualité. « Chez nous, le savoir est adossé à la recherche. Cela garan-

tit une actualisation des contenus et une rigueur méthodologique », souligne Christophe Pascal, vice-président chargé des relations avec le monde socio-économique et de l'entrepreneuriat à l'université Lyon-III. Les tarifs, souvent bien plus modérés que dans le privé, pèsent aussi dans la balance. Un executive master en management des entreprises-management général à l'Institut d'administration des entreprises de Lyon – qui dépend de Lyon-III – revient à 11500 euros, alors qu'à l'Essec il est facturé 28800 euros.

Face aux besoins, faut-il développer davantage la formation continue en université? Julien Gossa se montre sceptique. « Cela demanderait beaucoup d'énergie et d'implication, et ça ne rendrait pas forcément service à la nation, car d'autres acteurs dans le privé le font déjà », assure le maître de conférences en informatique, et membre du laboratoire SAGE de l'université de Strasbourg-CNRS. « En revanche, les gens se posent pas mal de questions sur l'écologie, l'économie, la géopolitique. Maintenant qu'on a terminé la massification éducative, on pourrait développer de la formation continue pour les adultes à des fins d'émancipation citoyenne. » Un projet de société bien loin des logiques économiques actuelles. ●

ÉLODIE CHERMANN

> L'IESEG vous accompagne au travers de parcours sur mesure, de formations diplômantes (Executive Mastères Spécialisés® et Global MBA) et de projets de recherche appliquée, pour votre transformation et celle de votre organisation.



EMPOWERING CHANGEMAKERS FOR A BETTER SOCIETY\*

\*Former et faire grandir les acteurs du changement œuvrant pour une société meilleure



# RETOUR À LA CASE DÉPART

En quête de sens ou pour assouvir une passion ancienne, ils se sont reconvertis. Mais, confrontés à des difficultés inattendues, ils ont choisi de revenir à leur première carrière



YIMENG SUN

Pour Rémy Coulot, originaire du Sud-Est, c'était un rêve de gosse : exploiter sa fibre artistique, pas vraiment mise en valeur jusque-là par ses études scientifiques. Après vingt années passées à des postes d'ingénieur dans le secteur environnemental, il a, à 44 ans, franchi le pas. « J'avais des difficultés professionnelles, j'étais en quasi-burn-out. Un soir d'octobre 2022, je suis rentré chez moi et je me suis dit : "Stop! Ça ne peut plus durer" », se rappelle-t-il. Il lui faudra un an pour ficeler son projet de reconversion, obtenir un financement régional et trouver sa formation. En septembre 2023, il démarre son CAP art et techniques de la bijouterie-

joaillerie. « Le paradis sur terre ! J'avais effectivement des prédispositions. Les profs m'ont dit que j'étais fait pour ça. » Rémy est doué, au point d'être embauché en CDI dans l'atelier où il a fait son stage. Mais la belle histoire va s'arrêter là. Dans le métier du sertissage, on est rémunéré à la tâche et les simulations qui lui avaient été présentées se sont vite révélées trop optimistes. Au lieu des 2200 euros brut par mois annoncés – qui représentaient déjà une forte baisse, en comparaison avec ses 4000 euros d'ingénieur –, il plafonne au smic. Sur le fond, son travail est très répétitif – il s'y attendait –, mais s'y ajoute un niveau de difficulté technique qu'il avait sous-estimé. Dans l'équipe,

il souffre également d'un manque d'accompagnement. Sans compter les trois heures de route aller-retour qu'il doit effectuer chaque jour pour se rendre à l'atelier depuis son domicile. Le coup de grâce arrive lorsque son patron annonce une baisse d'activité pour les mois suivants. Rémy démissionne. « Pour [se] rassurer » dans ce moment d'inactivité, il regarde les offres d'emploi dans son premier métier. Une proposition lui arrive rapidement, il l'accepte. Moins de trois ans après la décision de se reconverter, le voilà donc revenu à la case départ. Au début, le soulagement d'avoir retrouvé une situation plus solide l'emporte. « Ça m'a rassuré, je retrouvais ma zone de confort, avec un bon salaire, des relations de travail qui m'avaient manqué », explique-t-il. Mais, quelques mois plus tard, il accuse le coup. « J'avais fait un parcours sans faute dans cette reconversion. Je pensais que c'était gagné. Subir ce revers, c'est vraiment injuste », confie le père de famille.

**CAMILLE AUX FOURNEAUX**  
Se reconverter dans une tout autre carrière représente une sacrée prise de risque que peu de salariés sont prêts à affronter. Selon une étude de l'Association pour l'emploi des cadres menée en 2022 sur le sujet, 31 % des cadres indiquent avoir un projet de reconversion, mais seuls 8 % affirment avoir véritablement entamé des démarches. Et, dans ce petit groupe, « seuls 15 % optent pour un métier radicalement différent ». Parmi les plus importantes raisons qui poussent à la rupture figurent en tête la reconexion à une passion ancienne et la quête de sens. Deux motivations « du cœur » qui font parfois oublier, ou minimiser, les difficultés à venir. C'est ce qui est arrivé à Camille (les personnes désignées uniquement par leur prénom ont souhaité rester anonymes), 40 ans aujourd'hui, qui a tout quitté il y a dix ans pour se lancer dans la cuisine, une passion familiale. Ses arrière-grands-parents, ses grands-parents et ses parents étaient déjà de la partie. Attachée de presse à Paris après un master en communication, la jeune femme a pris la direction du sud-est en 2015 et passé un CAP cuisine. Après une première expérience catastrophique de trois mois sur une plage privée, elle va trouver une place de second dans un res-

**« JE FAISAIS UNE VRAIE CUISINE DE SAISON, MAIS JE N'EN POUVAIS PLUS DE VIVRE COMME UNE ÉTUDIANTE »**  
CAMILLE  
cuisinière revenue aux relations presse

taurant de quartier. Elle y restera sept ans : « Je faisais la cuisine que j'aimais, une vraie cuisine de saison, avec des produits du marché et des influences étrangères. Une belle expérience. » Mais Camille gagne le smic (1350 euros nets) pour des semaines de travail de 60 à 70 heures. Divorcée du père de ses jumeaux, elle se retrouve à consacrer un tiers de son salaire en nounou. Et finit par jeter l'éponge en août 2024. « Je n'en pouvais plus de vivre comme une étudiante », reconnaît-elle. Depuis, Camille a renoué avec le secteur des relations presse. Elle est désormais à son compte, gagne 3000 euros nets par mois. « Je fais des grosses journées de travail, mais en termes de fatigue, ça n'a plus rien à voir. Aujourd'hui, j'ai le temps et l'énergie de faire des activités avec mes filles le week-end. » Comme pour Rémy, l'acceptation de ce revirement a été difficile : « Je l'ai vécu comme un échec. Mais, avec le temps, je l'ai vu d'une autre façon : je me suis dit "tu l'as fait, et bien fait" ».

**LÉA « DANS LE GRAND BAIN »**  
Dans la famille « métier quête de sens dont on sous-estime la pénibilité », celui d'enseignant figure en bonne place. Diplômée de l'école de communication du Celsa, salariée dans une agence du secteur, Léa (le prénom a été modifié) avait 29 ans quand elle a traversé une grosse crise professionnelle. « Je déprimais, je ne voyais pas le sens de ce que je faisais, j'avais l'impression de gagner trop. Je voulais me lever le matin et sentir que j'étais utile », raconte-t-elle. Plus jeune, elle avait été dissuadée de devenir enseignante, encouragée par ses profs à viser plus haut. Décidée à en finir avec cette frustration, elle se lance en 2015. Prépare seule, avec le CNED, le concours de professeur des écoles et fait sa première rentrée devant des élèves de CE1, à Clichy (Hauts-de-Seine). L'enseignante

stagiaire se sent « jetée dans le grand bain », mais est heureuse. « C'était super de rentrer chez soi le soir et de sentir qu'on a été utile à quelque chose. » Mais avec les années s'accumulent aussi la fatigue et la frustration. « On est en première ligne. On fait face à des situations tragiques, c'est très dur psychologiquement. Et je me sentais souvent seule face aux élèves en difficulté », explique-t-elle. Autre ombre au tableau : le manque de perspective d'évolution de carrière. « Changer d'académie est très compliqué. Et, à part enseignant, les seuls autres postes possibles – directeur d'école ou maître formateur – ne m'attiraient pas », ajoute Léa. En 2022, elle prend la décision de partir et saute le pas l'année

suivante. Elle retrouve un poste de chargée de communication, son premier métier, et vit un « renouveau » : une hiérarchie présente, des problématiques intéressantes et, enfin, le temps de profiter de ses enfants nés en 2018 et 2021. En matière de salaire, elle repart en revanche en bas de l'échelle. Mais peu importe. Le véritable sacrifice financier a été fait lors de sa première reconversion : au bout de presque dix ans dans l'enseignement, elle gagnait 2200 euros net, son salaire de débutante dans la com. Léa n'a pas vécu cette expérience comme un échec : « Je ne regrette rien. J'étais fière d'avoir fait ce choix. » Également reconverti dans l'enseignement, Bertrand, lui, n'aura

MASTÈRE SPÉCIALISÉ\*

CONSTRUIRE LES MONDES DE DEMAIN

MASTÈRE SPÉCIALISÉ\* & EXECUTIVE

ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSÉES

Executive Masters, MSc, Certificats :

- BIM
- Financement - Infrastructure Project Finance
- Génie Civil et Ecoconception
- Génie Civil des Grands Ouvrages pour l'Energie
- Gestion de Projet - Management of Energy Projects
- Immobilier et Bâtiment Durables

Jumeaux Numériques - Digital Twins

- Logistique - Supply Chain Design & Management
- Matériaux Critiques - Critical Materials
- Mobilité et Data - Smart Mobility
- Réhabilitation du Patrimoine (2026)
- Systèmes de Transports Ferroviaires et Urbains

Certificats en innovation sur 2 à 4 jours :

- Design Thinking, Design Fiction, Design Sustainable

www.ecoledesponts.fr

SciencesPo

EXECUTIVE EDUCATION

Découvrez nos formations professionnelles en **leadership, management, gouvernance et stratégie** sur :

[www.sciencespo.fr/executive-education](http://www.sciencespo.fr/executive-education)



# Les cadres dynamiques préfèrent la céramique

Un nombre croissant de cols blancs quittent le tumulte de l’open space pour la tranquillité de l’atelier artisanal. Portraits croisés

« **LE VENDREDI, J'ÉTAIS DANS LES VIGNES, LE LUNDI, JE COMMENÇAIS À LA CLINIQUE** »

CLAIRE  
saisonnière  
viticole redevenue  
psychologue

tenu que deux ans. A presque 35 ans, ce comptable avait l'impression d'avoir *«fait le tour»* de son travail. Le confinement de 2020 a été le déclic pour ce passionné d'histoire-géographie. Il entame à l'université de Toulouse une année de formation financée par la région, puis, l'année suivante, fait sa rentrée comme professeur stagiaire à Auch.

«J'aimais beaucoup le relationnel avec les élèves, se souvient-il. C'est l'écosystème Education nationale qui a été difficile à vivre: les lourdeurs administratives, les imprévus à gérer en permanence, le sentiment d'être livré à soi-même...» Après un premier semestre épuisant et un début de dépression qui ne dit pas son nom, Bertrand décide de décrocher. Père de deux enfants, il doit rapidement retrouver du travail. Le plus simple est de se tourner vers son ancien métier, là où il a une expérience à faire valoir. «Au début, je me suis dit "tout ça pour ça", mais aujourd'hui je ne vois pas ça comme un échec. J'ai essayé, fait de mon mieux.»

**CLAIRE DANS LA VIGNE**  
Aucun regret non plus pour Claire (le prénom a été modifié), qui avait quitté son travail de psychologue pour se lancer dans

le vin avant de faire demi-tour. Diplômée en psychologie en 2016, la jeune femme avait accepté un poste, sans enthousiasme, dans un Ehpad du Vaucluse. Un choix de raison qui n'a tenu que trois ans. «Je suis une grande amatrice de vin depuis longtemps, j'avais très envie de travailler dans le secteur viticole», explique-t-elle.

Claire effectue son premier stage dans un domaine en mai 2020, pour participer à l'ébourgeonnage. Suivront trois mois de taille de la vigne en Bourgogne, des missions en Provence, puis une année de BTS viticulture-œnologie. Claire se voit bien commencer comme ouvrière viticole, puis monter les échelons jusqu'à devenir responsable de domaine, mais les doutes vont vite apparaître.

«Mon année de BTS a été très dense, stressante. Le niveau était élevé et j'avais clairement des lacunes en chimie», se souvient-elle. A la fin de l'année 2022, diplômée, Claire décroche un contrat de saisonnière dans un domaine viticole des Pyrénées-Atlantiques. Elle est censée être payée au smic, mais se retrouve régulièrement au chômage forcé, son employeur lui demandant de ne pas venir travailler les jours de pluie. A cela s'ajoute l'apparition de douleurs, au dos ou à l'épaule, liées à sa posture de travail.

«Un jour, j'ai vu une annonce pour un poste de psy à temps plein près de Cahors et j'ai été prise. Le vendredi, j'étais dans les vignes, le lundi, je commençais à la clinique.» Claire est heureuse d'avoir retrouvé une sécurité professionnelle, même si elle n'a pas abandonné son autre passion. «L'idéal, ce serait de trouver deux mi-temps». ●

CHARLOTTE BOZONNET

Alexandre Tatay, 32 ans, désirait un travail stable. Un CDI, une fiche de paie prévisible et des congés payés. Après un bac + 5 en études européennes et marketing, il devient attaché de presse à l'université de Strasbourg. Dans son bureau, l'actualité «anxiogène» défile sous ses yeux, entre deux communiqués à rédiger. «C'était répétitif», dit-il en soupirant. Fin 2022, un cours de céramique de deux heures, offert par son grand frère, vient bousculer sa routine: «J'ai adoré mettre mes mains dans l'argile, la transformation de la matière, la façon dont elle réagit sous les doigts.» Il souscrit un abonnement de quinze heures par mois dans un autre atelier strasbourgeois. Peu à peu, la création prend le pas sur son activité de bureau. «Je ne pensais plus qu'à mes nouvelles idées de sculpture, mêlant formes organiques et géométriques», s'enthousiasme le trentenaire.

En octobre 2025, son contrat terminé, Alexandre s'inscrit à l'Ecole de céramique de Provence, à Aubagne (Bouches-du-Rhône). «Elle est réputée, et mon frère habite dans le coin.» Il suit une formation continue de huit mois pour préparer le CAP tournage. De 8 heures à 17 heures, il alterne prises de notes sur l'histoire de l'art et travail au tour, qui consiste à centrer la terre et à la faire monter sans qu'elle s'affaisse.

«Sur les 26 apprenants, la moitié sont en reconversion. Des médecins, des banquiers, des cadres, âgés de 25 à 60 ans, qui ont tout quitté», indique Renaud Andreani, responsable de la section céramique. Formé à l'école provençale en 1998, cet artisan quadragénaire a commencé en fabriquant surtout des poteries utilitaires, entouré de tourneurs en série: «Une autre époque. Ces dernières années, la poterie s'oriente davantage vers l'objet artistique.»

**«SE FAÇONNER SOI-MÊME»**  
Depuis 2020, le nombre de céramistes et potiers en France a presque doublé, passant d'environ 3400 à près de 7800 en 2025. «L'arrivée de ces nouveaux talents est une excellente nouvelle!», se félicite Joël Fourny, président de la chambre des métiers et de l'artisanat (CMA France). Au total, 19 % des artisans issus d'une reconversion sont d'anciens cadres. L'offre de formation se structure entre écoles délivrant des diplômes reconnus et centres assurant des formations continues axées sur l'acquisition de compétences professionnelles. «Les deux sont liés à des ateliers professionnels qui accueillent des stagiaires», observe Sara Susini, vice-présidente du Collectif national des céramistes (1300 membres). Selon la Caisse des dépôts, 1034 formations continues en «poterie céramique» ont été financées par le compte personnel de formation en 2025.

A rebours des agendas saturés et des réunions à répétition, la poterie impose

**«LES TABLEAUX EXCEL NE ME SUFFISAIENT PLUS, CE N'ÉTAIT PLUS VALORISANT»**

STÉPHANIE DORISON  
ancienne marketeuse

un autre rythme à ces cadres pressés: «Il faut parfois quinze jours, entre le tournage, le séchage et la cuisson, avant de sortir une pièce du four», souligne Sarah Cambot, ancienne audioprothésiste devenue cofondatrice du Bol, une plateforme qui met en lien débutants et professionnels, et propose des formations en ligne, des cours et des stages. «Il y a un ras-le-bol des métiers abstraits et une envie de ralentir.»

Quitter l'open space pour l'artisanat: le mouvement n'a rien d'inédit, rappelle la sociologue Flora Bajard. «Les travailleurs ont toujours cherché à rompre avec un travail aliénant. La poterie offre un espace où l'on se façonne soi-même en même temps que la matière.»

Christelle Couturier, 57 ans, suffoquait sous ses dossiers. Notaire pendant vingt-six ans, elle a vu son métier se transformer sous ses yeux. «Dans les années 1980, on mettait trois semaines avant de signer un compromis de vente. Avec la dématérialisation, tout est devenu instantané.» Depuis

2013, elle s'offre, chaque été, un stage de céramique en France. Jusqu'à se demander si elle ne gâche pas sa vie à rédiger des actes à la chaîne. Avec son compagnon, le débat s'est invité dans leur maison lyonnaise. Doit-elle balayer ses années d'études ou continuer à pousser la porte du cabinet, la boule au ventre? «Ma génération ne quitte pas son boulot comme ça.» En 2021, le virage est pris: rupture conventionnelle, formation à l'école Créamik (Morbihan) à 14 000 euros – payée avec ses économies –, puis ouverture d'un atelier à Saint-Bonnet-de-Mure (Rhône) en 2023.

**«C'EST TRÈS PHYSIQUE!»**  
A plusieurs centaines de kilomètres, la vitrine pastel de Maison Dorison, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), raconte une autre histoire de bascule. En 2021, lors d'un stage de tournage à Paris, Stéphanie Dorison, 51 ans, confie son ennui au bureau et son désir de retrouver la céramique qu'elle pratiquait, étudiante. «Qu'est-ce qui vous empêche d'avoir votre atelier?», lui lance l'animatrice, une DRH reconvertie. En quelques mois, elle monte un business plan et finance sa formation continue en arts et techniques céramiques (19 000 euros) par le biais du Projet de transition professionnelle – un dispositif qui soutient les reconversion des salariés en prenant en charge les frais pédagogiques et une partie du salaire. «C'était effrayant de sauter le pas, mais c'est sans regret!» Son poste en marketing achat lui semble loin: «Les tableaux Excel ne me suffisaient plus, ce n'était plus valorisant.» Sans parler des perspectives d'évolution «limitées».

«Alors que les métiers cognitifs de bureau connaissent un déclassement salarial et symbolique, la poterie peut devenir une échappatoire», analyse Jean-Laurent Casely, auteur de *La Révolte des premiers de la classe* (Arkhé, 2017). Mais la réalité est rude. Marie Labro, 40 ans, qui lance son atelier à Vannes en 2022, s'en rend compte rapidement. «Porter des kilos de terre, se tenir debout parfois jusqu'à 21 h 30 pour mes cours adultes... C'est très physique!», admet l'ancienne architecte. Longtemps coincée derrière un écran, elle savoure néanmoins la

possibilité d'«alterner les postures». Mais le quotidien reste chargé. Entre les cours, le recyclage des matériaux et le nettoyage, la création se fauille dans les interstices. «Grâce à mon conjoint, salarié au CHU de Vannes, qui assure économiquement, je consacre un jour et demi à la production de mes pièces.» Une vie loin de l'image romantique du potier solitaire.

A l'école Créamik, une présélection veille à ce que les candidats savent dans quoi ils s'engagent. «Entre les investissements initiaux et le temps nécessaire pour stabiliser ses revenus, il faut aussi être passionné de gestion et de communication», insiste Perrine Liévois, responsable administrative.

De son côté, Marie a dû apprendre à suivre ses ventes et à valoriser son travail. Et, parfois, elle se plante: «Pour la Fête des mères, j'ai vendu des pots 14 euros pièce, alors que j'y avais passé une heure et demie pour chacun. Un artisan devrait compter 40 euros de l'heure.» Les céramistes accumulent aussi des refus sur les marchés de potiers et des heures de travail perdues. «Il y a eu des tests d'émaux qui étaient invendables. Forcément, parfois, on se décourage», soupire Christelle Couturier.

Précarité du métier, formations coûteuses... Pour beaucoup, la reconversion reste hors de portée. «Tout le monde aspire à un métier plus sensé, mais les classes populaires n'ont pas toujours le temps ni les moyens financiers», explique Flora Bajard. Au smic, Christelle Couturier a vu son salaire divisé par trois, mais elle tient, grâce à ses économies. Stéphanie Dorison, elle, ne se verse aucun revenu, malgré soixante heures de travail hebdomadaire. Pour subvenir aux besoins de ses trois enfants, elle s'appuie sur ses indemnités de chômage et sur son conjoint. Les doutes sont nombreux, mais elle garde le cap: «J'ai encore plein d'idées pour faire vivre ma passion.» Ce statut précaire n'est pourtant pas vécu comme un déclassement social. «On parle plutôt de "déplacement", un choix dans lequel la perte de revenu est vécue comme un véritable engagement dans le travail créatif», affirme Flora Bajard. Le prix à payer, si l'on veut une vie modelée selon ses propres règles. ●

AUDREY PARMENTIER

институт  
национален  
проф. език  
inālcō  
Institut national  
des langues  
et civilisations orientales

EXECUTIVE EDUCATION

Formation des cadres et dirigeants  
aux enjeux d'un environnement  
international et interculturel



Le monde est chez nous,  
nos experts le décryptent avec vous

Langues, cultures, géopolitique,  
communication et économie

Découvrez le catalogue  
de programmes courts  
EXECUTIVE EDUCATION



RDV le 17 mars 2026  
Salon de l'Executive Education - Paris 13e

CESI  
ÉCOLE D'INGÉNIEURS



**DYNAMISEZ  
VOTRE CARRIÈRE  
LIBÉREZ VOTRE POTENTIEL**

FORMATIONS DIPLÔMANTES  
OU CERTIFIANTES RECONNUES

- Mastère Spécialisé®
- Formation professionnelle
- Formation ingénieur-e
- Certificat

Industrie & Innovation

Informatique & Numérique

BTP & Génie Civil

QSE & Développement Durable

Management & RH

Campus de Nanterre  
paris.cesi.fr



Établissement d'enseignement supérieur technique privé - Association à but non lucratif



# UNIVERSITÉS: LA FIN DE L'AUBERGE CANADIENNE

Elles étaient réputées pour leurs frais abordables et leur multiculturalisme. Mais, depuis l'instauration de quotas d'étudiants étrangers par Ottawa, les facs s'inquiètent

MONTRÉAL (CANADA) - correspondance

Longtemps perçu comme un eldorado académique, conjuguant qualité de l'enseignement, infrastructures modernes et frais modérés – surtout au Québec –, le Canada voit cette image se fissurer. En cause, la mise en place par le gouvernement, en janvier 2024, d'un plafond d'approbation des permis d'études pour les étrangers. Lors de la présentation de son nouveau plan d'immigration, en novembre 2025, Ottawa a encore réduit la voilure, en abaissant le nombre de ces permis – 155 000 nouveaux étudiants étrangers autorisés pour 2026, soit moitié moins qu'en 2025. De même, les conditions d'admission des permis de séjour postdiplôme deviennent plus sélectives. L'inquiétude gagne les établissements, qui peinent à préserver leur pouvoir d'attraction et craignent une baisse de qualité de leur enseignement.

Au Québec, certaines institutions francophones enregistrent une véritable hémorragie : l'École nationale d'administration publique a vu son nombre d'inscrits internationaux chuter de près de moitié en un an. Si Campus France,

agence nationale spécialisée dans la mobilité étudiante, n'a pas encore mesuré la baisse globale de départs d'étudiants français vers le Canada, certaines écoles ont tenu leurs comptes. A titre d'exemple, l'École d'ingénieurs aéronautique et spatial Paris-IPSA, qui y envoyait chaque année une vingtaine d'étudiants, a dû réduire la cohorte de partants à six en 2025 et à trois pour la rentrée 2026. Soit une baisse de 85 % en deux ans.

Pour expliquer l'instauration de ce quota, le gouvernement canadien met en avant sa volonté de réduire la trop forte pression pesant sur sa capacité d'accueil, après plusieurs années d'immigration soutenue. Chaque gouvernement provincial fixe sa propre grille de répartition, selon ses priorités. Ainsi, au Québec, le pouvoir exécutif a décidé, en février 2025, la fin du Programme québécois d'échanges étudiants (PQEE).

Avec, pour conséquence, la dissolution de coopérations, parfois nouées depuis de nombreuses années. « Toutes les universités et écoles françaises du programme sont touchées. Les ententes signées avec le bureau de coopération interuniversitaire de la province ne sont plus en vigueur depuis le 31 mai 2025 », explicite



L'université Laurentienne, à Sudbury (Ontario), en 2020. UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

**« SI UN ÉTUDIANT NE VIENT PLUS CHEZ NOUS AUJOURD'HUI, ON PERD SES DROITS DE SCOLARITÉ POUR TROIS, QUATRE OU CINQ ANS »**  
CHRISTIAN BLANCHETTE  
recteur de l'université  
du Québec, à Trois-Rivières

Alice Fleury, directrice du bureau international de l'Institut d'ingénierie informatique de Limoges (3iL).

**« ÇA NOUS COUPE LES AILES »**  
Sur les campus, la baisse des effectifs étrangers crée une brèche financière que les universités pourraient mettre des années à combler. A l'université du Québec, à Trois-Rivières (UQTR), la chute du nombre d'étudiants internationaux, de 18 % en un an, représente 7 millions de dollars canadiens (4,4 millions d'euros) de revenus envolés. L'impact est immédiat selon son recteur, Christian Blanchette : « On a resserré nos

projets, avec un quasi-gel des embauches. Ça nous coupe les ailes, alors que nous sommes en pleine croissance. »

L'UQTR – qui compte sur un budget annuel de 330 millions de dollars canadiens – perd une source de financement d'autant plus précieuse qu'elle ne dépend pas des subventions gouvernementales. Le recteur redoute des effets durables : « Si un étudiant ne vient plus chez nous aujourd'hui, on perd ses droits de scolarité pour trois, quatre ou cinq ans. L'impact va s'alourdir d'année en année. »

Cet état des lieux des établissements d'enseignement supérieur canadiens est observé par leurs homologues et parte-



**EXECUTIVE EDUCATION**

« **Comprendre, anticiper et transformer : être acteur des mutations de demain** »

**Nos formations en communication, journalisme et management**

- Executive MBA
- Master communication
- Master journalisme
- Certificats
- Stages courts

Découvrez toutes nos formations sur : [www.celsa.fr](http://www.celsa.fr)



ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES  
EN SCIENCES  
DE L'INFORMATION  
ET DE LA COMMUNICATION

## « Si la porte québécoise se ferme, je devrai songer à d'autres options »

L'installation permanente après la fin du parcours universitaire est devenue plus difficile. En particulier au Québec, province de prédilection des Français

MONTRÉAL (CANADA) - correspondance

Mon parcours de vie était tout tracé. C'était écrit noir sur blanc : avec mon diplôme, je pouvais m'établir au Québec pour toujours. Ma thèse était censée être le début d'une nouvelle vie. Et finalement, c'est l'inverse absolu : un cul-de-sac », se désole Julian Ballester, 36 ans, doctorant en études littéraires à l'université du Québec à Montréal. « La fin du PEQ [programme de l'expérience québécoise], ça change tout pour moi. Le sens même des études que j'ai entamées ici s'envole. »

Au Québec, province appréciée des Français, le parcours d'immigration post-études se complique. Au cœur des débats : la fin du PEQ, officiellement suspendu le 19 novembre 2025. Ce programme permettait aux étudiants à temps plein et respectant plusieurs critères (langue, durée d'études) de demander ensuite un certificat de sélection de la province, première étape vers l'immigration permanente. Un sésame simple à obtenir, qui a permis à plus de 40 000 étudiants de s'installer au Québec entre 2016 et 2023.

Il a fait place au programme de sélection des travailleurs qualifiés (PSTQ), opérationnel depuis l'été 2025. Bien plus restrictif, il est calqué davantage sur les besoins du marché du travail de la Belle Province. Le gouvernement québécois reprochait au PEQ de ratisser trop large, sur le principe du « premier arrivé, premier servi ». Une source diplomatique reconnaît auprès du Monde que les étudiants français sont affectés par le resserrement des politiques d'immigration, tout en assurant que l'intérêt pour le Québec « reste vif ».

**EXIGENCES FINANCIÈRES**  
Les mesures québécoises s'ajoutent aux quotas d'étudiants étrangers par province imposés par Ottawa pour limiter l'afflux d'immigrants temporaires : le gouvernement fédéral a aussi resserré, en septembre 2025, les exigences financières pour postuler à un permis d'études. Avant de déposer sa candidature, il faut désormais prouver que l'on dispose d'au moins 22 895 dollars canadiens (14 198 euros) sur son compte en banque – et même 24 617 dollars au Québec, soit près de 10 000 dollars de plus

que l'année précédente. Les conditions pour obtenir un permis de travail post-études ont aussi été restreintes.

Pour l'instant, rien n'indique à Julian Ballester qu'il est éligible au nouveau programme. « Le PSTQ priorise les travailleurs qualifiés qui ont eu des diplômes du Québec, mais il faut avoir travaillé à temps plein, explique-t-il. Or, en tant qu'étudiant, je ne suis autorisé à travailler qu'à temps partiel. On vit une situation aberrante. Je n'ai pas envie de jouer à la roulette russe. Si la porte québécoise se ferme, il faut que je songe à d'autres options », souligne les Français.

Des étudiants déçus par ces changements envisagent désormais de passer par d'autres provinces pour immigrer définitivement au Canada. Pour cela, ils peuvent se tourner vers un programme fédéral, baptisé « Entrée express », fondé sur un classement à points, selon les études et l'expérience professionnelle, qui permet de devenir rapidement résident permanent hors Québec. La part des francophones qui ont pu s'établir au Canada par l'intermédiaire de celui-ci a grimpé de 3 % en un an.

Aram Musco, 25 ans, étudiant en maîtrise au conservatoire de musique de Montréal, qui réside dans la métropole québécoise depuis 2022, n'exclut plus cette porte de sortie. Mais, d'abord, il se bat pour que le gouvernement change d'avis : « Le gel du PEQ est arrivé aux deux tiers de ma licence. Puis, du jour au lendemain, on a vu apparaître les quotas d'étudiants étrangers par province. Je me suis dit : "Tout semble contre moi, je fais quoi ? Je rentre ?" »

Pour l'instant, Aram Musco n'a pas le nombre de points nécessaires pour bénéficier du nouveau programme, mais il jouit d'un permis d'études au Canada valide jusqu'en août 2027. Autour de lui, des amis font durer leur parcours étudiant en demandant une prolongation de ce permis, faute d'obtenir une résidence permanente à laquelle ils pouvaient prétendre auparavant. « Je connais des gens qui font leur valise en ce moment et d'autres qui croisent les doigts pour que les conditions d'immigration redevennent plus souples. Il y a une urgence. Comment faire, alors qu'on se sent déjà québécois ? » ●

E. D.





L'université du Québec, à Trois-Rivières, en 2023. UQTR



Bibliothèque de Polytechnique Montréal, en 2006. GUY LAVIGUEUR/PRODUCTIONS PUNCH INC.

naires français. Olivier Aptel, directeur de Paris School of Business (PSB), prend en exemple l'université Laurentienne, située en Ontario, qui, en 2022, s'efforçait encore d'attirer davantage d'étudiants internationaux: «Depuis, les programmes non rentables ont été supprimés, les effectifs du personnel administratif réduits. Le recrutement des enseignants et les projets demandant des investissements, eux, ont été gelés.»

Au-delà des finances, la baisse du nombre d'inscrits internationaux prive aussi les laboratoires de doctorants étrangers, nombreux à participer aux projets de recherche appliquée. «L'expertise se rare-

« LES PARENTS DES JEUNES FRANÇAIS SE DEMANDENT SI LE QUÉBEC DÉSIRE ENCORE ACCUEILLIR DES ÉTUDIANTS »

MICHÈLE GLÉMAUD directrice du service de l'admission de l'UdeM

fie », souligne Christian Blanchette, de l'UQTR. Et, après plusieurs années de disette budgétaire, la qualité de l'enseignement menace de baisser. «En matière d'image, le mal est déjà fait, constate Florence Ramillon, directrice des relations internationales de Toulouse Business School (TBS). De plus, la mise sous tension des laboratoires et la révision à la baisse des programmes rendent l'école moins attractive pour les meilleurs professeurs. A terme, une descente dans les classements internationaux est possible. »

**DES CANDIDATURES EN BERNE**

L'université de Montréal (UdeM), qui compte près de 70 000 étudiants dans son réseau – entre l'UdeM, HEC Montréal et Polytechnique Montréal –, ressent aussi les secousses. Les candidatures internationales ont chuté de 37 % en un an – à 11 630, en 2025. A la dernière rentrée, la baisse des inscriptions d'étudiants français atteignait les 10 %, alors qu'ils représentent près de la moitié des nouveaux inscrits internationaux, soit près de 4 000. Ils bénéficient pourtant d'une entente bilatérale entre les deux pays limitant leurs frais d'inscription: une année de master leur coûte 3 000 euros, contre 15 000 euros pour les autres étudiants étrangers (hors Belgique francophone).

Depuis la tenue de débats sur l'immigration à Ottawa, puis à Québec, en 2024, l'image d'un pays moins ouvert pèse lourd sur les candidatures. Pour Michèle Glémaud, directrice générale du service de l'admission et du recrutement de l'UdeM, «ce bruit ambiant est problématique. Les parents des jeunes Français se disent: "Est-ce que le Québec désire encore accueillir des étudiants?" » Avant d'ajouter: «La réponse est oui, ils sont les bienvenus!» Pourtant, face à une administration perçue comme opaque et lointaine, les familles françaises qui songent à envoyer leur enfant suivre un cycle d'études éprouvent un sentiment d'insécurité. «Elles veulent avant tout des garanties, précise Florence Ramillon, de TBS. Elles veulent avoir l'assurance que l'étudiant évolue dans un environnement sécurisé, qu'il ait la perspective d'aller jusqu'au master. »

Les établissements subissent, depuis deux ans, «une complexification des démarches d'admission et d'immigration, même pour un semestre d'étude, constate Marion Catelin, directrice des relations internationales à l'IPSA. Les délais sont longs et imprévisibles, ils découragent de nombreux étudiants.» De son côté, Michèle Glémaud pointe le délai plus long entre la candidature à l'inscription et le traitement du permis d'études: «On doit sortir nos offres d'admission le plus rapidement possible pour que les étudiants étrangers aient le temps de préparer leur départ.»

L'avocate en immigration Nadia Barrou, qui guide chaque année des dizai-

nes d'étudiants européens vers le Canada, observe un certain désarroi. «Les mesures d'Ottawa compliquent leur inscription dans un programme, même s'ils finissent toujours par trouver, explique-t-elle. Pour améliorer leurs chances, je leur conseille désormais de déposer trois demandes d'admission par université, comme c'est leur droit.»

L'avocate note également une moindre tolérance des autorités canadiennes à toute infraction au permis d'études: «Si les élèves étudient à temps partiel alors qu'ils devaient être à temps plein, ils auront beaucoup de mal à faire prolonger leur permis.»

**UNE OPPORTUNITÉ POUR L'EUROPE**

Les écoles d'ingénieurs et certaines écoles de commerce imposent à leurs étudiants une période de mobilité internationale pour valider l'obtention de leur diplôme. En 2023, avant les restrictions du gouvernement fédéral canadien, ils étaient près de 20 000 étudiants français à faire le choix du pays de l'érable, en tête des destinations préférées. Les écoles et les universités s'appliquent donc maintenant à diversifier davantage leurs partenariats. «Pour adapter notre stratégie à des contextes géopolitiques plus stricts, nous travaillons avec des universités au Mexique, au Brésil, en Argentine, en Asie... », liste Céline Gagnard, chargée de la mobilité étudiants à Rennes School of Business.

Les pays européens peuvent également tirer profit des restrictions canadiennes. L'école d'ingénieur 3iL a trouvé la parade en nouant un partenariat avec l'université polytechnique de Bucarest, en Roumanie. «Ce pays excelle dans les domaines de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle, et nos étudiants cherchent davantage la qualité de l'enseignement qu'une destination », assure Alice Fleury. La France pourrait aussi bénéficier de ce mouvement en attirant plus d'étudiants francophones, mais aussi en provenance de pays comme «l'Inde et la Chine, les plus touchés par les restrictions canadiennes », constate Olivier Marichalar, responsable du service études de Campus France.

En 2025, l'agence comptait 443 500 étudiants internationaux sur le territoire, soit une hausse de 3 % sur une année, preuve de l'attractivité croissante de l'Hexagone. «Si elle renforce la lisibilité et la cohérence de son offre à l'international, estime Olivier Aptel, la France pourrait tirer parti de cette recomposition. » ●

ELLIOTT DUMOULIN ET ÉRIC NUNÈS

Enlighten. Lead. Change.®

**ESSEC**  
BUSINESS SCHOOL

**ESSEC**  
EXECUTIVE EDUCATION

**FORMATIONS EXÉCUTIVES POUR CADRES, MANAGERS ET DIRIGEANTS**

PROGRAMMES DIPLÔMANTS

- MBA (full-time)
- EMBA (part-time) & EMBA Hybrid
- Executive Masters Spécialisés®

PROGRAMMES EN LIGNE

- Executive Masters
- Executive Certificates
- Executive Short Programs

PROGRAMMES COURTS

- Executive Certificates (9 à 31 jours)
- Formations Courtes (2 à 6 jours)

150440326 - © Photo: Vincent Bouchoux - \*Éditeur: Impakter Transformer

5%

**maximum de population temporaire au Canada**

C'est l'objectif du gouvernement à l'horizon 2027. Le plafonnement du nombre d'étudiants étrangers dans le pays fait partie des mesures visant à atteindre ce but.

**ET SI C'ÉTAIT LE MOMENT DE METTRE VOS ÉQUIPES AU PREMIER PLAN ?**

L'offre KEDGE Solutions Entreprises, au service de votre performance.

**Nos solutions aux entreprises :**

- ➔ Recrutement de vos futurs talents
- ➔ Formation de vos collaborateurs
- ➔ Réputation & marque employeur

**KEDGE rend l'excellence accessible.**

Découvrez votre espace entreprises

Let's be the change



J'AVAIS 20 ANS

CAMILLE FROIDEVAUX-METTERIE

«J'ESSAIE DE VIVRE DANS MON ÂGE»

La philosophe raconte sa rapide émancipation politique. Bien avant de saisir la violence des injonctions à l'égard des femmes

C'est au Cyrano, café au décor Art nouveau, familial des habitants du quartier des Batignolles, à Paris, que Camille Froidevaux-Metterie accepte de se replonger dans sa vingtaine, celle d'une jeune fille studieuse et angoissée, punk et politisée, déjà résolue à ne pas suivre le chemin qu'on avait tracé pour elle. Agée de 57 ans, la philosophe et professeure de science politique est l'une des grandes voix du féminisme français. Elle vient de diriger l'ouvrage collectif *Théories féministes* (Seuil, 2025). Autrice de nombreux essais sur le corps des femmes, elle a aussi publié un roman, *Pleine et douce* (éd. Sabine Wespieser, 2023), et a récemment collaboré à une pièce de danse autour du vieillissement.

De quel milieu venez-vous ? D'un environnement un peu dual. Du côté de mon père, architecte, c'était une famille parisienne d'artistes catholiques de gauche. Je m'entendais très bien

avec ma grand-mère, qui était sculptrice. Du côté de ma mère, fille de militaire, c'était un milieu beaucoup plus populaire. Je suis née à Paris et j'ai eu une enfance assez traditionnelle : danse classique et scoutisme, mais chez les unionistes – protestants. J'avais demandé à quitter les catholiques que je trouvais vraiment trop coincés. Puis, quand j'ai eu 10 ans, ma famille est partie s'installer à Nevers, j'y suis restée jusqu'au baccalauréat.

Quel genre d'élève étiez-vous ? Une très bonne élève, mais très angoissée. Dès la primaire, j'attendais anxieusement de savoir si j'étais classée première ou deuxième de ma classe. La pression à la maison était forte. Au lycée, j'ai commencé à vriller. Je découvre la joyeuse vie un peu punk de Nevers. On est à la fin des années 1980, c'est la période new wave et celle des groupes de rock alternatif, je m'engouffre dans une vie de fêtes assez intense. Je sors en cachette, je sèche les cours, j'imité la signature de mes parents



A Paris, le 17 novembre 2025. FANNY DE GOUVILLE/MODDS

pour justifier mes absences. Du fait de mes absences, je redouble ma 1<sup>re</sup>. Mes parents tombent de haut et m'inscrivent dans le lycée privé de la ville. C'était une très bonne décision, qui m'a permis de devenir celle que je suis.

«AU LYCÉE, J'AI COMMENCÉ À VRILLER. JE DÉCOUVRE LA JOYEUSE VIE UN PEU PUNK DE NEVERS»

Vous emménagez à Paris après le bac. Quel souvenir avez-vous de cette période ? J'en garde un souvenir de jubilation et un sentiment de libération. Je continue de faire la fête, et je travaille beaucoup aussi. Après une classe préparatoire littéraire, j'intègre Sciences Po. Là, je découvre une vie politique étudiante qui m'emporte. Je me souviens de ce moment de joie militante lors de la venue de Jean-Claude Martinez, vice-président du Front national, qui devait donner une conférence dans le grand amphithéâtre. Avec des camarades, on s'est installés debout sur les tables et on a marché sur place. Le

vacarme était tel que la conférence a été annulée. J'ai éprouvé pour la première fois la force efficace d'un engagement politique. C'est sans doute ce qui me décide à consacrer un mémoire sur les Nouveaux Réalistes, une avant-garde artistique. Je découvre aussi l'histoire des idées politiques, notamment l'œuvre d'Ernst Troeltsch [1865-1923]. Son analyse de la façon dont les groupes chrétiens ont pensé leur rapport au monde me passionne, et je décide de lui consacrer la thèse que je ferai à l'EHESS. Ces années sont celles de ma formation intellectuelle, elles me donnent le goût de la théorisation politique.

Quand entrez-vous en féminisme ? Tardivement. Après quatre ans d'attente pour obtenir un poste après ma thèse, je passe un entretien à l'université d'Assas, enceinte de 7 mois. A ma surprise, je suis recrutée pour commencer fin janvier. Mon fils naît le 3 janvier dans des conditions difficiles, je suis transférée en réanimation à l'hôpital. Quand je commence à enseigner, je suis dans un état physique et psychique compliqué. Tout le monde me dit : « C'est merveilleux, tout arrive en même temps. » Moi, j'essaie de tenir bon. Une formidable pédopsychiatre finit par mettre des mots sur ce que je traverse : j'ai failli mourir et je fais une dépression du post-partum. J'ai 35 ans et je me rends compte à quel point les femmes sont maltraitées. Je cherche des autrices qui m'aideraient à comprendre ce que je vis et découvre la philosophe états-unienne Iris Marion Young [1949-2006]. C'est une véritable épiphanie intellectuelle – je le souhaite à tout le monde : ouvrir un livre et avoir l'impression qu'il a été écrit pour vous ! Young pense le corps des femmes comme un lieu de domination masculine, mais aussi d'une réappropriation possible. Sa pensée devient ma boussole théorique.

Quel rapport avez-vous avec votre corps ? Jeune, j'ai souffert de troubles du comportement alimentaire et j'ai longtemps détesté mon corps, trop gros au regard des injonctions à la minceur. Il m'a fallu du temps pour trouver un relatif apaisement. C'est passé par des choix d'apparence forts dans ma jeunesse : toute vêtue de noir, la bouche très rouge, le teint très blanc, la moitié de la tête rasée. Je me cachais en me montrant.

Diriez-vous que 20 ans est le plus bel âge de la vie ? C'était une période douloureuse, angoissée, un peu trash aussi, mais fondatrice. Je n'en suis pas nostalgique pour autant. J'essaie de vivre dans mon âge. A la cinquantaine, c'est un véritable projet féministe ! ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MARGHERITA NASI



EXECUTIVE MASTER  
Technologie • Innovation • Leadership

VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ?

Révélez votre potentiel de leader et vivez une expérience unique au cœur de l'innovation en intégrant l'École polytechnique.



polytechnique.edu/executive-master

SCHOOL OF MANAGEMENT  
**iaelyon**

UNIVERSITÉ LYON 3  
JEAN MONNET

**EXECUTIVE**  
Master / MBA

Envie d'évoluer ?  
Découvrez nos programmes Executive, compatibles avec une activité professionnelle.

Plus d'infos

70  
anniversaire  
1956 - 2026

Les candidatures sont ouvertes

**think large**

iae.univ-lyon3.fr  
thinklarge.fr

**ESSCA**  
EXECUTIVE EDUCATION

**Obtenez le diplôme que vous méritez.**

Diplômerez-vous et donnez un nouvel élan à votre carrière !

**EXECUTIVE MASTER EN MANAGEMENT GLOBAL**

Paris et Angers

- > Diplôme Bac+5 grade de Master
- > Accessible dès Bac+2
- > Rentrée janvier 2027

+ D'INFOS

essca.eu

place de communication - Photo Adèle Souch